

## La paix telle qu'Israël...

Comme ils en ont depuis longtemps l'habitude, la plupart des députés arabes ont quitté l'hémicycle lorsque le premier ministre israélien a pris la parole, lundi 21 octobre, à la tribune de l'ONU. Pourtant, en offrant à la Jordanie d'entamer des négociations de paix directes avant la fin de l'année, M. Shimon Pérès a formulé une proposition qui pourrait ne pas laisser totalement indifférents les pays arabes les plus concernés. A commencer par la Jordanie - même si les premières réactions à Amman sont plutôt franches. Jusqu'à présent, le roi Hussein, lié par les résolutions de plusieurs sommets arabes, s'est toujours refusé à envisager de négocier avec Israël sans l'OLP. M. Pérès n'a pas non plus exclu celle-ci de son appel à la négociation mais s'est refusé à ouvrir des pourparlers avec les organisations qui « représentent la terreur ». Tout se passe comme si le premier ministre israélien comptait sur la Jordanie pour mettre l'OLP hors de course.

L'accord conclu en février dernier à Amman entre le roi Hussein et M. Arafat semblait confirmer que l'OLP était engagée sur la voie d'un règlement pacifique du conflit - renouant dans les faits au terrorisme qu'elle réclame dans les mots. La triple mort de Larana et le détournement de l'Achille-Lambo ont jeté le doute sur les véritables intentions de l'organisation palestinienne ou, à tout le moins, sur sa capacité à contrôler ses membres. Depuis, les relations entre l'OLP et Amman se sont refroidies et c'est bien évidemment l'atout que M. Pérès cherche à exploiter en proposant des négociations directes à la Jordanie. Sa proposition intervient au moment où la Jordanie amorce un rapprochement encore timide avec la Syrie, ennemi juré de M. Arafat.

M. Pérès a été plus loin. Pour la première fois - dans des termes il est vrai très vagues - il a envisagé que les négociations aient lieu sous couvert d'une réunion internationale - comme le souhaitent le Kremlin et de nombreux pays arabes, dont la Jordanie. Certes, il a exclu que PURSS, parce qu'elle n'entretient pas de relations diplomatiques avec Israël, puisse participer à une telle conférence. Mais il l'a fait sans lancer d'anathème et, surtout, à un moment où l'échange de « représentants officiels » entre Israël et la Pologne laisse peut-être pressager un dégel entre Moscou et Jérusalem.

Fers laissés au feu, portes entrouvertes... M. Pérès a parlé « de petites équipes de travail à réunir sous trente jours » pour accélérer le processus qu'il appelle de ses vœux. C'est précisément le délai qui nous sépare du sommet soviéto-américain des 19 et 20 novembre prochain à Genève.

Que souhaite exactement le premier ministre israélien en réclamant « une nouvelle initiative » dans un conflit qui en a tant connu de vaines ? S'agit-il, à un an de la date prévue pour la relève du chef du gouvernement travailliste par son adjoint et rival de Likoud, M. Shamir, qui déjà hausse le ton, de prendre de vitesse son intransigence et d'engager « une dynamique de paix » ? Ou plus simplement d'exploiter l'actuel discrédit de l'OLP pour marquer un point contre l'organisation palestinienne ?

(Lire nos informations pages 6 et 44.)

## Le CNPF présente ses propositions pour la prochaine législature

- Accentuation du mouvement de privatisation
- Réduction prudente du déficit budgétaire
- Suppression des aides aux entreprises

Le Conseil national du patronat français a présenté, ce mardi 22 octobre, ses « propositions pour une nouvelle politique économique ». Partisan d'une croissance plus forte, le CNPF - loin de rompre avec la politique menée par les socialistes depuis 1983 - demande une amplification de cette stratégie orientée vers une restauration de la compétitivité des entreprises.

Effet de modestie pour une organisation dont les thèses ont finalement triomphé, ou, par réalisme, le CNPF se garde de montrer le moindre esprit revanchard. Le temps n'est plus où, à l'orée de cette législature, il avait à faire face à un gouvernement (ou du moins à certains de ses ministres) qui prétendait « faire rendre gorge aux patrons ». Depuis, peut-être, le Conseil national du

patronat français, « l'opinion publique a pris conscience de l'importance vitale de l'entreprise et de la liberté d'entreprendre ».

Pas seulement l'opinion mais aussi les pouvoirs publics qui ont su, ou dû, se plier à la dure réalité des faits. Aussi bien le CNPF ne tourne-t-il pas le dos à la politique économique actuelle. Il souhaite simplement qu'elle soit plus cohérente et plus centrée sur l'entreprise. Avenue Pierre-Jaume de Serbie, siège de l'organisation patronale, on ne s'inquiète pas de savoir qui mènera la politique préconisée, pourvu que ce soit cette politique. Le CNPF, nous dit-on, a élaboré un programme qui vaudra pour tout gouvernement qu'autant légitimé les élections.

Si on relève point par point les propositions du document patronal établi pour trois ans, force est de constater qu'il s'agit le plus souvent d'une amplification - à

un degré significatif, il est vrai - de mesures en cours.

S'agit-il des prélèvements obligatoires ? Le gouvernement actuel en a déjà arrêté leur progression et les a même fait baisser de 0,8 point cette année. Pour le CNPF, il convient de se montrer beaucoup plus hardi, en diminuant d'un point ces prélèvements pendant trois ans de suite et en faisant profiter essentiellement les entreprises.

Le besoin de financement des entreprises publiques ? Face de tous ceux qui voudraient faire disparaître d'un seul coup le déficit budgétaire. Cela conduirait à une asphyxie de l'économie. Sur ce point, le CNPF ne fournit pas de chiffres officiels, mais on peut affirmer qu'il a vu un déficit représentant 2,5 % du produit intérieur brut (contre 3,2 à 3,5 % actuellement).

FRANÇOIS SIMON.

(Lire la suite page 39.)

## AUSTÉRITÉ ET AGITATION SOCIALE

## Le socialisme grec à « l'heure de la vérité »

De notre envoyée spéciale

Athènes. La fête est finie. On a défilé les drapeaux du socialisme triomphant et, après la messe populaire qui avait accueilli la seconde victoire électorale de M. Papandréou en juin, on a balisé les rideaux de fer des commerces, quitté le bureau ou l'usine et ressorti les banderoles de la contestation. « Non à l'austérité », tel était le slogan de la grève générale qui a donné, lundi 21 octobre à Athènes, le coup d'envoi d'une vague paucière longue d'agitation sociale.

Moment désagréable pour un premier ministre qui n'est pas rompu à ce genre d'exercices d'impopularité et chez qui l'autoritarisme avait toujours pu jusqu'à se combiner à la démagogie. Moment que certains en revanche, à Washington, à Bruxelles ou ailleurs, goûteront sans doute avec un malin plaisir, car c'est aussi celui où M. Papandréou, par la force des choses, est contraint de se plier aux bonnes manières occidentales.

Son socialisme a été, pendant ses quatre premières années, à la fois dépendant et arrogant. Généreux en réformes sociales d'abord, mais clientéliste et populiste aussi, englobant un secteur public déjà boulimique et totalement improduc-

til, entraînant, sans ménagement, la population dans l'idée que l'austérité, c'est bon pour les « réconciliations » américano ou britanniques, mais pas pour la gauche grecque. On demandait l'aide militaire des Américains, l'aide économique des Européens, dans le même temps qu'on dénonçait l'impérialisme des États-Unis et que l'on dénigrât le « club de l'Europe riche ».

Mais pouvait-il en fait, en être autrement ? Ces quatre années ont été celles de l'émancipation pour une gauche de tout temps persécutée ou bridée, qui avait pour la première fois la possibilité de s'exprimer, de même que pour un pays qui attendait de ce gouvernement qu'il fût son sentiment national trop longtemps humilié. M. Papandréou a mis exactement sept ans (de la chute des colonnes en 1974 à son arrivée au pouvoir en 1981) pour réaliser avec le PASOK ce qui a pris des dizaines d'années à la plupart des social-démocraties européennes : constituer une solution de réchange aux gouvernements de droite. On ne pouvait pas s'attendre qu'il cédât d'arrêter, contre le mouvement qui le portait, au réalisme économique auquel certains partis frères, autrement plus adultes pourtant, ont cru pendant un temps pouvoir échapper.

Et puis, alors que se dessinait une échéance électorale, aller expliquer la rigueur à un pays où l'on considère l'État comme une vache à lait, la fraude fiscale comme un sport national, et où l'on est traditionnellement plus tenté, en économie comme en politique, par les opérations immédiatement rentables que par les plans de modernisation à long terme. Des structures familiales encore très solides, des activités parallèles extrêmement dynamiques font que cette société ne connaît pas la pauvreté et qu'elle est moins sensible que d'autres aux dérèglements économiques. L'inconvenant, c'est qu'elle se soude comme d'une gaine du déficit de la balance des paiements ou des grands équilibres nationaux.

Cependant, comme le disait M. Papandréou au septième, « l'heure de la vérité a sonné » : les élections sont passées, les caisses de l'État sont dramatiquement vides, le FMI menace, les banques étrangères réclament des garanties pour continuer de prêter, les Européens demandent des gages, et Washington estime qu'on a assez plaisanté avec l'anti-américanisme et qu'il est temps d'en venir à des relations plus sérieuses.

CLAIRE TRÉAM.

(Lire la suite page 4.)

## Les CRS mettent fin à l'occupation des usines Ducellier

Les forces de l'ordre ont investi ce mardi matin les usines Ducellier à Issore, Sainte-Florine et Verbonheon. Ces trois établissements étaient occupés depuis le 29 septembre par les militants de la CGT.

PAGE 44

## La grande misère de Liverpool

Une municipalité dominée par les trotskistes du Parti travailliste défie M. Thatcher. Sur fond de chômage et de misère, la ville voulait licencier pour trois mois les employés communaux. Les syndicats tentent d'éviter la catastrophe.

PAGE 3

## Yémen du Nord : les poignards rengainés du président Saleh

Le chef de l'État a placé des militaires à tous les postes-clés, mais le régime se « civilise ».

PAGE 5

## M. Juquin propose une « troisième phase » pour le mouvement ouvrier

Dans son livre « Autocritiques », l'ancien porte-parole du PC réécuse les modèles capitaliste, social-démocrate et soviétique.

PAGE 13

## Québec :

## le temps du « beau risque »

PAGES 7 à 9

## Proust, pour changer

Les digressions de Bernard Frank

PAGE 19

## Le Monde

## MÉDECINE

## Cholestérol : les régulateurs du taux

Deux millions de personnes en France sont atteintes d'anomalies du métabolisme des graisses qui les prédisposent à des accidents de santé et à la mort.

(Page 17, l'article du Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE)

Débats : De l'autre côté de la Méditerranée (2) • Étranger (3 à 10) • Politique (12 et 13) • Société (14 et 15) • Culture (18 et 20) • Communication (22) • Économie (39 à 42)

Echecs (44) • Programmes des spectacles (20 et 21) • Radio-télévision (21) • Carnet (22) • Informations services (15) • Annonces classées (25 à 38)

## SIDA, LA RECHERCHE DES COUPABLES

## Le châtimement des dieux

par JACQUES RUFFIÉ (\*)

Aussi loin que remonte l'histoire écrite des peuples de l'Occident méditerranéen, deux prévisions furent données à la maladie. Pour les Égyptiens, la maladie tenait à un dérèglement entre forces externes et forces internes, qui devaient rester en parfait équilibre chez l'homme sain. Le diagnostic, les soins (bien pauvres en ces temps) étaient le fruit d'une observation vigilante. Ce mode de pensée fut repris par les Grecs et parfaitement explicité par l'école de Cos, dominée par Hippocrate, qui décrivit un certain nombre de maladies

(\*) Professeur au Collège de France.

encore reconnaissables de nos jours.

Dans la Rome impériale, Galien relaie et précise Hippocrate. Après l'effondrement de l'empire d'Occident, les Arabes sont les seuls à conserver la tradition hippocratique en l'améliorant ; ils la transmettent à l'Europe. Celle-ci ne reprendra vraiment son essor médical qu'au cours du dix-neuvième siècle. Elle avait été jusque-là l'héritière du second courant de pensée d'origine sumérienne, qui faisait de la maladie une punition des dieux.

Cette vision sera reprise par le christianisme, par l'intermédiaire de la médecine talmudique, que d'ailleurs il aggravera. Le principe en est simple. Dieu est tout-puissant mais juste. Il châtie les coupables en leur envoyant toutes

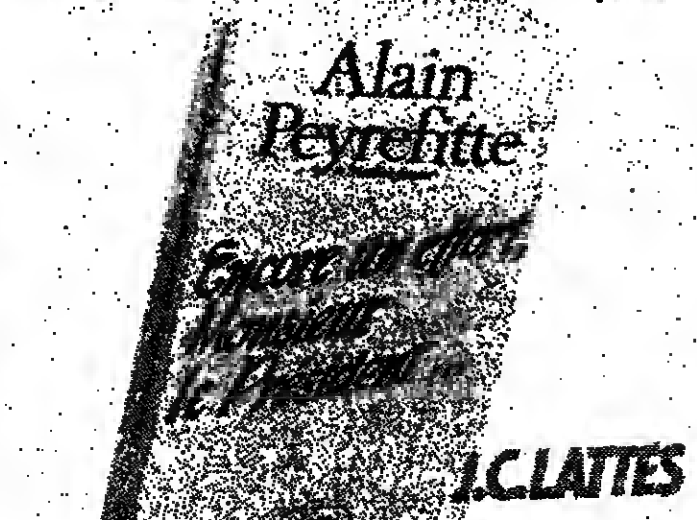
sortes de maux. Au Moyen Âge, un malade amené à l'Hôtel-Dieu était d'abord confessé minutieusement pour savoir de quelle faute il s'était rendu coupable. Puis il recevait l'absolution, premier geste thérapeutique. C'est alors seulement que commençaient les soins proprement dits, résumés il est vrai à peu de chose.

Une société est solidaire, aussi le malade-pêcheur attire la foudre céleste sur tout son groupe. Pendant vingt siècles ou presque, lors de toutes les catastrophes, on recherchait les coupables. La grande peste du quatorzième siècle, qui tua le tiers ou la moitié de la population d'Europe, donna lieu partout à des cérémonies expiatoires, à des pénitences collectives, à des pèlerinages.

(Lire la suite page 18.)

« DE TRÈS LOIN LE TEXTE LE PLUS ÉLABORÉ, LE MIEUX ÉTAYÉ (...), LE PLUS BRILLANT QU'AIT SU PRODUIRE L'ÉCOLE NÉO-LIBÉRALE DEPUIS 1981 »

Alain Duhamel, L'Express.





# débats

## DE L'AUTRE COTÉ DE LA MÉDITERRANÉE

Les pieds-noirs recevaient depuis plusieurs années un accueil chaleureux en Algérie. Pourquoi, demande Jacques Roseau, le ton a-t-il changé ? Pourquoi les médias multiplient-ils ces derniers temps les sources de « chicanes » ? De son côté, Mohamed Ait Arab s'attriste de la maladie que traverse aujourd'hui la culture arabe.

## La culture arabe en panne d'imagination

La littérature se réfugie dans un formalisme de plus en plus désuet

**L**a culture arabe est malade. Qui, aujourd'hui, oserait le dire ? Mais de quel mal souffre-t-elle ? Du déclinisme politique dans des pays où, la plupart du temps, sévit le régime du parti unique ? De la censure, voire de l'autocensure ? De la montée de l'intolérance, corollaire sans doute du développement d'un fanatisme religieux rétrograde ? Tout cela existe, bien évidemment, dans le monde arabe et mal ne peut l'ignorer. Mais le plus inquiétant est, sans aucun doute, le manque d'imagination de nos intellectuels. L'écrivain égyptien Yehia Haouqi, cité par Tahar Ben Jelloun, a admirablement résumé la situation en comparant les lettres arabes à « une dictée rédigée par un élève du cycle primaire ». A quelques exceptions près, la littérature arabe de ces dernières années brille par sa platitude. Pour un Mahmoud Darwich, combien de plimblis sans génie et sans talent ?

Or, tandis que la littérature arabe sombre dans la médiocrité, une autre littérature, arabe elle aussi, mais de langue française, donne chaque jour des signes plus éclatants de vitalité. Ce phénomène, proprement maghrébin, est beaucoup plus remarquable en Algérie et au Maroc qu'en Tunisie où, pour diverses raisons, la littérature francophone demeure assez marginale (1). Quel que soit le genre — roman, poésie ou essai — et le domaine choisi — économie, histoire, sociologie... — la production, ces derniers temps, s'est accrue tant du point de vue quantitatif que qualitatif. Il serait fastidieux de donner ici une liste exhaustive de tous les ouvrages parus

par MOHAMED AIT ARAB (\*) depuis cinq ou dix ans. Citons simplement pour mémoire Abdelkader Kilis (*L'Auteur et ses doubles*), Fatima Lemsi (*Scène, Idéologie, Islam*), Rachid Mimouni (*Le Fleuve dévié, Tombé*), Lella Sebbar (*Shéhérazade, le Chinois vert d'Afrique*), Abdallah Sehrane (*Mas-souda*), Halima Ben Haddou (*Al-cha la rebelle*), Abdallah Bannam (*Sans oublier des auteurs plus confirmés comme Rachid Benjedja, Dries Chraïfi ou Tahar Ben Jelloun*).

Comment peut-on expliquer un tel dynamisme ? La renaissance actuelle de la littérature maghrébine de langue française est à rapprocher de celle de la littérature africaine francophone. D'un côté comme de l'autre, nous avons affaire à deux littératures qui sont nées et se sont développées sur le terrain de la colonisation : la dénonciation de l'oppression coloniale était au centre de la plupart des œuvres. Que ce soit Mouloud Mammeri, Mohamed Dib, Kateb Yacine ou Mongo Beti, Sembène Ousmane ou Ferdinand Oyono, l'écrivain s'assignait pour tâche le dévoilement d'une réalité politico-économique.

Puis les pays africains furent illuminés par le Soleil des indépendances (2) ; bon nombre de critiques estiment, à l'époque, que ces littératures ne survivraient pas à la chute du système colonial qui était, en quelque sorte, leur raison d'être. Si un Ferdinand Oyono, après trois romans prometteurs (3), préfère renoncer à l'écriture pour embrasser la carrière diplomatique, le continent africain se déçoit d'autres auteurs tout aussi talentueux : l'Ivoirien Jean-Marie Adiaffi, lauréat du Grand Prix de littérature d'Afrique noire en 1981 ; la Sénégalaise Mariama Ba, trop tôt disparue en 1981, après la publication de son premier et admirable roman, *Une si longue*

(\*) Ecrivain.

lettre ; Les Congolais Sony Labou Tansi et Tchicaya U Tamsi, véritables révolutionnaires du langage ; le Zaïrois V.Y. Mudimbe ; le Malien Yambo Ousoulogu...

De même, au Maghreb, de jeunes auteurs ont su avec bonheur redonner vie à la littérature de langue française. Car, contrairement aux écrivains de langue arabe, les « francophones » ont su se renouveler. Ils sont également parvenus à s'approprier la langue française tout en demeurant des auteurs arabes (4).

Les lettres arabes agonisent, frappées par un manque d'imagination tragique ; elles se réfugient dans un formalisme qui se révèle chaque jour plus désuet. La situation est-elle pour autant désespérée ? Sans doute pas, mais il est difficile d'être optimiste lorsqu'on entend J. Bencheikh avouer, à juste titre d'ailleurs, que le monde arabe est « un corps ectoplasme qui reçoit toutes sortes de choses sans avoir des structures de pensée qui lui permettent de poser convenablement les problèmes ». Certains penseront que ce jugement est trop sévère. Il a au moins le mérite de la franchise.

Difficile également d'attendre, dans l'immédiat tout au moins, une quelconque réveil de la culture arabe quand on sait combien sont douloureuses, dans nos pays, les réminiscences de la « brosse à reluire » tiennent lieu de critique littéraire.

- (1) N'oublions pas tout de même Mustapha Tilli, auteur de *Le Roi aux trépassés*, le *Bruit d'été*, *Gloire des sables*.
- (2) Titre d'un roman d'Ahmedou Kourouma.
- (3) *Une vie de boy*, *Le Vieux Nègre* et *La Médaille*, *Chemins d'Europe*.
- (4) Sony Labou Tansi, auteur en particulier de *La Vie et la mort*, *L'Antépeuple* et *Le plus récent des Sept Solitudes* de *Louisa Lopez*, a résumé cette dualité entre langue d'origine et langue d'emprunt de la manière suivante : il écrit, dit-il, en français, mais il pense en congolais.

## « Ce qui est passé est mort »

Il est absurde de rouvrir les plaies de la guerre d'Algérie

**« L**i Fhet Met ! » « Ce qui est passé est mort ». Ce proverbe arabe, couramment employé en Algérie, traduit bien la sensibilité profonde arabo-berbère à l'égard des choses du passé. Tous les témoignages rapportés d'Algérie depuis plusieurs années par des pieds-noirs retournant sur leur terre natale confirment, à travers l'accueil chaleureux qui leur était réservé, ce dicton. Les conversations innombrables que l'on pouvait avoir avec d'anciens maquisards reflétaient un état d'esprit identique. Les déclarations du président Chadli lors de son voyage à Paris marquaient dans cette direction le point d'orgue inspiré par le biais d'un appel aux Français d'Algérie.

Mais alors, comment interpréter le changement total d'attitude des médias algériens, donc du gouvernement, qui, depuis la mise en accusation de la France, de son armée, au sujet des soi-disant essais de radiations atomiques à Reggane, ne cessent de multiplier depuis plusieurs mois les sources de « chicanes ».

Rouvrir les plaies de cette guerre tragique, absurde, recenser indéfiniment et macabrement les morts, combattre les charniers en les « découvrant » en fil des semaines, comme si le gouvernement algérien voulait entretenir un véritable suspense morbide, cela n'est pas digne d'un Etat qui se veut responsable et crédible aux yeux de la communauté internationale.

Tout le monde sait que la guerre d'Algérie a fait beaucoup de victimes, trop souvent inutiles, et personne n'a oublié que des innocents tombaient quotidiennement de part et d'autre. Aux accusations des médias algériens, l'on pourrait opposer celles qui

par JACQUES ROSEAU (\*)

concernent nos martyrs, nos enfants mutilés, nos femmes éventrées, nos vieillards égorgés, nos soldats torturés, musulmans, israélites ou chrétiens. A quelle si-nistre compétition l'Algérie officielle veut-elle se livrer ? Est-elle si sûre d'avoir l'assentiment de ses ressortissants ? Nous sommes loin d'en être persuadés, si nous nous référons aux multiples contacts que nous continuons d'avoir avec nos amis algériens.

Que l'Algérie soit confrontée à de graves problèmes d'ordre économique, démographique, idéologique, voire militaire, si l'on songe au Polisario, nous le comprenons fort bien et souhaitons que la France trouve avec l'Algérie les voies et moyens aptes à éviter les situations conflictuelles.

Mais que l'Algérie tente d'exercer des pressions, d'infléchir des positions diplomatiques, d'obtenir des avantages économiques à « coups de charniers », cela devient intolérable. Car, après tout, qui y a-t-il vraiment dans ces charniers ? Des civils torturés par les DOP ? Des Algériens francophiles au nez coupé ? Des harkis de 1962 ? Des messalistes de Me-louza ? Des pieds-noirs enlevés et entassés à Badjara (Kouba-Alger) ou bien ceux du 5 juillet 1962 à Oran ? Des étudiants victimes de la « bleuité » d'Amir-rouche dans l'Akfadon en Kabylie ? La liste ne peut être exhaustive tant ce drame aux facettes multiples fut sanglant.

Peut-être parce que nous avons été les premiers à prôner, en tant que pieds-noirs, le rapprochement entre nos deux pays, nous nous permettons de dire aujourd'hui (\*) Porte-parole du RECOURS.

aux responsables algériens : cela suffit ! Cessez donc d'attiser et de ranimer la haine, cessez de violer votre nature profonde et honorable, sous-tendue par « Li Fhet Met », car vous ne serez pas authentiques dans cette triste comédie, vous allez y jouer de faux personnages, et vous serez mauvais dans ce rôle.

Mauvais aux yeux de l'opinion française, qui supportera de plus en plus difficilement ces procédés. Mauvais aux yeux de vos travailleurs émigrés, dont la situation est déjà délicate, et qui se sentiront de plus en plus mal à l'aise. Mauvais aux yeux des pieds-noirs, dont certains peuvent être des traits d'union, mais qui n'accepteront pas que la France soit traitée dans la boue.

Mauvais aux yeux de vos compatriotes algériens qui, dans leur majorité, estiment que d'excellentes relations doivent être entretenues avec la France. Mauvais aux yeux de l'opinion mondiale, qui ne comprendra pas qu'un pays indépendant depuis près d'un quart de siècle n'ait pas encore acquis la maturité nécessaire pour laisser les morts enterrer les morts.

Aloes, jouons plutôt ensemble, car nos complémentarités sont multiples. Sachons écrire notre histoire sans éternellement insulter celle de l'autre, nous recueillir dans la dignité sur les tombes de nos martyrs sans oublier ceux des autres et regarder ensemble un avenir de toute façon difficile, sans tenter de le rendre plus douloureux encore, afin d'écrire ensemble une nouvelle histoire commune, en inscrivant comme prologue au-dessus de la Méditerranée, telle une immense arche de Marseille à Alger ; « Li Fhet Met » !

## COURRIER DES LECTEURS

### Discrimination

Un certain nombre de ressortissants des anciennes colonies françaises sont victimes d'une grave injustice de la part de la France. Par exemple, ceux qui se sont trouvés du côté français d'une part, les anciens harkis ne voient pas leurs services dans les rangs des supplétifs reconnus comme services dans l'armée. Ceux qui je connais n'ont pas de livret militaire.

Lorsque, après l'indépendance, ils ont réussi à rester en Algérie parmi leurs compatriotes, prenant la nationalité algérienne, la France ne les reconnaît plus. Leurs blessures de guerre ne sont reconnues par personne. Ne s'étant pas trouvés dans le camp des vainqueurs, ils ne sont pas bien vus en Algérie et sont au chômage. Un tel qui a été arrêté aux emplacements en Algérie après l'indépendance, arrivé en France, n'a pas obtenu le carnet de soins gratuits auxquels ont droit, en France, ceux qui ont encouru un certain taux d'invalidité au service militaire.

D'autres, qui n'étaient pas dans les supplétifs, mais dans l'armée régulière, engagés volontaires pour les combats de notre libération en 39-45 ou qui ont combattu en Indochine, n'ont pas droit à une pension après quinze ans de service militaire de carrière, parce qu'ils n'ont pas pris la nationalité française en 1962.

N'est-ce pas là une discrimination ? Un tel qui a été arrêté aux emplacements en Algérie après l'indépendance, arrivé en France, n'a pas obtenu le carnet de soins gratuits auxquels ont droit, en France, ceux qui ont encouru un certain taux d'invalidité au service militaire.

D'autres, qui n'étaient pas dans les supplétifs, mais dans l'armée régulière, engagés volontaires pour les combats de notre libération en 39-45 ou qui ont combattu en Indochine, n'ont pas droit à une pension après quinze ans de service militaire de carrière, parce qu'ils n'ont pas pris la nationalité française en 1962.

A.M. BERNHARD (Mulhouse).

### L'aide au retour

La FASTI (Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés) estime que l'article publié dans le Monde du 3 octobre, concernant l'aide au retour, n'apportait qu'un « éclairage » sur le sujet traité : « Et si le dispositif d'aide au retour semble être un des moyens actuels de diminuer les effectifs de certains entrepreneurs, est-ce la solution, alors que se fait jour une théorie d'une meilleure perspective de l'appareil industriel entraînant une création d'emplois », s'interroge la FASTI, qui met en cause certains points fondamentaux du dispositif : — Le retour est définitif puisque l'accompagnement du retraité de la carte

### Le cumul emploi-retraite

Permettez-moi de poser deux questions à propos du projet de loi Fabius sur le cumul emploi-retraite.

- 1) Etant donné l'allongement de la scolarité, les personnes qui ont eu des enfants après trente-cinq ans risquent fort de les avoir encore à charge après soixante ans. Il ne leur est donc pas possible de réduire brusquement leur train de vie dès le départ en retraite. Un revenu d'appoint leur est indispensable. Le projet Fabius semble l'interdire. Est-ce à dire que M. Fabius conteste aux Français le droit de faire des enfants après trente-cinq ans ?
- 2) Comment le projet Fabius s'applique-t-il aux indemnités et aux retraites parlementaires, aux indemnités du président de la République, des ministres et des maires ?

JEAN RIVOIRE (Paris).

**BOUCHARD PÈRE & FILS**

BEAUNE DU CHATEAU

exclusivement des climats suivants des DOMAINES DU CHATEAU DE BEAUNE

climat de Beaune Premiers Crus :

- Les Aigues
- Les Sèves
- Les Perrières
- Les Aiguës
- Les Trévins
- Les Bâillards
- Les Sœurs
- Les Reverses
- Château de la Vierge
- En Gâté
- Les Bressandes
- Les Tournants
- Les Grèves
- Les Tournes
- Champ Pommé
- A l'Éclat

Demander la notice à :

Bouchard Père & Fils

21000 Beaune Cedex

Tél. 03.20.24.41

Tél. Bouchard 03.20.24.41

Disponible aussi de :

- « La Beaune »
- « Les Bâillards »
- « Les Sœurs »
- « Les Trévins »
- « Les Aiguës »
- « Les Perrières »
- « Les Sèves »
- « Les Aigues »

**EQUIPHOTEL - Pte de Versailles**

Allée N - Stand 2 - N° 21

**« LE CONTRAT SOCIAL LIBÉRAL »,**

de Serge-Christophe Kolm

**Au-delà des slogans**

UN pavé de quatre cents pages est tombé dans le marais politique du jour. Comment ? Serge-Christophe Kolm a la cour à gauche, non ? Pourquoi vient-il donner des leçons de libéralisme à ceux qui inscrivent le mot sur leur drapeau, en lettres de plus en plus grosses à mesure que les élections approchent ? On imagine des grinements dans quelques coins de l'opposition, parce qu'une fois de plus Kolm, qui paraît donner des gages à des doctrines politiques, ne se laisse pas circonvenir par leur utilisation de circonstance.

C'est d'un point de vue de Sirus que notre auteur, dégageant le cercle qu'il a voulu déjà tracé avec le *Libéralisme moderne* (1) va se livrer à un puissant travail d'analyse, reposant sur une connaissance encyclopédique d'auteurs et de concepts. Il présente dès le début qu'il n'est pas là pour prêcher pour ou contre.

Si vous voulez être libéral, très bien, mais soyez-le alors logiquement et pleinement. On sent le mathématicien sous la carapace de l'économiste et du philosophe, son attrait pour la chaîne des déductions. « Le libéralisme n'est pas une idéologie », proclame-t-il, s'opposant ainsi, sans le dire, à Guy Sorman, qui affirme le contraire dans son *Etat minimum* (2). Au reste, pour Kolm, le libéralisme, ce n'est pas le « moins d'Etat » mais plus de liberté.

On n'a pas fini de franchir des barbelés de paradoxes en lisant l'ouvrage. Ainsi, le droit de propriété ne lui paraît pas consubstantiel à la liberté fondamentale ni le droit du premier occupant propre à fonder l'acquisition des

ressources naturelles. Il introduit aussi la notion de « transferts sociaux » libéraux.

Le plus subtil dans le cheminement de la pensée est sans doute ce concept de contrat social libéral. Il ne ressemble pas à ceux que J.-J. Rousseau et bien d'autres ont dessinés, qui n'avaient lieu qu'une fois dans un instantané passé mythique entre ancêtres lointains ou des zombies imaginés à cette fin. Ici il s'agit d'une entente implicite, permanente, entre personnes réelles qui légitiment le pouvoir politique. L'Etat réalise les désirs des citoyens qui s'accordent avec leurs droits, quand l'opération ne peut se faire spontanément.

L'Etat libéral est donc un « Etat de devoir ».

Dans sa recherche sur la philosophie du libéralisme, Serge-Christophe Kolm n'hésite pas à intégrer l'idée centrale de son dernier ouvrage sur « la bonne économie », celle de la « réciprocité générale ». L'ultraisme d'extrême droite, qui considère le champ des libertés, car vouloir ce que l'autre veut efface bien des contraintes.

Exigant libéralisme, qui sous le plume de Kolm se présente comme un système pour des hommes doués d'un solide appétit moral. La rigueur est moindre dans l'expression. La pensée de Kolm fusa par trop de canaux. Il chevauche des concepts à perdre haleine, jusqu'à laisser parfois le lecteur en chemin. Domage !

**PIERRE DROUIN.**

\* Presses universitaires de France, 416 pages, 95 F.

(1) PUF, 1984.

(2) Editions Albin Michel.

**Le Monde**

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. MONDIPAR 53572 F

Tél. MONDIPAR (1) 523-06-81

Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontana, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Berns-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Lemaire (1982-1985)

Date de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontana, gérant, et Hubert Berns-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

Imprimé à Le Monde, 7, rue des Italiens, PARIS 9

Reproduction interdite de tout article sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437

ISSN : 0395-2097

**ABONNEMENTS**

RP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

**FRANCE**

354 F 672 F 954 F 1200 F

**TOUS PAYS ÉTRANGERS**

**PAR VOIE NORMALE**

687 F 1397 F 1952 F 2538 F

**ÉTRANGER (par mandat)**

**L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS**

399 F 762 F 1089 F 1300 F

**IL - SUISSE, TUNISIE**

504 F 972 F 1404 F 1800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : veuillez nous adresser vos nouvelles adresses (avec numéro de l'ancien journal) à l'adresse ci-dessus, pour nous permettre de vous adresser votre journal à l'adresse nouvelle.

**PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER**

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 310 F. ; Canada, 1,20 \$ ; Côte d'Ivoire, 310 F. ; CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 \$ ; Grèce, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Libye, 0,350 \$ ; Luxembourg, 90 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 2 \$ ; Portugal, 100 esc. ; Suède, 326 F. CFA ; Suisse, 3 fr. ; Soudan, 1,00 \$ ; Yougoslavie, 110 nd.



موت

mort

# étranger

UNE CRISE DE LA MISÈRE ET DU CHOMAGE

## Liverpool, le dos au mur face à M<sup>me</sup> Thatcher

De notre envoyé spécial

Liverpool. — « Ça sent le fish and chips et le chômage... » Cette remarque dégoûtée d'un responsable conservateur travaillant à Liverpool pour aller au congrès de son parti à Blackpool rend bien compte, avec tout le mépris aristocratique des Tories, d'une réalité implacable.

Mieux que les chiffres — 27 % de la population active sans emploi, 200 000 personnes ayant quitté la ville entre 1965 et 1983 — c'est le spectacle de la rue qui fait mesurer la décadence britannique : tout en bas, économiquement, socialement, Liverpool est en coma dépassé.

Des kilomètres de docks déserts, le bâtiment de la Cunard Line se dressant comme un fantôme au bord de la Mersey sur laquelle ne s'aventurent que quelques navires égarés, et dans les rues une foule du vendredi soir où le chic londonien fait place au style Tati. Dans les rues commerçantes, les « soleils », les « Touts à 50 pence » ont remplacé les boutiques séduisantes.

On dirait que tous les maux de cette fin de siècle ont choisi de se fixer ici : le chômage bien sûr, mais aussi les hooligans — Everton, le club du drame du Heysel, représente un quartier de la ville, — les émeutes raciales qui ont embrasé il y a quelques semaines le faubourg ouvrier de Toxteth, rien n'a été épargné à cette ville.

La chute de Liverpool, le port le plus prestigieux de l'Angleterre impériale, ne date pas d'hier. « Nous sommes placés sur le mauvais côté du pays », constate, amer, Sir Trevor Jones, ancien maire

(libéral) et shipchandler. Pourquoi voulez-vous que les cargos fassent le détour par le mur d'Irlande avant de traverser l'Atlantique ? La « concentration » de trafic maritime, dans les années 60, puis l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, qui a favorisé le sud du pays, ont donné le coup de grâce à une cité devenue inutile. Combien de malchance, la seule industrie maritime, la construction automobile, subit en Grande-Bretagne une récession à côté de laquelle celle de la région Renault ressemble à la prospérité.

Comment s'étonner dès lors que l'agence se traduise, sur le plan politique, par des soulèvements d'une ampleur jamais vue dans la très polie démocratie britannique ? Depuis plus de six mois, une partie de bras de fer est engagée entre la municipalité travailliste et le gouvernement de M<sup>me</sup> Thatcher. L'imbroglio politique et les batailles juridiques font en alternance la « une » des journaux britanniques et finissent par passionner l'opinion de cette « autre Angleterre », celle de l'assiette au beurre, qui suit ou combat comme un match de cricket. C'est long, ennuyeux, mais les rebondissements sont parfois inédits.

Sans faiblesse

Point de départ du conflit : la non-venue du gouvernement en matière de finances locales. M<sup>me</sup> Thatcher a décidé, après sa réélection en juin 1983, d'appliquer à la gestion municipale les préceptes libéraux qu'elle met en œuvre sur le plan national. Principe de base : on ne dépense pas plus qu'on ne gagne.

Cette loi d'airain, cette logique implacable, lui permet de faire d'une pierre deux coups : elle satisfait d'un côté les monarques pur et dur dont le premier ministre s'est entouré pour gouverner et met en difficulté les municipalités des grandes villes, comme le Greater London Council ou Liverpool, dominées, elles, par la gauche, voire l'extrême gauche du Parti travailliste. Un peu partout, à Manchester, à Sheffield ou à Londres, on négocie

Enhardi par leur « victoire » de 1984, les hommes du Town Hall de Liverpool votent à nouveau un budget en fort déséquilibre : si Londres ne fait pas la sienne, c'est un trou de 25 millions de livres (280 millions de francs) qu'il faudra boucher fin décembre.

A la tête de la résistance, on découvre M. Derek Hatton, maire adjoint et figure de proue des travaillistes qui se sont emparés, dans la bonne vieille tradition de la

trente ans, à des allures de play-boy. Il sait parler, porte de beaux costumes, est entouré de jolies femmes.

Sa manière insolente de dire son fait à la « dame de fer » plaît, et surtout, il tranche par son activisme avec la benoîte tranquillité des notables travaillistes qui le précédaient.

A l'évocation de son nom, le chef de l'opposition, Sir Trevor Jones, sort de ses gonds. « C'est une espèce particulièrement dangereuse d'imbécile », éclate-t-il. D'entres, au contraire, voit en lui le *working class hero*, ce héros de la classe ouvrière chanté jadis par les plus célèbres des Liverpoolians, les Beatles.

Licenciements

Ces dernières semaines, la crise municipale est entrée dans sa phase aiguë. On s'approche dangereusement de la date où les caisses de la municipalité seront aussi vides que les puits avant l'heure d'ouverture. Londres faisant la sourde oreille, M. Derek Hatton, début septembre, décide de frapper un grand coup : il envoie des lettres de licenciement aux trente et un mille employés municipaux. Ceux-ci, enseignants, éboueurs, employés des transports et des services de santé, seraient en chômage technique pour trois mois, le temps que les caisses soient à nouveau pleines.

Cette fois, c'en est trop. Les syndicats, proches du Labour, portent l'affaire en justice. Ils gagnent. La semaine dernière, le tribunal estime que ce licenciement collectif est « illégal, puisqu'il est basé sur un budget établi dans des conditions illégales ». A la tribune du congrès du Labour, début octobre à Bournemouth, le chef du parti tra-

vailiste, M. Neil Kinnock, tonne contre le « chaos grotesque instauré par la municipalité ». Les deux évêques de la ville, N.V.S.S. David Sheppard (anglican), et Derek Worlock (catholique), pourtant connus pour leur modération, exhortent, dans une tribune publiée par le *Times*, leurs ouailles à « résister aux militants », au nom des souffrances que cette politique irresponsable va causer aux « plus démunis ».

Aujourd'hui, M. Derek Hatton et ses amis sont le dos au mur. Si la logique de l'affrontement persiste, et si la procédure engagée contre le conseil municipal aboutit, les membres travaillistes du conseil qui ont voté le budget seront démissionnaires d'office et devront rembourser le déficit du budget de leurs propres deniers.

Depuis une semaine, tout ce que la Grande-Bretagne compte de dirigeants syndicaux et de responsables nationaux du Parti travailliste vient à Liverpool pour tenter de dénouer l'imbroglio. Il faut à tout prix trouver une issue honorable à la crise, si l'on ne veut pas que les prochaines élections, en mai 1986, se soldent par un retour en force des libéraux.

Plus que M. Kinnock, l'homme de la situation pourrait bien alors être M. David Blunkett, le maire de Sheffield, le dirigeant qui monte dans le Parti travailliste. Celui-ci a en effet proposé à la municipalité de Liverpool de mettre à sa disposition les crédits non utilisés par sa ville. L'honneur, ainsi, serait sauf pour tout le monde : M<sup>me</sup> Thatcher n'aurait pas cédé et les travaillistes de Liverpool devraient leur salut à la grande fraternité des travailleurs.

LUC ROSENZWEIG.

### A TRAVERS LE MONDE

#### ITALIE

##### M. Craxi consulte

Rome. — M. Bettino Craxi — qui a été invité le lundi 21 octobre par le président de la République à se succéder à lui-même et à former le nouveau gouvernement — a aussitôt commencé ses consultations. Il a exprimé son intention d'agir aussi rapidement que possible, observant que l'Italie ne saurait « supporter une situation de crise prolongée ».

M. Craxi n'a pas caché cependant que le dénouement de la crise « pourrait bien ne pas être aisé ». Si les cinq partis de la coalition d'union (démocratie chrétienne, socialiste, social-démocrate, libéral et républicain) se sont prononcés pour la reprise de la même coalition, le problème est de parvenir à un accord solide et solidaire sur les principes et les programmes. — (AFP, Reuters.)

#### PAKISTAN

##### La modestie nucléaire du président Zia

New-York. — Le Pakistan est prêt à signer avec l'Inde un traité de non-prolifération nucléaire et à ouvrir ses installations à des inspections internationales, affirme le président Zia ul Haq dans une interview publiée lundi 21 octobre par le *New York Times*.

A quelques jours de sa réélection à New-York avec le premier ministre Indira Gandhi — qui accuse le Pakistan de développer un programme nucléaire à des fins militaires, — le général Zia souligne que son pays n'a qu'un « programme de recherche très modeste » (en matière nucléaire) destiné à subvenir à ses besoins énergétiques futurs. Il qualifie de « fabrication » les rapports de services occidentaux faisant état périodiquement des progrès pakistanais dans la fabrication de plutonium en vue d'une prochaine explosion nucléaire test. « Si l'Inde est d'accord pour signer un traité bilatéral de non-prolifération nucléaire, nous sommes prêts à signer une minute avant elle », précise encore le président pakistanais.

#### PHILIPPINES

##### Enquête sur les violences policières

Manille. — La présidence de la République a confirmé le mort de deux manifestants, tués lundi 21 octobre, à Manille, par la police, et ouvert une enquête. Ce nouveau drame s'est produit alors que plusieurs milliers de personnes, en majorité des paysans venus des environs de Manille, protestaient dans la capitale contre le maintien au pouvoir du président Marcos depuis vingt ans et contre le soutien des Etats-Unis à son régime. Les affrontements ont éclaté lorsque les policiers dressaient des barrières pour empêcher les manifestants d'approcher du palais présidentiel. Les manifestants ont alors bombardé les forces de l'ordre de projectiles divers. La police a répliqué en ouvrant le feu. Des sources médicales on indiquent que quinze manifestants sont soignés pour blessures par balles ; deux seraient dans un état désespéré. En septembre 1983, la police avait ouvert le feu contre des manifestants qui tentaient d'approcher le palais de M. Marcos. Dix d'entre eux avaient été tués. Il y a un mois, dans la province sucrière de Negros, la police avait tiré sur une foule de paysans manifestant contre le régime. Une trentaine de personnes avaient été tuées. — (AFP, Reuters, UPI, AP.)

#### PORTUGAL

##### « L'armée révolutionnaire » d'Otelo : simple projet

Lisbonne. — Accusé d'avoir fondé un mouvement de guérilla de gauche, le lieutenant-colonel Otelo Saraiva de Carvalho a déclaré, lundi 21 octobre, au cours de son procès, qu'il avait effectivement projeté la création d'une armée révolutionnaire clandestine mais que l'idée n'avait jamais dépassé le stade du projet.

Avec soixante et onze autres personnes, il est inculpé d'appartenance au mouvement des FP-25 (Forces populaires du 25 avril, date du soulèvement qui a mis fin à la dictature). En costume civil, un collier rouge à la boutonnière, Otelo a déclaré que, dans son esprit, cette armée « aurait pu, un jour, si elle avait eu les motifs, s'investir du devoir historique de lancer un soulèvement armé qui aurait amené les travailleurs au pouvoir ».

Sur la base de documents saisis chez lui lors de son arrestation en juin 1984, le ministère public l'accuse d'avoir fondé et dirigé les FP-25, qui ont revendiqué de nombreux attentats, ce que nie formellement Otelo. — (Reuters.)

Cet ouvrage sera tiré selon le nombre de souscriptions et relié au fur et à mesure des demandes.

### le livre capital sur la peinture

## LE TRAITÉ DE LA PEINTURE de LÉONARD DE VINCI

Ce texte, toujours d'actualité, est aujourd'hui introuvable dans sa totalité. Jean de Bonnot propose aux amateurs de livres rares et précieux cette œuvre magistrale dans ses versions française et italienne.

Le TRAITÉ DE LA PEINTURE qui révèle les secrets perdus du « Grand Art », comporte notamment les étonnantes dessins de Léonard figurant dans les manuscrits originaux.

Traduction nouvelle d'André Keller, diplômé de la Société Dante Alighieri de Rome, précédée par la biographie de Léonard rédigée en 1550 par Giorgio Vasari.

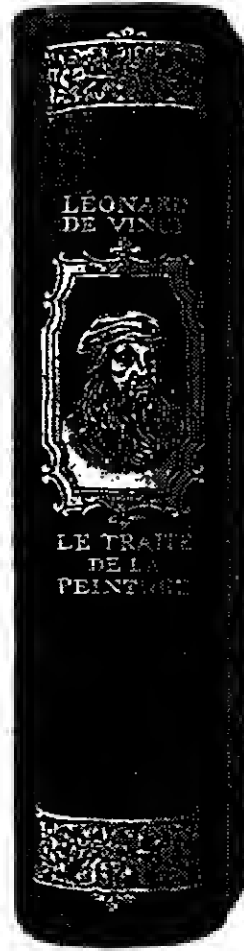
Toujours épris de raretés, Jean de Bonnot a retrouvé l'édition italienne du Traité, imprimée à Bologne en 1786, où figurent les dessins de Léonard de Vinci, gravés d'après les interprétations de Nicolas Poussin.

En tout, 307 illustrations parfaitement reproduites en partant directement des gravures originales de l'époque.

Edition en un volume unique d'environ 600 pages, grand format in-quarto (21 x 27 cm).

Cette édition intégrale du « Traité de la Peinture » de Léonard de Vinci est un livre précieux par la noblesse de ses matériaux et sa fabrication dans les grandes traditions anciennes : cuir de mouton d'une seule pièce pour la reliure et or fin véritable pour le décor du dos et de la tranche supérieure, frappe à froid des deux plats, papier vergé chiffon.

ci-dessus spécimen du dos de la reliure réduit.



à la forme ronde filigrané dans la masse, pages de garde, signet et tranche-fils assortis.

Quel surprenant personnage que Léonard ! Il domine toute la Renaissance et son influence se manifeste jusqu'à nos jours. Son Traité notamment a guidé tous les grands maîtres de la peinture, de Rubens aux impressionnistes. Les cubistes eux-mêmes et les artistes les plus révolutionnaires d'aujourd'hui y ont trouvé matière à réflexion. On peut dire sans exagération que la compréhension de la peinture passe par Léonard et son Traité. Ce livre est une somme. On y trouve à côté des conseils pratiques pour peindre, dessiner, construire un tableau, des pensées et des réflexions d'une élévation d'esprit qui rejoint Pascal.

Peintre, sculpteur, architecte, urbaniste, ingénieur, anatomiste, physicien, il était universel et eut un destin à la mesure de son génie. Fils naturel et sans fortune, il vécut dans l'intimité des grands et mourut en France dans les bras de François I<sup>er</sup> à qui il légua la Joconde, le 2 mai 1519.

#### Garantie de fabrication

J'atteste que mon papier est un véritable papier chiffon, vergé à naturel : que les peaux de mouton de mes reliures sont coupées d'une seule pièce sans couture ou collage apparent ou caché ; que les fers utilisés pour le décor des plats et du dos sont gravés à la main et signés ; que l'or employé est de l'or véritable titré 22 carats.

Jean de Bonnot

### CADEAU

Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront, avec cet envoi, une estampe originale représentant un paysage. Cette gravure de 14 x 21 cm est une véritable petite œuvre d'art, numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise, quelle que soit leur décision. Jean de Bonnot.

.....

• Vente exclusive chez Jean de Bonnot  
• Aucun démarcheur ne vous rendra visite.

**BON** à renvoyer à JEAN DE BONNOT  
7 fg St-Honoré, 75392 Paris Cédex 08

• Envoyez-moi, à l'adresse ci-dessous, le volume du Traité de la Peinture de Léonard de Vinci auquel vous joindrez ma gravure en cadeau. Quelle que soit ma décision, je garderai ma gravure.

• Deux possibilités de paiement me sont proposées (mettre une croix dans la case choisie) :  
[ ] régler à réception, au facteur, la somme de 368,00 F + 41,10 F de frais de port T.T.C., soit 409,10 F.  
[ ] joindre à ce bon de souscription un chèque de 368,00 F.  
• Je bénéficie alors des frais de port qui restent à votre charge.

• Si je ne suis pas convaincu de la valeur et des soins apportés à la réalisation de cet ouvrage et décide de vous le renvoyer, je serai intégralement remboursé de la somme versée, y compris des frais de port si j'ai réglé à réception.

.....

Nom .....  
Prénoms .....  
Adresse .....  
Code postal .....  
Ville .....  
Signature ..... 1



(Publicité)

# «QUEL PEUT ÊTRE L'APPORT DE L'OCCIDENT ET DE L'ISLAM A UN NOUVEL ORDRE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL?»

Conférence-débat organisée à l'UNESCO

le jeudi 14 novembre 1985 à 17 h 30

par l'Association française «Islam et Occident»

Le nouvel ordre économique international est une des préoccupations majeures de notre temps, porteuse d'espoir mais aussi d'interrogations sur le devenir de l'humanité.

Les civilisations occidentale et islamique, qui représentent près de deux milliards d'hommes et de femmes à travers le monde, sont appelées à jouer un rôle de premier plan dans sa construction.

Pourront-elles coopérer concrètement dans le choix des options et des équilibres dont dépendent la croissance des nations et la paix mondiale?

C'est ce débat de civilisation qui fera l'objet de la prochaine Rencontre que l'Association française «Islam et Occident», fidèle à sa vocation d'œuvrer au dialogue entre deux mondes, organise à l'UNESCO avec la participation de :

- Son Altesse Royale le prince Mohamed Al-Faisal Al-Saoud, président de l'Association Internationale des Banques Islamiques ;
- M. Turgut Ozal, premier ministre de Turquie ;
- M. Raymond Barre, ancien premier ministre de France ;
- M. George W. Ball, ancien secrétaire d'Etat des U.S.A.

L'Association française «Islam et Occident», présidée par Francis LAMAND, accueille à cette Rencontre toutes les personnes intéressées par le dialogue et le rapprochement — plus que jamais nécessaires aujourd'hui — entre l'Islam et l'Occident.



(Des invitations peuvent encore être retirées personnellement au siège de l'Association : 14, rue de l'Arcade, Paris (8<sup>e</sup>), tél. : 42-65-47-08.)

## EUROPE

### Le socialisme grec à l'heure de la vérité

(Suite de la première page.)

M. Papandréou a contre lui un Parti communiste très dogmatique, amer d'avoir perdu des voix au profit des socialistes aux élections de juin et qui ne lui fera pas de concession. Or les communistes contrôlent une large partie du mouvement syndical. Il a contre lui également, puisque l'on est en Grèce, une droite qui pourtant prônait, il n'y a pas si longtemps encore, les mesures qui viennent d'être adoptées. Il pourrait enfin avoir des difficultés avec son propre parti, qui n'a guère été préparé à ce virage sur l'aile et dont les secteurs «durs» éprouvent semblait-il, quelques peines à s'adapter au nouveau langage socialiste.

Mais M. Papandréou, qui leur a fait dans le passé d'importantes concessions, paraît résolu aujourd'hui à jouer d'autorité. Fin septembre, lors de la réunion du comité central du PASOK, il avait exclu du bureau politique huit de ses dix membres, pour la plupart ministres ou secrétaires d'Etat, en faisant valoir qu'il fallait distinguer entre l'activité du parti et celle du gouvernement. Décision paradoxale de la part d'un homme qui régit en maître sur l'un et sur l'autre, mais assez saine dans la mesure où elle fait échapper les membres du gouvernement aux pressions de certains militants, jusque-là en prise directe sur l'exécutif.

La Confédération générale des travailleurs grecs, dominée par le PASOK, a pour sa part refusé de s'associer, lundi, au mot d'ordre de grève, se contentant d'exiger du gouvernement un débat de fond sur le nouveau programme économique. Huit membres de son conseil d'administration (sur quarante-cinq) avaient voté pour la grève; ils se sont vus sur le champ exclus du parti.

M. Papandréou paraît donc résolu à maintenir le cap vers la veille, quitte à écarter sans ménagement (mais ce n'est pas la première fois) ceux qui lui feront obstacle. Il y est encouragé par le nouveau ministre de l'économie, M. Simitis, un homme réputé pour son sérieux en la matière et qui s'était fait une solide popularité au ministère de l'Agriculture dans le précédent gouvernement.

M. Simitis devrait annoncer dans les semaines qui viennent de nouvelles trames de mesures, plus positives (notamment envers l'investissement privé), mais qui donneront encore matière à grogne syndicale si l'on s'engage, comme il est annoncé, dans une véritable modernisation du secteur public et de l'appareil d'Etat.

#### L'antiaméricanisme ne fait plus recette

Le moment est d'autant plus difficile que l'on ne peut guère, comme en d'autres temps, faire diversion avec l'antiaméricanisme. Non seulement le ressort est usé pour avoir trop servi, mais M. Papandréou est forcé d'en rabattre sur ce terrain-là également.

Ses invectives contre l'Amérique ont d'ailleurs tenu davantage jusqu'ici du défilé verbal que de la remise en cause des alliances : on avait le verbe haut, mais, bon an mal an, on s'entendait assez bien avec les Etats-Unis dans le privé. Car la réalité là aussi est cruelle et tient en une constatation simple : sans l'aide militaire américaine, la Grèce ne passe plus rien face à la Turquie voisine et ancestrale hostile.

Le PASOK avait fait cependant du départ des bases militaires américaines l'un des thèmes les plus mobilisateurs de son programme de 1981, auquel il n'a pas encore officiellement renoncé. Puis il organise ce véritable psychodrame de 1983 où, en même temps qu'on lançait les militants dans la rue avec des slogans antiaméricanistes, M. Papandréou signait avec les Etats-Unis un accord sur les bases... dont les deux versions, en anglais et en grec, diffèrent. L'accord peut être et sera dénoncé en 1988, disent, en substance, les Grecs : il est reconductible à cette date disent les Américains. M. Papandréou ne pourra pas rééditer en 1988 cette extravagante pirouette, et il lui reste donc deux ans pour négocier avec les Etats-Unis le moyen de sauver la face (cela pourrait consister en un déplacement ou un regroupement des installations américaines qui serait présenté comme le départ d'une ou plusieurs des cinq bases).

Il n'est pas surprenant dès lors que le ton du premier ministre à l'égard du grand allié ait considérablement changé par rapport à 1981. Il ne fut pas question de politique étrangère dans la campagne

électorale du printemps dernier : au lendemain de sa victoire, le premier ministre trouvait des accents très conciliants pour s'adresser à certains journalistes d'outre-Atlantique. Il a laissé passer depuis bien des occasions de harangue.

*Athènes change de langage et de politique. Après la période de l'émancipation, celle du réalisme. Après la fête, les grèves.*

C'est que les Etats-Unis lui ont, semble-t-il, clairement indiqué, il y a quelques mois, les limites à ne plus dépasser. Deux affaires ont fait réagir les Américains beaucoup plus vigoureusement qu'aucune invective. La première fut le détournement de l'avion de la TWA au départ de l'aéroport d'Athènes en juin et la libération par la Grèce de l'un de ses auteurs, sans consultation de ses alliés. Le lendemain, M. Reagan demandait à ses concitoyens de boycotter l'aéroport d'Athènes jusqu'à ce que soient prises des mesures sérieuses de sécurité. Bilan : cent mille touristes en moins (et pas n'importe lesquels) et un manque à gagner de 200 à 300 millions de dollars.

#### L'espionnage

Autre point sur lequel on ne badine pas à la Maison Blanche : les transferts de technologie vers les pays de l'Est. Les Américains ont ainsi décidé cet été de surseoir à la livraison de quarante avions de combat F-16 tant que la Grèce n'aurait pas donné de sérieuses assurances contre d'éventuels

transferts. Quelques semaines plus tard, ils faisaient savoir que Sergei Bokhane, un ancien diplomate soviétique en poste à Athènes, réfugié aux Etats-Unis, avait livré les noms de plusieurs personnalités grecques travaillant pour l'Union soviétique et pourrait en livrer d'autres. Les autorités grecques, malgré leur souci de minimiser cette affaire, durent procéder à trois arrestations (celles d'un officier de marine et de deux techniciens, dont on ignore d'ailleurs toujours ce qui leur est exactement reproché) et faire quelques représentations auprès de l'ambassade soviétique.

L'émotion est retombée depuis. Au demeurant nul ne doute qu'Athènes soit un terrain de prédilection pour les services secrets — pas seulement soviétiques — et l'on imagine mal ici un gouvernement vacillant sous les révélation de tel ou tel transfuge. Mais l'affaire est révélatrice du climat qui prévaut entre Athènes et Washington. De même l'annulation du voyage que le premier ministre devait faire cette semaine à New-York. M. Papandréou était supposé assister aux cérémonies du quarantième anniversaire de l'ONU. Il espérait aussi pouvoir s'entretenir avec certains hauts responsables américains. Ces derniers n'ayant pas donné leur agrément, le chef du gouvernement grec a décidé de rester à Athènes pour être présent, a-t-il dit, au moment où sont mises en œuvre de graves mesures économiques.

C'est sur ce terrain social que se joue la véritable épreuve de force. Dans leur très grande majorité, les Grecs ont compris, en quatre ans, que leur premier ministre n'était pas totalement libre pour conduire sa politique étrangère. Reste à savoir s'ils sauront comprendre aussi bien, sans y avoir jamais été préparés, qu'il n'est pas tout à fait libre non plus de sa politique économique.

CLAIRE TRÉAN.

### OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P., 64, rue La Boétie - 563-12-06

VENTE sur folle enchère, Palais de justice PARIS, le JEUDI 31 OCTOBRE 1985, à 14 heures  
UN APPARTEMENT DE 2 P. PRINC. au 5<sup>e</sup> ét. d'un immeuble à PARIS (17<sup>e</sup>)  
3 RUE ROBERTVAL  
M. à P. : 20 000 F. - S'ad. : SCP GASTINHAU, MALANGEAU & BOTTILLER-COISSAU, avocats associés à PARIS (17<sup>e</sup>), 29, r. des Pyrénées, tél. : 260-6679 - M<sup>e</sup> MALANGE, avocat à PARIS (17<sup>e</sup>), 5, r. Marguerite - 15 avenue près Tré, gde inst. Paris - S. pour voir.

Vic au Palais de Justice de PARIS, jeudi 31 octobre 1985, à 14 heures  
En quatre lots, dans un immeuble  
à PARIS (20<sup>e</sup> arrondissement)  
145, avenue Gambetta, et 2, rue Henri-Poincaré  
1<sup>er</sup> APPARTEMENT de 4 pièces principales  
2<sup>e</sup> CHAMBRE de 7 pièces  
au 6<sup>e</sup> étage, et une cave  
MISE A PRIX : 495 000 francs  
Dans un immeuble 135 bis, 141, avenue Gambetta, et 104 bis, rue Pelleport  
3<sup>e</sup> lot - UN BOX au rez-de-chaussée  
Mise à prix : 10 000 francs  
dans un immeuble 11, rue Poulet, à PARIS (18<sup>e</sup>)  
UN LOCAL COMMERCIAL au rez-de-chaussée, et une cave  
MISE A PRIX : 99 000 francs  
S'ad. à la SCP LE SOURD-DESFORGES, art. 27, quai Anatole-France, PARIS (7<sup>e</sup>), tél. : 551-31-60 - M<sup>e</sup> GIRARD, syndic, 116, bd St-Germain, PARIS (6<sup>e</sup>) - et à la notaire près le TGI de PARIS.

VENTE sur suite immobilière, au Palais de justice à PARIS le JEUDI 31 OCTOBRE 1985, à 14 heures - EN TROIS LOTS  
UN LOCAL à us. de BAL avec une CAVE au rez-de-chaussée  
2 LOGEMENTS de 2 p. cuis. au 1<sup>er</sup> ét.  
74, RUE DU CARDINAL-LEMOINE, PARIS (5<sup>e</sup>)  
M. à P. 1) 100 000 F. - 2) 50 000 F. - 3) 100 000 F.  
S'ad. : M<sup>rs</sup> BAILLY, GUILLET, DELMAS, avocats associés à PARIS (17<sup>e</sup>), 18, rue Debut, tél. : 260-39-13 - 15 avocats près Tré, gde inst. de PARIS.  
Sur les lieux pour visiter.

VENTE AU PALAIS DE JUSTICE DE PARIS, le JEUDI 31 OCTOBRE 1985, à 14 heures  
IMPORTANT ENSEMBLE IMMOBILIER à USAGE COMMERCIAL SIS à TOURCOING (Nord)  
34-36, rue Faidherbe, et 33, rue Chazay  
LIBRE - MISE A PRIX : 500 000 francs  
M<sup>rs</sup> Yves TOURAILLÉ, avocats à PARIS, 48, rue de Cléry, 874-45-85  
M<sup>e</sup> Alain PERROT, syndic à PARIS, 144, rue de Rivoli

Vente après liquidation de biens au Palais de justice, à PARIS le jeudi 31 octobre 1985, à 14 heures  
UN PAVILLON à ROMAINVILLE (93)  
11, allée des Buissons, et 16 et 18, route de Buzigny  
MISE A PRIX : 100 000 francs  
LIBRE DE LOCATION, mais occupé par les époux François  
M<sup>rs</sup> Yves TOURAILLÉ, avocats, 48, rue de Cléry, PARIS (9<sup>e</sup>), tél. : 874-45-85  
M<sup>e</sup> MIZON, syndic à PARIS, 60, bd de Sébastopol

Vic Pal. Just. Bobigny (93), mardi 29 octobre 1985, à 13 h 30  
TERRAIN à LIVRY-GARGAN (93)  
91-93, bd Schuman, 1-3, rue Raymond-Lafitte - Superficie 8 a 9 ca  
Coulée 15 000 F.  
M. à P. 150 000 F.  
SCP D'AVOCATS PETIT-MALAVOY Tél. 632-26-77, 23, L. Brémontier à Fontaine (93300)

السلامة العامة







# PROCHE-ORIENT

Liban

## Sept et cinq mois de détention pour les quatre otages français

MM. Marcel Carton et Marcel Fontaine, deux diplomates de l'ambassade de France au Liban, MM. Michel Seurat, chercheur, et Jean-Paul Kauffmann, journaliste, ont été respectivement détenus du 22 octobre leur huitième et sixième mois de détention au Liban. Outre les quatre otages français, cinq Américains, un Britannique et depuis peu trois Soviétiques sont aux mains de groupes terroristes au Liban.

LIBRES OPINIONS

### Pour Michel Seurat

par ANDRÉ RAYMOND (\*) et BRUNO ÉTIENNE (\*\*)

Michel Seurat est chercheur en poste à Beyrouth depuis fort longtemps. Il y habite avec ses enfants. Il a choisi d'être un hôte dans un pays arabo-islamique qui ont traditionnellement fait de l'hospitalité une obligation quasi religieuse. Nous sommes ses amis, nous nous sentons aussi professionnellement responsables de lui. Il travaille, en effet, dans notre groupe et dans des groupes connexes depuis de longues années.

Nous garantissons la probité intellectuelle de Michel Seurat et la qualité scientifique de ses travaux. Son enlèvement est d'autant plus préjudiciable à la connaissance de l'Orient par les Occidentaux.

Nous pensons que nous ne sommes pas suspects du côté arabe mais que nous sommes suspects du côté israélien. Nous avons donné quelques preuves de notre sympathie pour les Arabes et leurs grandes causes (de la décolonisation du Maghreb à la Palestine). A titre professionnel, on a bien voulu nous reconnaître quelques compétences, en nous octroyant une habilitation doctorale « Monde arabe » (la seule de ce type en France). Cela signifie que les autorités universitaires, dont nous dépendons, nous considèrent comme aptes à former des étudiants spécialisés sur le monde arabe. D'un autre côté, l'afflux d'étudiants venus d'Afrique du Nord et du Proche-Orient, souvent comme boursiers de leurs gouvernements, pour préparer des recherches doctorales en France, semble indiquer que nous sommes jugés dignes de confiance.

Pour la meriter, nous ne devons pas seulement doter nos étudiants du bagage technique. Nous avons les responsabilités morales d'assurer, d'une part, la sécurité des chercheurs venus du Maghreb et du Machrek, d'autre part, de garantir à nos étudiants qui vont travailler sur le terrain qu'ils auront la possibilité de le faire sans risques.

C'est ici que le cas de Michel Seurat est pour nous fondamentalement symbolique. Pouvons-nous continuer maintenant à recevoir, avec bonne conscience, des étudiants arabes, à veiller sur leur sécurité, comme nous l'avons toujours fait en des temps de répression policière ouverte ou de racisme quotidien sous le regard vigilant des intellectuels, français et arabes, prompts à dénoncer tout manquement ou atteinte à la liberté ?

Pouvons-nous continuer maintenant à estimer que, dans la zone que nous étudions, les recherches en sciences sociales sont possibles et n'exposent pas ceux qui s'y livrent (étrangers mais aussi nationaux) à des conséquences éventuellement dramatiques ?

Nous souhaitons que ces interrogations reçoivent de nos amis et collègues arabes une réponse positive et qu'ils nous aident à aller chercher nous-mêmes Michel (†), sans rien en échange puisque nous n'avons à offrir qu'un peu de statut symbolique.

(\*) Professeur à l'Université de Provence.

(\*\*) Professeur à l'Université d'Aix-Marseille-III. Coresponsable de la formation doctorale « Monde arabe ».

(†) Et bien sûr Kauffmann, son compagnon d'infortune.

### UN MESSAGE DE JOËLLE KAUFFMANN

A l'occasion du cinquième mois de détention au Liban de son mari, le journaliste de l'« Evénement du Jeudi », M<sup>lle</sup> Joëlle Kauffmann a lu ce message sur les radios françaises : « J'attends mon mari. Gregory et Alexandre attendent leur père depuis le 22 mai. Ce jour-là, il était pris en otage au Liban. Cinq mois d'absence pour Jean-Paul Kauffmann et Michel Seurat, sept mois pour Marcel Carton et Marcel Fontaine. Pas de nouvelles, pas d'informations. Otages, pourquoi ? Pour rien. Le temps passe et chaque jour un peu plus d'angoisse : le gouffre l'y aura-t-il une fin au chemin ? Dans ce pays déchiré devenu sans foi ni loi, on nous dit que leurs gardiens sont du Parti de Dieu. Alors comment ignorent-ils la loi divine qui interdit de priver les innocents de liberté, de briser leurs familles, d'être les pères à leurs enfants. Je suis sûre que l'un d'entre eux attendra notre détresse. Je suis sûre que l'un d'entre eux me tendra la main, trouvera la clé de leurs prisons. Je l'attends ».

### « L'aspect interne de la guerre est presque réglé »

déclare M. Gemayel à New-York

De notre correspondant

Beyrouth. — « Les Syriens reviennent-ils ? Quand et comment ? La question se pose devant de la scène libanaise, et pour la majorité des Libanais la réponse est claire : « Ils arrivent » avec armes et bagages, c'est une certitude. La réalité est moins évidente, et le sommet entre les présidents Gemayel et Assad, le neuvième, vendredi 18 octobre, n'a pas apporté de réponse à cette lancinante interrogation. Les dirigeants syriens sont sans doute perplexes au sujet du retour de leur armée dans le « piège » de Beyrouth.

En toute hypothèse, les Syriens préfèrent voir leurs alliés à Beyrouth-Ouest procéder à un « nettoyage » avant l'arrivée de leurs troupes. M. Assaad Kasso, chef du Baas syrien et homme de Damas s'il en est, l'a clairement annoncé la semaine dernière. Le chef de l'OLP, M. Arafat, prenant les devants, met en garde contre une attaque des camps de Beyrouth « d'une heure d'ici ».

Le chef de la milice chiite Amal, qui a mené la précédente guerre des camps, en mai-juin, lui a aussitôt répondu : « Si aucun plan de bataille n'existe à l'étranger (...), j'annonce, en mon nom et au nom d'Amal, qu'il n'y aura pas de combats ».

A Beyrouth-Est, les chefs chrétiens, y compris M. Hobeika qui est à nouveau à Damas ce mardi, et le président Gemayel, préfèrent assurément éviter un retour en bonne et due forme de l'armée syrienne et

s'en tirer avec une formule moins contraignante. Dans la capitale, le dialogue des trois principales milices bellérogantes — les Forces libanaises (bellérogantes), AMAL (chite) et le PSP (druse) — lequel vient d'être ébréché par le vice-président syrien M. Khadim — est sur le point d'aboutir à un accord de « non-guerre », que le président Gemayel a dit avaliser durant son passage à Damas, en route pour New-York.

Du haut de la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU, il a ensuite solennellement proclamé : « L'aspect interne de la guerre [du Liban] est réglé ou presque, reste son aspect externe, aidez-nous à le résoudre. (...) Les Libanais préparent une nouvelle Constitution. (...) Ils sont d'accord sur ce qui, à l'origine, provoquait leurs dissensions. » Le président Gemayel a rendu hommage à la Syrie et à la résistance armée en son contre Israël, dont il a réclamé le retrait total du Liban.

On relève ici, avec intérêt et inquiétude, une « petite phrase » prononcée par M. Gorbatchev lors de sa récente visite à Paris. Aux trois conditions « classiques » posées par Moscou pour une solution de la crise du Proche-Orient — la restitution des territoires arabes occupés, le droit à l'autodétermination des Palestiniens et le droit d'Israël à vivre en paix dans des frontières reconnues — il en a ajouté une quatrième : le règlement de l'affaire libanaise. Et réciproquement, celle-ci ne saurait être réglée séparément.

LUCIEN GEORGE.

M. SHIMON PÉRÈS DEVANT L'ONU

## Israël souhaite une « nouvelle initiative diplomatique » pour parvenir à des « traités de paix » et à la « solution du problème palestinien »

De notre envoyé spécial

New-York (Nations unies). — Le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, a appelé, lundi 21 octobre, les Nations unies à « ouvrir au public les portes d'une nouvelle initiative diplomatique », dont l'objectif serait « la conclusion de traités de paix aussi bien que la solution du problème palestinien ». Bien que formellement lancée à l'assemblée des pays arabes et au « peuple palestinien » collectivement conviés à suivre l'exemple de l'Egypte, cette offre de négociations s'adressait spécifiquement à la Jordanie. Ce pays, qui voulait voir l'ONU jouer ce rôle, est le seul dont M. Pérès ait cité le nom, notamment en déclarant à la fin de son discours qu'« il devrait immédiatement être mis fin à l'état de belligérance entre Israël et la Jordanie ». Israël, a-t-il ajouté, est prêt à accepter des « délégations palestiniennes ou jordanaises ». Avec une certaine clarté sur le fond mais en se gardant de demander au roi Hussein d'avoir à repudier l'organisation de M. Arafat, M. Pérès s'est contenté de déclarer que « les deux » « essentielles délégations devraient être composées de personnalités qui « représentent la paix et non pas la terreur ». De nombreux paragraphes auparavant, le dirigeant travailliste avait affirmé que personne n'avait conduit les Palestiniens « à plus de tragédies que le terrorisme ».

prendrait le risque d'accepter la proposition israélienne.

Rien ne pourrait, en effet, plus paralyser toute velléité du roi d'aller dans cette direction qu'une incitation publique de Jérusalem à rechercher une paix séparée, et donc à rompre ouvertement le mythe vingt fois assénée, mais sacré, de la solidarité arabe.

### « Des représentants de la paix »

De la même manière, M. Pérès s'est abstenu — avec une netteté abondamment soulignée dans son discours — d'explicitement exclure l'OLP des négociations qu'il voudrait ouvrir avec « le peuple palestinien ». « Une délégation palestinienne ou jordanais-palestinienne ». Avec une certaine clarté sur le fond mais en se gardant de demander au roi Hussein d'avoir à repudier l'organisation de M. Arafat, M. Pérès s'est contenté de déclarer que « les deux » « essentielles délégations devraient être composées de personnalités qui « représentent la paix et non pas la terreur ». De nombreux paragraphes auparavant, le dirigeant travailliste avait affirmé que personne n'avait conduit les Palestiniens « à plus de tragédies que le terrorisme ».

de l'OLP. « Notre ennemi — avait-il aussitôt enchaîné — n'est pas un peuple mais la belligérance. Nous savons qu'il y a un problème palestinien. Nous reconnaissons qu'il est nécessaire de le résoudre honorablement. Nous sommes convaincus qu'il n'est pas d'autre solution que la coopération ». Ces phrases s'en voulaient pas moins dire que tout interlocuteur palestinien dans des pourparlers devrait avoir auparavant reconnu le droit d'Israël à l'existence et renoncé à la violence.

Plutôt que de prononcer une exclusion et d'opposer par là un refus à la Jordanie, dont les propositions de négociation incluent l'OLP, M. Pérès opte de cette manière pour le mépris contre l'anathème et invite seulement le roi Hussein, les Palestiniens de Cisjordanie et l'opinion internationale, également, à tirer les

conséquences des affaires de Larana et de l'Achille-Lauro, que M. Arafat — s'il ne les a pas organisées — n'a pas su empêcher.

A ces deux gestes d'encouragement, M. Pérès en a ajouté un de bonne volonté en allant à mi-chemin du roi Hussein qui souhaite se donner une couverture la plus large possible en ne négociant que dans le cadre d'une conférence internationale réunissant les cinq membres permanents du Conseil de sécurité.

### Un forum international

Le premier ministre, sans jamais prononcer ce mot de « conférence », a accepté, « si cela est jugé nécessaire », que les négociations (dans lesquelles aucune partie ne devrait poser de précondition, et qui seraient fondées sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité et directement conduites « entre des Etats ») soient lancées avec le soutien d'un forum international tel que défini par un accord des Etats en négociations.

Précisant que « cette réunion » pourrait prendre place « avant la fin de l'année en Jordanie, Israël ou tout autre endroit » et qu'il serait heureux de prendre part à une séance d'ouverture à Amman, M. Pérès est resté très évasif sur la composition de ce « forum », qui, « tout en se substituant pas aux négociations, peut leur offrir un soutien ».

« Les membres permanents du Conseil de sécurité, s'ils le souhaitent, peuvent être invités à soutenir le lancement des négociations », mais notre position est que ceux qui limitent leurs relations diplomatiques à un seul des côtés en conflit s'excluent d'eux-mêmes d'un tel rôle ».

Parallèlement à cette journée mondiale, ou à l'après de Washington que l'URSS et les Etats-Unis ouvriront la semaine prochaine, des conversations sur l'Amérique centrale. Elles porteront évidemment, en large part, sur le Nicaragua, dont le président, M. Daniel Ortega, a déclaré devant l'Assemblée générale qu'il levait l'état d'urgence dans son pays aussitôt que cesserait l'aide américaine à l'« agression ». Ferme, mais pondéré, en costume civil et non en tenue militaire, M. Ortega avait, avant son discours, demandé au secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, de lui organiser une rencontre avec M. Reagan qui arrive mercredi à New-York.

On attend la réponse, et l'événement serait qu'elle fût positive. Il se passait, lundi, des « choses » aux Nations unies.

BERNARD GUETTA.

## Quand les Nations unies redeviennent à la mode

De notre envoyé spécial

New-York (Nations unies). — Le roi Carl-Gustaf de Suède et celui du Lesoto, Moshoeshoe II, sont en ville, et, à la dizaine près, il est impossible de savoir combien de chefs d'Etat, de premiers ministres, de ministres des Affaires étrangères, et de députés sont là, un jour donné. Ils arrivent, parlent, repartent, dans un défilé de sirènes, de « barbouzes » et d'amboulages apocalyptiques.

Ces « festivités » constituent finalement un formidable révélateur. Ce visage bouffi de nœuds blancs du président libanais, dont personne n'écouait vraiment le discours lundi matin, criait par exemple à lui seul le tragisme de son pays. La veille, à New-York, pour assister à son jogging, il avait juré à un demi-millier de compétiteurs et correcteurs que le Liban survivrait, mais il y a des vieillissements qui ne trompent pas.

A trois détachements de la M<sup>re</sup> Reagan, plus « taillé-fine-et-mis-en-pâte-parfaite » que

jamais, ne laissait aucun doute sur le poids de l'Etat dont son mari est le chef. D'une estrade — aux côtés, il est vrai, de la femme du secrétaire général des Nations unies — Nancy présidait la seconde réunion en six mois des « first ladies » qu'elle mobilise contre les ravages de la drogue sur la jeunesse. La première fois, à la Maison Blanche, c'étaient « premières dames » étaient venues. Il y en avait trente, cette fois-ci, qui ont entendu leur hôte expliquer qu'« une femme, c'est comme un sachet de thé, on n'en connaît jamais la force avant qu'elle ne soit dans l'eau chaude ».

Le président nicaraguayen, M. Daniel Ortega, a, lui aussi, réussi une belle opération de relations publiques en convoquant la presse dimanche matin à Central Park pour assister à son jogging. Il a ainsi fait parler de lui, ce qui n'est pas aisé avec une telle concurrence — et donné une image de jeune cadre américain à un guerrier sandiniste et marxiste.

Mais, en attendant la suite, le grand moment aura été la réception

donnée pour ce Tout-Univers au Musée d'art moderne par le maire de New-York, M. Koch.

L'ambassadeur de France aux Nations unies, M. de Kérouart, présentait chacun à tour et tour, même le temps d'une amabilité très polie pour le vice-président polonais. Coincé entre cinq couches de gardes du corps, M. Pérès, quant à lui, parvenait malgré tout à garder son air d'intellectuel de gauche, tandis que les chefs d'Etat latino-américains essayaient, au milieu de ce luxe, de réunir de quoi finir le mois.

Les dirigeants arabes étaient les seuls absents, pour n'avoir pas voulu répondre à l'invitation d'un maître juif. Qu'importe ! Pour une semaine, la fête continue, et son succès, dit-on dans l'entourage du secrétaire général, souligne un regain progressif de l'ONU. On vient en tout cas s'y faire voir et complimenter, ce qui tendrait à prouver qu'il n'est pas tout à fait « out », l'endroit redevient un peu « in ».

B.G.

## Amman : accueil distant

Correspondance

Amman. — Dans une première réaction officielle aux propositions du premier ministre israélien M. Shimon Pérès, le ministre jordanien de l'Information, M. Mohammed El Khatib, a déclaré au Monde ce mardi : « Notre réponse est dans ce communiqué qui a été publié à Ryad d'Israël des entretiens entre les premiers ministres jordanien et syrien ».

M. Khatib n'a pas voulu en dire plus mais le communiqué de Ryad publié lundi 21 octobre est en lui-même assez clair : il affirme que le chef du gouvernement jordanien, M. Zaid Rifai, et son homologue syrien M. Rauf Al-Kash ont tombés d'accord pour « rejeter tout règlement partiel et unilatéral avec Israël » (autrement dit tout accord séparé).

Les deux délégations, lit-on également dans le communiqué, ont réitéré leur attachement au plan de paix arabe du sommet de Fès (1982) qui appelle à un règlement global « dans le cadre d'une conférence internationale sous les auspices des Nations unies » avec la participation de « toutes les parties concernées ».

Si ces déclarations constituent la réponse jordanienne aux proposi-

tions de M. Pérès, elles semblent aussi dénoter l'émergence d'un nouveau climat dans les relations jordanis-yrécennes. La rencontre de Ryad, dimanche et lundi (la seconde en un mois), a en lieu dans une atmosphère « amicale et positive », souligne le communiqué, qui ajoute que les deux parties ont aussi « discuté des relations bilatérales » et décidé de poursuivre ce dialogue lors de futures réunions à Damas et à Amman.

Cela ne veut pas dire pour autant que tout soit réglé. L'une des questions les plus épineuses demeure l'attitude radicalement opposée de la Jordanie et de la Syrie vis-à-vis de l'Irak et de la guerre du Golfe.

Sur le conflit israélo-arabe, les Jordaniens affectent certes de croire qu'ils peuvent encore sauver leur coopération avec l'OLP, mais le fait que Yasser Arafat ne montre aucun empressement à se rendre à Amman pour tenter de remettre sur les rails cette entreprise, après l'affaire de l'Achille-Lauro et le rendez-vous manqué de Londres, n'est guère encourageant. En fait, des dissensions profondes semblent de nouveau apparues dans le camp du chef de l'OLP sur l'opportunité de poursuivre dans cette voie.

EMMANUEL JARRY.

## Jérusalem : critiques du Likoud

De notre correspondant

Jérusalem. — M. David Lévy, vice-premier ministre adjoint et numéro deux du Likoud, le parti des travaillistes au sein de l'Union nationale, a vivement critiqué, mardi 22 octobre, le discours de M. Pérès à l'ONU, lequel comporte, selon lui, plusieurs « graves dérogations » à l'accord de coalition gouvernemental. En l'absence de M. Pérès et de M. Shamir — qui négocie à Luxembourg avec la CEE — M. Lévy assure jusqu'à la fin de la semaine les fonctions de premier ministre par intérim.

M. Lévy adresse trois principaux griefs à M. Pérès. Il lui reproche d'avoir retenu l'hypothèse d'une caution internationale aux négociations de paix, de ne pas avoir explicitement et nommément l'OLP de tout règlement et d'avoir assigné aux éventuels négociateurs la tâche de « déterminer les frontières permanentes » dans la région.

De ces trois reproches, seul le dernier semble justifié du point de vue du Likoud. D'une part, en effet, le programme d'action gouvernemental ne fait aucune référence au cadre des négociations de paix et ne peut donc avoir été violé sur ce point ; d'autre part, l'encadrement de l'OLP par M. Pérès est assez clair, à l'ONU comme dans toutes ses récentes déclarations, pour ne pas être mise en doute. En revanche, on conçoit aisément l'hostilité farouche du Likoud à toute négociation susceptible de « fixer les frontières », autrement dit de remettre en cause l'actuel contrôle d'Israël sur la Cisjordanie et Gaza. Pour le Likoud, la souveraineté de l'Etat hébreu sur « Eretz Israël », le « Grand Israël », reste un dogme intouchable.

La droite israélienne émet d'autres critiques. Elle souligne que

M. Pérès a assigné aux négociations un cadre plus large que les accords de Camp David et lui reproche d'envisager un « arrangement provisoire », alors qu'aux yeux du Likoud Israël ne peut faire des concessions qu'en échange d'une paix définitive. Ce double grief est quelque peu contradictoire, car les accords de Camp David, auxquels se cramponne le Likoud, ne sont rien d'autre, après tout, qu'une solution intérimaire.

Dans l'ensemble, le Likoud semble vouloir attendre la réaction du roi Hussein avant d'officialiser sa position. Le fait que M. Shamir ait été informé au préalable du contenu des propositions du premier ministre et que celles-ci contiennent peu d'éléments nouveaux par rapport aux idées-forces des travaillistes exclut dans l'immédiat l'hypothèse d'une crise gouvernementale à ce sujet.

L'opposition de gauche déplore pour sa part le manque d'audace de M. Pérès. L'éditorialiste d'« Al Hamikma », quotidien du Mapam, regrette que le premier ministre n'ait pas, dans son discours, réservé le rôle central aux Palestiniens. La presse arabe de Jérusalem-Est réagit aussi dans le même sens. « Al Falaj », proche de l'OLP — soulignait, mardi, que M. Pérès est peu préoccupé des « droits des Palestiniens ».

La presse israélienne relève — pour s'en inquiéter — deux autres faits d'importance inégale : le boycott du discours de M. Pérès par l'ambassadeur jordanien à l'ONU et surtout la réaffirmation, le même jour à Ryad par les premiers ministres syrien et jordanien de leur hostilité à « tout accord de paix partiel ». On suit d'ailleurs de très près ici l'actuel refroidissement des relations entre Amman et Damas.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

**isth** INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1953

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR :

CPECF: Reentrée en novembre cours du jour et stages intensifs

DECS: Nouveaux cursus stage intensif août et rentrée de l'entreprise: 2 ans

BTS: Comptabilité et gestion de l'entreprise

ENSEIGNEMENTS COMPLETS - TOUTES U.V. - CONTRÔLES ÉCRITS HEBDOMADAIRES

TOULOUSE: 83 av. d'Alsace 75013 Paris - AUTRES: 6 av. Léon-Henry 75016 Paris

Tél: 45.85.39.35 + Tél: 42.24.10.72 +

(Publicité)

Société commerciale immobilière et Loists (mer-montagne)

Cherche 4 excellents vendeurs agents commerciaux. Commissions et honoraires très importants.

Téléphone pour renseignements: (93) 24-62-89 (93) 58-04-67 heures de bureau.

Handwritten text in Arabic script.



مكتبة الأمل

# QUÉBEC

## Le temps du «beau risque»

En ces temps de froid réalisme, le Québec n'échappe pas à la règle. Seuls les nostalgiques continuent à entretenir — à petit feu — le rêve brisé de l'indépendance. Porteur de cette espérance, aux yeux de nombreux francophones, le Parti québécois vient de faire ses adieux à l'homme qui en était le symbole : René Lévesque, premier ministre depuis 1976. Après un cheminement douloureux, le fondateur de la formation souverainiste s'est résigné à passer la main, mettant ainsi un terme à vingt-cinq ans de vie politique active.

Que sera le Québec après René Lévesque ? La génération qui arrive aujourd'hui au pouvoir ignore les engouements, les passions qui ont marqué la «révolution tranquille» des années 60. Elle en récolte les fruits. Moins complexée que celles qui l'ont précédée, elle est avide de faire, de réaliser. Elle ne redoute plus le «beau risque» d'un fédéralisme renouvelé au sein du Canada, et elle est prête à affronter les nouveaux défis d'un univers économique en voie de mondialisation.

M. L.



## Le libre-échange peut favoriser «l'atomisation du pouvoir économique» au Canada

nous déclare M. Pierre-Marc Johnson, premier ministre du Québec

Lutter contre le temps. Pour un chef de gouvernement démocratique, c'est le seul défi auquel il est, en règle générale, impossible d'échapper. Premier ministre du Québec depuis le 3 octobre à la suite de son élection à la tête du Parti québécois, Pierre-Marc Johnson s'est trouvé d'emblée lié par cette contrainte. Cet homme jeune — il n'a pas quarante ans — sans doute l'un des plus doués de sa génération — il est à la fois

avocat et médecin, — doit en quelques semaines faire la preuve de son autorité. Un paradoxe pour ce dirigeant déjà riche d'une longue expérience ministérielle. Mais une obligation, car, si le ministre est connu, le chef du gouvernement Pierre-Marc Johnson ne l'est pas.

Comment le successeur de René Lévesque compte-t-il affronter la prochaine échéance

électorale ? Par quelle recette espère-t-il reconquérir pour le Parti québécois, né par neuf ans de pouvoir et affaibli par des luttes internes, les faveurs de la population ? C'est la question que nous souhaitons poser, pour commencer, au nouveau premier ministre au cours d'une entrevue, le premier à un journal français, qu'il nous a accordé quelques jours après son entrée en fonctions. La réponse a été, spontanément,

«L' B changement. J'ai un respect considérable pour l'homme considérable qu'a été René Lévesque dans la vie politique du Québec. Et je suis fier du bilan remarquable de son gouvernement en matière de réformes. Mais je suis aussi conscient que, pour les gens, un changement de direction, cela doit entraîner un certain nombre d'attitudes différentes, un discours différent et une vision du progrès du Québec qui soit perçue autrement que celle qui a été vécue dans le passé.

— Vous dites : le changement. Quel changement ?

— Il faut faire comprendre à la population que la collectivité n'est plus en mesure de supporter le niveau d'exigences qu'on a eu à l'égard de l'État depuis vingt-cinq ans. Et il faut le dire très franchement. L'État, il est vrai, peut sans cesse identifier des besoins et choisir d'y répondre. Mais les besoins dans une société, par définition, sont infinis. Il faut donc prendre maintenant la décision de dire, pour maintenir la société que nous avons et ne pas sacrifier la génération qui arrive, que l'État ne peut pas tout faire.

— Et abandonner les acquis sociaux ?

— Non, mais il faut au moins frimer la cadence législative et réglementaire et, ensuite, avoir recours à une autre approche dans la solution d'un certain nombre de problèmes. Prenons l'exemple du vieillissement de la population. Il est évident, et aucun discours n'y changera rien. Si on reconstruit le modèle des années 60-70 pour subvenir aux besoins de cette population croissante, on débouchera sur un col-de-sac financier. Il faut donc trouver d'autres moyens en faisant appel, pour ce qui est de l'hébergement des personnes âgées, au secteur privé.

### L'appel au secteur privé

— Vous souhaitez la privatisation des hôpitaux ?

— Non. Pas des hôpitaux, ni du système de santé. Je parlais de l'hébergement des personnes âgées. A cet égard, je crois qu'il faut mettre fin à l'interdiction presque absolue existant chez nous qui empêche des sources privées d'offrir des structures d'accueil. Autre exemple, dans le domaine économique. La commis-



SZLAKMANN.

cela, depuis deux ou trois ans, des réflexes protectionnistes de la part des Américains, avec lesquels nous faisons 70 % de notre commerce international. Nous ne pouvons pas subir indéfiniment des pressions de cette nature sans réagir. Il faut donc envisager une libéralisation du commerce avec les États-Unis. A certaines conditions, évidemment, et en étant conscient des dangers que cela représente pour la souveraineté du Canada face à son voisin et pour la spécificité de la société québécoise, qui, en demeurant, est mieux équipée, dans cette perspective, que le reste du pays.

— Vous voulez protéger la souveraineté du Canada ?

— Le Canada est là, il existe, c'est évident, et les Québécois ont choisi d'y rester, pour un certain temps. C'est une réalité qui ne me fait pas peur. Le Canada est souverain, et le Québec ne l'est pas. C'est dommage, mais c'est ainsi. L'exercice de la souveraineté du Canada — et cela inclut aussi les provinces — concerne les programmes sociaux, le type de répartition de la richesse que nous avons choisi et qui risque d'être ébranlé par cette ouverture, par ailleurs inévitable, si le Québec et le Canada ne veulent pas finalement s'isoler dans l'appauvrissement.

— La préservation du système social québécois est donc, pour vous, une condition à un accord de libre-échange avec les États-Unis ?

— On ne peut pas imaginer une américanisation du Québec quant

an rôle de l'État. L'État, ici, a joué un rôle très important non seulement dans la distribution des richesses, mais dans l'exploitation des ressources humaines, la création d'infrastructures. Ce qui nous menace, c'est une vision standardisée, nord-américaine, de l'État.

— Est-ce que vous exigez que le Québec soit partie à la négociation avec les États-Unis ?

— Notre position sera de nous assurer d'une participation entière au processus de la discussion.

— Avec un droit de veto ?

— Je trouverais inacceptable que des décisions de cette importance puissent être prises sans le consentement du Québec.

— Est-ce que finalement un accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, ce n'est pas un moyen de faire l'indépendance du Québec morceau par morceau ? Est-ce que ce n'est pas un moyen de limiter votre dépendance par rapport au Canada ?

— C'est un moyen de progresser.

### L'échec de l'État fédéral

— Mais est-ce que le libre-échange économique ne peut pas redessiner la carte politique de l'Amérique du Nord, par la force des choses ?

— C'est possible, et je crois que beaucoup de gens en sont conscients au niveau fédéral. Ce que l'on peut constater, c'est un échec de l'État fédéral, avec cet immense déficit budgétaire, au point qu'on est presque à la veille d'appeler le FMI pour administrer la baraque. Une fois ce constat fait, ou bien on continue comme ça gentiment ou bien on fait quelque chose. Et dans ce quelque chose, pour ma part, j'inclus une atomisation du pouvoir économique au Canada. C'est souhaitable pour le Canada, évidemment pour nous, mais aussi pour l'Ontario et le Canada anglais. C'est cela le «beau risque» dont parlait René Lévesque. Il n'est pas à sens unique.

— Cette atomisation du pouvoir économique, vous êtes conscient qu'elle peut avoir des conséquences politiques, et, quant à vous, vous êtes prêt à les accepter ?

— Il est un peu tôt pour en dessiner les contours. Mais disons que nous avons moins d'appréhensions que le Canada anglais, parce que la société québécoise a engendré une cohésion suffisamment grande depuis vingt-cinq ans à travers les grands bonds en avant de la révolution tranquille des années 60, puis depuis vingt-cinq ans à travers les grands bonds en avant de la révolution tranquille des années 60, puis

## Le début d'une nouvelle ère politique

«L' A morosité m'a tout à fait quitté... » M. Claude Charbon, l'ex-enfant terrible du Parti québécois — il fut le plus jeune ministre en 1976 jusqu'à sa démission en 1982 — est catégorique : « L'époque qui s'annonce, dit-il, est passionnante. »

Il y a quelques semaines à peine un tel jugement eût été carrement saugrenu. Depuis près d'un an, en effet, le Parti québécois vivait une profonde crise idéologique doublée d'une contestation désagréable de son chef, M. René Lévesque. Certains militants et non des moindres avaient refusé le «virage fédéraliste» imposé en novembre dernier par le premier ministre, prêt, pour sa part, à jouer la carte du «beau risque» avec le nouveau chef conservateur du gouvernement fédéral, M. Brian Mulroney. L'indépendance, qui reste l'objectif ultime du Parti québécois, selon l'article 1 de son programme, serait «mise entre parenthèses» pour négocier une place pour le Québec dans la Fédération canadienne.

En janvier, un congrès spécial du parti donnait raison à M. Lévesque. Mais à quel prix ! Un tiers des délégués abandonnaient le parti pour créer une nouvelle formation, le Rassemblement démocratique pour l'indépendance (RDI). Sept ministres avaient déjà quitté le gouvernement en signe de protestation.

L'impuissance de la classe politique et les spéculations des médias contribuèrent à empoisonner l'atmosphère des derniers mois du règne de M. Lévesque. A la fin mai, le premier ministre s'adressa au peuple pour lui faire part de son testament politique, sous la forme d'un projet d'accord constitutionnel qui énumère les conditions d'une négociation avec le gouvernement fédéral (le Québec est la seule des dix provinces à avoir refusé de signer la Constitution canadienne proclamée en 1982). Un mois plus tard, le 20 juin, M. Lévesque annonçait sa démission dans un texte laconique. La course à la succession était ouverte, et, comme prévu, le ministre de la justice, M. Pierre-Marc Johnson, l'emportait le 29 septembre dès le premier tour de scrutin.

La campagne électorale interne de l'été a mobilisé les militants «péquistes», jusque-là déçus. En quelques semaines, le parti a presque doublé ses effectifs (de 73 000 membres à 128 000), mais il est encore loin des années fastes (1980-1981) lorsqu'il regroupait 300 000 personnes.

Plus important encore, le Parti québécois a retrouvé son unité. Les dissidents sont partis ou alors ils sont rentrés dans le rang.

Il y a quelques semaines, tous les sondages donnaient les partis québécois perdant, et de loin, face au Parti libéral de M. Robert Bourassa. Les derniers sondages indiquent que le parti au pouvoir a réussi à réduire l'écart, mais ce n'est pas encore la remontée spectaculaire qui lui permettrait de gagner les élections. Il y a pourtant un précédent qui encourage les «péquistes» : en avril 1981, moins d'une année après la défaite au référendum sur la souveraineté-association, le Parti québécois s'était fait réélire triomphalement. Et surtout, les dirigeants actuels espèrent que, le jour du scrutin, beaucoup de Québécois hésiteront à voter pour un homme, M. Bourassa, qu'ils rejettent massivement en 1976 après lui avoir accordé deux mandats successifs.

BERTRAND DE LA GRANGE.

(Lire la suite page 8.)

**RECORD DU MONDE SUR RAIL**  
**TOUTE LA GAMME**  
**DES PRODUITS FERROVIAIRES**  
Constructeur ferroviaire de renommée mondiale.  
**ALSTHOM** Division Matériels ferroviaires  
Tour Neptune - Cedex 20  
92086 Paris-La Défense - France  
Tél. : 33 (1) 47.44.90.00. Télex : ALSTRA 611207 F



## Les bonnes affaires du « Journal de Montréal »

LES derniers seront les premiers. La prophétie biblique pourrait servir de devise à Pierre Péladeau, le fondateur du *Journal de Montréal*. Une trentaine d'années après avoir pris pied dans le domaine de l'imprimerie et de l'édition, cet homme parti de rien est devenu, dans la grande métropole québécoise, un véritable patron de presse.

Picaron de son « empire » - le mot le fait sourire - le *Journal de Montréal* peut proclamer fièrement à la « une », après seulement vingt et un ans d'existence, qu'il est « le numéro un des quotidiens francophones d'Amérique ». Un titre que lui conteste la *Presse*. Véritable institution drapée dans sa dignité offensée par ce méchant parvenu, cette dernière continue d'afficher envers et contre tout que « le plus grand journal francophone du continent », c'est bien elle. Les chiffres, toutefois, sont là : au 31 mars dernier, selon les données fournies par les éditeurs, le *Journal de Montréal* vendait en moyenne chaque jour, du lundi au vendredi, 320 000 exemplaires contre 201 000 pour la *Presse*. L'écart est plus réduit le samedi (357 000 exemplaires contre 314 000), mais il se creuse dramatiquement le dimanche (318 000 contre 136 000), alors pourtant que la *Presse*, ce jour-là, sort dans le même format tabloïd adopté depuis le premier jour par son adversaire. Numéro un donc au Québec, le quotidien de Pierre Péladeau a réussi à arracher la place de numéro deux pour l'ensemble du Canada au *Toronto Globe and Mail* (316 000 exemplaires), loin derrière le *Toronto Star* (520 000 exemplaires).

### Vendre sans racoler

Acquis malgré un environnement social a priori peu disposé à lui faire des cadeaux, ce succès n'a pas tourné la tête à Pierre Péladeau. Il sait pertinemment que son journal, volontairement populaire, a un problème d'image. Certes le temps n'est plus où les bons bourgeois dissimulaient cette feuille quasiment

considérée comme scandaleuse à l'intérieur du *Devoir*, le quotidien ultra-sérieux (35 000 exemplaires) de la cité du maire Jean Drapeau. Avec sa « couverture » largement axée sur les faits divers et le sport, le *Journal de Montréal* a cependant du mal à apparaître comme tout à fait respectable. Aussi bien, depuis environ deux ans, son fondateur a-t-il entrepris, sans lui faire perdre son caractère de grand quotidien d'informations générales, de lui donner une certaine honorabilité.

Symbole de cette transformation, la pbnnt de jeune femme aux charmes largement dénués qui ornait quotidiennement la page 7 du journal a disparu. Au grand plaisir des âmes vertueuses et sans dommages pour les ventes. Une matière de faits divers, la rapidité et la sûreté de l'information, points forts traditionnels, sont toujours exigés, mais les reporters savent aujourd'hui que les comptes rendus d'actes crapuleux n'ont plus besoin d'être aussi scabreux ou effroyablement précis que dans le passé. Comme le dit le rédacteur en chef, Yvon Dubois, élevé à la *Presse* en 1983, « il faut éviter d'être des lecteurs que le sang dégoutte dans leurs yeux le matin au petit déjeuner ».

Dans le même temps, de nouveaux centres d'intérêt rédactionnels ont été définis, à commencer par l'économie et les spectacles. Et des journalistes de qualité ont été engagés, comme, par exemple, Jean Pelletier, président de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec et fils de l'ancien ambassadeur en France, Gérard Pelletier, désormais titulaire d'une chronique économique, ou André Beauvais, directeur des nouvelles, lui aussi un transfuge de la *Presse*. Pour diriger cette équipe de 75 rédacteurs et 16 photographes sur un total de 700 salariés, un gestionnaire expérimenté a été recruté en la personne d'André Grou, qui porte le titre d'éditeur et directeur général. Ancien président pendant six ans de la firme internationale Sorel, André Grou confesse qu'il n'était pas un

lecteur assidu du *Journal de Montréal* avant d'en assumer la responsabilité il y a deux ans. En accord avec Pierre Péladeau, il est l'artisan de l'ouverture du quotidien au domaine artistique et au monde des affaires. Ainsi, le *Journal* s'est associé à deux expositions - sur Picasso et sur Ramsès II - qui ont fait quelque bruit à Montréal. Le *Journal* a aussi couvert un voyage de l'Orchestre symphonique de Montréal en Asie. Après cela, dit André Grou, « il devient gênant de regarder le *Journal de haut* ».

### Un service de distribution exemplaire

Confiant dans les perspectives de développement de leur entreprise, les dirigeants du *Journal de Montréal* ont emménagé cet été dans un nouvel édifice, dont la construction aura coûté - imprimerie comprise - quelque 30 millions de dollars canadiens (180 millions de francs). Situés dans le quartier du plateau du Mont-Royal, cher à l'écrivain Michel Tremblay, ces locaux - un modeste bâtiment de brique rouge de deux étages - présentent l'avantage d'être plus proches du centre que les anciens. Les raisons principales de ce déménagement tiennent toutefois, avant tout, à la volonté de Pierre Péladeau de se doter d'équipements capables d'une production accrue et, particulièrement, en couleurs. Trois presses Goss-Metro ont été achetées en Grande-Bretagne et deux autres de marque Cosmo aux États-Unis, pour environ 10 millions de dollars canadiens. Avec ces cinq groupes de machines, les 400 salariés de l'imprimerie peuvent sortir 400 000 exemplaires d'un journal de 160 pages, en couleurs, en moins de cinq heures.

Cette production maximum n'est pour l'instant qu'un objectif, la pagination moyenne étant actuellement de 112 pages. Mais le temps où les annonceurs publicitaires se voyaient opposer un refus féroce de place est révolu. Or le journal vit, pour l'essentiel, de la publicité.

Celle-ci représente 85 à 90 % des revenus de l'entreprise.

Autre point d'excellence du journal, plus ancien celui-là : son service de diffusion, assuré par les Messageries dynamiques, une filiale du groupe Québecor, auquel appartient le *Journal de Montréal*. Organisées sur le principe de contrats de service avec toute une série d'entrepreneurs-distributeurs, les Messageries dynamiques sont la plus importante société de ce type au Québec. Elles desservent quelque 9 000 points de vente (220 000 exemplaires) approvisionnés par camions, qui parcourent chaque jour 17 000 kilomètres sur les routes de la province. Mais la force du journal, c'est son service à domicile : chaque matin à l'aube, sous le soleil ou dans la neige, une armée de 3 500 camelots, des jeunes pour la plupart, déposent l'édition du jour dans les boîtes aux lettres de 125 000 abonnés. Un véritable exploit.

Cette efficacité alliée à une modernité évidente - la rédaction électronique est généralisée - et à un bien-être social enviable - semaine de quatre jours pour les journalistes, salaires supérieurs à 50 000 dollars par an pour les deux tiers d'entre eux - paraît caractériser l'ensemble des activités du groupe Québecor, que dirige Pierre Péladeau. Un groupe qui, tout en élargissant sa base traditionnelle - il possède aujourd'hui quatorze imprimeries et trois quotidiens - et en renforçant son secteur édition de livres, en particulier de manuels scolaires, s'est mis à explorer récemment des voies nouvelles dans les domaines de la distribution de vidéo-cassettes, de logiciels et de matériel photographique. Malgré une première expérience décevante à Philadelphie, Pierre Péladeau pense que l'expansion de son groupe se joue maintenant aussi aux États-Unis. Les résultats témoignent en tout cas du dynamisme de Québecor : en 1984, le chiffre d'affaires global du groupe a augmenté de 26 % par rapport à 1983 et ses bénéfices nets de 49 %. Le rêve...

MANUEL LUCBERT.

## Portrait d'un anglophone de choc

CHACUN semaine depuis dix-huit ans, John O'Meara se défoule contre tous ceux - le Parti québécois, le gouvernement, le premier ministre, les députés, l'opposition libérale, les médias, les fonctionnaires et les « traitres » de la communauté anglophone du Québec - qui participent activement ou passivement à l'érosion de la présence anglaise dans la province francophone. Personne n'échappe aux talents de pamphlétaire qu'il exerce dans un hebdomadaire influent de l'ouest de Montréal, *The Monitor*, dont il est le directeur.

« Le Parti québécois, dit-il, veut nous éliminer, tout simplement. Les nationalistes veulent tout pour eux et ils sont en train de nous enlever les institutions que nous avons créées : nos écoles, nos hôpitaux, etc. »

Dans son petit bureau du quartier Notre-Dame-de-Grâce, au premier étage d'un immeuble banal qui abrite les locaux du *Monitor*, John O'Meara est flatté qu'on s'intéresse à lui. Depuis le temps qu'il a été dans le désert pour dénoncer le « génocide » progressif des anglophones, cet Irlandais de cinquante-six ans, qui fut boxeur dans sa jeunesse, et qui maîtrise mal le français, n'est pas découragé pour autant, même s'il craint qu'il ne soit trop tard pour sauver « malgré eux » les 800 000 anglophones de la province (12 % de la population totale).

« Environ 150 000 Montréalais de langue anglaise sont partis pour Toronto au cours des quinze dernières années, dit-il. Contrairement à ce qu'on entend souvent dire, ce ne sont pas seulement les riches qui partent. Si beaucoup d'anglophones ne trouvent pas d'emploi, ce n'est pas parce qu'ils ne parlent pas français (un peu plus de 50 % des anglophones parlent français contre 37 % en 1971), c'est parce

qu'ils ne font pas partie de la communauté francophone. »

John O'Meara ne s'en prend pas uniquement aux « nationalistes québécois ». Il estime que les anglophones eux-mêmes sont en grande partie responsables de leurs malheurs. Il leur reproche d'être lâches et de ne pas se donner d'autre choix que de courber l'échine ou s'exiler à Toronto. Les députés anglophones à l'Assemblée nationale du Québec et à la Chambre des communes à Ottawa font partie de ses cibles favorites. Il les accuse d'être des pleutres ou même des traitres, comme les journalistes du quotidien *The Gazette* et les dirigeants de la principale association de défense des intérêts anglophones, Alliance-Québec, créée en 1982 pour exercer des pressions sur le gouvernement québécois.

### Sus aux traitres

« La *Gazette* », dit-il, a semé la confusion dans notre communauté, dont elle ne comprend absolument pas les besoins et les attentes. Cela s'explique par le fait que les dirigeants de ce journal et les éditorialistes viennent de Toronto. Un brin paranoïaque, comme beaucoup d'anglophones qui le soutiennent - discrètement - dans sa croisade, John O'Meara voit des ennemis partout. « Brian Mulroney (le chef du gouvernement canadien) nous poignarde dans le dos et il est prêt à accorder un gouvernement québécois tout ce qu'il demande. La meilleure preuve en est qu'il a nommé ambassadeur à Paris un séparatiste québécois bien connu, Lucien Bouchard. C'est comme si Israël avait envoyé Yasser Arafat pour le représenter en France ! C'est absurde ! »

Malgré ses croisades de langage, John O'Meara affirme des choses que beaucoup d'anglophones disent eux-mêmes avec moins de brutalité et plus de forme. Le président d'Alliance-Québec, Michael Goldbloom, et les éditorialistes de la *Gazette* reprochent régulièrement au gouvernement québécois de tout faire pour transformer la communauté anglophone en une minorité linguistique comme les autres (italienne, grecque, etc.), ce dont, il est vrai, certains ministres se défendent mollement.

Le directeur du *Monitor* poursuit son combat solitaire. Après avoir perdu la bataille du libre choix pour la langue d'enseignement (selon la loi 101, seuls les anglophones nés au Canada peuvent aller à l'école publique anglaise), il vient de ressortir le vieux thème du rattachement à l'Ontario des zones à majorité anglophone du Québec. John O'Meara est gourmand : il demande la moitié de l'île de Montréal, tout en reconnaissant que, « si on enlève Montréal au Québec, il ne reste plus que de la neige ». En échange, il est prêt à donner au Québec les régions frontalières de l'Ontario où les francophones sont majoritaires. « Après tout, dit-il, les frontières du Québec ne sont pas sacrées et la solution à nos problèmes ne peut être que territoriale. » Chacun chez soi.

John O'Meara sait que sa solution a peu de chances d'être retenue. Il continue donc à se battre sur des « détails » qui lui semblent importants, comme la francisation de l'affichage. Il a une dent contre l'Office de la langue française, qu'il qualifie de « police de la langue », parce qu'elle n'oblige les commerçants à avoir des enseignes uniquement en français. « Malheureusement », dit-il, la plupart des commerçants ont cédé. Moins de 10 % ont le courage de garder leurs enseignes anglaises. En fait, confie-t-il, certains d'entre eux ont simplement recouvert leurs affiches anglaises « en attendant les prochaines élections », qui, espère-t-il, permettront aux libéraux de reprendre le pouvoir.

Le directeur du *Monitor* ne croit pas que les libéraux rectifient le tir si les anglophones n'exercent pas de très fortes pressions sur eux. « De toutes les façons, dit-il soudain découragé, c'est trop tard pour moi. Dans six ans, je prends ma retraite et je vais vivre en Floride. »

BERTRAND DE LA GRANGE.

B. de L. G.

## Le début d'une nouvelle ère politique

(Suite de la page 7.)

M. Bourassa, disent les « péquistes », n'a pas changé. C'est un homme du passé qui n'a rien pas de vision du Québec capable de mobiliser la population, en particulier les jeunes, sur un projet de société. En fait, les programmes des deux partis se ressemblent étrangement depuis que le Parti québécois est devenu un peu moins social-démocrate et le Parti libéral un peu plus. Tous les deux mettent l'accent sur le développement économique, le partage de la richesse, la réduction du rôle de l'État et la signature d'accords de libre-échange avec les États-Unis.

M. Johnson reconnaît lui-même que « les nuances sont relativement ténues sur le plan idéologique ». Les différences, il les voit bien davantage sur le plan des personnalités. « C'est plus la façon de gouverner qui nous différencie », dit-il.

C'est donc un « combat de chefs » que le Parti québécois entend mener pour convaincre les électeurs de le maintenir au pouvoir. Sur ce plan, il ne fait aucun doute que M. Johnson a une longueur d'avance sur son adversaire. Une semaine à peine après avoir pris ses fonctions de premier ministre, le 3 octobre, M. Johnson rencontrait, dans la capitale fédérale, le chef du gouvernement canadien, M. Mulroney, pour faire le point sur les dossiers Québec-Ottawa. La cordialité de l'entretien tranchait avec le ton aigre-doux, voire carrément agressif, qui caractérisait les discours entre les deux gouvernements à l'époque de MM. Lévesque et Trudeau.

Cette fois-ci, les deux interlocuteurs, qui se ressemblent à plus d'un titre par leur souci du compromis et leur préférence pour des solutions pratiques, étaient tout sourires et semblaient sur la même longueur d'ondes. Le ton a changé, ce qui ne veut pas dire pour autant que tous les différends - dossiers économiques, champ de compétences des deux gouvernements, etc. - seront réglés dans l'immédiat. Même sur la réunion éventuelle d'un sommet francophone souhaité par la France et sans cesse repoussé à cause du refus d'Ottawa d'accorder au Québec une place suffisante dans cette instance, on semble vouloir en arriver rapidement

à un accord sur une formule qui tiendrait compte de « l'autorité nationale du Canada » tout en reconnaissant le « rôle important » du Québec.

### Une époque sans passion

« Aujourd'hui, les militants du Parti québécois sont davantage collés à la réalité que nous l'étions dans les années 70 », affirme M. Charron, pour qui ce parti reste encore sa « famille ». « Nous ne vivons plus une époque de passion. Les Québécois ont changé : ils admirent beaucoup ceux qui font, qui bâtissent, qui exportent. Si vous n'exportez pas à Hongkong, vous n'êtes pas grand-chose ! »

L'ancien ministre estime que la force de M. Johnson est d'avoir senti cette évolution et d'en tenir compte dans son action politique. Dans tous ses discours des derniers mois, il insiste sur la « recherche de l'excellence », qui, dit-il, est devenue la préoccupation principale des Québécois, soucieux avant tout de prospérité et de réussite économique personnelle. « C'est la génération de la révolution tranquille qui prend le pouvoir », dit-il en faisant allusion à ceux qui étaient encore des adolescents dans les années 60, à l'époque où le Québec vivait de profonds bouleversements. C'est sa génération puisqu'il a trente-neuf ans.

Doit-on en conclure que l'idée d'indépendance est définitivement morte et enterrée ? « Le beau risque », affirme M. Charron, c'est d'être prêt à avoir tort. Tort de croire dans la bonne foi du Canada anglais pour qu'il nous reconnaisse le droit d'être un peuple distinct et d'inscrire ce droit dans la Constitution. Si c'est un échec, alors on reparlera d'indépendance. C'est pourquoi M. Johnson insiste sur le maintien du droit du Québec à l'autodétermination. « Ce droit, a-t-il déclaré, doit être exercé dans le cadre d'échanges avec le reste du Canada dans un contexte où il faudra être de bonne foi mais pas naïf. Il s'exercera dans une recherche croissante de pouvoirs pour l'État québécois afin de répondre aux besoins des citoyens et pas seulement pour bâtir un État. »

**Infrastructure - Egouts - Aqueduc - Habitation - Éléments architecturaux - Structures - Matériaux de construction - Revêtements de sol - Tuiles - Plaques - Toiture - Matériaux de friction et d'étanchéité**

**L'AMIANTE RÉPOND AUX BESOINS DES PAYS EN VOIE D'INDUSTRIALISATION ET PERMET LE DÉVELOPPEMENT D'UN SECTEUR MANUFACTURIER LOCAL**

- GÉNÉRATEUR D'EMPLOI
- FAIBLE CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE
- VALEUR AJOUTÉE ÉLEVÉE
- TECHNOLOGIE ÉPROUVÉE ET ACCESSIBLE

**Pour de plus amples informations :**

- TECHNIQUES
- PRATIQUES DE TRAVAIL
- NORMES INTERNATIONALES
- SANTÉ ET SÉCURITÉ

**veuillez contacter :**

**L'INSTITUT DE L'AMIANTE**  
1130 rue Sherbrooke Ouest  
Bureau 410  
Montréal, Québec, CANADA H3A 2M8  
Tél. : 514-844-3956 - Téléc. : 055-60565





DU « BEAU RISQUE »

## Pour ne pas vous « faire passer un sapin » consultez donc un terminologue...

L'AUTRE jour, lorsque mon copain de Montréal m'a déclaré tout de go qu'il s'était « fait » passer un sapin chez le « dépanneur » et que, à la suite de cela, il avait « capoté », je me suis dit, à part moi, comprenant confusément qu'il avait un problème : « Ces garagistes, quand même, tous les mêmes, quelle que soit la latitude ! ». Mais, après quelques questions un peu précises, je dus conclure que j'avais trop rapidement incriminé l'honorable corporation des réparateurs d'automobiles : en fait, mon ami québécois s'était tout simplement fait rouler par son épicière, et, du coup, il en était un peu tourné.

Il est vexant d'avoir le sentiment d'ignorer sa propre langue. Pourtant, un coup d'œil sur les dernières recommandations de l'Office de la langue française (OLF) du Québec aurait évité ce malentendu : un « dépanneur » est un terme accepté par l'OLF pour désigner une épicerie, « capoter » signifie en français québécois perdre la tête, et il vaut mieux éviter, dans la Belle Province, de se « faire passer un sapin », car cela veut tout simplement dire qu'on s'est fait avoir.

### Une armada de traducteurs

Cet exemple illustre bien l'importance de la question linguistique pour l'homme canadien. Car, si la compréhension entre les francophones qui peuplent les deux rives du « lac » atlantique est parfois un peu moins évidente, elle n'est pas simple non plus entre les familles de la langue de Félix Leclerc et ceux de l'idiome de Shakespeare. L'existence de deux cultures au Canada, la présence de sept millions de francophones au Québec, la politique d'égalité entre les deux langues officielles adoptée en 1969, tout cela débouche sur un travail gigantesque : il se traduit chaque année, au Canada, 600 millions de mots, soit l'équivalent de 4 000 ouvrages de 500 pages. La moitié de cette tâche est accomplie par le Bureau des traductions, organisme officiel dépendant du Secrétariat d'Etat, qui, au Canada, remplit les fonctions d'un ministère de la culture.

La création de ce Bureau est toutefois récente, puisqu'elle date de 1934. Peu soucieux de partager son hégémonie culturelle et

linguistique, la majorité anglophone avait, dans les premières années de la Confédération canadienne, d'autres priorités en tête. Au tournant du siècle, on ne comptait en tout et pour tout que sept traducteurs fédéraux attachés au Parlement. Le Bureau des traductions regroupe aujourd'hui un personnel de mille huit cents personnes, dont mille deux cents traducteurs désignés dans une cinquantaine de points de service (ministères, administrations diverses), pour la plupart à Ottawa. C'est l'un des plus grands organismes de ce genre au monde, voire le plus important en ce qui concerne le volume de textes traduits.

Pour faciliter la tâche de ses traducteurs et remplir la mission de normalisation du vocabulaire que lui avait confiée le gouvernement fédéral en 1974, le Bureau a mis sur pied, à partir de 1975, une banque de terminologie, qui occupe actuellement une centaine de spécialistes appelés terminologues. L'objet de cette banque est de « vérifier et normaliser » le vocabulaire anglais et français en usage dans les administrations et de procéder à des recherches terminologiques pour la fonction publique. Ses domaines d'intervention sont très divers : ils vont de l'informatique aux sciences physiques et naturelles, en passant par la défense nationale, l'environnement et une vingtaine d'autres branches d'activités.

Créé à partir du logiciel de la banque de données de l'université de Montréal, le premier fichier informatisé - Terminum 1 - contenait 1,2 million de fiches. Une épuration s'imposait pour éliminer les doubles emplois et les inexactitudes. Fin 1980, le nombre de fiches accessibles était réduit de moitié. De 1982 à 1985, le système a été amélioré, notamment par le recours à une technologie qui permet d'utiliser des graphiques de couleur et des « menus » pour guider l'interrogation. Aujourd'hui, la banque Terminum compte plus de 760 000 fiches représentant quelque 1,7 million de termes.

Le principe de travail des terminologues est de partir d'une notion et de trouver en français et en anglais les appellations qui la définissent la plus exactement possible. Ainsi sont établies des fiches dites uniconnelles, dont le degré de fiabilité varie en fonc-

tion de la plus ou moins grande justesse des équivalences de termes trouvées. Cette recherche exige un important travail de documentation et de dépouillement de publications spécialisées.

### Des utilisateurs à l'étranger

La banque compte en outre un fonds d'appellations qui regroupe des noms d'organismes, de sociétés, etc. L'une des originalités de Terminum est d'avoir créé aussi un Fonds des difficultés de traduction qui attire l'attention sur des particularités (proverbes) ou sur des problèmes de syntaxe, de morphologie ou de style. Enfin, il existe un Fonds multilingue qui établit des équivalences entre d'une part soit l'anglais et le français, d'autre part soit l'allemand et l'espagnol. C'est l'une des orientations qui, selon M. André Saint-Martin, directeur à la Direction de terminologie, pourraient être appelées à se développer dans l'avenir avec des extensions possibles à des langues telles que le japonais, le chinois et le russe.

Afin de satisfaire au mieux ses « clients », la banque procède à des mises à jour régulières des fichiers : celles-ci se font au rythme de 2 500 par semaine. On dénombre quelque deux mille cinq cents utilisateurs qui accè-

dent à la banque à partir d'environ 240 terminaux, dont une vingtaine sont installés à l'étranger (6 en France). Parmi les utilisateurs français figurent le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), l'Electricité de France et le Commissariat général de la langue française. La Banque mondiale, l'ONU, l'OTAN, l'OCDE, le FMI et quelques autres organisations internationales sont également reliées à Terminum. La consultation de la banque jusqu'à présent est gratuite, car, comme le dit M. Saint-Martin, « il était délicat de faire payer des anglophones pour travailler en français ». Rigueur budgétaire oblige, cette situation pourrait cesser dès l'an prochain.

Sur un budget global de 86 millions de dollars canadiens affectés l'an dernier au Bureau des traductions, 7 millions vont à la banque de terminologie, non compris l'achat du gros matériel informatique. C'est le prix à payer pour donner aux sept millions de francophones canadiens, perdus au milieu de l'océan des deux cent cinquante millions d'anglophones nord-américains, les moyens de développer dans les temps modernes leur langue et leur culture.

M. L.

## Le Domaine de l'Orpailleur ou comment faire pousser la vigne sous la neige

POUR que les habitants de la Nouvelle France n'aient définitivement plus rien à envier à la terre de leurs ancêtres, il manquait un détail, curieusement oublié depuis quatre cent cinquante ans : de beaux et grands vignobles suffisamment adaptés aux rigueurs climatiques de ce coin d'Amérique du Nord pour faire enfin rimer diva bouteille avec pays québécois. Miracle : grâce à l'audace de quelques témoins, cet oubli est en passe d'être réparé.

Le vignoble de l'Orpailleur est si bien tapi au creux d'un valloisement au détour de la route 202 qu'on passerait presque sans le voir lorsqu'on arrive en voiture du bourg ensablé de Bedford. Dix hectares de plants de vigne perdus au milieu d'une étendue de champs de pommes, après tout, c'est plus discret que la banquette sous le soleil. C'est là, sur ces quelques arpents de terre, situés à vol d'oiseau, à 8 kilomètres du Vermont américain, qu'un quartenaire de moqueurs s'est lancé dans l'aventure.

Le défi, ce fut l'arrivée dans la région d'Hervé Durand, un viticulteur français du Gard. On est en 1981 : Durand place quelques économies en achetant un bout de terrain dans ce coin d'Estrie, connu pour la douceur de ses paysages et la trépidation - étonnante de ses hivers. Quelques mois passent, et, un beau jour de 1982, Durand frappe à

la porte de son voisin, Frank Furtado, un agent artistique ami du chanteur Gilles Vigneault, qui s'est découvert une vocation de gentleman farmer. Le contact entre les deux hommes est bon. Aussi Hervé Durand n'hésite-t-il pas à faire part à Furtado du rêve qui depuis longtemps l'habite : faire pousser de la vigne au Québec. Furtado, qui hésitait entre la pomme et le maïs, est emballé. L'engouement d'un homme qui, pour ce qui est du vin, ne connaît rien à la production, mais possède une certaine expérience en matière de consommation. Durand fait venir de France un jeune oenologue de ses amis, Charles-Henri de Coussergues, le trio s'adjoint la coopération de deux agriculteurs locaux, et l'affaire est lancée.

Le problème numéro un, c'est évidemment le froid. Quel plant de vigne peut résister l'hiver à des températures de -30 degrés ? Plusieurs variétés sont testées. Finalement, le choix de nos moqueurs se porte sur un cépage d'origine alsacienne, le Seyval, introduit en Ontario il y a une trentaine d'années. Le Seyval est robuste, mais pour accroître ses chances de résister au gel, surtout lorsque la neige est rare, les propriétaires de l'Orpailleur décident de lui faire passer l'hiver sous terre.

Une technique appliquée ailleurs, en Bulgarie par exemple, et qui s'est révélée judicieuse. A la fin octobre, on coupe les plants à environ dix centimètres du sol et on les recouvre de terre. C'est le rechauffement des ceps. Au printemps, entre le 15 et le 20 mai, on déchausse. Des machines adéquates ont été mises au point par les exploitants qui comptent les faire breveter. La poussée se fait ensuite en quatre mois.

Trois ans après le début de cette expérience, les premiers résultats sont encourageants : la vendange de cet automne permettra la production de quelque 20 000 bouteilles d'un vin blanc encore un peu acide, mais suffisamment fruité pour être commercialisé. Au point que les viticulteurs de l'Orpailleur sont aujourd'hui plus préoccupés par les conditions d'écoulement de leur production sur le marché que par l'exploitation proprement dite de leur vignoble. La distribution des vins et spiritueux est ici un monopole que détient la Société des alcools du Québec (SAQ). Or celle-ci est impitoyable. Vin québécois ou pas, la règle est la même pour tout le monde : jusqu'à 20 000 bouteilles, le taux de majoration imposé par la SAQ au prix de vente est de 20 % (qui s'ajoute à une taxe fédérale de 13 % et à une taxe provinciale de 9 %) ; au-delà de 20 000 bouteilles la majoration sera de 94 %. Et la vente du cru de l'Orpailleur devra se faire exclusivement au domaine.

Est-ce donc la fin du rêve de ces nouveaux chercheurs d'or ? Ou bien, face à la concurrence des « châteaux » français, des rivaux espagnols et autres crus rénaissants, le nationalisme québécois réussira-t-il à protéger son petit vin d'Estrie, dignes, comme tout autre, de réchauffer les cœurs pendant les longues veillées d'hiver ?

M. L.

## Le libre-échange peut favoriser « l'atomisation du pouvoir économique » au Canada

(Suite de la page 7.)

Pensez-vous que le Canada anglais est prêt à accepter ces propositions de façon à permettre au Québec de signer la Constitution ?

Cela ne sera pas facile. Je ne peux pas présumer du temps que cela prendra. Mais si des gens s'étaient imaginés qu'on apposerait notre signature sur le coin d'une table, gentiment et à huis clos, eh bien ! ils se trompent. D'abord, ce n'est pas souhaitable. Et, ensuite, ce n'est pas comme ça qu'on peut prétendre résoudre pour un certain temps les rapports entre le peuple québécois et le reste du Canada. Ça fait trois cents ans que ça dure, il n'est pas dans le secret d'un cabinet. Remarquez bien que c'est comme ça qu'ils ont adopté la Constitution canadienne ! Mais, avec nous, cela ne peut pas se passer comme ça. Il faudra que le peuple soit dans le coup, ou, au moins, son Assemblée nationale.

### La tête et le cœur

Cela fait un moment que nous vous écrivons et ce que nous entendons, pour l'essentiel, c'est le discours d'un homme qui, comme l'on dit ici, a le goût de

gérer. Alors le grand idéal de l'indépendance, vous l'avez définitivement remis au rayon des accessoires folkloriques ?

Non. On ne sortira ni de la tête ni du cœur d'une bonne partie des Québécois cette idée que nous pourrions assumer entièrement nos structures politiques. Le projet du parti québécois auquel j'ai adhéré en 1971 s'appelait la souveraineté-association. Il était fondé : 1) sur le postulat que nous formons un peuple qui a le droit de s'autodéterminer ; 2) que ce peuple doit se doter de l'ensemble des instruments d'un Etat souverain, mais doit tenir compte aussi de sa situation géopolitique et développer des liens de nature particulière avec l'ensemble canadien. Il y avait aussi, il faut bien le dire, dans notre parti un groupe sécessionniste plus radical pour lequel, au fond, le Canada n'existait pas. Or le Canada existe, c'est une réalité.

Est-ce qu'un jour le Québec fera acte de sécession ou redéfinira de façon telle ses rapports avec le reste du Canada qu'il s'en trouvera parfaitement satisfait, y compris dans ses attributions de caractère international ? Il y a deux possibilités. La première, c'est que cela se produise dans une situation de crise, notamment

si les grands arbitrages économiques au sein du Canada devaient se faire au détriment du Québec. Je ne souhaite pas une telle perspective, car ce seraient les salariés de l'industrie et de la classe moyenne qui en feraient les frais. L'autre hypothèse, c'est que le renforcement du Québec, sa capacité à s'adapter avec souplesse aux exigences d'une économie en profonde mutation, se fassent de façon telle avec les années que se reproduise ici ce qui est arrivé en Norvège au début du siècle (3). Le jeu serait alors redistribué et sur une autre base que celle qui a prévalu ces vingt-cinq dernières années et qui était très largement reliée à la culture et à la langue. Celles-ci doivent continuer à être consolidées, mais cet aspect du problème ne justifie plus, aux yeux d'une majorité de nos concitoyens, que nous franchissions un tel pas sur le plan politique.

Propos recueillis par  
MANUEL LUCBERT  
et BERTRAND DE LA GRANGE.

(3) Sous domination danoise, puis suédoise, pendant près de six siècles, la Norvège est devenue indépendante en 1905. Le pays avait connu au cours du dix-neuvième siècle une forte expansion économique qui favorisait la montée du sentiment national.

## LE QUÉBEC : TERRE D'AVENIR

Déjà liés par le passé, l'histoire, la langue et l'esprit, unis au présent par les échanges et la coopération, construisons ensemble, en partenaires, un avenir solide, en associant et en développant nos activités économiques, industrielles et commerciales, nos technologies et nos ressources, nos relations culturelles et sociales.

Pour en parler plus longuement, rencontrons-nous !

Nous avons les réponses à vos questions.

Au Québec le futur est avenir

Délégation Générale du Québec  
60, rue Pergolèse - 75116 PARIS - Tél. : 302.14.10  
Centre Québécois des Coopération Industrielle  
11, bis rue de Presbourg - 75116 PARIS - Tél. : 301.28.50  
Services Culturels  
117, rue du Bac - 75007 PARIS - Tél. : 222.30.60  
Service du Tourisme  
11, bis rue de Presbourg - 75116 PARIS - Tél. : 300.95.55

Québec

SONEXEAU INC.  
SOCIÉTÉ NOUVELLE D'EXPLOITATION EAU ET ASSAINISSEMENT

# Au Québec, l'eau est une richesse.

POUR LA SAUVEGARDER, NOUS AVONS UNI NOS EFFORTS.

société sid  
d'investissement  
des jardins

lyonnaise des eaux

Gaz  
Métropolitain



## DIPLOMATIE

## LA PRÉPARATION DU SOMMET DE LUXEMBOURG

## Certaines divergences importantes subsistent entre les Douze à propos de l'union européenne

## De notre envoyé spécial

Luxembourg (Communautés européennes). — « Je craignais un nivellement par le bas des résultats de la conférence, mais, heureusement, cela ne s'est pas produit », a déclaré M. Delors, le président de la Commission de Bruxelles à l'issue de la réunion que les ministres des affaires étrangères des Douze ont consacré lundi 21 octobre à la préparation du conseil européen qui se tiendra les 2 et 3 décembre à Luxembourg. Celui-ci, conformément au mandat approuvé par la majorité des chefs d'Etat et de gouvernement en juin à Milan, devrait décider comment réviser le traité de Rome afin de donner un élan nouveau à la Communauté et d'en améliorer le fonctionnement.

Les Français, en se montrant très soucieux de dissiper l'impression restrictive qu'avaient donnée leurs propositions la semaine passée, ont largement contribué à donner un caractère tonique aux débats. Cette

impression avait été suscitée par le fait que, sur les principaux dossiers jusqu'alors examinés (l'établissement d'un grand marché intérieur d'ici à 1992, l'amélioration des méthodes de décision et le renforcement des pouvoirs du Parlement), les textes français paraissaient en retrait par rapport à ceux de la Commission. Cela reste vrai dans le dernier cas.

S'agissant de domaines prioritaires, au premier rang desquels les décisions nécessaires à l'établissement d'un grand marché, la Commission suggère en effet que, si le Parlement est d'accord avec elle, le conseil des ministres des Douze se réunisse pour examiner les propositions qu'il lui soumettra. Ce qui, selon M. Delors, est « dangereux » : un pouvoir exorbitant serait ainsi, selon eux, accordé au Parlement, ainsi d'ailleurs qu'à la Commission. En revanche, ils affirment qu'ils ne souhaitent pas moins que la Commission établir un véritable marché unique d'ici 1992-1993, et, comme le dit

M. Dumas, qu'ils sont d'accord pour aller vers le plus grand nombre possible de votes à la majorité. Mais les Français se séparent de la Commission sur un point : que faut-il faire maintenant pour préciser par la conférence intergouvernementale pour que cet exercice central — l'établissement du grand marché — puisse effectivement aboutir ?

Il ne suffit pas, font-ils valoir, d'indiquer qu'on va modifier une dizaine d'articles du traité de Rome pour que les décisions nécessaires puissent être prises désormais à la majorité qualifiée. Il faut d'abord voir sur quels concepts on est d'accord, ce que recouvre pour les uns et pour les autres cette notion de « grand marché ». Les Français veulent élargir de pousser l'harmonisation des législations dans quelques domaines seulement, choisis avec soin par les plus malins. « Nous voulons aller de l'avant, mais nous ne faisons pas une petite union libérale qui laisse quelques pays », a souligné M. Dumas. Et M. Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires euro-

péennes, de confirmer : « Nous voulons le marché intérieur dans toutes ses composantes. » Elle cite, parmi celles-ci, la politique commerciale et l'harmonisation des législations sociales et des charges des entreprises.

Les Français, tout en se défendant d'être moins enthousiastes que quiconque, invitent la conférence intergouvernementale sur l'union européenne à ne pas s'engager dans le flou. Ils insistent aussi pour surveiller attentivement l'exécution du programme, et prévoient un rendez-vous en 1990 afin de faire le point du travail accompli. Ils estiment que l'établissement du grand marché, projet ambitieux, mais qui figurerait déjà dans le traité de Rome, ne constitue pas à proprement parler de nouveauté et que personne ne peut s'y soustraire. Là encore, ils s'écarteront de la Commission, qui envisage la possibilité de larges dérogations en faveur des pays les moins riches de la CEE. Pour Paris, l'Europe à géométrie variable, la « différenciation », comme on dit maintenant, est une idée à appliquer aux actions nouvelles, celle la coopération technologique, mais pas à ce qui constitue la substance même de la Communauté.

Pour Paris, l'objet de la réunion de lundi était moins de réduire ces divergences que de reprendre l'initiative, sans se contenter de réagir aux propositions bruxelloises. Ce souci de réveiller la conférence, de mettre l'accent davantage sur ce qui unit que sur ce qui divise, a paru partagé par la majorité des délégations. Mais le zèle de la plupart d'entre elles à l'égard du Parlement européen semble limité.

Un obstacle sérieux qui se fait jour avec de plus en plus de netteté à trait, par ailleurs, à ce qu'on appelle la « cohésion sociale ». Les pays les moins avancés de la Communauté, Grèce et Irlande surtout, mais aussi, plus discrètement, Espagne, Portugal, voire Italie, ne sont intéressés à l'œuvre de rénovation en cours que si elle s'accompagne d'un effort de solidarité significatif. Autrement dit de transferts financiers accrus des Etats membres riches vers ceux qui le sont moins. La Commission approuve. Faut-il préciser que les pays payeurs ne sont pas d'accord ? Le clivage Nord-Sud devient ainsi une donnée importante de la Communauté élargie.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

BERNARD BRIGOLEUX.

## LE COLLOQUE FRANCO-ALLEMAND D'OFFENBURG

## L'Europe, « patrie commune » ?

## De notre envoyé spécial

Offenburg. — Pour leur quarantième anniversaire, le Bureau international de liaison et de documentation (BILD) et la Gesellschaft für liberale Zusammenarbeit ont organisé, du 18 au 20 octobre, dans la petite ville badoise où avait commencé cette étonnante aventure franco-allemande — en 1945 ! — un colloque qui a rassemblé plus de trois cent cinquante participants venus des deux côtés du Rhin, et dont près de la moitié avaient moins de trente ans. L'Office franco-allemand pour la jeunesse avait d'ailleurs, à l'instar des deux ministères des affaires étrangères, apporté son concours à l'entreprise, marquée par une double volonté.

La première était de ne pas limiter ces grandes retrouvailles à une sorte de cérémonie du souvenir, rassemblant les seuls « anciens combattants » — de la paix — qui fondèrent il y a quarante ans les deux associations, mais bien un forum ouvert à toutes les générations. Il aura été

très clair à Offenburg, de ce point de vue, que le thème de réconciliation, et jusqu'au mot lui-même, n'a plus guère de sens, tant la chose est aujourd'hui acquise.

La seconde ambition des organisateurs était de voir cette réunion formuler, dans différents domaines qui allaient des travailleurs immigrés à l'information, de la défense du continent à celle de l'environnement, des mariages mixtes à la réforme des institutions de la CEE en passant par ses « valeurs culturelles communes », des propositions concrètes. Dans l'ensemble, cette attente n'aura pas été déçue, et un rapport détaillé devrait permettre prochainement d'en prendre la mesure. Et aussi de vérifier que certains problèmes traditionnellement soulevés à propos de l'Allemagne se posent peut-être moins qu'on ne le croit dans l'Hexagone : ainsi la question de la réunification a-t-elle été souvent présentée comme une obsession, française, ou même celle de la « quête d'identité » dans laquelle seraient toujours lancés nos voisins

d'outre-Rhin. Alors que ces derniers, en particulier les plus jeunes, auront surtout semblé, à Offenburg, désireux de voir leur pays sortir de ce « provisoire qui dure » caractérisant son statut depuis 1949.

Cette ferveur franco-allemande manifeste n'a cependant pas conduit les participants à un optimisme béat. Dans son introduction, vendredi, le président du BILD, le professeur Rovan, avait rappelé que la coopération Paris-Bonn, sur le plan européen notamment, ne connaît pas, ces temps-ci, que des succès. Le président de la Commission de Bruxelles, M. Delors, devait, dimanche, se montrer presque alarmiste. Mais ceux du Sénat, M. Pöcher, et du Parlement de Strasbourg, M. Pflümin, venaient en soutien, et plusieurs orateurs allemands se sont tout de même taillés un franc succès en appelant les jeunes des deux pays, avec une énonciation qui ne relevait visiblement pas que de l'effet de tribune, à se mobiliser toujours davantage en faveur de l'Europe, cette « patrie commune ».

BERNARD BRIGOLEUX.

## Le Canada menace à son tour de quitter l'UNESCO

Sofia (AFP). — Le Canada a laissé entendre, lundi 21 octobre, à la conférence générale de l'UNESCO, réunie jusqu'au 12 novembre dans la capitale bulgare, qu'il envisageait de quitter l'UNESCO, comme l'ont fait il y a dix mois les Etats-Unis et comme menace de le faire à la fin de l'année la Grande-Bretagne. « De nombreux gouvernements, y compris le mien, ont fait part de leur intention de revoir leur position au sein de l'UNESCO — après la réunion de Sofia — une fois qu'ils auront analysé les résultats et tiré les conclusions qui s'imposent », a déclaré M. Vézina, ministre des relations extérieures canadiennes, devant les délégués des cent cinquante-deux Etats membres.

C'est la première fois que le Canada, dont l'attitude envers l'UNESCO a été critiquée ces derniers temps, laisse planer une menace aussi précise de retrait, en

faisant du résultat de la conférence une condition de son maintien éventuel au sein de l'organisation. La Grande-Bretagne, qui a déposé un préavis de retrait pour le 31 décembre, la RFA, le Japon, le Danemark et la Suisse font également dépendre leur attitude à l'égard de l'UNESCO de l'issue de la conférence de Sofia. Toutefois, le ministre canadien des relations extérieures, intervenant au cours du débat de politique générale, a reconnu que des progrès « considérables » avaient été réalisés pour une réforme de l'organisation.

## PROCHAINES CONVERSATIONS SOVIÉTO-AMÉRICAINES SUR L'AMÉRIQUE CENTRALE

Washington (AFP). — Les Etats-Unis et l'URSS doivent avoir des entretiens, le 31 octobre et le 1<sup>er</sup> novembre, à Washington, sur l'Amérique centrale et les Caraïbes, a confirmé, lundi 21 octobre, le département d'Etat. Ces conversations font partie des discussions régionales que les Etats-Unis et l'URSS ont eues ces derniers mois pour préparer le sommet qui réunira M. Reagan et M. Gorbatchev les 19 et 20 novembre à Genève. Les précédentes sessions ont porté sur le Proche-Orient, l'Afrique australe, l'Afghanistan et l'Asie.

La délégation américaine sera conduite par M. Elliott Abrams, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires inter-américaines. Son principal interlocuteur soviétique sera M. Vladimir Kazimirov, responsable de la division d'Amérique latine au ministère soviétique des affaires étrangères.

« La suspension des libertés au Nicaragua ne remet pas en cause un accord avec la CEE. — La Communauté européenne doit signer un accord de coopération économique avec les six pays d'Amérique centrale, dont le Nicaragua, à la date prévue du 11 novembre, malgré la suspension des libertés par Managua, a annoncé, lundi 21 octobre, le ministre luxembourgeois des affaires étrangères, M. Jacques Poos, président de la CEE. — (AFP) »

CHEZ RENAULT DU 24 AU 28 OCT.

# 15000 VOITURES A MOINS DE 25000<sup>F</sup>

## MAINTENANT OU JAMAIS

Crédit total 48 mois au TEG de 24,30% sur tous les véhicules d'occasion Garantie Or et Série Privilège de 3 ans ou moins. Ex : montant financé 35 000 F - 48 échéances de 1146,87 F. Coût total à crédit 55049,76 F. Sous réserve

**CREDIT  
TOTAL**

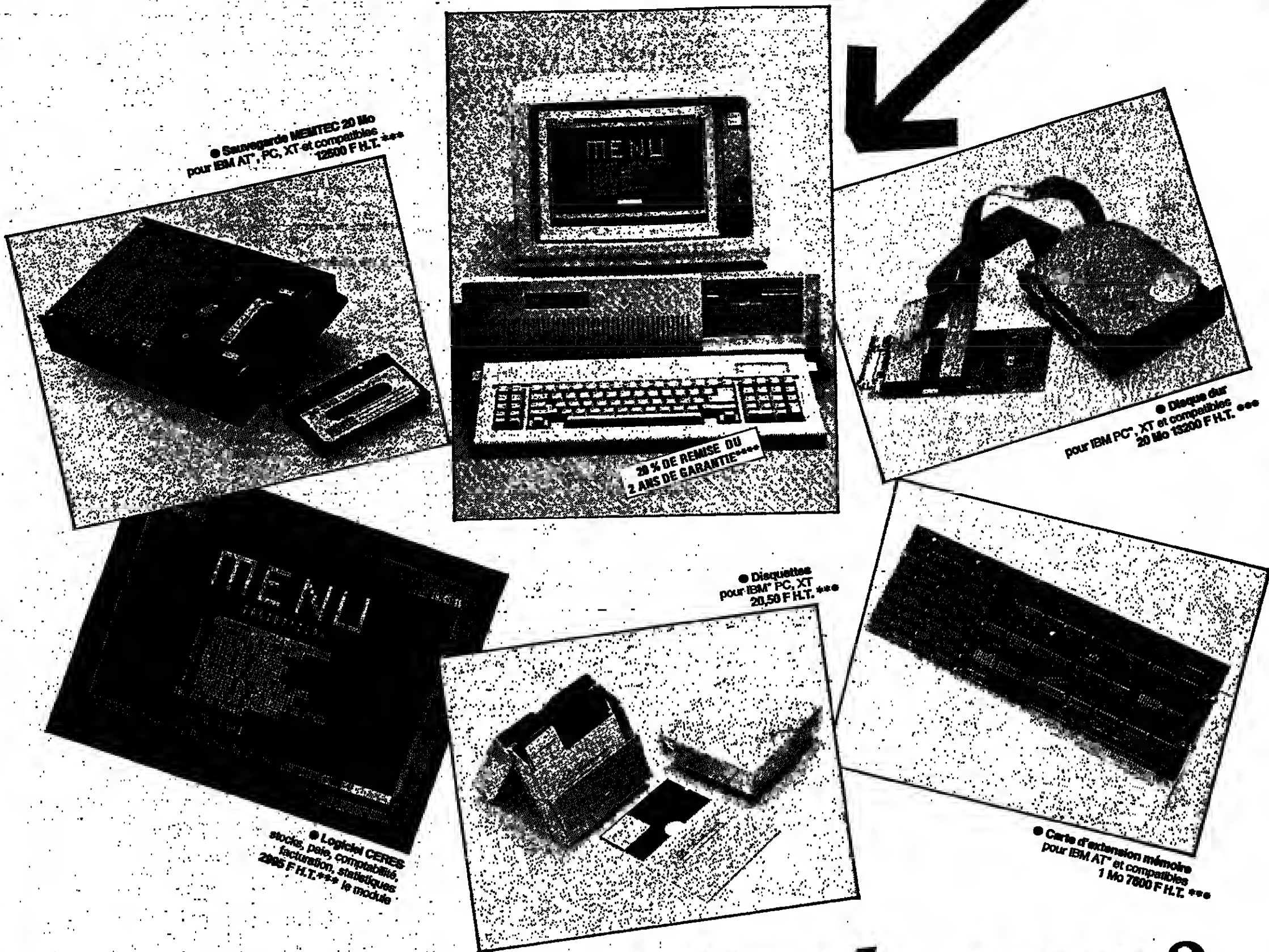
d'acceptation du dossier par DIAC S.A. au capital de 350 000 000 F - RC Paris B 542 062 435 - 51-53, Champs-Élysées - Paris 8<sup>e</sup>.  
Crédit total 36 mois au TEG de 24,30% sur toutes les autres occasions.



### OCCASIONS RENAULT



# La Secrétairerie livre tous les jours...



...et vous?.. *qu'attendez-vous?..*

Commandez, auprès de Lien ou Isabelle, votre IBM PC  
XT ou AT\* le matin avant 11 h,  
nous vous livrons, avec le sourire, l'après-midi\*\* avant 17 h.

Téléphone 16(1) 277.85.00

\* IBM PC, XT et AT sont des marques déposées d'International Business Machines.

\*\* Paris et Région Parisienne.

\*\*\* T.V.A. 10,50 % en sus.

\*\*\*\* 20 % de remise et garantie 1 an par retour en nos ateliers

ou  
livraison, installation + 2 ans de garantie GRATUITE.  
(Intervention, pièces, main-d'œuvre, déplacement sur site).  
Sur tout le territoire français excepté la CORSE et DOM-TOM.

## La Secrétairerie

43 rue Beaubourg, 75003 Paris. Tél. 16(1) 277.85.00. Télex 240.537.



## politique

## Situations 86

## LA NON-INSCRIPTION SUR LES LISTES ÉLECTORALES

## Un phénomène de société

« Voter est un droit, c'est aussi un devoir civique », rappelle le Centre d'information civique (1) qui mène campagne depuis plus de vingt ans contre l'abstentionnisme et la non-inscription sur les listes électorales. Si l'abstentionnisme, qui l'on peut chiffrer après chaque consultation, fait l'objet d'analyses régulières, il n'en va pas de même de la sous-inscription. Mais inscrits et non inscrits représentant pourtant environ 10 % du corps électoral français, soit près de 3,5 millions d'électeurs potentiels.

Qui sont les non inscrits ? La CJC s'est appuyée sur les résultats de plusieurs sondages effectués par BVA de décembre 1984 à mai 1985 (2) pour tenter de répondre à cette question. Première indication fournie par l'enquête de BVA : les non inscrits sont jeunes, 41,3 % ont moins de vingt-cinq ans et 18,5 % sont âgés de vingt-cinq à trente-quatre ans (les non inscrits de cinquante à soixante-cinq ans et plus ne sont respectivement que 8,3 % et 4,2 %). Ce n'est pas vraiment une surprise. On sait maintenant que ce sont aussi les plus jeunes qui avouent ne pas s'intéresser beaucoup à la politique, ne pas fréquenter les grands médias (presse, radio, télévision) et préférer la télévision et les radios libres.

Autres indications données par BVA : les non inscrits vivent surtout en milieu urbain (31,1 % d'entre eux résident dans des agglomérations de 100 000 habitants et plus), dans des zones à forte croissance démographique où la population est très mobile.

Ils ont dans l'ensemble un niveau d'instruction peu élevé, appartiennent aux couches sociales moyennes (40,5 % sont fils d'ouvriers, 26 % fils d'employés) et jouissent de revenus modestes (42,3 % ont des revenus mensuels inférieurs à 500 F).

Ils sont sensiblement plus nombreux que l'ensemble des Français à se déclarer sans religion ou d'une religion autre que les religions traditionnelles. Enfin, si 39,3 % des non inscrits avouent n'avoir aucune affinité avec une formation politique, les autres, ceux qui se sentent proches d'un parti (34,3 % proches du PS, 20,2 % du RPR, 19,7 % du PC, 10,6 % du PC et 9,6 % du Front national), n'éprouvent pas le besoin de s'inscrire et de se rendre aux urnes.

Simple négligence ? Oui, sans doute, pour quelques-uns. Mais pour la grande majorité il s'agit plutôt d'ignorance des procédures, de méfiance ou encore de rejet volontaire, qui sont autant de signes d'une non-inscription (ou d'une distanciation dans la société dans laquelle ils vivent. De toute évidence, la famille, le quartier, l'école, la vie professionnelle, n'ont pas joué le rôle d'intégration qu'ils jouent normalement. La non-inscription est donc bien un phénomène de société.

N.A.

(1) CJC, 242 bis, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. 544-14-17.  
(2) Sur un échantillon de 9 535 personnes interrogées. L'effectif total de la population des non inscrits est de 875. L'enquête a été accomplie en cinq vagues, chacune d'elles portant sur un échantillon de 1 797 à 1 973 personnes.

## MANCHE : M. Olivier Stirn indésirable

De notre envoyé spécial

Cherbourg. — Les socialistes de la Manche ne veulent vraiment pas de M. Olivier Stirn comme tête de liste aux prochaines élections législatives, et ils n'ont pas renoncé à faire entendre raison à la direction de leur parti. Comment pourraient-ils accepter, selon M. Guy Poirier, secrétaire fédéral, un candidat qui n'est « ni de chez eux ni des leurs » ?

M. Stirn, en effet, vient du département voisin, le Calvados, dont il est l'élu depuis 1968 : il est donc perçu comme un étranger, un « hors-sain ». De plus, il n'est même pas socialiste : président de la groupement Union centriste républicain, après être passé par l'UDF et le Parti radical, il était, dans la région, au moins jusqu'à l'année dernière, l'un des principaux adversaires de la gauche. Et comme si cela ne suffisait pas, il vient prendre la place de M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, que la fédération avait pratiquement plébiscité.

M. Poirier ne comprend pas qu'en dépit de tout le congrès du PS ait ratifié cette candidature, contre l'avis des militants locaux. Il n'a pas perdu l'espoir que avant la convention nationale du 10 novembre, la direction revienne sur son choix. S'il n'obtient pas satisfaction, proposera-t-il la constitution d'une liste dissidente ? « Rien n'est à exclure », dit-il, mais en attendant, il met en garde ses amis contre toute décision « d'importation » qui les mettrait « en position de rupture avec le parti ».

Face à ce tumulte, M. Stirn

garde, dit-il, le « calme des vieilles troupes ». Il comprend l'« émotion » des socialistes, mais reste ferme sur ses positions. Maire de Vire — à 40 kilomètres de Saint-Lô, mais à 60 kilomètres de Caen — il représente une région qui est, affirme-t-il, plus proche, à maints égards, de la Manche que du Calvados. Il ne prend la place de personne, puisque le député sortant socialiste, M. Louis Darinot, qui le soutient, ne se représente pas (alors que s'il était resté dans le Calvados, il aurait dû évincer un sortant). Enfin, il a tou-

jours été « social-démocrate » et l'évolution du PS fait qu'il se trouve avec lui « en totale harmonie ». M. Stirn pense qu'en annulant ses militants et même qu'il peut leur permettre de conquérir deux sièges au lieu d'un.

L'opposition, qui détiendrait quatre des cinq sièges, se réjouit évidemment de ces querelles (« en bon démocrate-chrétien », déclare M. Jean-Marie Daillet, député sortant UDF, je prie le ciel tous les jours que Stirn soit candidat ») et rêve même d'une victoire totale. Conduite par M. Pierre Godeffroy (RPR), député inamovible depuis 1958, sa liste devra compter pour tant avec celle du Front national — dont le chef de file, M. Bernard Le Rachet, un imprimeur de Saint-Lô, bénéficie d'une forte cote personnelle, comme l'atteste son bon score aux sénatoriales — et peut-être avec celle de dissidents du RPR, si M. Denis Gantier-Sauvagnac, ancien directeur général de l'Union laitière normande, écarté de la liste officielle, met ses menaces à exécution.

Bien implantés à Cherbourg, les écologistes, emmenés par un de leurs dirigeants nationaux, M. Didier Anger, joneront, eux aussi, les troubles-fête.

THOMAS FERENCZI.

## FINISTÈRE : colère du RPR

De notre correspondant

Brest. — La situation ne s'est pas clarifiée entre les instances finistériennes du RPR et de l'UDF, alors que l'annonce officielle d'une liste unique de l'opposition dans le département a été faite. Les deux formations interprètent différemment l'accord qui a été passé par les élus-majors nationaux. Pour l'UDF, trois de ses hommes, MM. Jean-Yves Cogan (CDS), Ambroise Guellec (CDS) et Yannick Martin (PR), sont en position d'être élus aux côtés de deux RPR, MM. Louis Gossuiff, tête de liste, et Charles Miossec (sortants). Mais le RPR ne l'entend pas de cette oreille : « Je dois conduire », dit Louis Gossuiff, « la liste d'union dans le Finistère. On brade le travail de nos élus », déclare M. Jean-Michel Perhain, président départemental du mouvement chiraquien.

Localement au RPR, on n'exclut pas la formation d'une liste séparée : « Nous pourrions entrer en dissidence », menace M. Louis Gossuiff. G. S.

## ISÈRE : l'UDF s'inquiète des ambitions du RPR

De notre correspondant

Grenoble. — Bien que le RPR et l'UDF se soient mis d'accord au niveau national pour y constituer une liste d'union, l'Isère pourrait bien devenir un territoire vivement « controversé » entre les différentes forces politiques de l'opposition. Si le maire de Grenoble, Alain Carignon (RPR), devenu successivement député européen en 1984, puis président du conseil général en 1985, apparaît sans contestation possible comme la meilleure tête de liste pour les élections législatives, la désignation des autres membres d'une liste que l'UDF et le RPR veulent d'union prend aujourd'hui l'allure d'un affrontement entre les diverses formations d'opposition.

L'annonce samedi 19 octobre par le comité central du RPR des places que souhaitaient occuper ses représentants dans l'Isère — les première, troisième, sixième et septième places — n'a été aussi interprétée comme un nouveau « coup de force » des amis d'Alain Carignon. Ceux-ci n'avaient-ils pas imposé le maire de Grenoble en mars dernier à la tête du département alors qu'un

du sein soit de l'UDF, soit du groupe des conseillers généraux non inscrits, semblait tout désigné pour occuper la présidence de l'assemblée départementale.

Les barrières, qui réclament au moins deux des cinq sièges que devrait normalement remporter l'opposition dans un département qui comptera désormais neuf députés, apparaissent une nouvelle fois comme les principales « victimes » de l'offensive RPR. M. Alain Moyne-Bressand (PR), conseiller général et maire de Crémieu ne cachait pas dimanche, 20 octobre, lors du congrès de l'association des maires de l'Isère que « l'union sera difficile à construire », et qu'une liste barrière avait toutes les chances de voir le jour.

Les prétentions des dirigeants du quotidien *le Dauphiné libéré* contrôlé par M. Robert Hénaut, sont venues encore compliquer les négociations menées ces derniers jours entre le RPR et l'UDF. En effet, M. Gauthier Audinot, président du conseil de surveillance du journal, dont le père député (non inscrit) de la Somme est le bras droit du patron du *Figaro*, souhaite siéger à l'Assemblée nationale, obligeant ainsi le RPR ou l'UDF à « sacrifier » l'un de leurs représentants (*le Monde* du 18/19 août 1985).

Le RPR n'a pas, apparemment, voulu faire les frais de la pressante sollicitation du grand quotidien régional puisque parmi les noms publiés samedi par ses instances dirigeantes ne figure pas celui de M. Audinot, le RPR se déchargeant ainsi de « cet encombrant fardeau ».

M. Alain Carignon, qui a construit ses victoires successives contre l'ancien maire de Grenoble, Hubert Dubedout (PS) et contre l'ancien président du conseil général de l'Isère, M. Louis Mermaz (PS), en jouant très largement la carte de l'union entre les différentes composantes de l'opposition, voit aujourd'hui sa stratégie contestée. Il est vrai que, à vouloir trop demander à ses partenaires, Alain Carignon a couronné certains de ses amis, notamment au sein de l'UDF. Ceux-ci estiment aujourd'hui que le jeune leader RPR a largement profité, ces dernières années, de l'influence de leur parti dans l'Isère, pour mettre en application sa stratégie de reconquête d'un département tenu presque totalement entre juin 1981 et mars 1985 par la gauche (1). L'UDF, et principalement les amis de Raymond Barre, voudrait bien modifier le trop large appétit du RPR et tirer enfin partie d'une situation politique qui s'annonce favorable pour l'opposition iséroise.

CLAUDE FRANCILLON.

(1) Parmi les sept députés actuels, on compte six socialistes et un communiste.

## BOUCHES-DU-RHÔNE :

## M. Gaudin regrette la désunion

M. Jean-Claude Gaudin « regrette » que l'union n'ait pas pu se réaliser dans son propre département des Bouches-du-Rhône et dans quatre des six départements de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. « J'ai personnellement formulé des propositions d'union dans les Bouches-du-Rhône qui étaient très intéressantes pour le RPR (...). J'avais proposé un rapport de forces de l'ordre de 60 % pour l'UDF et de 40 % pour le RPR en offrant trois sièges sur les sept premiers, aux législatives, pour nos partenaires. Je suis persuadé, en demeurant, que l'UDF aura de meilleurs résultats que le RPR dans l'ensemble de la région ».

Alors que M. Gaudin espérait un ultime accord, à Marseille, le RPR a décidé de briller les étapes en présentant ses candidats le samedi 19 octobre. Comme prévu, M. Maurice Toge, doyen de la faculté de médecine de Marseille, conduira les deux listes aux législatives et aux régionales. M. Gaudin dirigera les deux listes de l'UDF.

GUY PORTE.

## ADMINISTRATIONS, SERVICES PUBLICS :

Il est grand temps que les usagers prennent la parole !

Car les problèmes ne manquent pas : lenteurs, excès de pouvoir, comportements inhumains, incompétence, esprit de caste, laxisme dans l'application des lois qui nous protègent, fuite devant les responsabilités...

C'est pourquoi nous avons créé

L'A.D.U.A.

L'Association des Usagers de l'Administration et des Services Publics.

« Nous », c'est-à-dire :

- des associations : la Fédération des Usagers des Transports (F.U.T.), S.O.S. Environnement, le Comité National d'Action contre le Bruit (C.A.B.),
- des comités d'action : hôpitaux publics et privés, justice, police, gendarmerie, victimes du remembrement, cadastre, construction, impôts locaux, service postal, universités, Français à l'étranger, etc.

L'A.D.U.A. vous intéresse ?

Alors prenez contact avec nous :

A.D.U.A. 31, rue d'Enghien, 75010 Paris  
Tél. : (1) 42 46 94 47

JEAN-CLAUDE DELARUE, PRÉSIDENT DE L'A.D.U.A.

## Après les déclarations de M. Le Pen

## LA FORTUNE DU PRÉSIDENT DU FN

L'Agence France-Presse est revenue, lundi 21 octobre, sur la situation fiscale de M. Le Pen. « M. Jean-Marie Le Pen aurait dû acquitter l'impôt sur les grandes fortunes en 1985 son statut matrimonial n'ayant encore subi aucune modification », a-t-elle indiqué lundi 21 octobre, en se référant à nouveau à une « source sûre ». Confortée par le démenti opposé dimanche soir, par M. Jean-Marie Le Pen à son mari l'agence ajoute : « Contrairement à l'impôt sur le revenu, la déclaration d'assujettissement à l'IGF-obligatoire pour tout citoyen disposant d'un patrimoine supérieur à 350 000 F n'est pas faite au début de l'année suivante mais en cours d'année, le date limite étant le 15 juin 1985, et cet impôt est payable immédiatement. C'est à la fin de 1985 ou au début du 1986, après la prise en compte sur informative de toutes les déclarations sur IGF, que l'administration des impôts s'en mesure de vérifier la situation de M. Le Pen à l'égard de l'IGF. La même « source », bien informée, précise, par l'intermédiaire de l'AFP, que M. Le Pen et sa femme étaient « mariés sous le régime du la séparation de biens » et que « M. Le Pen n'a fait aucune donation à sa femme ».

En conséquence M. Le Pen était assujéti à l'IGF pour 1985 soulève l'AFP, son patrimoine étant « très supérieur » à 350 000 F. La résidence du président du Front national à Saint-Cloud est actuellement évaluée entre dix et quinze millions de francs.

## M. QUEYRANNE (PS) : un sinistre personnage

M. Jean-Jack Queyranne, député du Rhône, nouveau porte-parole du PS (il remplace à ce poste M. Jean-Pierre Destarac), a déclaré lundi 21 octobre au cours de son premier point de presse : « Nous attendons des leaders de la droite qu'ils disent clairement « jamais Le Pen », qu'ils condamnent toute alliance, toute collaboration avec Le Pen, que ce soit sur le plan national ou local ».

« La « semaine Le Pen » qui vient de s'écouler a montré qu'il était un sinistre personnage qui fondait toutes ses déclarations sur le mensonge, la haine et la démagogie ».

## QUELLE « BANDE DES QUATRE » ?

L'expression « la bande des quatre » fait florès. Elle est même mise à toutes les sauces. Il suffit que deux fois deux se rencontrent ou s'acquiescent pour que leur « bande » soit aussitôt dénoncée. M. Le Pen, par exemple, la conçoit comme la réunion des grands partis politiques à représentation parlementaire, du rang desquels pourtant il ambitionne de s'élever. Il convient de rendre à Alexandre ce qui est attribué à César. En effet, c'est à Alexandre Sanguinetti que revient le patronyme de cette formule à succès. Après avoir quitté le secrétariat général de l'UDF en 1974 pour céder la place à M. Chirac, il avait dénoncé l'influence qu'exerçait, selon lui, sur le nouveau premier ministre la « bande des quatre » réputée et composée de MM. Pasqua, Yves Guéna, Pierre Juillet et Jean-Marie-François Giscard.

L'expression a été reprise, notamment par M. Michel Jobert, et appliquée aux quatre « témoins » de la politique française après 1974 : MM. Giscard d'Estaing, Chirac, Mitterrand et Marchais.

A.P.

« A Laval, une manifestation de protestation contre la venue de Le Pen dans cette ville pour tenir un meeting public, mardi soir 22 octobre, a réuni, lundi, quelque deux mille personnes dont le maire de la ville, M. André Pinçon (PS). Le PC et la CGT ne se sont pas associés à ce rassemblement des mouvements de gauche. Ils devaient manifester mardi ».

## POLITIQUE

aujourd'hui

Le socialisme, nécessité ou projet ? une réflexion à l'échelle européenne

LA REVUE EST EN VENTE DANS LES GRANDES MAISONS DE LA PRESSE  
14-16, rue des Petits-Mâtes, 75010 Paris 42.71.12.53



الكتاب العربي

# Le Parti républicain rencontre la CFDT, FO et les organisations professionnelles

M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, qui souhaite «confronter le projet libéral avec les attentes des syndicats et des organisations professionnelles», a commencé, lundi 14 octobre, une série de rencontres avec les représentants du monde économique et de la vie associative. Quelques quatre-vingts réunions doivent avoir lieu d'ici au 15 novembre. M. Léotard a qualifié la démarche de son parti d'«authentiquement civique» et appelé de ses vœux «un débat responsable, sérieux, positif, tourné vers les problèmes qui concernent nos compatriotes». «A cinq mois d'une échéance importante, nous devons écouter pour agir», a-t-il déclaré avant de souligner que ces discussions ont pour but de fonder la

crise, les difficultés budgétaires et les problèmes de l'emploi, et qu'elles ne sauraient, en conséquence, s'accompagner de quelconques «promesses».

Avec M. Edmond Maire, qu'il a rencontré mardi matin, le secrétaire général du PR a évoqué les autorisations administratives de l'Homécide. Le secrétaire général de la CFDT lui a fait part de sa préoccupation de voir de telles mesures être accompagnées d'un plan social pour l'entreprise.

Le secrétaire général du PR s'entretiendra prochainement avec M. Bergeron, dirigeant de Force ouvrière, mais il a précisé que pour ce qui était de la CGT son parti n'était pas «demandeur».

## Le général Imbot n'a pas été «censuré»

Censure ou coupure ? La question ne cesse d'être soulevée à propos de la déclaration qu'a faite le général Imbot le 27 septembre. Intervenant sur les écrans de TF 1 et d'A 2, le directeur général de la DGSE avait évoqué une «déstabilisation» des services secrets à la suite de l'opération contre le Rainbow Warrior et avait marqué sa volonté de «verrouiller ce service».

Plusieurs voix se sont depuis élevées pour crier à la censure. «Toute l'introduction, qui était un hommage appuyé à l'amiral Lacoste (son prédécesseur à la tête de la DGSE), a été coupée», écrit Jean Bothorel dans le Figaro du 18 octobre, avant d'ajouter : «Pourquoi, une fois encore, cette censure du pouvoir ?» L'accusation a été reprise par M. André Giraud, ancien ministre de l'Industrie du gouvernement Barre, qui était l'invité du «Grand Jury RTL-le Monde», dimanche 20 octobre (le Monde du 22 octobre). «Moi je dis que l'intervention de M. Imbot a été censurée, et sur un passage où le général exprimait sa double fidélité

à Charles Hernu et à l'amiral Lacoste», a affirmé M. Giraud.

Les téléspectateurs, il est vrai, n'ont pas eu le droit à la totalité de la déclaration du général Imbot. Selon le «script» qui nous a été communiqué, le patron de la DGSE, avant de rentrer dans le vif du sujet, précisait qu'il avait été «particulièrement fier» de la «redoutable mission» qui lui était confiée et rendait hommage à «l'efficacité du travail de nos services secrets».

Sans un mot, dans cette introduction, ni pour l'amiral Lacoste, ni pour M. Hernu. De même ont été coupées les dernières questions portant sur l'affaire du Rainbow Warrior et sur le rôle de la DGSE. Le général Imbot n'y répondait pas, se contentant de réaffirmer, comme il l'avait déjà fait un peu plus tôt, qu'il avait découvert une «opération maligne» contre la DGSE mais qu'il se voulait le «rempart de ce service» et qu'il souhaitait «garder le secret». Rien ne permet donc de soutenir qu'il y ait eu «passage tronqué» à la demande de Paul Quilès, comme le dit le Figaro.

## UN LIVRE DE M. PIERRE JUQUIN

### Esquisses pour une «troisième phase» du mouvement ouvrier

Sous le titre *Auto-critiques*, M. Pierre Juquin, membre du comité central du Parti communiste, publie un livre de réflexion sur la situation de la gauche en France, vue à la lumière de son histoire et des questions que pose l'époque. L'ancien porte-parole du PCF, membre du bureau politique de ce parti de mai 1979 à février 1985, veut soumettre au débat, parmi les communistes et dans la gauche en général, des analyses libres de tout dogmatisme et de tout sous-jugement. Il se distingue d'autre part de la direction actuelle du PCF en affirmant : «Plus de trente ans d'appartenance au Parti communiste français, vingt-deux ans dans ses instances dirigeantes : j'ai une part de responsabilité dans les erreurs commises».

M. Georges Marchais, lorsqu'il est interrogé sur ce sujet, évoque, lui, qu'une responsabilité collective de tout le parti dans des erreurs dont l'origine est toujours attribuée aux dirigeants précédents, celles de Maurice Thorez et de Waldeck Rochet.

Le livre de M. Juquin n'est pas, pour autant, une confession, moins encore un travail de mémorisation. Il s'agit, pour l'ancien député de l'Essonne, de faire le diagnostic du déclin de l'influence communiste, en refusant tout net d'invoquer un déterminisme sociologique. «Ce n'est pas dans la sociologie qu'il faut chercher les causes du recul du Parti communiste français», écrit M. Juquin. C'est au PCF en tant qu'acteur, et non en tant que produit, de la société qu'il demande l'explication de ses échecs et de son recul. Pour M. Juquin, le PCF est victime, en premier lieu, de son orgueilisme, c'est-à-dire de son attachement à une culture ouvrière qui ne correspond plus à la réalité du monde du travail aujourd'hui.

L'ancien porte-parole du PCF met bien en évidence les réactions profondément conservatrices de nombreux communistes devant l'évolution des mentalités dans les catégories sociales dont ils veulent être l'avant-garde. Cette tendance au repli a laissé le terrain libre à d'autres formations politiques - le Parti socialiste principalement - mais, aussi, dans l'entreprise, aux efforts d'une partie du patronat pour moderniser sa gestion et répondre aux aspirations nouvelles des salariés. Non que les communistes n'aient pas été avertis de tels dan-

gers pour leur audience, mais la crainte de céder à l'«opportunisme», de sacrifier les principes au «lock», l'a souvent emporté, chez eux, sur la perception des adaptations nécessaires. M. Juquin semble s'être interdit de mettre en cause, sur ce chapitre, le comportement de la direction du parti, qui n'a jamais hésité à jouer de ces réflexes passés pour conforter son pouvoir. Il aurait, pourtant, bien des choses à dire sur ce point. Il reste que, pour lui, «le changement culturel en cours [dans la classe ouvrière] est positif».

M. Juquin tire du constat des changements intervenus depuis trente ans une conclusion radicale, semblable à celle qu'en ont tirée, au moins sur le plan théorique, les communistes italiens : «Il s'agit d'ouvrir une troisième phase» du mouvement ouvrier, après la période «social-démocrate» de la fin du siècle dernier et du début de ce siècle, et après l'ère ouverte par la révolution soviétique de 1917. Conscient de ce que tout, ou presque, est à faire du à relancer, M. Juquin, déployant une culture encyclopédique et résolument éclectique, s'efforce d'emprunter la voie d'un marxisme dépourvu de tout dogmatisme pour explorer «la crise». De celle-ci, il se refuse à admettre qu'on puisse la juger «heureuse». L'expression «vive la crise !» lui paraît scandaleuse au regard des drames que cette crise entraîne, et il voit qu'un certain optimisme de commande, si «sophistique» soit-il dans son argumentation, donne, parfois, une impression d'isolement stupide.

Pour autant, M. Juquin n'accepte pas non plus de se cantonner dans un confortable muralisme, telut d'amertume mais sûr de lui, qui dispenserait ceux qui prétendent transformer la société d'entreprendre véritablement quoi que ce soit pour avancer. «La représentation apocalyptique de la crise ne vaut pas mieux que sa représentation apolo-gétique», écrit-il. La crise, à ses yeux, n'est en aucune manière une solution, mais une somme de problèmes à résoudre.

L'ancien député de l'Essonne évoque, alors, successivement, trois grands «modèles», qui, écrit-il, «ne répondent plus» : le modèle américain, le modèle social-démocrate et le modèle soviétique. Son étude du

premier d'entre eux lui permet d'approfondir un des principaux thèmes de ses interventions depuis le congrès communiste de février dernier, celui de l'«américanisation» des sociétés européennes. La politique étrangère de M. François Mitterrand est sévèrement critiquée de ce point de vue. M. Juquin, lorsqu'il examine l'emprise des modes de pensée et de comportement venus des Etats-Unis en France, va jusqu'à y ranger «la résistible poussée de Le Pen», hypothèse intéressante. Il est possible, en effet, qu'à la résurgence d'une certaine tendance française ancienne se joigne, dans ce courant, une forme extrême, mais pas abusive, du libéralisme réactionnel tel qu'il s'est imposé aux Etats-Unis. L'invitation à considérer la «modernité» de Le Pen ne peut être, en tout cas, que salutaire.

La faillite du modèle social-démocrate inspire à M. Juquin des reproches adressés au Parti socialiste, coupable, à ses yeux, d'avoir cédé au néolibéralisme. Bref, la gauche n'a plus de «projet commun valable». Entre le laisser-faire des uns et le repli crispé des autres, la droite risque d'avoir le champ libre. Pour que le PCF devienne ou rede-

viennne une force capable de proposer et d'impulser un renouveau de la gauche et une perspective de transformation sociale en France, il faut, selon M. Juquin, qu'il cesse de se référer à un modèle soviétique qui ne peut lui être d'aucune utilité pour répondre aux questions des salariés français d'aujourd'hui.

L'ancien porte-parole du PCF donne, dans un récit inédit des conversations de janvier 1980 entre les dirigeants du parti français et ceux du parti soviétique, un exemple de ce que ne doivent plus être ces relations. «Quel est le mot d'ordre?», demande M. Marchais à Leonid Brejnev. Et le secrétaire général français de se faire confirmer à deux reprises qu'il s'agit bien, dans l'affaire des armées, de lutter pour que la décision de l'OTAN ne soit pas appliquée, et non pour qu'elle soit rapportée. Quel peut être le crédit d'un parti dont les dirigeants se montrent à ce point incapables d'élaborer eux-mêmes leurs orientations sur des questions de cette importance?

PATRICK JARREAU.  
\* *Auto-critiques*, éd. Grasset, 255 pages, 79 F.

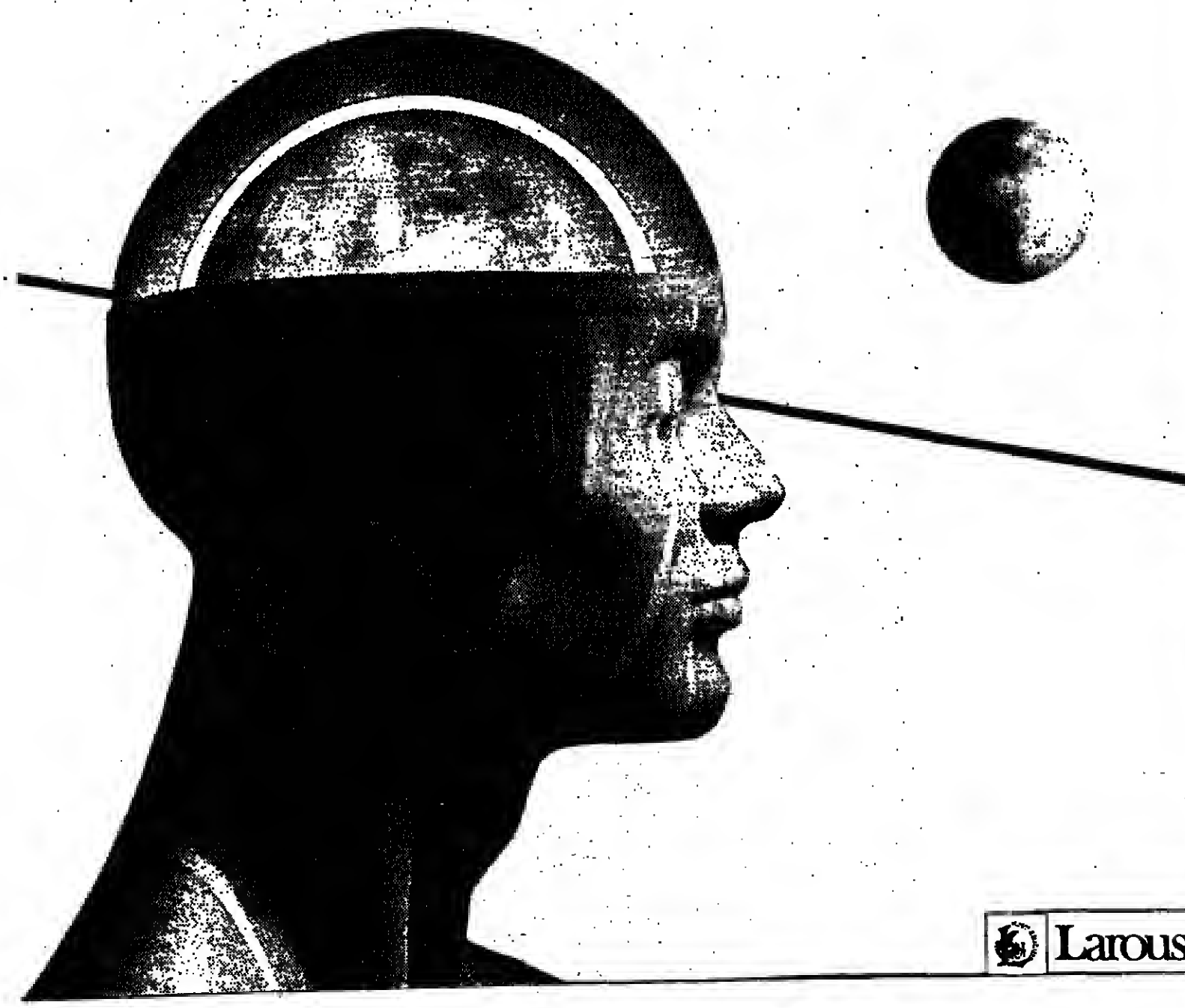
## Le directeur de «l'Arche» dénonce une volonté de «mettre au pas» la presse communautaire juive

M. Adam Loss, qui doit quitter à la fin de l'année la direction des médias du Fonds social juif unifié (le Monde du 4 mai), publie dans le numéro d'octobre du mensuel *l'Arche* son dernier éditorial, dans lequel il expose les raisons de son départ. Selon M. Loss, un «accord tacite» existait entre «ceux qui font le journal, ceux qui le lisent et le propriétaire», cela «en dépit de toutes les campagnes, souvent anonymes, qui ont toujours bénéficié de soutiens financiers et techniques», mais «la diminution soudaine et brutale de ressources provenant de la publicité a provoqué une grave crise financière, lourde de menaces pour *l'Arche* et insupportable pour le FSJU».

La diminution des recettes publicitaires de *l'Arche*, due à une baisse

des achats d'espace dans le secteur de la confection, était apparue comme la manifestation du désaccord de certains membres influents de la communauté-avec les orientations du journal, au moment où celui-ci était invité par le FSJU à accroître ses ressources propres et à moins dépendre des subventions du Fonds. M. Loss dénonce la conjonction de «préoccupations financières, légitimes en elles-mêmes» et d'une «volonté politique de mettre au pas (...) une presse qui n'a commis d'autre délit que celui du pluralisme d'idées et d'opinions». Il reproche à la «bureaucratie» sioniste de ne pas voir que la «vraie solidarité» avec Israël implique non pas la «flagornerie», mais la «franchise».

# Octobre 85. Le Grand Larousse est né. Interrogez la Mémoire du Monde.



7 ans. C'est le temps que 1000 collaborateurs ont passé pour concevoir et rédiger le plus grand dictionnaire du monde. Un dictionnaire prêt à répondre à toutes nos questions, celles que nous nous posons, que nos enfants nous posent chaque jour et auxquelles nous ne savons pas toujours répondre. Posséder le Grand Larousse, c'est avoir à portée de la main l'outil le mieux conçu pour former en famille les générations futures. Le Grand Larousse (G.D.E.L.), c'est : 12 000 pages 100 000 noms communs 90 000 noms propres 1 000 cartes en couleurs 10 000 dessins ou schémas 14 000 photographies. Le Grand Larousse, c'est déjà la mémoire de demain. Interrogez-la.

C'est ça le souffle Larousse.



Larousse



# société

## Le drame des enfants retenus en Algérie

M<sup>me</sup> Hélène Montetagnand, qui occupait depuis le 17 juin, des locaux de l'ambassade de France à Alger avec quatre autres mères ex-épouses de ressortissants algériens, a décidé de rentrer en France et d'y poursuivre son action. Toutes réclament un droit de visite pour leurs enfants ou le retour de ces derniers en France. Sur les conseils du médiateur français, M. Paul Bouchet, M<sup>me</sup> Hélène Montetagnand

avait accepté de faire confiance à la justice algérienne qui devait se prononcer sur le droit de garde. L'affaire semblait claire et acquise d'avance : lors d'un entretien, Myriam, sa fille, qui a aujourd'hui dix ans, avait nettement formulé le désir devant le juge de revoir sa mère. (Myriam vit en Algérie avec son père, M. Tahar Bortenas, est revenue travailler en France.)

Dimanche 20 octobre, contre toute attente, le tribunal de Skikda a débouté la demande d'Hélène Montetagnand sur le droit de garde de sa fille. Myriam restera donc encore pour de longs mois en Algérie sans son père et sans sa mère. Les quatre autres mères ont décidé de continuer leur occupation.

Ch. Ch.

### ÉDUCATION

#### La formation continue à l'Université

Finies les associations plus ou moins légales, servant de paravent aux activités de formation continue des universités ; un décret publié au *Journal officiel* du 20 octobre fixe les conditions permettant aux établissements d'enseignement supérieur d'assurer cette mission, en application de la loi du 26 janvier 1984 (dite loi Savary). Une activité qui a concerné deux cent dix-neuf mille étudiants en 1983. Le texte encourage, comme le souligne M. Roger Gérard Schwartzberg, secrétaire d'État chargé des universités, « l'activité de ceux qui apportent le plus à leur université par leur dynamisme » en attribuant des rémunérations complémentaires aux personnels responsables de la formation continue et aux enseignants qui y participent. Les universitaires qui réussissent, au-delà de leurs obligations de service, à conclure des contrats pourront percevoir une rémunération allant jusqu'à 60 000 francs par an.

#### Grève de professeurs

Les professeurs d'éducation physique du secondaire et ceux de l'enseignement technique étaient appelés à la grève, mardi 22 octobre, par leurs syndicats. Les premiers protestent contre l'insuffisance du budget 1986 qui ne permettrait, selon eux, de ne recruter aucun professeur dans les collèges et très peu dans les lycées. Le SNEP, leur syndicat, estime qu'il manque deux mille postes pour assurer les heures obligatoires d'éducation physique. Les enseignants du technique de trois syndicats (FEN, CGT, FO) sont aussi en grève contre le projet de loi-programme sur les enseignements technologiques dont l'application entraînerait, selon eux, la dévalorisation des formations courtes aboutissant au CAP et au BEP. La CFDT approuve ce texte, mais appelle à la grève contre le futur statut des enseignants des lycées professionnels.

### RELIGION

#### Le pape ira en Argentine et au Chili

Les deux nonces apostoliques d'Argentine et du Chili ont annoncé, la 21 octobre, la visite de Jean-Paul II dans ces deux pays au premier trimestre 1987. L'Argentine et le Chili entendent exprimer leur gratitude pour le médiateur du Saint-Siège dans le règlement, en 1984, du conflit territorial sur le canal de Beagle opposant les deux pays. Le pape s'était déjà rendu en Argentine les 11 et 12 juin 1982 après la guerre des Malouines et ira, cette fois, à la rencontre d'un pays revenu à la démocratie. Plus important encore sur le plan politique sera son voyage au Chili, souvent envisagé et ajourné : Jean-Paul II entend sans doute manifester son soutien à une Église engagée dans l'opposition au général Pinochet. Le pape fera, d'autre part, un bref séjour en Colombie, du 1 au 4 juillet 1986.

### JEUX

#### Un milliardaire au Loto sportif

Un joueur de la région parisienne, resté anonyme, a été le seul à trouver les seize bons résultats de la grille numéro 9 du Loto sportif. Il gagne la somme de 10 113 900 francs, établissant un record des gains spectaculaire de nature à amplifier encore le succès considérable du Loto Sportif nouvelle formule.

### SPORTS

#### Dopage et haltérophilie

La Fédération suédoise d'haltérophilie a décidé de ne pas engager ses athlètes dans les compétitions internationales, notamment les championnats d'Europe et du Monde, en 1986, à cause de ses difficultés financières (1 million de francs de déficit), mais surtout pour lutter contre le dopage.

Cette décision, prise pour sensibiliser les autres pays et en finir avec le dopage, fait suite au déclassement de cinq champions de Suède d'haltérophilie dont les tests anti-dopage s'étaient révélés positifs. L'abandon de produits anabolisants stéroïdes serait d'autre part à l'origine de la mort ou cours d'une séance d'entraînement l'été dernier d'un sprinter finlandais de dix-sept ans.

### PARIS

#### Une assistance publique pour les bêtes

Un dispensaire gratuit pour les animaux va fonctionner à partir du 1<sup>er</sup> novembre prochain dans les locaux de l'association « Assistance aux animaux » au 90 de la rue Jean-Pierre-Timbaud, dans le 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris (Tél. : 43-55-76-57). Il s'agit, en substance, de soigner gratuitement les animaux dont les maîtres ont des difficultés financières. « Avec un ordinateur, nous établissons un fichier du couple consultant animal-maître », déclare-t-on à l'« Assistance aux animaux ». « Il permet d'une part le suivi social des propriétaires, d'autre part le suivi médical de l'animal. » Le dispensaire qui fonctionnera grâce à des dons et legs faits à l'association est destiné aux chômeurs, aux cas sociaux, aux personnes âgées de plus de soixante-cinq ans, à celles qui relèvent du fonds de solidarité et également à toutes celles qui se trouvent momentanément dans l'embarras.

#### Un référendum sur la prostitution

« Êtes-vous gêné par les nuisances liées à l'exercice irrégulier de la prostitution rue Saint-Denis ? » Telle est la question posée par écrit par M. Alain Durnat, maire (PR) du second arrondissement de Paris, à cinq mille trois cent dix-huit habitants du quartier inscrits sur les listes électorales. M. Durnat, qui s'est engagé depuis plusieurs mois dans une croisade contre la prostitution, assure que sur sept cent vingt réponses déjà exprimées, 94 % sont positives. Selon le maire, environ deux mille prostituées, exercent leur activité dans le secteur de la rue Saint-Denis, dans quelque deux cent cinquante studios répartis dans une trentaine d'immeubles.

**EDITH S'EST TROMPÉE!**  
...ou trompé?  
Vos enfants hésitent!  
Et vous?  
Vite **BESCHERELLE 3**  
Le Grommoire Pour Tous  
**HATIER**

● **Cocktail Molotov contre une camionnette à Paris.** — Un cocktail Molotov a été lancé, mardi 22 octobre vers 2 heures du matin, contre une camionnette stationnée devant le 54 rue de Pontthieu à Paris (8<sup>e</sup>). L'explosion de l'engin incendiaire a partiellement détruit le véhicule, endommageant une deuxième voiture et une vitrine de magasin. Il n'y a pas eu de blessés.

par ROBY BOIS \*

La communauté maghrébine en France étant la communauté étrangère la plus nombreuse, nul ne s'étonnera de l'importance des couples franco-maghrébins. En nombre et en qualité, ils représentent une chance qu'on aimerait ne pas voir bafouée, tant la dialogue qu'ils tiennent entre nos peuples est riche et porteur d'avenir. Comme la proportion statistique de divorces est ici très légèrement supérieure à la moyenne, c'est avec les pays de l'autre côté de la Méditerranée que la France décompte le plus de ruptures conjugales entre Français et étrangers, et de cas dramatiques de départs d'enfants : d'une rive à l'autre, dans un sens comme dans l'autre, le schéma reste le même, toujours recommencé.

Le mariage vit en France ou en Algérie, par exemple. Les époux y ont résidence et travail, les enfants y vivent habituellement avec leurs parents. Survient la crise dans le couple : la justice française accorde le plus souvent la garde à la mère, que le père soit français ou étranger, tandis que le code de la famille algérien, suivant la tradition coranique, accorde également la garde, la « *hadana* », à la mère de l'enfant, puis à la mère de celle-ci, puis à la tante maternelle, puis au père (code de la famille, art. 64).

En l'absence d'une convention entre les deux pays, c'est souvent le régime de la peur qui domine : de peur d'un enlèvement, les mères françaises gardiennes rendent difficile l'exercice du droit de visite pour les pères algériens, tandis que ceux-ci refusent de signer l'autorisation de sortie du territoire algérien.

Profitant d'une visite, d'un séjour de vacances ou de circonstances favorables, le parent qui n'a pas la garde « confisque » l'enfant et refuse de le rendre. Des pères algériens enlèvent ainsi leur enfant pour le confier à leur famille en Algérie, et certains reviennent parfois travailler en France, passant à l'aller comme au retour, à travers les mailles trop larges de la police aux frontières. Des mères françaises déplacent leur enfant d'Algérie vers la France, en le faisant sortir du territoire algérien sans autorisation paternelle.

Dès lors, la machine s'emballe et, la spirale de la violence amorcée, chaque de son côté se défend à la justice de son pays. « Tout naturellement, un magistrat français fera, dans 90 % des cas, confiance à la mère ou au père français, et un juge algérien sera, de son côté, plus sensible à la demande de la mère ou du père algérien... » (1)

Sans traité bilatéral, pas d'autre issue que cette épuisante longue marche à travers les deux institutions judiciaires : la France comme l'Algérie sont des États de droit, où la justice suit son cours, à pas lents et prudents, dans le respect formel du droit de chaque partie. La décision finale, provisoire ou définitive, appartient au tribunal compétent, tous recours épuisés, appel, rectification, cassation...

Dans la plupart des cas, on parvient ainsi à des jugements contradictoires, à des décisions de justice « en miroir » parfaitement symétriques, apportant à chacun des parents un « droit » qui n'est reconnu que dans un seul pays : chacun, fort de son bon droit, s'indigne, à juste titre, que ces décisions de justice ne soient pas appliquées ; les avocats intentent de nouvelles actions : non-représentation d'enfant, abandon de famille, procédure d'exequatur : les bureaux d'entraide judiciaire internationale français et algériens instruisent des dossiers... Les mois et les années passent sans que soit réellement pris en compte l'élément central du drame, le droit de l'enfant confisqué.

#### Le code algérien

Des négociations ont commencé entre la France et l'Algérie pour mettre en place les mécanismes de garantie réciproque de solutions justes et humaines. Un premier projet de convention a été élaboré dès 1982, mais il convenait, pour aller plus loin, d'attendre la promulgation du « code de la famille » algérien, en mai 1984. Il importe, en effet, de ne pas méconnaître les principes fondamentaux du droit régissant la famille dans l'une et l'autre société, afin de construire de façon bilatérale, dans le respect de chacune, un accord efficace.

Rappelons ici, concernant la garde des enfants, quelques dispositions importantes du code algérien, lui-même inspiré du Coran et de la charia.

Art. 62. — « Le droit de garde (hadana) consiste en l'entretien, la scolarisation et l'éducation de l'enfant dans la religion de son père, ainsi qu'en la sauvegarde de sa santé physique et morale. Le titulaire de ce droit doit être apte à en assurer la charge. »

Art. 65. — « La garde de l'enfant de sexe masculin cesse à dix ans ré-

volus et celle de l'enfant de sexe féminin à l'âge de la capacité de mariage. Le juge prolonge cette période jusqu'à seize ans révolus pour l'enfant de sexe masculin placé sous la garde de la mère, si celle-ci n'est pas remarquée. Toutefois, il sera tenu compte, dans le jugement, de l'intérêt de l'enfant. »

Deux conditions importantes, déterminant la décision du juge, apparaissent ainsi dans plusieurs articles du code algérien : l'intérêt de l'enfant et son éducation dans la religion de son père. Ces deux conditions se conjuguent : « L'intérêt de l'enfant », pour un père musulman, est d'être éduqué convenablement dans la religion musulmane, et le juge pourra accorder le droit de garde en France à la mère non musulmane, si toutes garanties sont apportées quant à la possibilité de cette éducation. Le problème particulier des enfants du divorce rejoint ici le problème plus général de l'insertion des étrangers en France et des conditions pratiques de l'exercice de l'éducation musulmane, deuxième religion en France, dans un climat de surcroît raciste et xénophobe.

Un autre point touche la question de la nationalité, car les enfants « en

litige » sont généralement binatéraux, entièrement algériens pour l'Algérie, entièrement français pour la France. Or l'article 14 du code de procédure civile français institue le juge français comme juge compétent pour juger tout Français, et les articles 12 et 13 du code civil algérien stipulent qu'un juge algérien est compétent pour juger tout Algérien.

Ces privilèges de nationalités doivent être d'une manière ou d'une autre contournés, pour arriver à une convention bilatérale de droit international privé, dont les dispositions seront exorbitantes des deux droits nationaux, entièrement algériens pour l'Algérie, entièrement français pour la France. Or l'article 14 du code de procédure civile français institue le juge français comme juge compétent pour juger tout Français, et les articles 12 et 13 du code civil algérien stipulent qu'un juge algérien est compétent pour juger tout Algérien.

Il convient ici de citer l'accord sur le service national entre la France et l'Algérie, entré en vigueur le 5 décembre 1984. Selon cet accord, les jeunes gens ayant satisfait aux obligations du service national prévues par la législation d'un État sont considérés comme ayant satisfait aux obligations du service national dans l'autre État. Cet accord n'était pas facile, car il touche à la souveraineté de chaque pays, dans une matière délicate : le débat à l'Assemblée nationale française a bien montré que l'abandon qu'il implique n'allait pas de soi.

Cet exemple démontre qu'une convention franco-algérienne sur la garde des enfants devra comporter, elle aussi, sur certains points, abandon par la France de son article 14 et par l'Algérie de ses articles 12 et 13, ou toute autre modalité bilatérale du même type.

Les négociations continuent, en effet, et la France a présenté plusieurs projets, en juillet 1984, octobre 1984 et janvier 1985, tandis que l'Algérie proposait un contre-projet en janvier 1985. Une nouvelle réunion vient d'avoir lieu à Alger, au début du mois de juillet... et les choses avancent, lentement. Trop lentement sans doute, même si la volonté est de part et d'autre affirmée de parvenir au plus tôt à un accord de réciprocité acceptable, à la fois

Seule une convention franco-algérienne permettra de résoudre le drame des enfants « enlevés ». Mais les négociations entre les deux pays n'avancent que lentement.

#### La question de la nationalité

Art. 69. — « Si le titulaire du droit de garde désire être domicilié dans un pays étranger, le juge peut lui maintenir le droit de garde ou l'en déchoir en tenant compte de l'intérêt de l'enfant. »

Deux conditions importantes, déterminant la décision du juge, apparaissent ainsi dans plusieurs articles du code algérien : l'intérêt de l'enfant et son éducation dans la religion de son père. Ces deux conditions se conjuguent : « L'intérêt de l'enfant », pour un père musulman, est d'être éduqué convenablement dans la religion musulmane, et le juge pourra accorder le droit de garde en France à la mère non musulmane, si toutes garanties sont apportées quant à la possibilité de cette éducation. Le problème particulier des enfants du divorce rejoint ici le problème plus général de l'insertion des étrangers en France et des conditions pratiques de l'exercice de l'éducation musulmane, deuxième religion en France, dans un climat de surcroît raciste et xénophobe.

Un autre point touche la question de la nationalité, car les enfants « en

communs internes. C'est l'évidence même, et de tels abandons réciproques de souveraineté sont la règle de toute convention. De nombreux traités lient ainsi la France et l'Algérie, dans un tissu serré de relations privilégiées qui l'emportent sur le droit commun de chaque État.

Il convient ici de citer l'accord sur le service national entre la France et l'Algérie, entré en vigueur le 5 décembre 1984. Selon cet accord, les jeunes gens ayant satisfait aux obligations du service national prévues par la législation d'un État sont considérés comme ayant satisfait aux obligations du service national dans l'autre État. Cet accord n'était pas facile, car il touche à la souveraineté de chaque pays, dans une matière délicate : le débat à l'Assemblée nationale française a bien montré que l'abandon qu'il implique n'allait pas de soi.

Cet exemple démontre qu'une convention franco-algérienne sur la garde des enfants devra comporter, elle aussi, sur certains points, abandon par la France de son article 14 et par l'Algérie de ses articles 12 et 13, ou toute autre modalité bilatérale du même type.

Les négociations continuent, en effet, et la France a présenté plusieurs projets, en juillet 1984, octobre 1984 et janvier 1985, tandis que l'Algérie proposait un contre-projet en janvier 1985. Une nouvelle réunion vient d'avoir lieu à Alger, au début du mois de juillet... et les choses avancent, lentement. Trop lentement sans doute, même si la volonté est de part et d'autre affirmée de parvenir au plus tôt à un accord de réciprocité acceptable, à la fois

mère de la recherche internationale sur les « droits de l'enfant ».

Cependant de nombreux dossiers sont en souffrance, avec leur chargement de solitudes, de larmes et de déchirements... Au cas par cas, il faut apporter des solutions rapides, par le retour des enfants au parent qui en avait primitivement la garde, lorsque la chose est possible — ou du moins, par l'organisation garantie du droit de visite transfrontière, d'un bord à l'autre de la Méditerranée.

Les deux gouvernements viennent de décider la mise en place d'un groupe de travail animé par deux « sages » dont la mission est d'accélérer le traitement de ces dossiers, en attendant la signature de la convention franco-algérienne.

Enfin, dès l'automne 1984, l'ambassade de France à Alger a établi un dispositif pour améliorer l'accueil des mères désireuses de rendre visite à leurs enfants. Des cellules d'accueil fonctionnent dans chaque consulat général (Alger, Annaba, Constantine, Oran) et organisent l'hébergement, avec le concours d'une association et de membres de la communauté française. Un financement permet d'assurer ce service, à l'aide de subventions des ministères des relations extérieures, des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de la justice.

Les mères qui désirent entreprendre de telles visites, et qui ont déjà déposé un dossier au ministère de la justice français, doivent aviser suffisamment à l'avance les services de l'ambassade : des démarches sont alors entreprises, en coopération avec les autorités de justice et de police algériennes, afin que, soit à l'arrivée (par des démarches auprès du père ou des avocats) soit par jugement de référé, le droit de visite et d'hébergement soit garanti. L'opération se poursuit durant tout l'été dans les quatre circonscriptions consulaires.

L'opinion publique suit de près l'évolution de cette question douloureuse, et sa mobilisation en France, en Algérie et dans le monde est utile pour atteindre l'objectif : il s'agit de rétablir des relations de confiance, de faire baisser la tension et la violence, en dénonçant, ici et là, toutes les exploitations xénophobes. Il s'agit que les États s'engagent afin de restituer à l'enfant son droit confisqué, « l'affection de sa mère comme de son père, de sa famille maternelle comme de sa famille paternelle, le droit de se déterminer jour en jour en fonction de ses sentiments propres, ainsi que la société dans laquelle il souhaite vivre ».

(1) Maître Wasylya Tamzali, in *74-magazine chrétien* du 1<sup>er</sup> juillet 1985.

### A LA COUR D'APPEL DE RENNES

## Les vacances sans retour de trois enfants

De notre correspondant

Rennes. — Trois enfants nés d'un père algérien et d'une mère française sont retenus depuis six ans en Algérie, où ils vivent avec l'épouse et les deux enfants légitimes de leur père. La situation de ces trois enfants de nationalité française a été évoquée, lundi 21 octobre, à la cour d'appel de Rennes.

Le père, M. Arezki Amrouche, quarante ans, a été condamné, le 18 avril 1985, à cinq ans de prison — soit le maximum prévu par le code pénal — par le tribunal correctionnel de Saint-Brieuc, pour détournement de mineurs.

Début janvier 1975, Amrouche fait la connaissance de Marie-Christine Le Banner. Il s'installe avec elle à Saint-Brieuc. Trois enfants naissent de cette liaison, Djamel en octobre 1975, Madjid en octobre 1976, et Salem en novembre 1978.

En application de l'article 374 du code civil, c'est la mère qui doit exercer l'autorité parentale sur les trois garçons qui, accompagnés de leur mère et de leur père, se rendent en vacances en Algérie, le 27 juillet 1979. Après quelques semaines passées dans le village où vit la famille d'Amrouche, son épouse et ses deux enfants légitimes, Marie-Christine Le Banner rentre en France, Arezki Amrouche lui ayant promis de ramener les enfants un peu plus tard. De fait, il revient en France en novembre 1979, mais les enfants, eux, restent en Algérie. « Depuis, j'ai revu mes enfants trois fois », explique Marie-Christine Le Banner, qui a passé en Algérie six mois en 1981, une semaine en 1982 et un mois en 1983. « Au début, il me promettaient qu'ils allaient revenir mais dès la fin de l'année 1982, je n'y croyais plus et j'ai saisi la justice. Les autorités municipales de Saint-Brieuc et le bureau des femmes en difficulté... »

Arezki Amrouche, bénéficiaire de l'aide en retour, regagne l'Algérie en novembre 1980. Il revient en France un an plus tard « à la demande de la justice française », assure-t-il. Ayant choisi de rester en France, il est arrêté le 15 août 1984 pour le viol d'une jeune fille, une affaire qui sera finalement correctionnalisée comme attentat à la pudeur, et pour laquelle Arezki Amrouche est condamné à quatre ans de prison en juillet dernier par le tribunal de grande instance de Saint-Brieuc.

Une situation paradoxale

Le 10 juin 1985, la cour d'appel de Rennes examine une première fois le dossier de détournement de mineurs reproché à Amrouche. Des négociations étant alors en cours avec les représentants en France des autorités algériennes, l'affaire est renvoyée au 18 juillet. Ce jour-là, la cour ne peut que constater la passivité des autorités algériennes et l'apparente mauvaise volonté du prévenu, qui avait déclaré : « Je suis prêt à signer ma condamnation à mort, mais je ne ferai pas venir mes enfants en France. » L'affaire est alors une seconde fois renvoyée.

Lundi 21 octobre, M. Jean Le Roux, du barreau de Saint-Brieuc,

défenseur de Marie-Christine Le Banner, s'est étonné du caractère paradoxal de la situation des enfants dans la mesure où « le père de nationalité algérienne a choisi de vivre en France, séparé de ses enfants, et impose à ces derniers, de nationalité française, de vivre dans un village reculé d'Algérie auprès de leur père légitime de leur père et loin de leur mère censée exercer l'autorité parentale ». L'avocat a également fait état d'un élément nouveau qui pourrait débloquent la situation avant la fin du mois d'octobre. Il s'agit d'une lettre adressée au début du mois à l'ambassadeur de France à Alger par le ministre algérien de la justice. Ce document, émanant de la direction des affaires civiles, affirme que « toutes instructions ont été données au procureur général à Tizi-Ouzou pour que ces enfants soient rendus à leur mère ».

Après en avoir délibéré, la cour d'appel de Rennes, faisant droit à la demande présentée par M. Le Roux, a décidé de renvoyer une troisième fois l'affaire à la date du 2 novembre 1985.

Le président de la chambre correctionnelle à la cour d'appel, M. Edouard Aubry, a laissé entendre que, faute d'un règlement du litige avant cette nouvelle audience, la cour pourrait être amenée à se demander si ce dossier ne relève pas d'une cour d'assises en application de l'article 354 du code pénal, qui punit d'une peine de cinq à dix ans de réclusion criminelle la personne qui s'est rendue complice d'un enlèvement de mineurs.

CHRISTIAN TUAL



# INFORMATIONS « SERVICES »

## MODE

### Les dames

Sur un air de musette, Poppy Morani révèle la transparence de mousselines noires, les reflets cuivrés de sarouels en crêpe souple, sous le chatoiement chiné d'imperméables et de blousons : sexy, comme la voix de gorge italienne, dont le chant fait danser des couleurs ensoleillées - jaune ardoise, rose corail. Sédaisant, comme les collarettes, manchettes, bustiers qui couvrent au long de la collection. Les tissus collent au corps, des pellicettes s'étoilent sur le lin, des flâques de lune argentée, des végétaux érudits, des jardins de braderies gaufrières s'accrochent aux lignes pures d'un tailleur, d'une veste faite de deux pans croisés. Poppy Morani, c'est la grâce toujours un peu canaille, le naturel de l'artifice, le plaisir du jeu, c'est la théâtralité italienne.

Chez Anne-Marie Beretta, la femme porte avec une délectation altière des imperméables de soie changeante aux reflets de bronze ou de cuivre rouille, les pantalons golf qui battent les mollets. La jambe se dévoile sous les jupes haut fendues, et qui ressemblent aux ailes repliées d'un insecte en attente. En robes boules, en robes chemises à bretelles, en robes volants à la sévillane, les habituelles guirlandes se sont adoucies. Elles portent des bustiers sous des vestes de cuir très épaulées, des pantalons froncés, de larges jupes noires. Et surtout, ces femmes qui avancent doucement comme dans un rêve, une rêverie de cinéma, se parent de somptueuses couleurs à la fois claires et intenses. Elles sont humaines et lointaines, elles sont l'Opéra.

Chez Dorothy bis, elles pétillent, en bouton d'or, orange, fuchsia, bleu éclatant, moulées dans des tricotés fins et fins, des côtes, des épaules dégagées par un décolleté horizontal. Encore et toujours, Jacqueline Jacobson habille les adolescentes endrogyniques, qui se déshabillent en un tour de main, pour le simple plaisir du soleil sur

le peau, et qui vont danser en marinières à rayures marinières, mais pailonnées. Dorothy bis, c'est le bal.

Chez Sonia Rykiel, elles dansent, les dames, jambes nues dans des pantalons étroits et courts, des vestes à basques longues, et elles gardent leur chapeau. Mais Sonia Rykiel, c'est avant tout la simplicité des soies marbrées, des crêpes lourds, des linéaires qui se défont, s'enroulent, se nouent, s'évalent en sarouel, en longues jupes. C'est l'aisance des cardigans, des pulls glissants. C'est l'innétable élégance des fourreaux de vamps, les alliances de noir et de blanc, les flâmes de vert, de bleu, d'orange. Les étagés de rayures, le raffinement des accessoires. C'est le vrai luxe d'une fausse simplicité, tout entière dans le fini : quarante mannequins errant une à une, occupant l'entière longueur du podium dans un déploiement muséologique.

On attendait Vivienne Westwood, elle n'avait pas présenté de collections depuis plusieurs années. Le public, pittoresque à souhait, se pensait en harmonie avec la reine de la punkitude. Et, déconcerté, a vu défilé des poupées en crinolines à mi-cuisse, des robes en baby doll, moulées pris dans des bas d'ingénue perverse, des Perrault et le pot au lait. Vivienne Westwood est la reine du bonbon anglais.

Et Dior. Nectés de ligne et de dessin. Longueur au genou. Formes droites. Matières luxueuses, cuir, soie, crêpe, laine boueuse, satin fluide, en longue robe fendue sur le côté, décolleté révélateur mais décent, bustiers de même, brillance des rouges, des fleurs tropicales en lycra sur des robes courtes, des dessins en trompe l'œil sur des tunique couleur chair. Sexy, mais avec mesure. Riche en tout, ça. Style Linda Evans, la gentille du feuilleton *Dynasty*, la riche du petit écran.

COLETTE GODARD.

## MÉTÉOROLOGIE

### SITUATION LE 22-10-85 A 0 h G.M.T.



Evolution probable de la situation sur l'Europe du 22 au 23 octobre à 0 heure et le mercredi 23 octobre à 24 heures.

**Situation générale :** Les hautes pressions se maintiennent sur l'Europe du Nord, un temps stable, mais une petite perturbation orageuse s'est développée en Méditerranée, elle remonte lentement sur les Alpes.

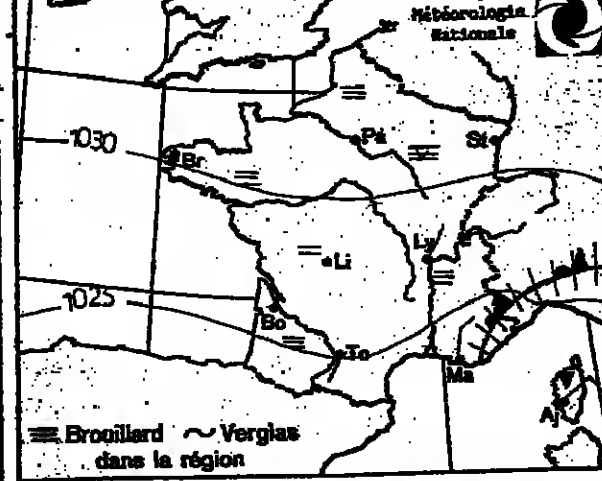
**Mercredi :** Persistance d'un temps très brumeux et frais le matin puis ensoleillé, le reste de la journée sur la majeure partie du pays.

Les muges passagers dominent des averse orageuses sur la Corse depuis deux jours maintenant, mais sur la Provence et les Alpes où ils donneront aussi quelques ondées intermittentes.

Sur toutes les autres régions la dissipation des brouillards locaux, les vents faibles, les températures se décalent vers le nord et le sud. Les températures seront encore assez basses dans l'intérieur du Nord de la France, les températures se décalent vers le sud et le sud-est.

**Sous l'évolution :** Les hautes pressions se maintiennent sur l'Europe du Nord, un temps stable, mais une petite perturbation orageuse s'est développée en Méditerranée, elle remonte lentement sur les Alpes.

### PRÉVISIONS POUR LE 23-10-85 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable de la situation sur l'Europe du 22 au 23 octobre à 0 heure et le mercredi 23 octobre à 24 heures.

**Situation générale :** Les hautes pressions se maintiennent sur l'Europe du Nord, un temps stable, mais une petite perturbation orageuse s'est développée en Méditerranée, elle remonte lentement sur les Alpes.

**Mercredi :** Persistance d'un temps très brumeux et frais le matin puis ensoleillé, le reste de la journée sur la majeure partie du pays.

Les muges passagers dominent des averse orageuses sur la Corse depuis deux jours maintenant, mais sur la Provence et les Alpes où ils donneront aussi quelques ondées intermittentes.

Sur toutes les autres régions la dissipation des brouillards locaux, les vents faibles, les températures se décalent vers le nord et le sud. Les températures seront encore assez basses dans l'intérieur du Nord de la France, les températures se décalent vers le sud et le sud-est.

**Sous l'évolution :** Les hautes pressions se maintiennent sur l'Europe du Nord, un temps stable, mais une petite perturbation orageuse s'est développée en Méditerranée, elle remonte lentement sur les Alpes.

## VIE ASSOCIATIVE

### L'OPPOSITION A LA RENCONTRE DES ASSOCIATIONS

Des personnalités de l'opposition, MM. Dominique Baudis, maire CDS de Toulouse, Alain Carignon, maire RPR de Grenoble, Jean-Pierre Soisson, maire PR d'Auxerre, et Bernard Stasi, maire CDS d'Épernay, viennent de lancer un Centre national d'aide à la vie associative (CNAVA) et un réseau de centres locaux.

Leur but, à l'heure où la décentralisation est effective, est d'établir des « relations de partenariat » entre associations et élus locaux et de « mettre en place de nouvelles solidarités ». Pour essayer d'apporter une solution aux difficultés que connaissent les associations en matière de financement et de recrutement des bénévoles, ces centres prévoient un certain nombre d'initiatives : Salons des associations, bourse nationale de projets, sessions de formation, centre de documentation, programmes audiovisuels et télématiques notamment.

M. Claude Goeuven, conseiller CDS de Paris et président du CNAVA, espère réunir, d'ici à un an, cinq à dix mille associations et un million de municipalités.

\* CNAVA, 50, rue Mourand, 75020 Paris, tél. : (1) 43-58-71-62.

### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 21 et mardi 22 octobre :

#### DES DÉCRETS

• Relatif à l'émission de l'emprunt d'Etat de septembre 1985 et autorisant l'émission d'obligations assimilables du Trésor.

• Autorisant la Société de maintenance nucléaire à créer un atelier de maintenance nucléaire sur le territoire de la commune de Meubuge.

#### UN ARRÊTÉ

• Complétant la liste des opérations d'équipement collectif retenues pour l'application de l'article 52 de la loi du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat.

## JUSTICE

### Michel Naudeau condamné pour publicité mensongère

Michel de Venne, de vrai nom Michel Naudeau, cinquante-six ans, homme d'affaires connu pour ses innovations en matière de création d'entreprises (le Monde du 9 octobre) a été condamné, lundi 21 octobre, à dix-huit mois de prison avec sursis et 30 000 francs d'amende par la 31<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris pour publicité mensongère.

Michel Naudeau avait comparu le 23 septembre 1985 devant la 31<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris après son opposition à un jugement de ce tribunal du 20 mars 1985 le condamnant par défaut à deux ans de prison et 100 000 francs d'amende, à la suite d'un conflit qui reprochait d'avoir fait paraître des annonces dans la presse de décembre 1982 à février 1983 pour inviter les jeunes cadres à s'inscrire « Créez votre SARL en huit jours : 2 500 francs tous frais et démarches compris », disait l'annonce publiée pour le compte de l'Association pour la promotion de l'innovation dans le commerce et l'industrie (APICI).

En réalité, les intéressés étaient dirigés vers une société, créée par Michel Naudeau, qualifiée « d'agence de promotion et d'innovation dans le commerce et l'industrie ».

Dans son jugement, le tribunal, après avoir constaté que les deux organismes se situaient aux mêmes adresses et étaient animés par Michel Naudeau, a considéré que l'association jouait le rôle « d'écran » pour l'entreprise commerciale. En conséquence, la 31<sup>e</sup> chambre correctionnelle, présidée par M. Guy Joly, a estimé qu'il convenait de prononcer « une peine significative » contre Michel Naudeau, qualifié « d'agence de promotion et d'innovation dans le commerce et l'industrie ».

En janvier 1981, les douanes avaient saisi 12 000 appareils de « Citizen Band » au domicile de M. Marti, en affirmant que ce matériel n'était pas conforme à la réglementation. En fait, les « Citizen Band » avaient été régulièrement dédouanés, après agrément de l'inspecteur des douanes. Mais cinq jours plus tard une nouvelle réglementation - échantillon ces appareils - paraissait au Journal officiel.

Ruiné, M. Marti avait à plusieurs reprises fait des grèves de la faim. Le 26 mai 1983, M. Marti avait fait l'objet d'un non-lieu. Il avait alors déposé plainte pour faux témoignage contre M. Goz, l'officier de police judiciaire qui accompagnait les agents des douanes lors de la saisie. Un chef de service de la direction inter-régionale des douanes à Dijon, M. Paul Georget, avait déjà été inculpé en avril 1984 de dénonciation calomnieuse et abus d'autorité.

### UN INSPECTEUR DE POLICE LYONNAIS INCULPÉ DE VIOLATION DE DOMICILE

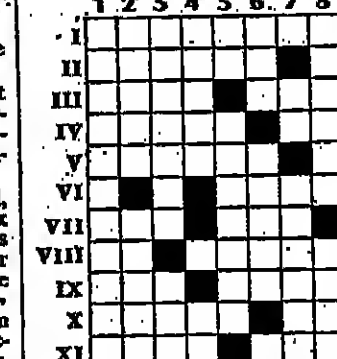
Uo inspecteur de police à la direction des enquêtes douanières de Lyon, M. Jacques Goz, a été inculpé de violation de domicile et de dénonciation calomnieuse, à la suite d'un conflit qui oppose, depuis cinq ans, un importateur de matériel Hi-Fi, M. Raymond Marti, à l'administration des douanes (le Monde des 18 février et 24 mars 1981).

En janvier 1981, les douanes avaient saisi 12 000 appareils de « Citizen Band » au domicile de M. Marti, en affirmant que ce matériel n'était pas conforme à la réglementation. En fait, les « Citizen Band » avaient été régulièrement dédouanés, après agrément de l'inspecteur des douanes. Mais cinq jours plus tard une nouvelle réglementation - échantillon ces appareils - paraissait au Journal officiel.

Ruiné, M. Marti avait à plusieurs reprises fait des grèves de la faim. Le 26 mai 1983, M. Marti avait fait l'objet d'un non-lieu. Il avait alors déposé plainte pour faux témoignage contre M. Goz, l'officier de police judiciaire qui accompagnait les agents des douanes lors de la saisie. Un chef de service de la direction inter-régionale des douanes à Dijon, M. Paul Georget, avait déjà été inculpé en avril 1984 de dénonciation calomnieuse et abus d'autorité.

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 4080



#### HORIZONTALEMENT

1. Fait étinceler le grand lustre quand les étoiles ont cessé momentanément de briller. — II. Passage à tabac pour ceux qui se sont encore en « prises ». Divinité. — III. L'ancienne capitale de la nature ou des amoureux tout court. — IV. Délivré de sa bière. Le mer d'Irlande. — V. Joua un grand rôle dans la tragédie des Perses. Centre d'études. — VI. Intériorité pour celui qui la pratique ou ruine celui qui la subit. — VII. Cyclade. Traverser un désert sans jamais manquer d'eau. — VIII. Abréviation. Tournoi sur la piste. — IX. En Suisse. Bonne enjambée. — X. Greffé dans les griffes. Rassembler dans le milieu. — XI. Fut déclassé à la suite d'une victoire sur le plat. Cupide, il pouvait avoir des talents cachés.

#### VERTICALEMENT

1. Excite l'appétit des hommes en les laissant souvent sur leur faim. — 2. Plateau. — 3. Fantaisie musicale. Modifia son point de vue. — 4. Devient fou quand ils sont déchaînés. Personnel. — 5. Le premier est généralement pur. Pêril jaune. — 6. « Pied » à terre dans la campagne bourguignonne. Ses locataires sont constamment dérangés. — 7. Point fort de la bataille. Région où les gens ont tendance à agir sous le mantoux. — 8. Elle s'efface par correction. Ne parle que pour imposer le silence. — 9. Société dont les membres s'honorent de porter des « cornes ».

#### Solution du problème n° 4079

Horizontalement : I. Jalonneur. — II. Opiniâtre. — III. Ursuline. — IV. Ri. Vamp. — V. Notice. Io. — VI. Ar. Et. Ben. — VII. Lignage. — VIII. Isis. Râ. — IX. STO. Rebab. — X. Tencor. II. — XI. Esou. Egée. Verticalement : 1. Journaliste. — 2. Aprioristes. — 3. Lis. Giono. — 4. Onusiens. En. — 5. Nil. CFA. Ru. — 6. Nave. Gutar. — 7. Ema. Be. — 8. Urmie. Raie. — 9. Responsable.

GUY BROUTY.

## RESULTATS COMPLETS N° 9



NOMBRE DE JEUX GAGNANTS	RAPPORT PAR JEUX GAGNANT (pour 5 F)
16 bons résultats	1 10 113 900,00 F
15 bons résultats	74 75 860,00 F
14 bons résultats	1 299 4 320,00 F
13 bons résultats	13 261 423,00 F
Bons résultats aux "7 Numéros de la Chance"	19 958 125,00 F

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Vendredi 18 Oct. 1985 : 3 4 7 12 13 15 16

## annonces associations

### Appel

SOS ÉCOLE D'ADULTES 326-80-00/326-326-89-99

### Sessions et stages

#### VICTOIRE SUR LE TABAC

En 4 semaines, sans grés, vous pouvez cesser de fumer. Une nouvelle méthode douce et reconnue vous permettra progressivement et confortablement de vous libérer du tabac. Même si vous avez tout essayé. Informez-vous : Victoire sur le Tabac 501-16-13.

#### RESPONSABLES ASSOCIATIONS ENTREPRISES INTERMÉDIAIRES

ATTENTION A vos nouvelles obligations ADM, fiscales, gestion, social pour y faire face. SERVICE ASSOCIATIONS Offre en nov. une formation 120 heures de formation 92000 Levailles. Tél. : 47-57-52-50.

#### SPECIAL TOUSSAINT STAGE DE LECTURE RAPIDE

1. 2. 3 novembre 1985. Hébergement cadre agréable. REGION DE FONTAINEBLEAU ISER 624-38-81.

#### AVIATION EVADEZ-VOUS

PILOTE PRIVÉ AVION Forfait 40 h de vol + Stage théorique d'une semaine. Prix : 85.000 F. PILOTE PRIVÉ HELICOPTÈRE Forfait 40 h de vol + Stage théorique de 10 jours. Prix : 120.000 F. Avions et Hélicoptères basés à GUYANCOURT (près de Versailles) ELA 57, bd du Montparnasse 75006 Paris. Tél. : (1) 549-21-14.

#### Tous les ateliers de sé de CLUB ALPIN FRANÇAIS (ski de plan, randonnée, de fond) sembleront la lecture et la lecture sur demande au C.A.F. 7, rue de la Boétie 75008 Paris. Tél. : 42-35-77 (12 h-16 h) et le lundi, 42-35-77 (12 h-16 h) et le lundi. Centre d'études arctiques cours collectifs et particuliers. Formation continue. Tél. : 804-07-49 ; 274-54-58.

#### ANALPHABÉTISME ET FORMATION D'ADULTES

Le CLAP organise un stage pour formateurs salariés ou bénévoles, engagés dans des actions de formation auprès de publics illettrés. 75 h de stage, 66 à avril 86 en semaine ou en week-end. Rens., inscr., avant le 1<sup>er</sup> nov. au CLAP, av. de Cholev 75013 Paris. Tél. : 585-67-21.

#### ADH - Comment écrire ?

Le plume et le stylo. Atelier de journal intime Inter-actif. Méthode d'écriture (seul) 17 nov. 85 (mardi). Ecr. ou tél. : Vanderborght 87, rue Cardinet-Lemoine, Paris 14<sup>e</sup>. Paris 14<sup>e</sup> 43-47-41.

#### COMMUNICATION ET PATRIMOINE

du 9 au 12 nov. à Paris - 500 F. Stage animé par des spécialistes, consacré à la gestion de ceux qui agissent pour la sauvegarde du patrimoine et de l'environnement. Rens. Art 1, rue des Guillemines Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : (1) 271-56-65.

#### ANGLAIS-FRANÇAIS

ANGLAIS-FRANÇAIS. Apprenez l'anglais facile, rapide et sans ennui. 18, 225-22-66. UN + POUR LES ENTREPRENEURS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE Vous voulez accroître vos responsabilités ? Vous connaissez le secteur de l'économie sociale et vous souhaitez son développement ? Vos compétences et votre dynamisme sont déjà au service de ce secteur ? Vous avez envie de créer votre propre entreprise ?

#### NOTRE CYCLE DE FORMATION 85

(400 h) vous permettra d'actualiser vos connaissances dans le domaine de la gestion, des nouvelles techniques de communication. Tout sera CNFA : 44-78-55-88. Le service formation de l'Adm 15, rue du Palais-de-Justice 75005 Paris propose, à Paris, les stages suivants : Droit associatif : les lois d'association et commercialité de l'association ; la gestion - législation et actualité - la formation.

Du 12 au 18 nov. : Montage d'une entreprise intermédiaire : initiation à la gestion et aux problèmes de montage d'une activité éco. à partir d'un projet social. Du 18 au 22 nov. : Initiation aux logiciels d'aide à la gestion micro-ordinateurs : présentation et utilisation de logiciels choisis parmi les plus performants de marché (traitement de texte, tableur, base de données, graphiques...). Du 25 au 29 nov. : Écrire professionnellement. Rédiger un rapport d'activité, un compte rendu, avec l'assurance qu'il sera conforme à la réalité et compréhensible par les destinataires. Du 9 au 18 déc. Rens. (4) 535-25-36 prise en charge possible par la formation paritaire 1986 au démarrage.



## A ANGERS LA QUALITE N'EST PAS SEULEMENT UN SLOGAN, C'EST NOTRE METIER.

Aucune usine au monde n'est parfaite. Cependant, les gens de l'usine Motorola d'Angers qui fabriquent des régulateurs de tension pour l'industrie automobile ont presque atteint la perfection.

Il y a quelques années, cette usine avait déjà réalisé un excellent record en contrôle de qualité avec environ une pièce défectueuse sur mille. Aujourd'hui, nos derniers tests montrent des résultats encore quatre fois meilleurs.

Cette amélioration est d'autant plus remarquable qu'elle n'est pas seulement due à une automatisation. La production améliorée de l'usine d'Angers est attribuée presque exclusivement aux compétences, à la détermination et aux méthodes des gens qui y travaillent.

Dans cette usine, nous appliquons une méthode appelée Contrôle Statistique de Procédé. De cette façon nous nous assurons de la qualité lors de l'élaboration du produit et pas simplement de la qualité du produit fini. Ainsi, la qualité fait partie de la fabrication au lieu de n'être qu'un aspect de l'inspection finale.

Ce système a donné de tels résultats que nos clients ont "agréé" notre production. Ils ont une telle confiance dans la qualité des produits Motorola qu'ils les acceptent sans les recontrôler dans leurs usines.

Ceci signifie des économies substantielles en temps, argent et efforts et aide nos clients aussi à rester compétitifs sur un marché mondial encombré où la concurrence est plus grande chaque jour.

Alors que la compétition s'intensifie, la recherche de meilleurs rendements de production et de meilleurs niveaux de qualité prend de plus en plus d'importance. La quasi-perfection de la qualité de notre production d'Angers apporte de ce fait une contribution importante à la réussite de l'industrie automobile française.

Motorola, société internationale de l'électronique, au chiffre d'affaires global de 52,8 milliards de francs est active sur les cinq continents dans le domaine des radiocommunications (parole et données), de l'informatique, des ordinateurs, des semiconducteurs, et dans les composants électroniques pour la défense, l'aérospatiale, l'automobile et le marché industriel. Nos cent mille collaborateurs ont un objectif commun : le service auprès de nos clients.



**MOTOROLA** Un leader mondial dans l'électronique de pointe

موتولا الإلكترونيات



# Le Monde MEDECINE

## Cholestérol : les régulateurs du taux

**Les chercheurs Brown et Goldstein viennent de recevoir le prix Nobel pour des recherches éclairantes sur le métabolisme du cholestérol.**

**D**EUX cent mille victimes d'infarctus du myocarde chaque année, dont cinquante mille morts. Soixante-dix mille décès par accident vasculaire cérébral, sans compter ceux dus aux lésions artérielles diverses qu'engendre l'athérosclérose. Deux millions de personnes atteintes d'anomalies lipidiques (du métabolisme des graisses) qui les prédisposent à ces accidents et à la mort : la France, comme tous les pays industrialisés, paie à la malédiction des graisses et des artères le tribut de l'holocauste, conséquence d'une révolution dans le mode de vie et d'alimentation qui ne semble guère convenir à l'espèce humaine.

Les lésions des artères, ou athéromes, qui engendrent tous ces désastres sont caractérisées par des dépôts jaunâtres de graisses et de cholestérol qui rongent la paroi vasculaire et l'obstruent peu à peu. Forts de cette information, des milliers de praticiens recommandaient à leurs patients les régimes les plus divers, cependant que l'on comparait, en termes de cholestérol et de mortalité cardiaque prématernelle, les Japonais au Finlandais, aux Esquimaux, aux Français ou aux Indiens.

Dressant le bilan de ces trente années d'efforts, un article retentissant du *New England Journal of Medicine* concluait, en 1977, à

un « désarroi total » et jugeait que l'on en était arrivé à un « sursis de la confusion et des controverses ».

C'est dans ces ténèbres et dans ce désarroi que surgit à Dallas, au Texas, la première étincelle d'une œuvre scientifique qui devrait éclairer d'une lumière entièrement nouvelle et le métabolisme du cholestérol et ses liens avec l'athérosclérose, celle de tout un chacun, ou celle, infiniment plus grave, que l'on rencontre dès la naissance, chez un enfant sur cinq.

### Les LDL et leurs récepteurs

Michael Brown et Joseph Goldstein, étudiants des lipoprotéines qui véhiculent les lipides (ou graisses) dans le sang. Ces graisses, cholestérol en tête, ne sont pas solubles, et leur transport est assuré grâce à une combinaison avec des protéines spécifiques sous la forme d'une macromolécule, soit à forte densité de protéines (ce sont les HDL), soit à faible densité de protéines (les LDL et les VLDL). Les HDL sont, en quelque sorte, les « choeurs des graisses », transportant celles qui sont en excès des tissus vers le foie, lequel les utilise à son tour soit pour son propre métabolisme, soit pour la consti-

tution des acides biliaires qui aident à la digestion.

Les LDL, plus légères, transportent vers tous les tissus de l'organisme 70 % du cholestérol qui contient le sang. Ce cholestérol est en effet un élément vital pour la croissance et la survie des cellules, et le composant majeur de toutes leurs membranes chez les mammifères.

Comme cet « élément vital » peut aussi engendrer des dégâts artériels considérables si son accumulation est excessive, il fallait bien - pensent Brown et Goldstein - qu'il existe quelque part un système subtil de régulation permettant de fournir aux cellules suffisamment de cholestérol pour leur croissance et leurs structures membranaires tout en évitant qu'il ne s'accumule en excès dans les artères.

La clé de ce système fut décou-

verte en 1976, lorsque les deux Texans identifièrent à la surface de cellules humaines en culture (les fibroblastes) qui se multiplient très rapidement des structures spécifiques, ou récepteurs, qui captent les particules de LDL et les conduisent, en se refermant sur elles, au sein même de la cellule. Ce phénomène, qui fut baptisé « endocytose », est dû à la présence au niveau de la membrane d'un récepteur de LDL, qui agit comme un « interrupteur » de la synthèse de cholestérol radio-cellulaire. Un système de rétrocontrôle inhibe également la synthèse de nouveaux récepteurs LDL. Les flux intra et extra-cellulaires du cholestérol sont ainsi équilibrés, et la LDL est retirée du sang circulant.

La découverte, par un Japo-

pour tous ceux qui ont la responsabilité sanitaire des populations. Il est clair aujourd'hui que, à l'inverse de ce qui se produit dans certaines espèces animales, le système des récepteurs des LDL dont disposent les êtres humains ne leur permet de métaboliser les graisses - et notamment les graisses animales - qu'en faible concentration. Cette règle générale souffre des exceptions, tenant à la constitution génétique des individus.

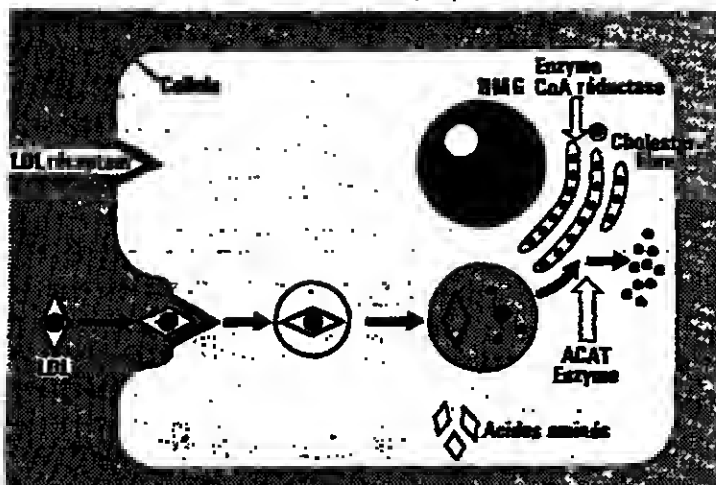
Tel est le cas, par exemple, des Indiens des tribus Pima, dont l'étude a montré qu'ils possèdent des récepteurs LDL en très grand nombre, ce qui explique le très faible taux de délabrements vasculaires que l'on observe chez eux, en dépit d'une alimentation très riche en graisses.

Ces singularités permettent de comprendre les errata et les

confusions dans lesquels se débatait l'opinion à propos de régimes qui, s'ils sont sévères, doivent être personnalisés. Il n'en reste pas moins que l'homme du vingtième siècle absorbe beaucoup plus de graisses animales et de cholestérol que son système de régulation ne peut en tolérer, et que les campagnes visant à rééquilibrer un régime alimentaire à ce point nocif devraient être généralisées. Grâce aux travaux des nouveaux Nobel, les moyens de prévention spécifique existent à présent pour les minorités à risque, pour ceux qui encrassent leurs artères dès l'âge de vingt ans, et qui ne devraient plus connaître la mort subite avant d'en avoir cinquante.

DR ESCOFFIER-LAMBOTTE.

### L'équilibre des flux



Le cholestérol véhiculé dans le sang par les lipoprotéines de faible densité (LDL) est reconnu au niveau des membranes cellulaires par un récepteur sur lequel il se fixe. Ce récepteur s'engage (« s'intermédie »), et le cholestérol est libéré dans la cellule grâce à l'action d'une enzyme. Ce cholestérol libre inhibe à son tour une enzyme-clé (HMG CoA réductase) qui commande la synthèse de cholestérol radio-cellulaire. Un système de rétrocontrôle inhibe également la synthèse de nouveaux récepteurs LDL. Les flux intra et extra-cellulaires du cholestérol sont ainsi équilibrés, et la LDL est retirée du sang circulant.

verte en 1976, lorsque les deux Texans identifièrent à la surface de cellules humaines en culture (les fibroblastes) qui se multiplient très rapidement des structures spécifiques, ou récepteurs, qui captent les particules de LDL et les conduisent, en se refermant sur elles, au sein même de la cellule. Ce phénomène, qui fut baptisé « endocytose », est dû à la présence au niveau de la membrane d'un récepteur de LDL, qui agit comme un « interrupteur » de la synthèse de cholestérol radio-cellulaire. Un système de rétrocontrôle inhibe également la synthèse de nouveaux récepteurs LDL. Les flux intra et extra-cellulaires du cholestérol sont ainsi équilibrés, et la LDL est retirée du sang circulant.

### Un enfant sur cinq

Une fois introduit dans la cellule, le LDL passe dans des vésicules (lysosomes) qui en libèrent le cholestérol libre. La cellule prélève ce qu'il lui faut de ce cholestérol soit pour structurer ses membranes, soit, si telle est sa vocation, pour fabriquer des hormones essentielles (ovaire, glandes surrénales) ou des acides biliaires (foie).

Des enzymes spécifiques (HMGCoA-réductase et Acet) régulent cette production et son stockage, cependant qu'un système de rétroaction subtil intervient, lorsque la cellule est saturée, que se constitue de nouveaux récepteurs. Dès lors, le cholestérol fixé aux LDL ne peut plus entrer dans les cellules : il circule en excès dans le sang et va se fixer sur les parois artérielles.

La théorie de la régulation du taux des graisses circulantes par

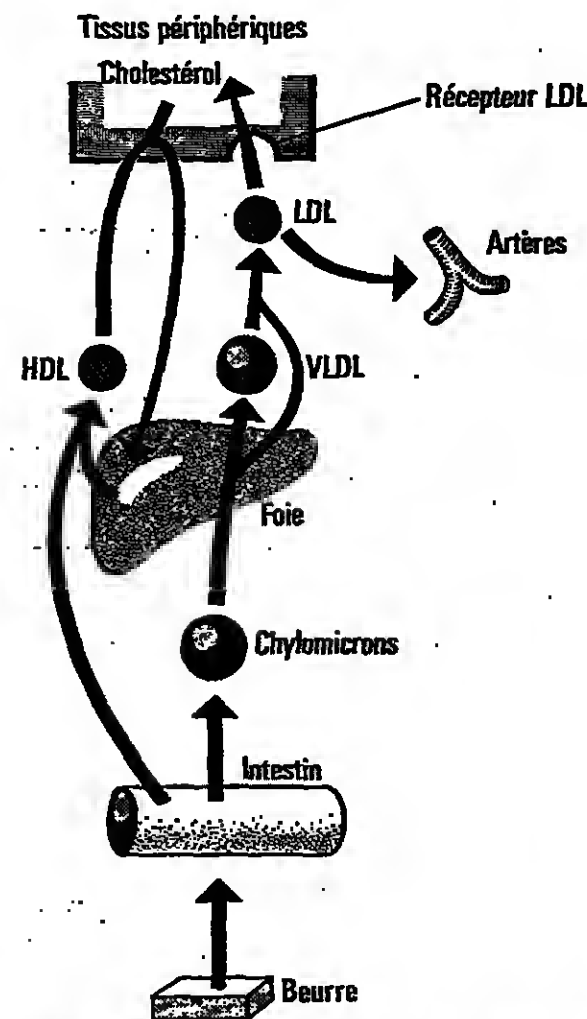
mais, d'une race de lapins tous atteints de la même maladie et mourant tous avant l'âge de deux ans d'un infarctus massif a permis de confirmer entièrement la thèse des deux Texans, à savoir que l'hypercholestérolémie familiale résulte non de quelque aberration du métabolisme alimentaire mais d'une insuffisance - voire d'une absence totale - de récepteurs des LDL chez les patients qui en souffrent. Cette insuffisance - ou cette absence - est due à un gène que Brown et Goldstein ont pu identifier tout récemment et qui commande spécifiquement la formation de ces récepteurs.

Lorsque la victime a reçu le gène malade de ses deux parents, elle ne possède aucun récepteur (homozygote). Lorsqu'un seul parent le lui a transmis (hétérozygote), leur nombre est radicalement insuffisant, mais l'existence de l'autre gène parental normal a donné l'idée d'en stimuler l'action afin d'augmenter le nombre des récepteurs. Selon le dispositif subtil de régulation décrit par Brown et Goldstein, il était possible d'obtenir ce résultat en créant artificiellement une déficience en cholestérol dans l'ensemble de l'organisme, d'une part, au sein des cellules, d'autre.

Le succès fut total, et, par le jeu de résines de fixation qui interrompent le cycle des acides biliaires, puis d'un blocage de l'enzyme (HMGCoA-réductase) qui dirige la synthèse du cholestérol dans les cellules, on a pu obtenir chez ces malades une réduction massive de leur dangereuse concentration sanguine en LDL.

L'œuvre des nouveaux prix Nobel a une portée considérable

### De la tartine aux artères



Les graisses absorbées dans l'alimentation passent dans l'intestin et se lient à des protéines qui les véhiculent dans le sang. Les « chylomicrons », les plus grandes lipoprotéines, emportent le cholestérol vers le foie, qui les transforme en LDL plus légères. Elles se fixent sur les récepteurs des cellules et, s'ils sont en nombre insuffisant, vont déposer du cholestérol dans les artères (athérosclérose). Les HDL sont les « choeurs du cholestérol ». Ils rapportent au foie le cholestérol en excès, dont une partie entre dans la composition de la bile.

### La bonne dose

« **D**OCTEUR, est-ce que j'ai du cholestérol ? » Cette question, qui en cache une autre, bien plus angoissante, mais moins souvent formulée, est celle que je risquerais d'avoir un infarctus du myocarde ? n'a pas de sens. Pour la bonne et simple raison que, pour notre plus grand bien, nous avons tous du cholestérol. Encore faut-il que son taux soit raisonnable.

Aujourd'hui, quatre notions sont incontournables :

1) Le risque de complications graves de l'athérosclérose coronarienne - autrement dit, le risque d'infarctus du myocarde - croît avec les valeurs du taux de cholestérol dans le sang.

2) Le taux sanguin de cholestérol dépend en partie des apports alimentaires en graisses.

3) On peut réduire le taux de cholestérol - et singulièrement celui du LDL cholestérol, le « mauvais » cholestérol - par un régime alimentaire complété dans certains cas par des médicaments hypolipémiants.

4) La baisse de la cholestérolémie se traduit par une diminution notable du risque coronarien. Selon des experts américains, à chaque fois qu'on diminue de 1 % le taux de cholestérol, on diminue de 2 % le risque d'infarctus du myocarde.

A ces quatre notions, s'en ajoute une autre, tout aussi fondamentale, à savoir que le cholestérol n'est, loin de là, pas le seul facteur de risque des maladies coronariennes. L'âge, le sexe, la tension artérielle, la consommation de cigarettes, le diabète le sont également. Des facteurs génétiques et certains types psychologiques particuliers (caractérisés par un mélange d'agressivité, d'impatience et de combativité) accroissent eux aussi le risque coronarien.

On en revient alors à la question du début, mais formulée quelque peu différemment : « Docteur, est-ce que j'ai trop

de cholestérol ? » Autrement dit, est-ce qu'il y a un excès de cholestérol dans le sang ?

Les Américains - contestés en cela par de nombreux nutritionnistes français - viennent de définir de nouveaux seuils de normalité pour les taux sanguins de cholestérol : dorénavant, la limite supérieure de la normale sera de 3,8 g/l pour les adultes de moins de trente ans et de 2 g/l chez les personnes âgées de plus de trente ans.

Cela dit, les régimes et les médicaments capables de faire baisser le taux de cholestérol ne manquent pas. Le seul problème est de les prescrire à bon escient, aux seules personnes à qui, en tenant compte du fait que les médicaments hypocholestérolémiants ont des effets secondaires (digestifs en particulier) qui peuvent s'avérer particulièrement désagréables. Quant aux principes d'un régime hypocholestérolémiant, ils sont relativement simples :

- Réduire les apports alimentaires en cholestérol et en acides gras saturés ;

- Augmenter les apports en acides gras polyinsaturés.

En pratique, il convient donc de supprimer autant que faire se peut les aliments riches en cholestérol (jaune d'oeuf, abats, chocolat, etc.) et en acides gras saturés (beurre, huile d'arachide, viande grasse, charcuterie, fromage...), et de les remplacer par des graisses de cuisson et d'assaisonnement riches en acides gras polyinsaturés (margarine au tournesol, huile de tournesol, de maïs) et par des aliments pauvres en graisses (viande maigre, laitages à 0 % de matières grasses). En sachant, mais ceci concerne également l'ensemble de la population, que notre alimentation est presque toujours pléthorique et qu'il est nécessaire également d'équilibrer les apports caloriques et les dépenses physiques.

FRANCK NOUCH.

### PICASSO

MÉTAMORPHOSES ET UNITÉ

par Jean Leymarie

Ami de l'artiste, Jean Leymarie fait resurgir la complexité et l'effrayante richesse créatrice de celui qui fut le grand magicien de la peinture de notre temps.

Un volume de 320 pages, format 27x29,5 cm, relié pleine toile sous jaquette illustrée, 200 illustrations, 4000 reproductions.



LE LIVRE D'ART



# Le SIDA, châtement des dieux

(Suite de la première page.)

Cela ne suffit pas à enrayer le mal : il fallait chercher les coupables. On les désigna, comme toujours, chez les juifs, qui étaient leur richesse et leur impiété en ne célébrant pas les mêmes fêtes que les chrétiens. Et d'ont-ils pas tué le Christ ? On les massacra à nouveau au seizième siècle en Languedoc, au dix-neuvième en Allemagne et dans bien d'autres pays. Ailleurs les Gitanes nomades qui vivent en marge de la société connaîtront le même sort.

Le péché essentiel, celui qui déclenche le plus la malédiction divine, est lié à la sexualité. L'idée, il est vrai, est ancienne : Hérode est mort mangé par les vers parce qu'il s'était marié avec sa belle-sœur ; et il avait fait décapiter Jean-Baptiste par lubricité car il éprouvait un désir impudique pour sa belle-fille. Le christianisme est, en matière sexuelle, infiniment plus sévère que la mythologie gréco-latine (on connaît les frasques, innombrables, des dieux et déesses du Panthéon) et que le judaïsme, réservé mais tolérant. Pour le chrétien, l'acte de chair n'est permis que dans le but de perpétuer l'espèce. Toute recherche du plaisir est coupable.

Certains exégètes ont interprété le péché originel (quand Adam cède à la tentation d'Eve et croque la pomme de l'arbre de la

connaissance) comme le premier coït entre les deux habitants du paradis terrestre. Depuis, le sexe est irrémédiablement condamné et à l'origine de tous nos maux.

Beaucoup de maladies réputées ou mystérieuses sont attribuées à une activité sexuelle intense. C'est, entre autres, le cas des lépreux, condamnés à un enfermement définitif (précédé par la célébration de l'office des morts, puis du passage au cimetière où on leur versera, symboliquement, une poignée de terre sur le crâne, avant de les amener à la laderie (hôpital-prison) pour le reste de leurs jours). Les cagots, sortes d'intouchables du sud-ouest de la France et de Bretagne, bien que ne présentant aucun trouble objectif, seront eux aussi relégués.

## Sorcières et sodomites

Dans ces époques, qui débordent le Moyen Âge pour mordre largement sur la Renaissance et le dix-septième siècle, un nouveau comparse entre en scène : c'est la sorcière, accusée d'entretenir des rapports sexuels avec Satan, lequel est pourvu d'un pénis énorme converti d'écaillés, d'où s'écoule un sperme glacial.

Les sorcières elles-mêmes sont de deux types. Il y a les vieilles, hideuses, édentées, chevauchant les airs sur un balai pour se rendre au sabbat et préparer les philtres et onguents capables de faire succomber les plus hommes dans le péché de chair.

Et puis il y a les jeunes, distinguées, coquettes, désirables, qui essaient par leur charme satanique d'attirer dans leurs filets les grands de ce monde, clercs ou laïcs. Souvent elles ont conservé leur virginité, car l'accouplement démoniaque peut ne laisser aucune trace. Aussi arrivera-t-il que l'on brûle des filles, indiscutablement vierges mais accusées de sorcellerie, parfois par des personnages puissants dont elles avaient repoussé les avances. Jeanne d'Arc connaîtra le bûcher à Rouen avant d'être canonisée.

On accuse aussi les sorcières de s'accoupler avec des chats noirs. De telles croyances étaient courantes encore dans les régions montagneuses au siècle dernier.

Les sodomites étaient eux aussi considérés comme des possédés

du démon (au même titre que bien d'autres : les épileptiques par exemple) et soumis aux foudres de l'Inquisition. En cas d'épistémologie, on allait chercher ceux qui étaient en prison et on les suppliciait pour apaiser l'ire divine.

Au seizième siècle, la syphilis,

Après le rétablissement, relatif, des mœurs au dix-huitième siècle, une vague de frénésie antisexuelle déferla sur l'Europe post-napoléonienne. Ce sera le règne de l'esprit victorien en Angleterre, celui de l'ordre moral en France. Les fanteuils Louis-XV, dont les pieds

beaucoup comme un châtement suprême, pouvant frapper toutes les couches de la société. Les fins pitoyables de Maupassant, de Nerval, de Baudelaire, de Daudet, de Flaubert, de Toulouse-Lautrec, de Déchanet, de Nietzsche sont montrées en exemple.

Le même raisonnement se fait jour pour les toxiques, au premier rang desquels il faut placer l'alcool. Ces « paradis artificiels » ne sont jamais exempts d'une sexualité interdite. La révolution industrielle rapide a engendré une nouvelle classe misérable et très alcoolique : le prolétariat. C'est là que l'inceste est le plus fréquent.

## Les poncifs de deux millénaires

Périodiquement dans l'histoire, cet amalgame culturel de sexualité-maladie-punition revient comme on refait le linceul. On en voit un exemple frappant en ce moment même avec le SIDA : virus banal, longtemps localisé à quelques foyers d'Afrique tropicale, où elle vivait sans doute dans un équilibre relatif avec les populations indigènes depuis des millénaires, et qui brusquement quitte son berceau pour aller, via les grandes Antilles, toucher les populations encore vierges (et donc très réceptives) d'Amérique du Nord puis d'Europe. Or, par un simple hasard de l'histoire, le SIDA a été introduit aux États-Unis par des prostituées noires qui étaient souvent aussi des droguées. Cela a déclenché une véritable épidémie anti-homosexuelle où l'on retrouve tous les poncifs mis en circulation depuis deux millénaires.

Le SIDA atteint homosexuels et drogués, car ils ont péché contre la morale, la religion, l'ordre établi. La sodomie constitue un défi permanent à la nature. C'est une offense grave à la société. Les sodomites, comme les drogués, sont des coupables : il est normal qu'ils soient punis. Les hétérosexuels se donnent ainsi bonne conscience à peu de frais. Ils se sécurisent en croyant, à tort, ne courir aucun risque, le virus du SIDA pouvant atteindre aussi bien les hommes que les femmes.

On fantasme sur la contagion. Dans certaines écoles américaines, il a suffi qu'un jeune garçon soit déclaré SIDA positif

(c'est-à-dire porteur d'anticorps) pour qu'une véritable panique, entretenue par les mass media, s'empara des parents qui retirèrent immédiatement leur rejeton de la classe mandataire.

Sur le plan épidémiologique, cette attitude est absurde. On peut porter un anticorps et n'être plus depuis longtemps un « distributeur » de virus. Cette éventualité est rencontrée chez des sujets qui ont fait un jour ou l'autre une hépatite virale B par exemple (ou même qui ont hébergé un temps le virus sans extérioriser le moindre trouble). En outre, le virus du SIDA se transmet par le sang, le sperme, peut-être la salive (s'il y a une excoriation accidentelle de la muqueuse buccale en particulier), mais seulement si le « receveur » présente une porte d'entrée, une effraction (érafure par exemple qui met à nu quelques capillaires).

Cette attitude de rejet est tout aussi condamnable sur le plan moral. Une opinion mal informée tend à amalgamer SIDA et homosexualité. Des parents new-yorkais, à qui j'expliquais que leur enfant élevé en catastrophe de son école ne risquait pas d'être plus contaminé sur les bancs de sa classe que dans le métro ou au restaurant, me répondirent : « Mais sous l'influence du porteur il aurait pu devenir homosexuel ». Et le porteur, transféré lors d'une opération chirurgicale, avait sept ans ! Je pense à cet enfant, qui sera marqué pour le restant de ses jours par ce soupçon de danger ou d'infamie que rien ne justifie.

Michel Foucault, qui eut peut-être une prémonition de sa fin tragique, a magistralement démontré comment les couches possédantes du dix-neuvième siècle avaient confisqué, à leur profit, la sexualité pour imposer leur ordre moral, c'est-à-dire leur emprise économique. D'où cette chasse aux « déviants » ou prétendus tels, qui pourraient remettre en cause les règles établies. Il serait temps, aux portes du troisième millénaire, d'en finir avec les vieux démons du passé. Le SIDA nous en donne peut-être l'occasion.

JACQUES RUFFÉ.

(1) Cf. Barstey et Courty, *Traité d'histoire de la médecine*, Fayard, 1950.



NICOLAS VIAL

probablement venue d'Amérique, donna lieu à une série d'épidémies cruelles et fut considérée comme liée aux relations extraconjugales et dispersée par les prostituées, les maîtres. En 1599, le duc de Venise fit expulser les 11455 prostituées (sur une ville qui devait comprendre 300 000 habitants), peu de temps avant d'avoir accusé les pédérastes de leur faire une concurrence déloyale (1). Quant à l'Eglise, elle prône l'abstinence totale, seul moyen d'éviter le mal.

gracieux rappellent trop les jambes féminines, sont recouvertes de housses.

La syphilis est mieux connue sur le plan clinique, avec les délires de la paralysie générale, les douleurs du tabès, parfois les suicides. On lui attribue toutes sortes d'anomalies héréditaires, rassemblées sous la bannière de l'hérédosyphilis. Même après la découverte de son agent causal, le tréponème pâle, la maladie n'en restera pas moins considérée par

# Le cancer est-il contagieux ?

Le caractère épidémique du SIDA, affection virale, est incontestable. Peut-on pour autant affirmer que les cancers causés par des virus sont des maladies transmissibles ?

par GUY BLAUDIN DE THÉ (\*)

DEPUIS quelques temps, des déclarations fracassantes, alarmantes ou faussement rassurantes se succèdent, avec, comme toile de fond, le sexe, les virus, les cancers et, bien sûr, le SIDA. Au centre de toute cette agitation, une question essentielle demeure : comment ces virus sont-ils contagieux ?

Tout d'abord, qu'est-ce qu'un virus ? C'est un parasite infinitésimal, petit des cellules vivantes qui soit tue la cellule touchée (virus du SIDA), soit la stimule à se diviser (virus cancéreux), soit encore, le plus souvent, se comporte en parasite tranquille, inoffensif. Le deuxième groupe, les virus cancérogènes sont contagieux au départ et transmettent la cellule touchée en « pré-cancéreuse », puis ils restent silencieux (non infectieux) dans la cellule devenue cancéreuse sous l'influence d'autres facteurs complémentaires environnementaux ou génétiques. Aucun cancer n'est contagieux, même ceux où un virus infectieux est impliqué dans une étape de leur développement.

Dans nos pays, deux virus se partagent l'actualité : les virus papillomateux, associés au cancer du col de l'utérus chez la femme, qui a fait dire au professeur

Georges Mathé que certains cancers étaient transmissibles sexuellement, et le LAV, agent du SIDA, cette peste à visage sexuel des dix dernières années.

Il existe plus de trente différents virus papillomateux, cause des verrues de la peau et de certaines tumeurs, mais, dans la majorité des cas, ce sont des parasites inoffensifs. Seuls, deux parmi les trente, les HPV 16 et 18, ont un pouvoir cancérogène et sont associés au cancer du col de l'utérus, cette partie de la matrice qui émerge au fond du vagin. Le virus, présent sous forme de crête de coq sur le pénis, peut se transmettre au cours d'un rapport sexuel et infecter alors les cellules sensibles du col de l'utérus. Apparaissent alors des lésions précancéreuses, que l'on peut reconnaître (condylome plan) et guérir. La perméabilité sexuelle, rendue plus courante par la pilule, a certes augmenté la fréquence de ces lésions précancéreuses, mais cette même pilule a négligé une surveillance gynécologique qui s'est montrée efficace, puisque les cancers du col de l'utérus diminuent dans tous les pays industrialisés.

Ces cancers représentent 5 à 10 % maximum des cancers chez

la femme dans nos pays, où ils diminuent régulièrement. Point n'est donc besoin de s'alarmer, mais il est sûr que le choix de son ou de ses partenaires est important, puisqu'une femme peut être contaminée par son seul partenaire, lui-même porteur et porteur du virus HPV 16 ou 18.

## Hygiène et transmission

La situation est tout autre dans les pays à bas niveau socio-économique, où l'hygiène sexuelle défaillante entraîne un taux très élevé de lésions précancéreuses, qui évoluent vers des cancers du col, lesquels représentent jusqu'à 25 à 30 % des cancers dans une population féminine totalisant 800 millions de personnes. L'information et l'enseignement de l'hygiène devraient réduire massivement ces cancers génitaux, qui représentent 500 000 morts par an dans le monde.

Le virus LAV HTLV III, agent du SIDA, est contagieux mais peut-être différemment dans nos pays et en Afrique équatoriale. Chez nous, ou à dit et redit que deux modes de contagion prévalaient : transmission au cours de rapports sexuels, surtout anaux, et transmission par le sang ou produits dérivés. Cette dernière transmission devrait être stoppée par les décisions prises cet été de tester tous les dons du sang et d'éliminer les cas positifs ou douteux. En Afrique équatoriale, la contagion pourrait être plus variée dans la transmission. Seule une étude attentive et comparative de la transmission en Afrique et en Europe pourra permettre de comprendre ce qui se passe et de prendre les mesures les plus efficaces. En plus du virus LAV, d'autres facteurs interviennent, soit pour permettre à une immunité protectrice de s'établir, soit pour précipiter la maladie.

Deux autres virus ont un pouvoir infectieux et sont cancérogènes, sans pour cela que les cancers associés soient contagieux, puisque les virus sont inhibés au

sein des cellules cancéreuses qu'ils ont induites. Le virus de l'hépatite B favorise le développement du cancer primitif du foie, endémique en Afrique équatoriale, dans le Sud-Est asiatique et en Chine ; il tue 250 000 personnes par an. Ce virus, très contagieux, n'est cancérogène que lorsqu'il touche des enfants dans les premiers mois ou années de leur vie. Ils développeront alors leur cancer viral. Un vaccin existe ; il est distribué au Sénégal, et l'on espère voir l'effet protecteur sur le cancer apparaître dans quelques années.

Un dernier virus, le virus d'Epstein-Barr, est associé à un cancer des mâchoires chez l'enfant en Afrique et de l'arthrogénose chez les Chinois cantonnais. Il représente environ 100 000 décès par an dans des populations de 250 millions de personnes. Ce virus, lui aussi, n'est dangereux que lorsqu'il atteint les très jeunes enfants. Il représente un premier facteur cancérogène, d'autres facteurs étant indispensables pour le développement des cancers associés.

En conclusion, dans nos pays, les deux premiers virus décrits - virus du SIDA, virus papillomateux - devraient être progressivement contrôlés. Un discernement plus grand dans le choix de ses partenaires sexuels devrait avoir un effet majeur sur la transmission du virus du SIDA, aussi bien que sur les virus papillomateux. Répétons que les cancers associés aux virus ne sont pas contagieux, mais comme, au niveau des cancers il n'existe pas de drogue antivirale efficace, il faudra attendre les vaccins pour protéger définitivement les populations. En attendant, limitons au maximum la transmission et évitons à tout prix toute panique inutile et dangereuse.

(\*) Directeur de recherches au CNRS.

## CORRESPONDANCE

### L'expertise psychiatrique

Le dossier que nous avons consacré (« Le Monde de la médecine » du 28 août) à l'expertise psychiatrique nous a valu un abondant courrier. Finalement de nos correspondants, médecins psychiatres experts auprès des tribunaux expriment à cette occasion plusieurs critiques.

« Le dérivé de l'expertise psychiatrique en matière pénale, écrit notamment le docteur Yves Roumajon, est une vieille hydre aux têtes cent fois coupées, cent fois renaissantes. Mais attribuer à l'expert un « pouvoir considérable » ne peut découler - mauvaise foi exclue - que de l'ignorance des réalités de la pratique judiciaire. « Le mythe intenable, poursuit-il, de l'examen fait en dix minutes débouchant sur un rapport d'autant de pages, s'alimente, cela est vrai, d'épisodes, mais authentiques fautes professionnelles. Il est franchement malséant d'étendre une telle accusation à l'ensemble des experts. »

« Il n'est pas vrai, écrit pour sa part le professeur Pierre Deniker, membre de l'Académie de médecine, que les experts expédient leur examen « en dix à quinze minutes », c'est une légende. »

La citation critique que nous donnions de la notion de déviance, base de l'expertise, est elle-même très critiquée. « La déviance, écrit le docteur Carol Jonas, expert auprès de la cour d'appel d'Orléans, est partout clairement définie. Le problème est que son sens a évolué depuis 1810 (...). » En réalité, expli-

que le professeur Deniker, en 1810, le terme du code a été emprunté au droit romain : en latin « devians » signifie « hors de son esprit ou du sens commun », autrement dit aliéné, notion imprécise, certes, mais non point dépassée. »

Une autre de nos citations, celle du docteur Henri Giraud (Marseille) fait écho au docteur Roumajon : « Attribuer à d'interminables barrages souterrains une hypothétique sélection des spécialistes le plus souvent désignés en fonction de la réponse qu'on attend frôle la diffusion. »

Enfin sur le psychiatrie, c'est souvent d'espérer à la critique. Enrichir sur les rapports entre psychiatrie et justice double le risque. Le dossier consacré à la médecine légale s'appuyait pour l'essentiel sur des textes émanant des tribunaux professionnels. Le courrier dans nos pages quelques extraits vient donc au total plus nourrir un débat d'actualité que critiquer telle ou telle position exprimée dans le Monde. Reste pourtant que nul ne conteste que le fonctionnement actuel de l'expertise psychiatrique mériterait d'être profondément remanié. Quant à la question de fond, elle demeure posée : un psychiatre saisi de sa fonction thérapie est-il encore un psychiatre. - J.-Y.N.]

L'association ESPOR & VIE organise, les 26-27 octobre 1985, son premier congrès sur le thème de la dépendance. Celui-ci commencera le samedi après-midi avec l'intervention de médecins spécialistes de la maladie alcoolique. De nombreux invités prendront part aux débats avec les militants de l'association. Le dimanche sera consacré aux travaux des militants sur le même thème, qui servira de référence à l'action militante et d'information. Cordialement à ce congrès, une exposition d'affiches sur la lutte contre l'alcoolisme sera ouverte au public. ESPOR & VIE vous invite à venir nombreux honorer de votre présence cette manifestation, à laquelle participeront les organismes officiels par la mise à disposition des affiches actuelles ou anciennes. Ces manifestations se dérouleront au Centre de loisirs et de repos de la Régie Renault, à Marnay (93540), le samedi, de 14 h à 19 h, et le dimanche de 10 h à 18 h.



De l'hôpital au cabinet médical

**tonus**

c'est la puissance confraternelle

TONUS, deux fois par semaine - 43 000 exemplaires - 29 rue du 12e Poissonnière 75 009 Paris. Tél : 42.47.13.17



# culture

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

## 1 BORDAS, HÉLAS !

VOUS vous souvenez peut-être des démêlés récents qui opposèrent au Bordas porteur du nom ceux qui firent de cette maison d'édition une entreprise florissante. Mais qu'ils soient vrais ou faux, de la famille ou non, les Bordas réunis ont une passion pour la littérature française. Ils ont pratiquement nationalisé cet outil de travail. Du Moyen Âge au vingtième siècle, ce qui reste de Lagarde et Michard a mis la main en six volumes sur tous les écrivains scolaires. Au moment où le libéralisme est à la mode, fâchons l'attention de l'opposition et de M. J.-P. Chevènement sur ce que ce monopole a d'inquiétant.

Je verrais assez bien les parents d'élèves, les bonnes sœurs de toutes nos provinces et les jeunes giscardiens, fraternellement réunis, défiler sous les fenêtres du PDG de la maison, M. Bourgeois, aux cris : « Libérez Racine ! Libérez Voltaire ! ». Le Bourgeois-Bordas est le nouveau JR de la littérature. Non content de nationaliser les siècles passés, il ne laisse pas à nos chétifs écrivains contemporains le temps de souffler et de s'épanouir. Il pratique avec sauvagerie la politique de la terre brûlée.

C'est tout de suite que les hommes de lettres métamorphosés en puits de pétrole doivent jallir, et tant pis pour l'avenir ! Après Lagarde et Michard, déjà nommés, et qui furent les colporteurs des terres riches de la grande époque, ont succédé les hommes de main. Beruani, Autrand, Lecarme et Verrier se sont jetés sur la littérature en France de 1945 à 1968.

Les mêmes chasseurs de prime (moins Autrand, bourré de nos dernières réserves : la littérature en France depuis 1968. Partout en France et dans le monde, l'on protège les espèces en voie de disparition. C'est à qui défendra le phoque, le vison, la baleine, le dauphin, le bus, le lapin et le mouton, mais personne ne prendra donc en pitié les derniers écrivains voués aux infâmes carences des stipendiés du Bordas ? Après le monumental *Dictionnaire des littératures de langue française* co-dirigé par les forts volumes de Comy, Rey, de Beaumarchais, les hommes de main pourraient se croire à l'abri. Il n'en est rien, Bordas récidive.

A l'instant, je reçois le *Dictionnaire Bordas de littérature française et francophone* d'Henri Lemaître. De tous les Bordas, c'est le plus médiocre, celui dont on comprend le moins la raison d'être. Mais je mentirais si je ne disais pas que c'est le plus réjouissant. Avec les écrivains de ce siècle, on est en plein délire. Lemaître saisi par la débâcle cantonnée dans un joyeux désordre des écrivains à l'ancienne et déjà oubliés avec les derniers produits de *Tel quel*, qui ne sont d'ailleurs pas dans un meilleur état de conservation. Dans quel autre dictionnaire pourrait-on trouver cités à la queue leu-leu les noms de la chère Jeanne Galzy, auteur d'une biographie de George Sand, du regrettable Yves Gandon, ancien président de la Société des gens de lettres, et du fringant Jacques Garrel, professeur à l'université d'Amiens, l'un de nos poètes les plus prisés aux États-Unis, où il a longtemps enseigné ? Ne voulant sans doute pas que Zola s'ennuie tout seul dans son Z, Lemaître lui offre comme camarade de chambre Michel Zévaco.

C'est une excellente idée et j'ai gardé un bon souvenir de l'auteur de *Doublures*, mais depuis Sartre et les *Mots*, la série des « Pardallan » est de nouveau en selle. Je suis sûr que Zola et Zévaco n'auraient pas demandé mieux que de se pousser un peu pour laisser une petite place à Zévaco.

M. Lemaître, dans son avant-propos, affirme qu'il a refusé de « céder à un modernisme excessif » et qu'il a veillé à « ne point trop suivre les modes passagères ». C'est pour cela, sans doute, que son dictionnaire fourmille en auteurs médiocres ou (et) illisibles. M. Lemaître, normalien, agrégé des lettres, a commencé dans la carrière en 1944 par une étude sur Proust et Ruskin (Didier-Érudition).

C'est un spécialiste de Nerval et de Baudelaire, qu'il a édité. Son dernier livre avant ce malheureux dictionnaire était une savante étude sur William Blake, vision et poésie, chez Corti. Autant dire qu'Henri Lemaître n'avait que de bons certificats à nous présenter. Le seul point noir, la seule fausse note, c'est qu'Henri Lemaître est un récidiviste des histoires de la littérature. Il avait déjà publié chez Laffont-Bordas la *Littérature française* (5 vol.) et chez l'ancien Bordas, chez P. Bordas et fils, *L'Avanture littéraire du vingtième siècle* : 1-1890-1930;

II-1920-1960 (1984). Son *Dictionnaire* actuel est peut-être le fruit d'un compromis entre les nouveaux Bordas et l'héritier du nom. En le publiant, Bordas-Bourgeois reconnaît en quelque sorte que la littérature française ne date pas de lui. Que Pierre Bordas avait déjà fait beaucoup pour elle ! Il est dommage que cet heureux dénouement aboutisse dans les faits à une telle cacophonie.

Et comme je ne voudrais pas que vous me taxiez d'injustice, je prends un écrivain presque au hasard, et vous allez voir comment il est (mal) traité. Je me sers de mon homonyme Frank (Jean-Michel), né comme moi à Neuilly : « Parallèlement à une carrière d'enseignant, qu'il interrompra en 1970, il s'engage de plus en plus profondément dans la voie d'une recherche poétique qui, sous le signe d'un lyrisme où l'aveu du rêve s'harmonise avec la retenue de la pudeur et la présence de la nature, l'a conduit à affirmer, d'année en année, son originalité et sa maîtrise d'un langage aux subtils résonances. En même temps s'opère, sur le fond obsédant d'un horizon tragique, le contrepoint symbolique de l'angoisse et de la spiritualité ». Jean-Michel Frank a publié cette année un recueil de poésies qui s'appelle *Derrière, dernier mariage*. Comme il ne faut jamais rester sur une mauvaise impression, toutes affaires cessantes, je vous conseille de vous le procurer. Nous devons bien à Frank cette réparation !

## 2 1914

ERIC NEUHOFF écrit à mon propos dans *Nos amis les lettres* : « Ne rate pas un tome de la correspondance de Proust ». Pour qu'il y ait au moins un mot de vrai dans ce malheureux livre, Philip Kolb, l'éditeur de cette correspondance, vient de me donner la peine de publier chez Pion le tome XIII, qui va, dans l'état actuel de nos connaissances, du 1<sup>er</sup> janvier 1914 au jolif 31 décembre de la même année.

La correspondance de Proust n'a pas toujours une très bonne réputation. On l'oppose, pour lui faire honte, à celle de Voltaire, qui est mondiale, c'est-à-dire européenne à l'époque. Correspondance tout terrain qui va de la concierge au roi. Elle bénéficie de sa position centrale.

Toile d'araignée qui sait se dérouler dans les branches ou les ombres à toute allure si les circonstances l'exigent. A celle de Diderot, le philosophe, suivant l'heureuse expression de Drieu la Rochelle, enroulant son trop plein de génie dans les tiroirs du secrétaire d'une vieille fille à besicles. A celle de Flaubert : drue, forte, qui semble toujours vous parler avec une grosse voix. Espèce de Jean Renoir dans la *Régie du jeu*, qui bouscule les autres acteurs et leur positionne les conseils.

Vengeance d'artiste qui se déboude. Façon un peu bruyante à mon goût de prendre sa revanche sur les romans et les contes atteints de rétention d'urine ! La correspondance de Proust, par rapport à sa *Recherche*, elle, souffrirait d'insignifiance, de mondanité. Elle est tout ce que l'on ne pourrait pas souffrir dans Proust, s'il n'y avait pas eu son génie pour rendre sa frivolité précieuse, tolérable.

Il est vrai que comme toutes les correspondances, celle de Proust, une fois complètement déroulée, aura besoin d'être hachée en morceaux choisis. Dieu merci, nous n'en sommes pas encore là. Il nous manque bien huit tomes. Nous cahotons toujours avec délice dans le temps perdu. 1914, c'est tout de même une année exceptionnelle. Un grand cru.

Il y a Gide, Bernard Grasset, l'assassinat de Gaston Calmette, directeur du *Figaro*, qui compte beaucoup plus, semble-t-il, pour Proust que celui de Jaurès, dont il ne dira pas un mot. Alfred Agostinelli, son ex-chef de secrétariat, sa passion, sa ruine — il lui a offert comme cadeau de séparation un avion et probablement une Rolls-Royce, — se note la même année : au cours d'un accident d'avion au large d'Antibes, d'une façon opportune.

C'en est fini de la jalousie, et Agostinelli va pouvoir devenir pleinement la *Fugitive*, *Albertine disparue*. 1914, c'est aussi la guerre. Et la mort en octobre de Bertrand de Fénélon-Saint-Loup. Nous apprenons avec soulagement qu'en février ou en avril Proust lui avait envoyé *Du côté de chez Swann*. C'était tout juste. Peut-être en juin et juillet : l'un des écrivains que j'aime le plus profondément — a-t-il pu lire des extraits de *Du côté de Guermantes* dans la *Nouvelle Revue française* ? La Bourse a été très mauvaise pour Proust, cette année-là.

TROIS CENTS ÉLUS A LYON

## L'opposition à la recherche d'une politique culturelle

Toute la journée de lundi, trois cents élus de l'opposition se sont retrouvés à Lyon et ont participé à la décentralisation culturelle. Une cible unique : la politique et les dépenses de M. Jack Lang. Mais pas de conceptions communes entre les partisans de la tolérance et les pourfendeurs d'animateurs socioculturels. Pour les réunir malgré tout : la présence de M. Raymond Barre et de son état-major.

Les colloques peuvent être si indigestes qu'on les fait passer accompagnés de cuisine, de « temps libre », de culture. Lyon s'y prête bien. Sur-tout maintenant, saison de l'Octobre des arts, sans compter les concerts et spectacles qui font de Lyon une des premières villes de France en termes de dépenses culturelles au moins.

Mais lorsque la culture entre dans le champ des préoccupations politiques et électorales, l'efficacité prend le dessus, la création disparaît derrière les discours, les valeurs cèdent la place dans les costumes trois-pièces. Pratiquement pas un artiste ( Jérôme Savary, annoncé en vedette, s'est fait excuser), guère plus d'humour ni de malice (M. Edgar Faure a suivi l'exemple de Savary) ; en revanche, deux ou trois cents élus d'une respectable moyenne d'âge.

Le colloque qui s'est tenu le 21 octobre au Palais du commerce de Lyon avait un thème au titre peu exaltant : un projet culturel pour demain dans le cadre d'une véritable décentralisation. Thème pourtant de première importance pour les problèmes qu'il soulève. Les chiffres sont éloquentes : en 1983, l'ensemble des administrations publiques a dépensé environ 28 milliards de francs pour la culture, toutes catégories confondues. Douze millions étaient en charge de l'Etat (dont 7 millions du ministère de la culture, soit 24,5% de l'ensemble) et 16 millions à charge des collectivités locales (dont 14 millions pour les villes, soit 50,3% de l'ensemble). Encore la disparité s'est-elle accentuée par rapport à 1981, où les collectivités locales avaient en charge 61,3% des dépenses culturelles. Or, il est significatif que le pouvoir de l'Etat, c'est-à-dire du ministère de la culture, soit inversement proportionnel à sa contribution financière. Les chiffres, le pouvoir : ce n'est pas un hasard si le colloque de Lyon précède de huit jours la discussion du budget de M. Jack Lang à l'Assemblée nationale.

### Les grandes manœuvres

Organisé dans la Ville de Lyon, le colloque avait été préparé par M. Jean-Pierre Bady, conseiller à la Cour des comptes, ancien directeur de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites (1) : depuis 1981, c'est surtout l'homme de terrain de M. Raymond Barre, en

matière de politique culturelle même si l'actuelle vedette on reste M. Michel Guy, ancien secrétaire d'Etat, qui présidait une partie des débats.

On notait aussi la présence et l'intervention d'un autre ancien responsable de la rue de Valois, M. Jean-Philippe Lecat, à qui étaient alors dévolues la culture et la communication. Un assemblage que plusieurs devaient appeler à nouveau de leurs vœux pour « demain ». Quant à M. Raymond Barre lui-même, il est venu clore cette réunion où l'on ne dénombrerait qu'un seul représentant du RPR, M. Jacques Baumelet, et aucun représentant culturel de l'équipe de M. Giscard d'Estaing, en apparence tout au moins.

La décentralisation culturelle passe d'abord, on le voit, d'abord par les grandes manœuvres. Face à l'« activisme frénétique » de M. Lang, les états-majors des principaux candidats de l'opposition tentent désormais de définir des politiques qui ne soient plus seulement des quelibets ou l'accumulation inefficace de griefs difficiles à fonder si l'on songe à la situation d'avant 1981.

Dans le camp de M. Jacques Chirac, la réflexion culturelle apparaît bicoque : côté RPR, elle est conduite par M. Jean-Claude Groshens, ancien président du Centre Pompidou, mais elle est réglée à l'Hôtel de Ville par M<sup>me</sup> Françoise de Panafieu, adjointe au maire, et par M. Jean Musy, ancien directeur de l'Ecole des beaux-arts, actuelle-

ment directeur des affaires culturelles de la Ville de Paris. L'équipe culturelle de M. Giscard d'Estaing ne s'est pas encore manifestée.

Définir une politique culturelle d'opposition ? On mesurait l'unité la difficulté du problème. D'ailleurs, les interventions intelligentes et, apparemment sincères de M. François d'Aubert, vice-président au conseil général et député de la Mayenne, ou de M. Jean-Pierre Girault, sénateur et maire de Casen, rendaient directement hommage à M. Jack Lang, ou tout au moins à sa performance médiatique. Et on était frappé d'entendre de telles défenses de la tolérance, de la liberté de création ou même de ses « excès ».

La liberté de création, c'est ce qui est apparu aussi de plus fragile tout au long de ce colloque où l'unité de lieu et de temps ne cachait pas les désaccords de fond. Pour les uns, la décentralisation ne doit pas être l'occasion de remplacer le pouvoir excessif mais lointain du ministère par les pouvoirs moldres, mais plus proches des élus. Il faut, pense-t-on souvent, s'en remettre à la sagesse des associations et des « professionnels ». Pour les autres, la chasse à l'« animateur socioculturel », à la « décadence », au « maniérisme » et même au « post-modernisme » apparaît bien ouverte... De vifs discours sous des formules nouvelles.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

(1) M. Jean-Pierre Bady vient de publier la première synthèse claire sur la politique en matière de monuments historiques depuis Mitterrand (collection « Que sais-je ? »).

## M. Raymond Barre : attention aux attitudes excessives

### De notre correspondant régional

L'ancien premier ministre Raymond Barre a tenté à Lyon, sur un ton modéré, une synthèse des travaux de l'opposition. Trois constats tout d'abord : l'augmentation globale de la consommation culturelle des Français passe par un très fort développement des activités dites « à domicile », un phénomène à relier à ce que le député du Rhône a appelé une tendance à l'« aménagement » ; l'accroissement du rôle des collectivités locales ; les contradictions de l'Etat. Sur ce point, M. Barre a relevé un « discours décentralisateur » et une pratique interventionniste : « Il y a une conception globalisante du ministère de la culture, arbitraire du goût et des formes. Nous avons aujourd'hui un Péron de la culture... »

Comme d'autres intervenants, l'ancien premier ministre s'est prononcé pour un « maintien » du

budget de la culture, mais en réorientant le rôle de l'Etat sur ses missions « essentielles » : patrimoine, correction des déséquilibres géographiques et sociaux, formation. Il souhaite un « développement de la démocratie culturelle » pour éviter la multiplication de « satrapies » locales ou régionales. Enfin, il a rappelé ses propositions en matière d'audio-visuel : une seule chaîne de télévision publique et des « cahiers des charges culturels » négociés avec le secteur privé.

En conclusion, M. Barre a mis en garde ses auditeurs : « Méfions-nous des attitudes excessives et des propos outranciers, des pensées surannées et de l'absence de sens des responsabilités. La politique culturelle de l'avenir doit être fidèle à certaines valeurs de civilisation et au respect de la personne humaine. »

C. R.

## MUSIQUE

« LA PASSION SELON SAINT JEAN » au Théâtre des Champs-Élysées

## Une imagerie très catholique

En passant de l'immense Fenice de Venise (le Monde du 28 décembre) au Théâtre des Champs-Élysées, plus intime, la *Passion* selon saint Jean de Bach, mise en scène par Pier Luigi Pizzi, n'a rien perdu de sa splendeur spectaculaire et touchante à la fois.

Très italienne et catholique, très marquée par le baroque et la Contre-Réforme, cette réalisation sera diversement appréciée par chaque spectateur selon sa sensibilité, car la manière dont on a ressenti l'histoire ou le mystère de Jésus, la part que chacun a prise ou non à la liturgie, et, qui plus est, souvent dans son enfance, en détermineront l'émotion ou le rejet plus ou moins net.

Ce n'est pas seulement en effet une représentation de la Passion (comme à Oberammergau par exemple), mais un livre d'images aux multiples références picturales très précises (des primitifs flamands ou allemands à la Renaissance italienne, au dix-septième ou au dix-huitième siècle), inséré dans un contexte de cérémonie catholique : chef d'orchestre et évangélistes en soutane violette de moine, chœurs en surplis d'enfant de chœur, évêque, diacre et sous-diacre montent à l'autel pendant les chœurs pour l'oraison, le confiteur, l'ostension de la croix, la distribution de la communion (et disparaissent, comme les apôtres, pendant la crucifixion...).

On est ainsi assez loin du dépouillement luthérien de Bach, beaucoup plus centré sur la contemplation intérieure du drame christologique que ce pittoresque latin ; et, pour ne prendre qu'un exemple, les airs de solistes avec leurs nombreuses reprises paraissent interminables d'être mis en scène avec tant de mouvements divers, si délicats soient-ils, au lieu de rester un temps de méditation suspendue.

Le contraste est peut-être accentué par l'interprétation musicale très intimiste et recueillie de William Christie et des Arts Florissants, qui semble même un peu menue dans la salle, tandis qu'on attendrait quelque pompe dix-septième siècle pour accompagner ce spectacle plein de couleur. Le baroque de Christie est certainement plus près de Bach que des églises italiennes. Et la tonalité générale de la représentation en paraît quelque peu molle et douceâtre.

Cette belle anthologie des images que le drame du Calvaire a suscitées à travers les siècles se déploie sur un vaste dispositif traversant toute la salle, dominé par une grande crucifixion aux personnages auréolés, avec de chaque côté leurs chaires où officient le chef d'orchestre et l'évangéliste. Comme dans l'œuvre de Bach, le chœur incarne tantôt les juifs qui insultent le Christ, tantôt les fidèles qui l'entourent de la pitié. Et chaque épisode de la Pas-

sion est traité avec une invention, un charme, une science des groupes et des gestes où l'on reconnaît l'art parfait de Pizzi.

Dans la distribution, de bonne qualité sinon exceptionnelle, on remarque surtout l'évangéliste de Hans-Peter Blochwitz, Margaritha Zimmermann (Marie), Thomas Thomaschke (Pierre), un Jean à la Vinci (Jean Honeyman), la robuste Madeleine de Brigitte Poschner, tandis que Florian Frey est un Jésus un peu pâle comme celui de Guido Reni. Encore quelques peu novices, les Petits Chanteurs de Saint-François de Versailles et l'Ensemble vocal BWV se distinguent par leur fraîcheur et leur élan.

JACQUES LONCHAMPT.

\* Jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre (sauf les 25 et 26 octobre), avec deux distributions en alternance.

■ GRAND PRIX DE L'HISTOIRE - Le premier Grand Prix de l'histoire, à été attribué, le 21 octobre, à Elisabeth Labrousse pour son livre, *La Révolution de 1789 de Napoléon* (voir le Monde du 18 octobre), paru aux éditions Fayard. Créé cette année à l'initiative d'Alain Chevalier, président de Molt-Reinow, ce prix annuel est doté d'une somme de 100 000 francs. Le jury, présidé par Georges Duby, compte les personnalités suivantes : Hélène Carrère d'Encausse, Françoise Châteauneuf, Pierre Chassagnon, Emmanuel Le Roy Ladurie, Pierre Miquel et Jean Oronoz.



## Un poète anarcho-sentimental

# Concerts Radio France

## 27 CONCOURS INTERNATIONAL DE CHANT - REPERTOIRS

21 et 25 oct. 2013-20 - **RADIO FRANCE**  
 21/ Shin-ichi KUKUDA, Japon  
 22/ Marcelo KAVATH, Brésil  
 23/ Alberto PIERRI, Uruguay  
 24/ David RUSSELL, Ecosse  
 25/ Nadia NOREDA, Ecosse  
 Finales d'interprétation

## NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE

Juill 24 oct., complet  
 Dir. Pinchas STEINBERG  
 Igor OSTRAKH, violon  
 PROKOFIEV - TCHAIKOVSKY

Samedi 2 nov. 2013-20  
**TEL 02 69 94 00 93-41 19 55**  
 Dir. EMMET KACHORAV  
 Anna Sophie MUTTER, violon  
 BRUCH - BRUCKNER

**Dim 7 nov. 2013-20 - GRAND AUDITORIUM**  
 Musique au présent (Austria 1890)  
 A Lan 7 jours de la Création  
 Dir. Yves PRIN  
 Lisek CLARET, violoncelle  
 MÉRÉAU - GUNJIAN - MADBINA

## 17 MARS pour FRANCE MUSIQUE

21 et 23 oct., 19 h 30 - 2013-20  
*Radio France - entrée libre*

## ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

Vendredi 25 oct., 2013-20 **TEL 01-47-51-55-55**  
*opérahouse 17, des Champs-Élysées*  
**Rafle France/ADRENALINE**  
 Dir. ROBERTO FRETTE  
 Alicia WEISSBERG, piano  
 BORODINE - TCHAIKOVSKY -  
 DEBUSSY - RAVEL

Mardi 5 nov., 2013-20 **TEL CHAMPS-ÉLYSÉES**  
 Dir. Lorin MAZEL  
 Isaac STERN, violon  
 GLUCK/WAGNER - DUKAKIS - BERLIOZ

## 7 JOURS DE LA CRÉATION

5 et 19 nov. - 8 concerts  
*Grand Théâtre - entrée libre et à 10*  
 6/ Orchestre national de France  
 7/ Musique au présent  
 8/ Nouvel orchestre philharmonique  
 9/ Ensemble musique nouvelle de Lille  
 12/ Concert baroque  
 13/ Orchestre à cordes du Festival des Nations  
 14/ Les voix du Grand Théâtre  
 16/ Perspectives du 123-456  
 Orchestre national de France

Loc. 14, 15 67 Avenue  
**RADIO FRANCE**  
 Tél. 46 42 15 15  
 TEL CHAMPS-ÉLYSÉES  
 Tél. 46 42 15 15  
**SALLE PLEYEL**  
 Tél. 46 63 98 72

**Radio France**

# SAISON MUSICALE 95-86

1. *Chlorophyll a* (Chl *a*) and *Chlorophyll b* (Chl *b*) were determined using the method of Arar and Collins (1987). The concentration of Chl *a* and Chl *b* was expressed as  $\mu\text{g mL}^{-1}$  of the sample.











## LES GRANDS RENDEZ-VOUS DE L'EMPLOI

# Les carrières de la gestion et des finances

**Le Monde** s'attache, à intervalles réguliers, à explorer les carrières nouvelles offertes aux jeunes cadres dans quelques secteurs de pointe. Le 11 septembre, les carrières du marketing et de la vente ; aujourd'hui, celles de la gestion et des finances ; le 12 novembre, les métiers d'ingénieurs.

### COMMENT FORMER LES GESTIONNAIRES DE DEMAIN ?

## L'Université relève le gant

« **P**LUS que tout, l'enseignement de la gestion a osé le succès de l'invasion japonaise et ouest-allemande sur notre marché. » Non, ce n'est pas un chef d'entreprise parisien qui parle ni une tête pensante du secrétariat d'Etat aux universités. Ces propos alarmistes sont d'Edward Wrapp, éminent professeur de l'université de... Chicago. Et lui, les investisseurs de Harvard et de la Columbia University versent dans l'auto-critique, les pionniers sont traversés de doutes et d'interrogations. Alors, dans l'Hexagone, où les managers « made in USA » ont longtemps servi de modèles, où en sommes-nous ? Comment l'appareil de formation de nos gestionnaires s'est-il adapté ?

En France, l'enseignement de la gestion, c'est l'histoire de vieilles dames et de jeunes loups.

Les vieilles dames : les « grandes écoles », celle qu'on intègre après le sprint de la classe préparatoire ; notamment HEC, la centenaire ; l'ESSEC, ou Sup de Co, née au début du siècle. Fortes de leur expérience et de leurs capacités de renouvellement, les vieilles dames règnent encore.

Les jeunes loups : les filières universitaires qui depuis trente ans essaient de s'imposer et qui poussent des idées pour assurer leur place. En 1956, c'est la naissance des IAB (Instituts d'Administration des Entreprises, troisième cycle). En 1965, voici les IUT (Instituts universitaires de technologie, formations courtes en deux ans) et dans les années 70 les maîtres à finalité professionnelle.

En matière de gestion, l'université a fourni un effort sans précédent, aiguillonné par la nécessité de sortir ses étudiants de l'ornière de formations honorables, mais « invendables » sur le marché de l'emploi. Résultat de ce coup de cœur : une palette de diplômes, de filières diversifiées. Ce sont, pour le deuxième cycle, les maîtres de sciences et techniques, finances et comptabilité, les maîtres de science de gestion, les maîtres d'informatique appli-

**Face aux formations sûres et éprouvées dispensées par les grandes écoles traditionnelles, les universitaires ont mis en place de nombreuses filières nouvelles qui s'efforcent de répondre aux nécessités changeantes du marché.**

quée à la gestion des entreprises. Pour le troisième cycle, les DESS (diplômes d'études supérieures spécialisées) aux contenus de plus en plus « pointus », et les DEA (diplômes d'études approfondies) tournés vers la recherche. Et, depuis la rentrée, le lancement des masters de gestion, qui devaient, en trois ans, après un premier cycle, fournir un diplôme équivalent de celui des grandes écoles.

### La technique des chasseurs de tête

Ce foisonnement est-il le signe de la vitalité et de l'adaptation au marché ou une richesse de façade ? En fait, sous des initiales communes, les cursus offerts par l'université couvrent de grandes disparités. La MIAGE d'Ici ne « vaut » pas celle de là-bas, la MSG de telle université ne vend beaucoup mieux que telle autre. La sélection, le corps professoral, les équipements... autant de facteurs qui conditionnent la cote du diplôme.

Derrière l'uniformité apparente, c'est l'esprit de compétition qui règne de fait. Les étudiants comme les employeurs jonglent avec les bonnes ou mauvaises réputations, les classements régulièrement publiés dans la presse spécialisée. On comprend dès lors la tendance de plus en plus forte des universités à la sélection.

La faculté de Paris-Dauphine, qui avait innové en la matière, s'est en grande partie imposée sur le marché grâce à cet écrémage. Toujours à Dauphine, cette année seuls 26 étu-

dants ont été admis au master... sur 400 candidats au départ ! Jusqu'à présent, les critères de sélection des « bonnes » filières universitaires portaient essentiellement sur les connaissances.

Dès l'an prochain, le jury du master accueillera des professionnels, et, donc, adoptera en partie les critères de l'entreprise et des cabinets de recrutement. En somme, « on donnera moins la préférence aux forts en thème, et plus aux futurs chefs », dit Bertrand Girod de l'Ain, responsable du Centre de recherche sur les systèmes universitaires de Paris-IV, l'université convertie aux techniques des chasseurs de tête.

Côté sélection, les IUT ne sont pas en reste. « A leur création, beaucoup de gens les voyaient comme une formation dépotitoir, un rabais », raconte Henri Tezenas du Montcel, professeur et ancien président de Dauphine. « Elles ont mis la barre très haut et leur cote a grimpé vite. » Inflation : certaines universités veulent à leur tour monter la barre pour éviter d'accueillir les « recalcés » d'IUT. D'autant plus que, par rapport à l'objectif initial, concurrencer les MBA américains, les maîtres à finalité professionnelle sont encore loin du compte. Et si certaines rivalisent avec les grandes écoles de deuxième rang, aucune n'égale encore les trois premières (HEC, ESSEC, Sup de Co Paris). Le niveau des enseignements est bien sûr en cause, mais aussi le niveau des finances : le coût d'un élève d'une bonne école de gestion a augmenté de 50 % en dix ans

(en francs constants). Dur à suivre pour les universités moins fortunées.

Et puis on a peut-être créé trop de diplômes. Jean-Marie Doublet, président de la FNEGE (1), est favorable à une simplification des filières universitaires : « La carte des diplômes ressemble de plus en plus à un maquis », dit-il. « Il faut clarifier et simplifier, pour que les employeurs s'y retrouvent. » D'autant plus que face aux habitudes, aux réseaux de solidarité (certains parlent de mafia), un nouveau diplôme met quinze ans pour s'imposer, entrer dans les mœurs de l'entreprise.

Même si l'écart reste encore important entre les universités et les grandes écoles, elles ont suivi des évolutions parallèles en matière de contenus des enseignements et de méthodes pédagogiques. Partout, le cours magistral a reculé face aux études de cas concrets, aux travaux en petits groupes, aux jeux... Dans les programmes, trois tendances fortes : la généralisation des stages en entreprises, la volonté d'internationaliser l'enseignement (séjours, échanges, cours sur les techniques de gestion à l'étranger...), le recours à l'informatique et à la télématique. C'est probablement cette dernière tendance qui pose le plus de problèmes. Un micro par élève représente un investissement lourd, et surtout, certains enseignants assimilent moins vite la culture technologique que leurs étudiants, préférant renvoyer l'usage du micro au professeur d'informatique, plutôt qu'à l'intégrer dans leurs cours », explique Jean-Marie Doublet.

### Trois défis à suivre

Quantitativement, l'appareil de formation répond aux besoins du marché, avec ses quarante mille étudiants en cours de cursus. Mais dans les dix années à venir, il devra relever trois défis. D'abord assurer le renouvellement de son corps professoral. Comme pour toutes les sciences appliquées, la gestion manque de grands chercheurs et de grands pédagogues. « La carrière enseignante n'offre pas les mêmes rémunérations que l'entre-



NICOLAS VIAL

prise », souligne J.-M. Doublet. « Nous sommes confrontés à une fuite des cerveaux : les meilleurs préfèrent s'engager dans l'entreprise ou partir aux USA, plutôt que retravailler leurs connaissances. » Ensuite faire face aux besoins en matière de formation permanente, qui vont s'accroître. Enfin, réorienter les enseignements vers une formation plus générale.

Depuis dix ans, les écoles ont donc la préférence aux spécialités « pointues », d'abord le marketing puis la finance. Aujourd'hui, elles veulent privilégier la formation à la politique générale de l'entreprise. « On a formé des supers spécia-

listes, explique encore Jean-Marie Doublet, incollables dans leur domaine. Ils se révèlent souvent incapables de communiquer avec leurs partenaires, notamment avec les ingénieurs et les techniciens de la production. Et surtout, ils n'ont pas une vision globale de l'entreprise, de sa stratégie, de l'ensemble de ses problèmes. Demain, il faudra former des généralistes, des hommes d'entreprise. »

DELPHINE PINEL.

(1) Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises.

## La fin des plans de carrière

**Un trait commun aux diplômés de gestion et de finance : pour eux, finis les plans de carrière « prédigérés ». L'important, c'est de savoir saisir les opportunités. Voici quatre exemples de cursus révélateurs.**

**ERIC BERTRAND, 26 ANS, SCIENCES-PO, SCIENCES-ECO, HEC**

### Dès que je m'ennuie, je dégage

Question diplômes, Eric Bertrand n'a pas fait les choses à moitié. Une licence de sciences économiques et l'Institut d'études politiques, menés de front, puis deux ans de spécialisation à HEC, en option internationale. « Lorsque je suis entré à Sciences-Po, je n'avais strictement aucune idée de mon avenir, dit-il. A tout hasard, j'ai choisi une voie à spectre large. »

A sa sortie d'HEC, il s'envole pour Mexico, où l'attend un poste dans la filiale locale de L'Oréal. Il ne signera jamais son contrat. Trois jours après son arrivée, l'économie mexicaine s'effondre, le peso se dévalue, et Eric repart précipitamment pour Paris.

Un peu échaudé par l'international, il cherche du travail dans le domaine financier, envoie une centaine de CV, et entre dans une société où il vend des containers aux particuliers en tant que placement financier. « Ça a duré exactement un mois, raconte-t-il, heureusement que j'ai reçu d'autres propositions, car je commençais à craquer. »

Il démissionne, et se retrouve à vingt-trois ans attaché de direction à la Compagnie financière de Suez,

soos les ordres d'un HEC. « Voilà comment on se fait blouser par une description de poste floue et par la renommée d'un groupe, explique-t-il. C'était un boulot fonctionnel pur et dur, la routine de holding dans toute son horreur. »

Il entre en contact avec Luc Meechaert, comme par hasard ancien d'HEC lui aussi, qui dirige la charge d'agent de change Meechaert-Rousselle. Trois mois plus tard, Eric fait son entrée à la charge en tant qu'analyste financier. En deux ans, il est devenu responsable du bureau d'analyse.

L'avenir ? Eric résume la notion de plan de carrière : « Je suis ambitieux, mais pas carriériste. Je n'ai pas de parcours balisé, dès que je m'ennuie, je dégage. » Il ne se considère pas comme un « pur produit HEC ». « Je suis passé là-bas comme une flèche : c'est à peine si je connais dix personnes de ma promo. » Pourtant, il reconnaît que l'étiquette l'a aidé dans ses recherches d'emploi. Sa lettre à Luc Meechaert débutait par : « Cher camarade ».

PIERRE SAHOUN.

**PASCALE MIRIGAY, 25 ANS, ESSEC-DECS**

### Le syndrome de la bûcheuse

Pascale a attrapé le virus des révisions intensives sur les bancs des classes prépa. Sept ans après, elle n'est toujours pas guérie. Pourtant, avec son diplôme de l'ESSEC et sa spécialisation comptable-gestion, elle avait le choix : banque, gestion financière, assurances, contrôle de gestion, dans l'immense qu'on appelle l'entreprise avec 130 000 F par an au démarrage.

Pourquoi diable a-t-elle préféré gravir les nombreux échelons, qui mènent, en quatre ou cinq ans de révisions exténuantes, à l'expertise comptable ? « Je ne suis pas maso, explique-t-elle, mais à la sortie de l'école, je n'étais pas mûre pour choisir ma voie. » Elle a choisi de débuter dans l'audit, un excellent poste d'observation des entreprises et une formation de terrain idéale.

Mais dans le cabinet d'audit qui l'emploie, tout le monde suit plus ou moins le cursus expertise comptable. « Du coup, je me suis sentie entraînée par la saine émulation du bureau. Sans compter que la France est gravement déficiente en experts-comptables. Pour ceux qui parviennent au bout de ce marathon, c'est un job fantastique. »

Passant ses journées en mission dans les entreprises, aux quatre coins du pays, Pascale emporte dans ses bagages ses livres de gestion, et sa journée de travail terminée, se met à réviser ses certificats. Elle y passe également week-ends et vacances. « Rien ne dit que j'ai jusqu'au bout, dit-elle. Je commence à avoir une petite idée du type d'entreprise où j'aimerais travailler. Je ne crois pas qu'on puisse choisir en connaissance de cause dès la sortie de l'école. »

Son rêve, expert-comptable ou non, c'est de gérer des créateurs : « L'imagination fonctionne mieux dans une structure financière saine. Un jour ou l'autre, je ferai de la gestion de mode, de presse ou de cinéma. Un jour ou l'autre ? Je reste en réserve pour le moment, précise-t-elle. J'ai déjà été contactée par des chasseurs de têtes, mais il est encore trop tôt pour quitter mon perchoir. »

P. S.

**PHILIPPE MOUGEOLLE, 26 ANS, IUT DE BORDEAUX**

### Ne jamais croire que c'est gagné

A la sortie de l'IUT, Philippe Mougeolle n'avait pas trente-six solutions pour débiter sa carrière. « Soit je rentrais dans une banque à un niveau subalterne, pour monter peu à peu par le jeu de la promotion interne, soit je devenais, comme la plupart de mes copains, cadre administratif, visiteur médical, steward ou employé aux écritures, soit j'essayais de prendre des risques. »

Il a choisi le risque et s'occupe maintenant de conseil financier aux particuliers et aux entreprises dans un cabinet bordelais, estimant que l'apprentissage de la vente lui servirait toujours.

Philippe a débuté dans un cabinet immobilier. Il y reste deux ans, avant de trouver, par petites annonces, un vrai poste dans la gestion. Responsable de dossiers de prêts

**BÉNÉDICTE CHEVALIER, 24 ANS, MASTRISE DE GESTION**

### Tuer les complexes

« Par rapport aux lauréats des grandes écoles, les universitaires ont un avantage : leurs complexes ! Ils ont plus de choses à prouver, ils sont plus complexes, plus adaptables. » Tel est l'argumentaire commercial de l'ancien président de l'université de Dauphine, qui « vend » ainsi ses diplômés.

Les intéressés s'y retrouvent-ils ? « Moi, je n'ai jamais eu honte de mon origine universitaire », répond Bénédicte Chevalier, vingt-quatre ans, fraîche émoulue d'une maîtrise

de gestion. Pourtant, elle a « choisi » l'université après un échec au concours des grandes écoles. « Mais je n'allais pas me dévaloriser en traquant un complexe. Au contraire, le fait de sortir de l'université m'aide à avoir à me retrancher derrière une image. »

D'autant plus que Bénédicte a choisi une spécialisation recherchée : finance et fiscalité. Ses voisins d'amphitruon ont opté pour le marketing ou le commercial où plus de mal face aux lauréats des « trois grandes ».

Depuis l'obtention de son diplôme, Bénédicte travaille à la banque Worms, affectée à la gestion de deux fonds de capital-risque franco-américains. Un job décroché sans problèmes ; elle avait déjà planché sur le montage de crédits financiers dans cet établissement, pendant son stage de fin d'études. Et elle s'affirme très à l'aise dans ce milieu plutôt masculin et très « grandes écoles ».

« Bien que je travaille avec deux polytechniciens, un HEC et plusieurs INSEAD, je n'ai jamais eu moindre problème d'intégration, explique-t-elle. J'ai la chance de profiter de l'expérience des autres et d'acquiescer le savoir-faire indispensable aux financiers. »

L'objectif de Bénédicte consiste à rester quelques années dans la banque d'affaires, afin d'apprendre à « sentir » les sociétés. Inutile de préciser que la fameuse aura des grandes écoles ne l'impressionne plus : « Les diplômés ? Ça sert au début, pour passer les barrières ! »

P. S.

P. S.



## PROFESSIONS DU FUTUR

## Techniciens des marchés financiers

## L'arrivée des spécialistes

Le matin, 7 h 30 : c'est l'heure ou M. X., spécialiste des changes (cambiste), arrive à son bureau. Devant lui, une batterie impressionnante d'écrans de terminaux électroniques, d'appareils de téléphone et, dans un coin, tout un ensemble de téléscripteurs. Tout de suite, il reprend le pouls des marchés et se met au courant de ce qui s'est passé depuis la veille au soir.

La nuit, en Europe, tout est fermé, mais les marchés sont ouverts en Asie (Tokyo, Hongkong, Singapour) pour se clore en début de matinée, heure de Paris. Toujours à Paris, on reçoit vers 14 heures les premières cotations de New-York (cinq heures de décalage), qui prennent fin vers 23 heures, relayées par celles de la côte pacifique (San Francisco) puis à nouveau par l'Asie, et à l'aube par les places du golfe Persique (Bahrein, Qatar, etc.). Comme on le voit, rien ne s'arrête jamais sur ces marchés où on suit le soleil : « Round the world, round the clock » (autour du monde et du cadran). Telle est la règle.

Les écrans des terminaux en gardent la mémoire. Il suffit de pianoter pour « compiler les pages » et consulter les résumés de la nuit. Par ailleurs, sur ces écrans apparaissent immédiatement les dernières cotations d'un peu partout, et aussi les dernières nouvelles pouvant intéresser les cambistes, d'ordre financier, économique et politique : la balance commerciale des États-Unis ou l'indice des prix de détail en Allemagne, une modification du taux d'escompte de banque centrale, des résultats d'élections, un coup d'État quelque part, une attaque aérienne dans le golfe Persique, etc.). Si l'événement est grave ou l'information importante, un « flash » clignote. En fait, les cambistes savent tout tout de suite, et sont informés

les premiers, en temps réel. Il leur faut donc réagir vite, et dans les combinés téléphoniques les ordres crépitent, avec des correspondants bien connus que l'on identifie à la voix. Des montants pharamineux voltigent : « Tu me prends 1 million de dollars (ou 5, ou 10) à 2,65 DM (ou à 8,10 F) », ou « Tu me donnes 2 millions de marks ». C'est la sarabande des francs français et suisses, des livres sterling, des yens et, naturellement, des dollars rois. Tout cela verbelement, avec confirmation par écrit seulement le lendemain.

## Tributaires de l'électronique

Depuis quelques années, cette profession est engagée dans une mutation profonde. Les transactions deviennent de plus en plus complexes et les opérations se compliquent à toute allure : au comptant, à échéances plus ou moins éloignées, en options, etc. Elles portent sur des produits de plus en plus élaborés où l'on joue des différences de cours sur plusieurs monnaies sur plusieurs places en même temps que des différences de taux d'intérêt sur un certain nombre d'échéances. C'est le « trading », qui porte, chaque jour, sur un nombre d'opérations tellement complexes que désormais seule l'informatique permet de les effectuer et de les maîtriser. Les ordinateurs, leurs terminaux et, surtout, leurs programmes, sont devenus les outils techniques d'une profession désormais tributaire de l'électronique et des mathématiques.

En outre, il faut fournir aux clients (entreprises, groupes multinationaux, holdings financiers, etc.) un service complet de « produits » financiers pour placer leur trésorerie, gérer leurs engagements en devises (à l'achat et à la vente) et leur obtenir les meilleurs financements à court, moyen ou long terme.

Comme on le voit, la profession de cambiste a littéralement « explosé » et est devenue interdisciplinaire, au point que les salles de change des grands établissements, avec leurs départements trésorerie francs et devises, obligations nationales et internationales, « swaps » options et marchés à terme, occupent souvent plus de deux cents personnes, avec de formidables ensembles électroniques dont le coût unitaire peut atteindre et même dépasser 20 millions de francs.

De petits établissements (de vingt à cinquante personnes) peuvent également se montrer très efficaces, mais toujours grâce à l'informatique, qui, avec des programmes faits sur mesure, permet d'assurer l'enregistrement des opérations, d'effectuer les calculs et de se livrer aux indispensables simulations.

Le résultat est que la formation « sur le tas » et la formation interne sont devenues indispensables.

Les établissements font de plus en plus appel à des diplômés de l'enseignement supérieur avec deux filières : une filière « mathématique » (Polytechnique, Centrale) et une filière « commerciale » (HEC, ESSEC, Sciences-Po). En outre, la pratique courante des langues étrangères est devenue absolument indispensable : l'anglais est le véhicule le plus courant sur la planète.

On voit donc arriver dans les salles de change non seulement des ingénieurs et des diplômés d'origines les plus diverses (« agro, aéronautique, etc. ») mais aussi des étrangers,

le tout dans un climat de pénurie, et souvent de surchauffe, car on manque de gens qualifiés.

Pénurie, aussi, dans un autre secteur en pleine mutation, celui de la collecte et du traitement de l'épargne, à la faveur du « boom » du marché des obligations et de la véritable « explosion » de ce nouveau produit-nécessaire que sont les SICAV court terme dites de trésorerie, investies principalement en obligations, qui permettent aux particuliers et aux entreprises de placer leurs liquidités avec un rendement élevé : près de 300 milliards de francs recueillis en trois ans et demi, avec plus de cent SICAV et des centaines de fonds communs de placement.

Pour tout cela, il faut des gens qualifiés : des gestionnaires, et surtout des « actuaires », spécialistes des calculs de rendement et d'amortissements sur les obligations. Avec le « boom », précité, la demande de tels spécialistes est devenue très forte.

## On se dispute les compétences

Autrefois, la Caisse des dépôts et les compagnies d'assurances exerçaient une sorte de monopole, avec deux filières, à savoir : les actuaires de Paris, recrutés chez les polytechniciens et les camembistes-contrôleurs des assurances ; l'institut de sciences financières et d'assurance de Lyon, seule filière universitaire. A l'heure actuelle, le recrutement continue, certes, à s'effectuer dans la catégorie des spécialistes formés « sur le tas », mais il s'étend de plus en plus aux diplômés, que ce soit à Lyon ou à Paris, où un centre d'études actuelles a été créé.

Comme la demande est plus forte que l'offre, on se dispute les compétences. La Caisse des dépôts, qui est son statut de la fonction publique brida fortement sur le plan des recrutements, a élargi son champ de change, qui offrait un intérêt, parfois considérable (on cite des chiffres de plus de 1 million de francs par an), des compagnies d'assurances, et des banques pour leurs SICAV court terme. Tout porte à croire que ce mouvement est devenu irréversible. On est loin du guichet de banque traditionnelle !

FRANÇOIS RENARD.

## « Audit » comme « auditeur »

## Pour se mettre le pied à l'étrier

« L'AUDIT est rarement un second job. On devient auditeur après une grande école. On le reste ou on s'en va. » Aldo Cardoso, vingt-neuf ans, a fait son choix : rester auditeur. Pour le moment.

Ecole supérieure de commerce de Paris, études de droit, puis, tout en travaillant, diplôme d'expert-comptable : le cursus est classique. Depuis six ans, il est auditeur chez Guy Barthelemy, le correspondant en France d'Arthur Andersen, l'un des plus importants cabinets d'audit.

« Quand vous êtes diplômé à vingt-deux-vingt-trois ans, vous êtes un gamin. Si vous cherchez un job en entreprise, on vous demandera d'être un rouage. Si vous êtes vraiment intéressé par le fonctionnement de l'entreprise, il faut être directeur général. Il ne faut pas rêver ! » Aldo Cardoso s'est donc tourné vers l'audit, convaincu que « c'est par les chiffres et la finance qu'on peut avoir une vision globale de l'entreprise ».

« La mot auditeur a subi un curieux chemin, rappelle-t-il. A l'origine, il est français et signifie enquêteur : il nous est revenu avec la traduction anglo-saxonne du mot « auditor », révélateur comptable. Mais son activité dépasse souvent la simple révision comptable et tient du conseil ».

L'intérêt d'un cabinet d'audit est d'augmenter progressivement les responsabilités de chacun. Chez « Arthur », comme ailleurs, la profession est structurée. D'assistant pendant deux ans, on devient senior pendant trois ans (chef de missions), puis manager (coordonneur de missions), enfin associé, pour qui veut embrasser la profession à vie. En moyenne, sur quatre-vingts assistants (vingt-trois à vingt-cinq ans), un seul deviendra associé (trente-cinq à quarante-cinq ans).

Car être auditeur, c'est aussi chercher un bon complément de formation : technique comptable financière, connaissance de l'entreprise, esprit d'analyse et de synthèse sur des projets concrets. Ceux qui ne veulent pas devenir associés s'en vont en règle générale dans les sociétés avec lesquelles ils ont eu à traiter, pour brigner des postes de directeur financier. L'au-

ditier assistant débutant gagne aux alentours de 13 000 F (fourchettes hautes des salaires d'embauche).

Aldo Cardoso est manager depuis un an. Ce qui le frappe le plus ? « On travaille et on voyage beaucoup ! ». Dix bonnes semaines de déplacement en province par an, sans compter les missions en région parisienne. Journées régulières de 9 heures à 19 h 30, les week-ends, s'il le faut, pour répondre aux exigences des clients. « Je ne me sens pas usé, mais heureux de faire ce que je fais. Si je ne l'étais pas, j'arrêtera de le faire ».

## De la variété

L'approche des activités n'est pas standardisée : il s'agit sans cesse de faire des « aller-retour » entre comptabilité professionnelle et activité de conseil. L'auditeur se démarque, ainsi de son rôle d'expert-comptable.

Les missions sont variées. Les contacts avec les entreprises aussi. « Si vous arrivez dans une entreprise en tant que commissaire aux comptes, vous êtes un habitué, vous êtes accueilli à bras ouverts. Vous faites partie de la famille. Si, en revanche, vous débarquez en tant qu'auditeur dans une société en difficulté, vous créez un sentiment de malaise ».

Aldo Cardoso insiste sur les qualités humaines de l'auditeur. « Il faut savoir obtenir l'adhésion d'un groupe ». Graphique à l'appui, il explique : « Plus vous vieillissez, moins vous avez besoin de compétences techniques, plus vous devez acquiescer des qualités humaines. Il faut savoir faire travailler, expliquer, vendre et diriger ».

On reste cinq à six ans manager. Etre associé ou non, telle est la question que tous se posent. Les cabinets de recrutement, les « chasseurs de têtes », essaient de saisir ce vif de cadavres. « Ils me téléphonent, même tard le soir », confie Aldo Cardoso. « Pour le moment, la question ne se pose pas pour moi. L'essentiel est d'avoir un job qui plaise. Le mien me plaît ».

JEAN-MICHEL DUMAY.

## MBA... TROIS LETTRES MAGIQUES

## Le rêve américain

« Le mythe américain, j'y crois encore. » En France, l'as pas le droit de dire : « J'ai réussi dans la vie. » « Nous sommes à l'avant-garde du business », François a vingt-deux ans et une maîtrise de marketing obtenue en Grande-Bretagne. Jean a vingt-trois ans, et sort de cinq années d'études pharmaceutiques. Leur point commun ? Le MBA (Master's Degree in Business Administration)... trois lettres magiques pour désigner le « must » parmi les diplômes de gestion.

Ces deux Français achètent leurs études dans la première « business school » américaine implantée en Europe. Depuis septembre, l'université d'Hartford (Connecticut) dispose ses profs et son savoir-faire dans une antenne parisienne en plein seizième arrondissement.

Pour sa première année de familiarisation, quarante-deux étudiants suivent ce MBA. Le diplôme acquis en France est reconnu aux USA, mais la formation revient deux fois maine char qu'austral-Atlantique.

Pourquoi choisir un MBA ? Les deux étudiants ne cachent

pas leur mépris pour l'enseignement dispensé en France. « On n'est pas en train de planer comme à HEC », dit François. « Ici, on fait du concret, des simulations sur ordinateurs. » Et Jean de rajouter : « En France, l'enseignement universitaire est relativement nul. » Ce diplômé en pharmacie ne se voyait pas « végéter pendant des années à 8 000 F par mois ». Même son de cloche chez François, qui considère que le MBA permet d'accéder plus vite (« fast track » dans le jargon US) à un boulot sûr avec des revenus adéquats.

Mais qu'en pensent les recruteurs, les « chasseurs de têtes » des grandes entreprises ? « Le MBA est un terme très valorisé. Ça veut dire beaucoup de choses et rien du tout », explique-t-on à la BNP, où il s'agit de faire très attention aux « simil-MBA ». Il y a Harvard et quelques autres, ensuite on « connaît pas ». Chez IBM France, un MBA ne gagnera pas plus d'argent qu'un autre ou alors des « peanuts » pour sa maîtrise de la langue anglaise. A Thomson, un recruteur n'a qu'un seul conseil à donner aux

diplômés d'HEC, d'ESSEC ou de Sup de Co tenus par le titre américain : « Au nom du ciel, n'y allez pas ! La meilleure chose à faire, c'est de se mettre à bosser ».

En revanche, après une expérience professionnelle, l'obtention d'un MBA peut devenir intéressante. Et les lauréats d'un diplôme de gestion sont encore plus appréciés s'ils ont commencé leurs études par une formation technique. Un caspéc à doté d'un MBA, c'est le nec plus ultra pour Philippe-France.

L'ingénieur qui est passé sur les bancs d'une école de gestion semble d'ailleurs devenir la « perle rare » recherchée par les grandes entreprises. Mais c'est la peine d'avoir le titre MBA », précise-t-on chez Thomson, la dernière année d'HEC ou d'ESSEC est aussi une bonne chose. Jean le pharmacien était admis à l'ESSEC, il a préféré Hartford pour trois raisons : « Les méthodes d'enseignement, la connaissance de la langue anglaise et, bien sûr, le rêve américain ».

ERIC LEBRAS.

## Un guide pratique

## FORMATIONS COURTES

— Brevet de technicien supérieur (BTS), deux ans après le bac : BTS comptabilité et gestion, éventuellement BTS gestion commerciale.

— Diplôme universitaire de technologie (DUT), deux ans après le bac : « gestion des entreprises et administration », options « finance-comptabilité », « administration », « personnel » et « gestion des PME ».

Possibilité d'admission en maîtrise pour certains titulaires d'un DUT, sur avis du jury.

— Ecoles de techniciens du commerce et de la gestion des entreprises. Conduisent à des postes décentralisés dans des PME. Ouvertes aux bacheliers, sur concours.

## FORMATIONS LONGUES

## LES GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE :

Bac plus quatre ou cinq ans. Elles constituent toujours la voie royale... mais un ou deux ans de préparation précèdent le concours d'entrée. Les bacheliers C ont les meilleures chances. Il existe des sections spéciales pour bacs B.

On distingue traditionnellement les « trois parisiennes » (ESSEC,

HEC, ESCP), les ESCAE (au « Sup de Co » : certaines ont une prépa intégrée), et les écoles dites de seconde catégorie.

## LES INSTITUTS D'ÉTUDES POLITIQUES :

Bac plus trois ans. Spécialisation en seconde année : section économique et financière. Possibilité de troisième cycle dans une grande école par admission parallèle.

## L'UNIVERSITÉ :

Premier cycle : DEUG (bac plus deux ans).

Sciences économiques, ou gestion et économie appliquée (à Paris IX uniquement).

Second cycle : licence et maîtrise (bac plus quatre ans) :

— Maîtrise de sciences et techniques (MST) à caractère économique et social ;

— Maîtrise de méthodes informatiques appliquées à la gestion (MIAGE) ;

— Maîtrise de sciences de gestion (MSG).

Troisième cycle (bac plus cinq ans) :

— Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS), formation orientée vers la pratique en entreprise.

— Diplôme d'études supérieures

spécialisées (DESS), formation orientée vers la pratique en entre-

prise.

— Diplôme d'études supérieures

spécialisées (DESS), formation orientée vers la pratique en entre-

prise.

— Diplôme d'études supérieures

spécialisées (DESS), formation orientée vers la pratique en entre-

prise.

— Diplôme d'études supérieures

spécialisées (DESS), formation orientée vers la pratique en entre-

prise.

— Diplôme d'études supérieures

spécialisées (DESS), formation orientée vers la pratique en entre-

prise.

— Diplôme d'études supérieures

spécialisées (DESS), formation orientée vers la pratique en entre-

— Diplôme d'études approfondies (DEA), formation orientée vers la recherche.

— Certificat d'aptitude à l'administration des entreprises (CAAE), préparé dans les instituts d'administration des entreprises (IAE, rattachés à l'Université). Équivalent au DESS, il permet une spécialisation en gestion-finances.

## ADMISSIONS PARALLÈLES :

Les titulaires d'une maîtrise, d'un diplôme IEP ou, dans certains cas, d'un DUT peuvent entrer en seconde année dans certaines écoles de commerce, sur concours spécial.

## FORMATIONS COMPLÉMENTAIRES :

Il en existe un grand nombre, ouvertes aux titulaires d'un diplôme universitaire de second cycle, ou aux élèves issus d'écoles de commerce. Les plus prestigieuses : PISA (Institut supérieur des affaires) et l'INSEAD (Institut européen d'administration des affaires).

P. S.

\* Pour connaître la liste détaillée des établissements de formation, adressez-vous au CIO (centre d'information et d'orientation) le plus proche de votre domicile (adresses dans les marges).

## Des experts de moins en moins comptables

## Sortir des chiffres pour retrouver l'entreprise

« JUSQU'À présent, les comptables servaient à montrer juridico-fiscal qu'il y avait un bilan. Maintenant, fini tout ça ! Priorité à la gestion ».

Le verbe facile, direct, Henry Garnier suit communiquer sa passion : la comptabilité générale. « Une passion bien familiale puisque « de père en fils et frères », les Garnier sont experts-comptables (1).

D'ailleurs, cet homme actif ne perd pas une minute des vingt-quatre heures qui lui sont données quotidiennement. Le jour enseignant en sciences économiques et gestion à Paris-1, directeur pédagogique de la formation permanente à l'Institut d'administration des entreprises (comptabilité, gestion), animateur de séminaires de gestion au Centre d'enseignement du management (CNOF), il est aussi et surtout, le maître, directeur d'une société de conseil aux comptes et d'une société d'expertise comptable.

Sa conversation tourne autour d'un mot, une idée, une « révolution » : le nouveau plan comptable. « Personne n'a compris que le nouveau plan comptable concernait tout le monde, vous et moi. Personne n'a compris qu'il ne s'agissait pas d'un plan révisé, mais d'un document beaucoup plus nouveau. Ce n'est pas un simple coup de baguette sur la façade. C'est en creusant qu'on voit les différences ».

L'idée est claire. Elle suit la philosophie de la quatrième directive européenne émise en 1978 dont est issu le nouveau plan. « On n'a pas simplement changé le vocabulaire, l'intitulé et le numéro des comptes. On a tout cassé et tout repensé. Le plan comptable de 1957 était fait « par des comptables pour des comptables » ; celui de 1984 est conçu « par des gestionnaires pour des gestionnaires ».

« Il ne s'agit plus seulement de mettre bout à bout des chiffres dans des tableaux, comptes d'exploitation ou autres comptes de pertes et profits. Il s'agit d'être plus proche de la réalité économique, de comprendre en terme de gestion d'autres tableaux (tableaux de financement, soldes intermédiaires de gestion)

carrés comme de véritables « outils » de gestion ».

Et Henry Garnier de regretter que ce glissement progressif de la comptabilité vers la gestion n'ait pas encore été totalement perçu par la profession. « Aujourd'hui, le slogan est le suivant : tout pour la gestion, tout pour la saisie des flux financiers, tout pour l'informatique. »

« Gestion », « flux », « informati- » que... Nous sommes bien loin des préoccupations du plan de 1947 élaboré avant la guerre.

De telles mutations ne s'effectuent pas sans heurts. « Dites à un directeur financier : « Dans le compte actuel, vous avez besoin de moins de connaissances comptables ; allez plutôt suivre un séminaire de gestion financière pour vous mettre à la page », il vous rira au nez ».

## Pédagogie à deux vitesses

Le problème de formation est crucial. « C'est le déshonneur français, reconnaît Henry Garnier. Et le nouveau plan comptable est un levier extraordinaire pour faire passer le message. C'est le coup du siècle. L'occasion de repositionner les comptables, de leur faire prendre du recul ».

« Les comptables ont perdu le savoir-faire des additions mentales, explique-t-il. Il y a quinze ou vingt ans, les examens, tels que je les ai passés, comportaient une épreuve importante de calcul mental. On apprenait à imputer des factures, à établir des écritures. Ceux qui ont passé ces examens ont aujourd'hui trente-cinq, quarante ans. Aujourd'hui, l'ordinateur effectue l'imputation des factures, la lecture optique remplace les écritures. Si les comptables ne réagissent pas, dans cinq ou dix ans ils se retrouveront au chômage. Quel remède apporter ? Il ne s'agit pas de venir en stage de formation, comme on vient prendre une piqûre de rappel. D'abord, tout le monde est concerné. Tout le monde est obligé de passer. Dans une entreprise, l'employé, comme le directeur, représente un coût, un budget ».

Il y a donc, selon Henry Garnier, deux pédagogies à mettre sur pied, à deux vitesses : un enseignement destiné aux praticiens, ceux qui visent le métier de comptable, d'expert-comptable, et qui passent six, sept ans dans un « rouleur compréhenseur » ; l'autre, la technique (2) ; et une pédagogie qui s'adresse aux utilisateurs : les informaticiens, les commerciaux, les acheteurs, les dirigeants... Cet enseignement, plus rapide, vise à faire comprendre en quelques jours l'essentiel de la gestion, tend à expliquer ce qu'est la comptabilité sans parler ni de crédit ni de débit. Un approfondissement de la technique ne se conçoit qu'après avoir acquis une compréhension globale des mécanismes liés à la démarche du gestionnaire.

Le but est double. Dans un premier temps, il faut « donner un fil conducteur aux utilisateurs en leur permettant de mieux se positionner dans l'entreprise, de savoir ce qu'il y a en amont et en aval de leur fonction ». L'incidence d'une telle démarche sur la mobilité de travail en entreprise est évidente : un employé peut passer d'un travail à un autre s'il comprend l'ensemble des mécanismes de la machine.

Dans un deuxième temps, il s'agit de décloisonner les professions de comptable et de gestionnaire. Le Conseil national de la comptabilité l'a bien compris dans son édition du nouveau plan comptable. Un lexique commun comptabilité/gestion précède la présentation et l'analyse des tableaux... Pour mieux communiquer, mieux vaut dès maintenant parler le même langage.

J.-M. D.

(1) Henry Garnier est coauteur, avec son père Pierre, de plusieurs ouvrages édités chez Dunod-Entreprise : comptabilité générale, comptabilité commerciale, comptabilité des sociétés.

(2) Depuis l'année dernière, il existe une formation universitaire aboutissant au diplôme d'études comptables supérieures (DECS). Auparavant, ce diplôme était accessible à tous par le biais de la formation continue, tout comme le diplôme d'expert-comptable.



مذكرات المحامي

DES FINANCES

REPRODUCTION INTERDITE

# Le Monde LES GRANDS RENDEZ-VOUS Le Monde

## LE MONDE DE LA GESTION ET DES FINANCES

### REVISEURS - AUDITEURS

PARIS  
Commissariat aux Comptes  
Audit

Un des premiers cabinets français de Commissariat aux Comptes et d'Audit légal recherche plusieurs REVISEURS-AUDITEURS. Intégrés à des équipes de haut niveau, ils participeront à des missions de révision et d'audit auprès de sociétés et groupes français dont certains sont cotés en Bourse et exercent leurs activités au niveau international. Ces postes seront confiés à des diplômés ESC, MSTOF, Maîtrise de Gestion, ... + DECS ou Expertise Comptable, âgés d'environ 25 ans, possédant 1 à 4 ans d'expérience professionnelle acquise si possible en cabinet anglo-saxon. L'un des postes nécessite la connaissance de l'Allemand. Ecrire sous référence 797/M à :

**GRH conseils**  
3 avenue de Séguier 75007 PARIS. Discretion assurée.

### Rejoignez un important groupe bancaire !

Pour faire face au développement important des activités de notre groupe privé, nous recherchons pour le Département Financier central à Paris plusieurs :

- OPERATIONS FINANCIERES**  
Vous avez la charge de monter toutes opérations pour le compte de sociétés (augmentations de capital, émissions obligataires, introductions en Bourse, etc.). Une expérience de plusieurs années de ce type d'activité est requise. (Réf. 3811/LM)
- PLACEMENTS OBLIGATAIRES**  
Vous possédez un bon sens commercial et êtes capable, grâce à votre expérience, de développer votre action en direction notamment d'une clientèle institutionnelle (caisses de retraite, associations, etc.), tant à Paris qu'en province. (Réf. 3812/LM)
- NEGOCIATIONS - PRISES DE PARTICIPATION**  
Vous vous verez confier la recherche et l'étude de dossiers d'entreprises. Plusieurs années d'expérience et un réel dynamisme sont nécessaires pour cette fonction. (Réf. 3813/LM)
- ANALYSE FINANCIERE**  
Si vous possédez une expérience minimum de 2 ans au sein d'un service Analyse Financière, nous vous confierons la responsabilité d'un secteur. (Réf. 3814/LM)

Pour tous ces postes, nous souhaitons rencontrer des candidats possédant une formation supérieure (HEC, Sciences Po, Droit...) renforcée par une expérience de plusieurs années. Votre dynamisme et votre capacité à prendre rapidement des responsabilités constituent des atouts fondamentaux.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence du poste choisi à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

### La comptabilité pas triste...

Les financiers tristes et la comptabilité poussiéreuse, ... ce n'est pas votre style ? Alors, rejoignez la jeune équipe financière de notre siège international.

Avec nos Macintosh et nos Apple sympas, nous développons comptabilité et reporting dans une ambiance saine et conviviale au goût d'audace et de succès.

Vous êtes jeune diplômé(e) de l'enseignement supérieur - option comptabilité - et souhaitez vous familiariser avec la fonction comptable dans l'entreprise. "Your english is finest of course", et vous êtes passionné(e) d'informatique personnelle.

Ecrivez-nous avec C.V. et photo à :  
**APPLE COMPUTER INTERNATIONAL**  
François Baveric - 7, rue de Chartres  
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

### Payer, administrer... et être résolument moderne !

Parce que nos Laboratoires Pharmaceutiques - CA 350 MF., 680 personnes, Filiale d'un des premiers Groupes internationaux de la Santé - sont en pleine expansion et ambitieux pour l'avenir, Parce que notre équipe est jeune et compétente, le (ou la) **RESPONSABLE PAIE et ADMINISTRATION** que nous recherchons, maîtrise et développe son action à partir des propres outils informatiques de la Direction du Personnel... ceci dans un souci de prestation de services, de rigueur, de disponibilité et d'ouverture à la communication.

Vous êtes d'un bon niveau de formation - minimum D.U.T. - et votre expérience réussie dans la fonction vous permet d'être responsable et de proposer des solutions concrètes.

Ce poste est basé à 100 kms Ouest de Paris (Evreux).

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) à notre Conseil Michèle DUCHET qui vous garantira toute discrétion.  
**RAYMOND POULAIN CONSULTANTS 74 rue de la Fédération 75015 Paris.**

**Glaxo**

### L'opportunité d'un contrôle de gestion pointu...

Fort de plusieurs filiales qui sont toutes de PME régionales, le **GROUPE BRUNO PETIT** (2000 personnes et 1,1 milliard de C.A.), développe la fonction **contrôle de gestion**.

Diplômé d'études supérieures (Ecole de Gestion, Maîtrise Dauphine...), vous avez acquis une solide expérience dans une entreprise importante.

Au siège du Groupe vous serez en relation permanente avec les directions régionales pour les conseiller dans l'élaboration de leurs budgets, et les aider dans le suivi de la réalisation. Vous aurez à adapter les instruments de contrôle existants pour favoriser un pilotage performant.

Votre personnalité et votre réel sens du dialogue compteront autant que vos atouts de rigueur et de méthode.

Rejoignez le **GROUPE BRUNO PETIT**, nous saurons vous faire progresser. Adresser votre lettre manuscrite, CV et prétentions s/réf. CG22 à Isabelle Le Garsmeur qui vous garantira la confidentialité - **GROUPE BRUNO PETIT - BP 33 - 82180 Meudon.**

**GROUPE BRUNO PETIT**

### IMPORTANT GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE FRANCAIS

DIPLÔMATION INTERNATIONALE

recherche pour secondar son Directeur Comptable et Fiscal

### RESPONSABLE DE LA CONSOLIDATION

Le candidat se verra confier la responsabilité de l'établissement du Bilan consolidé du Groupe (80 sociétés) et collaborera à l'analyse économique de ce document.

Le poste conviendrait à un jeune auditeur ou professionnel ayant déjà une bonne expérience de la consolidation, jointe à d'excellentes connaissances comptables et fiscales.

La pratique de l'anglais sera appréciée (vocabulaire technico-comptable).

Nous vous remercions d'adresser votre dossier (C.V. détaillé, prétentions, photo) sous référence 0750 JE à :

**CEREC (MR JEANPETIT) B.P. 361.08 75365 Paris Cédex 08.**

### DARTY

DARTY est le premier dans son domaine : la distribution de TV, Electronique, Hi-Fi, Vidéo. Le groupe réalise un chiffre d'affaires supérieur à 4,3 milliards de francs et emploie 5000 collaborateurs. Au sein de la Direction des Ventes dont l'activité représente 800 personnes nous recherchons :

### CONTRÔLEUR DE GESTION ADJOINT

Réf. M19/344AA

Le titulaire du poste a pour principale mission, l'élaboration et le suivi des budgets des différents centres de profit. Il est également chargé de mener des études ponctuelles en vue d'analyser et d'améliorer leur gestion et leur organisation. Il agit en véritable conseil auprès des opérationnels.

### RESPONSABLE GESTION DU PERSONNEL

Réf. M19/344AB

Le titulaire du poste assiste les Directeurs des Ventes et des Magasins sur tous les plans de la législation sociale et du droit du travail. Il prépare les contrats, participe à l'élaboration des budgets d'effectifs et s'assure du respect des procédures. Il travaille en collaboration avec la Direction des Ressources Humaines.

Pour ces postes à responsabilités, nous souhaitons rencontrer des jeunes professionnels, diplômés d'enseignement supérieur et titulaire d'une première expérience significative de l'une de ces fonctions. Les conditions offertes sont attractives et les perspectives d'évolution dans un groupe performant sont susceptibles d'intéresser des candidats de valeur.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence choisie à :

**EGOR PROMOTION**  
63, rue de Ponthieu 75008 Paris

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

### hutchinson

### Jeune attaché au secrétariat général

Il aura pour responsabilités principales :

- d'assurer la rédaction des notes liés à la vie juridique des Sociétés du Groupe,
- d'accompagner les formules légales et de tenir les registres,
- de prendre une part active à la préparation des documents d'information financière et juridique.

Pour réussir dans ce poste, notre candidat devra posséder de solides connaissances en droit des Sociétés, de bonnes bases financières et une réelle aptitude à rédiger.

Une formation Master en droit ou Sc. Eco., D.E.S.S., Sc. Po ainsi qu'une première expérience professionnelle et possible en Cabinet d'expertise comptable sont nécessaires.

Compétence de l'importance du Groupe, des opportunités d'évolution existent pour un candidat de valeur.

Adresser CV à HUTCHINSON S.A. sous réf. M 22.10 Département Recrutement 2, rue Balzac 75008 PARIS.

### Banque quartier Opéra

recherche son

### ANALYSTE FINANCIER

Le candidat devra :

- Etre âgé de 30 ans minimum ;
- Avoir 5 ans d'expérience dans la fonction et être capable de diagnostiquer la situation financière d'une entreprise ;
- Avoir une large expérience dans la gestion d'un portefeuille entreprises/PME.

Nous offrons :

- De bonnes conditions de travail ;
- De larges possibilités d'évolution personnelle ;
- Un salaire motivant.

Envoyer c.v. et photo à **RÉGIE-PRESSE** sous réf. 313 382 M, 7, rue de Montmarty, 75352 Paris Cedex 07 qui transmettra.

### HEC, ESSEC, SUP DE CO

### JEUNE CONTRÔLEUR DE GESTION

Membre d'un Important Groupe industriel français, leader mondial en électronique professionnelle, nous sommes spécialisés dans la conception et la maîtrise d'œuvre de grands systèmes de communication à usage principalement militaire.

Diplômé d'une grande école de commerce, vous avez acquis une première expérience du contrôle de gestion ou d'audit, de préférence dans un milieu industriel et vous souhaitez aujourd'hui la confirmer dans un environnement plus complexe et international.

Dans un premier temps chargé du contrôle de gestion d'affaires internationales, vous devrez être capable d'évoluer à terme vers des responsabilités plus générales.

Ce poste est basé en proche banlieue de Paris.

Merci d'envoyer lettre de candidature, CV et rémunération actuelle sous réf. M 23/1386 G à :

**EGOR TECHNOLOGIES**  
19, rue de Berri - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO



Le Monde

# LES GRANDS RENDEZ-VOUS

Le Monde

## LE MONDE DE LA GESTION ET DES FINANCES

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ MATÉRIEL DE CONSTRUCTION

#### 2 ASSISTANTS DE GESTION

Pour s'intégrer dans des équipes opérationnelles motivées.

- 1<sup>er</sup> poste à pourvoir dans notre direction de l'Eure à dominante production.
- Le second à pourvoir dans notre Direction des Transports basée en R.P.

**Qualités indispensables :**

- Disponibilité, sens de la communication et du travail en équipe.
- Dynamisme et bonne compréhension des outils informatiques.

**Formation souhaitée :**

- Maîtrise de gestion, DUT finances, comptabilité ou formation technique de base complétée par une pratique ou formation complémentaire gestion de bon niveau.
- Première expérience de deux ans minimum appréciée.
- Rémunération suivant niveau et expérience.
- Réelles possibilités d'évolution au sein du groupe pour candidat de valeur.

Envoyer C.V., photo et lettre manuscrite à :  
CSS, 2, quai Henri-IV, 75004 Paris.  
à l'attention de B. GRUET.

### IMPORTANTE BANQUE ÉTRANGÈRE A PARIS

recherche

#### 2 ANALYSTES PROGRAMMEURS

de formation IUT ou équivalent : 3 ans d'expérience COBOL/CICS.

#### UN FUTUR CHEF DE PROJET

- Diplômé en Gestion/Maths financières pour prendre en charge sur le plan fonctionnel et technique une application de trésorerie-change sur NIXDORF 8864.

#### UN RESPONSABLE TÉLÉCOMMUNICATIONS

de formation grandes écoles ou équivalent.

- Il possèdera plusieurs années d'expérience des logiciels BTAM/VTAM ainsi que des procédures utilisées en mini-informatique et en télé.
- Il prendra en charge un important projet de remplacement de commutateurs de messages.

#### UN CHEF DE PROJET

de formation Grandes Ecoles ou équivalent.

- Il possèdera au moins 4 années d'expérience en informatique bancaire de préférence sur matériel IBM sous VM/CMS.
- Il participera à la conception d'un nouveau système central et à sa réalisation à l'aide des nouveaux outils du type L 4 G et bases de données relationnelles.

Adresser c.v. et prétentions à RÉGIE-PRESSE sous n° 310 383 M,  
7, rue de Montessuy, 75332 Paris Cedex 07 qui transmettra.

### SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE

d'IMPORTANCE NATIONALE

recherche :

pour ses Agences

ANGOULEME, COGNAC, MARMANDE

#### COLLABORATEURS

Formation supérieure, Cert.

supérieurs ou DECS

Expérience appréciée

Ecrire 11042 COMMUNICO

33075 Bordeaux Cedex.

#### AGENT COMMERCIAL MARCHÉS FINANCIERS

Nous sommes une société anglaise  
mondialement reconnue pour des services  
de prévisions et d'analyses financières.

Nous recherchons UNE PERSONNE pour travailler  
à PARIS, jeune, bilingue (anglais/français) avec  
au moins une année d'expérience de démarche client  
afin de maintenir et créer de nouveaux contacts  
dans le marché financier parisien.

Veuillez envoyer votre c.v. à :  
RÉGIE-PRESSE sous n° 313 590 M  
7, rue de Montessuy, 75332 Paris Cedex 07 qui transmettra.

BRED

BANQUE REGIONALE D'ESCOMPTE ET DE DEPOTS  
Première Banque populaire française - 3 000 collaborateurs - 176 agences

LA DIRECTION des RELATIONS INTERNATIONALES  
recherche pour son service comptabilité - contrôle - un(e)

#### CADRE COMPTABLE EXPERIMENTE(E)

**MISSION :** Il (elle) devra assurer la sécurité et la fiabilité de la comptabilité des opérations internationales et de ses extensions statistiques. Participer à des travaux d'organisation comptable en liaison avec le développement informatique en cours.

**FORMATION :** le candidat devra être titulaire d'un DECS ou équivalent et disposer d'une expérience de 5 ans dans un service de comptabilité de banque. Langue anglaise appréciée.

Merci d'adresser vos CV et photo à

BRED  
Direction  
des Relations  
Internationales  
PEO 8180  
18 quai  
de la Rapée  
75012 PARIS

#### ADJOINT

Directeur Comptable et Financier

Société performante (500 Millions de Chiffre d'Affaires) située en CHAMPAGNE, filiale d'un important groupe textile recherche, pour faire partie d'une équipe dynamique de 20 personnes, l'Adjoint au Directeur Comptable et Financier.

Il sera chargé de :

- Superviser la comptabilité générale, la comptabilité analytique et la gestion de la trésorerie pour l'ensemble de la Société.
- Prendre en charge l'ensemble des employés du service.

Le candidat aura le D.E.C.S. et une expérience de plusieurs années dans un poste similaire de préférence en milieu industriel.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, Curriculum Vitae et prétentions sous référence 81.587, à :

PUBLICITE ROGER BLEY  
101, rue Réaumur - 75002 Paris, qui transmettra

22 MARTELL

#### Diriger notre service comptable administratif et financier...

Au sein d'une PME produisant et distribuant des portes, parquets et façades de bois en bois massif, meubles de cuisine en kit (C.A. 40 M. 130 personnes) et disposant d'une excellente notoriété.

Nous recherchons près de notre D.G. le Responsable du Service Comptable, Administratif et Financier qui devra optimiser nos moyens et outils de gestion.

La trentaine, il est diplômé d'une ESC Option Finance-Comptabilité ou DECS ou équivalent et bénéficie d'une expérience confirmée de 5 ans au moins dans une fonction similaire acquise dans une PME utilisant des principes de gestion moderne et informatique.

Nous lui offrons une rémunération de 180 000 F, des facilités de logement (pavillon avec ou sans jardin) et des perspectives d'évolution intéressantes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et salaire actuel) sous réf. 8895 MPM à MORENO, 17 rue Courmeur - 51054 Reims Cedex.

333-3 MORENO CONSULTANTS  
REIMS - PARIS - LYON

#### ADJOINT AU DIRECTEUR DE LA COMPTABILITE

Dans le cadre de son développement, la Banque La Hélin, banque de dépôts spécialisée dans le financement de l'immobilier, recherche le No 2 de son service comptable (40 personnes).

Après un passage formateur en exploitation, vous assisterez le Directeur de la Comptabilité dans l'ensemble de ses responsabilités.

Cadre de haut niveau, vous avez exercé pendant au moins 10 ans. Vous savez encadrer une équipe importante ; vos facultés relationnelles vous facilitent les nombreux contacts à prendre à l'intérieur comme à l'extérieur de la Société.

Votre formation initiale "grande école" (gestion, comptabilité...) et une première expérience, type AUDIT, complétée par une réussite au sein d'un service opérationnel, sont le gage de votre potentiel évolutif.

Merci de nous adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) sous référence AC/LM à :

Banque La Hélin - Service Recrutement - 16, rue de la Ville l'Evêque 75008 PARIS

LA HENIN  
COGEMO  
La Banque-architecte de l'immobilier

#### Responsable Administratif

Nous sommes un des premiers groupes européens de conseil et services informatiques, un C.A. de 210 millions de F. une croissance régulière de 40 % par an, un effectif de 300 personnes. Il nous faut nous "construire", c'est pourquoi, nous créons le poste de Responsable Administratif. Nous recherchons un organisateur, homme de procédures qui a su maîtriser au départ de sa vie professionnelle tous les domaines complexes. Il lui faudra remettre en ordre nos circuits, mettre en place un contrôle de gestion (matrice-mère et filiales). Une expérience réussie dans ce créneau, mais surtout avoir prouvé à 35-40 ans des qualités de rigueur et de créativité, de savoir-faire et de netteté. Ce sont elles qui feront la différence. La rémunération va de pair avec les responsabilités.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V., sous référence 30503 M, à notre Conseil Claude FAVEREAU.

centor  
13 bis, rue Henri Matisse  
75008 PARIS

#### lambert distribution

l'un des leaders du réseau de matériaux recherche pour sa filiale  
CUIVRIERIE du SUD-EST

#### Jeune responsable administratif et financier

De formation Comptable (DECS exigé), le candidat devra justifier d'une expérience de 3 à 5 ans dans un poste à responsabilité (entreprise, cabinet...).

Une pratique de la gestion et de l'informatique serait un atout.

Sous la responsabilité du Directeur de la Société et en relation avec les directions fonctionnelles du Groupe, le titulaire devra assurer la totalité de la fonction comptabilité, ainsi que la gestion, la trésorerie et l'administration du personnel.

Poste basé à VALENCE.

Très larges possibilités d'évolution au sein du Groupe pour un candidat à potentiel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous référence 782 à Madame LERED.

LAMBERT FRERES ET CIE  
5 RUE VERNET 75008 PARIS.

LES SOCIÉTÉS  
d'Assurance  
du Groupe de Paris  
recherchent un

#### AUDITEUR CONFIRME HF

- Agé de 26 ans minimum et diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce.

- DECS ou diplôme équivalent.

- 3 à 5 ans d'expérience d'Audit soit dans une société, soit dans un cabinet.

- Anglais nécessaire, autre langue étrangère souhaitée.

- Compétences informatiques appréciées.

- Poste à pourvoir au siège.

Merci d'adresser C.V., photo, lettre manuscrite de candidature sous référence 1951 A au Service du Recrutement - 21, rue de Châteaudun 75447 PARIS CEDEX 09.

Compagnie d'Assurances  
recherche

pour assister

DIRECTEUR  
FINANCIER

dans la gestion d'un

DIPLOMÉ  
ESSEC

ou SUP DE CO  
ou SCIENCES PO

ayant acquis une expérience  
dans la banque et la gestion  
financière ou ayant fait un  
stage de longue durée chez  
un agent de change

Adresser C.V., détails, photo  
et prétentions à EMPLOIS ET  
CARRIÈRES 30, rue Vernet,  
75008 Paris, en précisant sur  
l'enveloppe la réf. 7-879.

STÉ DE PRÊT-A-PORTER

recherche son

CHEF COMPTABLE

RESPONSABLE

FINANCIER

Expérience minimum 3 ans.

Niveau D.E.C.S. exigé.

Connaissances informatiques

Solide prat. de l'organisation.

Adr. C.V. à PORT FRANCO,  
M. LAMBERT, 51, r. de Turenne,  
75003 PARIS.

SOCIÉTÉ SECTEUR  
AUDIOVISUEL

recherche son

CHEF SERVICE  
COMPTABLE

Expérience cabinet souhaitée

Adresser cand. et C.V. : P.M.L.  
78, av. R. Polcard, 75116 Paris.

#### Responsable comptabilité banque

La Banque Populaire d'Armorique - 450 collaborateurs, 38 agences - est implantée dans les Côtes du Nord et le Finistère.

Elle met actuellement en place les moyens matériels et humains permettant de mener à bien un plan pluri-annuel ambitieux, qui comporte la rénovation complète de son réseau et la construction d'un nouveau siège. Dans ce contexte, elle recherche son responsable comptabilité. Rattaché au directeur planification et gestion, et supervisant 6 personnes, il prendra en charge l'ensemble de la fonction comptabilité générale - bilans et comptes de résultat, déclarations fiscales et administratives...

Dans le cadre d'un nouveau plan informatique, il sera amené, en liaison avec le service contrôle de gestion, à rénover le système comptable et à mettre en place une comptabilité analytique et budgétaire. Ces fonctions requièrent, après une formation DECS ou équivalente, une expérience prouvant une excellente maîtrise des techniques comptables et de la fiscalité, acquise et mise à jour dans le secteur bancaire et dans un contexte hautement informatisé. Ce poste présente de réelles perspectives de progression au sein d'une structure évolutive. Ecrire à S. BAQUEDANO en précisant la référence A/1378M

PA

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Le Monde

## LES GRANDS RENDEZ-VOUS

Le Monde

## LE MONDE DE LA GESTION ET DES FINANCES

Un Etablissement Financier de dimension internationale recherche, pour l'une de ses filiales du secteur "RETRAITE-PRÉVOYANCE", son

## Gestionnaire Prévoyance

Assisté de deux personnes, il sera chargé de mettre en place la gestion des contrats (réduction, suivi technique, liaisons entre les aspects juridiques et comptables, et les fonctions cotisations et prestations) et sera l'interlocuteur de l'informaticien.

Le candidat recherché, de formation supérieure, aura un minimum de trois ans d'expérience dans le domaine et saura se servir de la micro-informatique pour la production des tableaux de bord.

Pour créer ce poste, dynamisme, sens de l'organisation et de l'animation seront des qualités indispensables.

La fonction est à pourvoir en proche banlieue Nord et à PARIS.

Adresser C.V. détaillé, en précisant votre salaire actuel, sous référence JY 510, à :

**CGS CARRIÈRES**  
33, Bd de la Chapelle, 75010 PARIS

LE RESPONSABLE  
du Département Trésorerie  
d'un Groupe Financier Immobilier  
recherche  
**son adjoint**

De formation supérieure (Gestion, Droit ou Sciences Eco), âgé de 30 ans au moins, possédant une expérience de plusieurs années dans un service de trésorerie d'entreprise.

Le candidat retenu se verra confier :

- l'encadrement d'une équipe ;
- la gestion de trésorerie du Groupe ;
- l'ordonnement des décaissements.

Le poste est à pourvoir très rapidement.

Adresser lettre manuscrite, Curriculum Vitae, photo et prétentions à Madame ROBIN 37, rue de Surène - 75008 Paris.

## Responsable gestion, contrôle, comptabilité futur D.A.F

Jeune diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis une première expérience de 2 à 3 ans en cabinet d'audit ou en entreprise.

Nous vous offrons une réelle opportunité de carrière dans une entreprise industrielle à taille humaine (300 personnes - 100 MF). Filiale autonome d'un groupe français, elle est située dans une région très agréable (Loz Lemon).

Collaborateur direct du président et intégré à l'équipe de direction, vous prendrez dans un premier temps la responsabilité de la comptabilité générale, de la gestion de l'information, en développant la comptabilité analytique et le contrôle de gestion.

Votre réussite vous permettra d'élargir rapidement vos responsabilités et d'évoluer naturellement vers la fonction de

Notre conseil, qui nous connaît bien, vous informera et étudiera confidentiellement votre candidature.

Merci d'adresser votre dossier avec rémunération actuelle à Madame Dominique Debord, LDI Conseil, 65 rue de la République, 69002 Lyon.

**L D I CONSEIL**

La filiale française d'un groupe international de services à l'exportation - 1000 personnes en France - recherche pour PARIS - OPERA

Assistant  
**Ressources Humaines**

Il aide directement le Secrétaire Général dans sa fonction « personnel », mène les opérations de recrutement, développe la politique formation-communication de la firme, optimise la gestion courante et la gestion prévisionnelle de nos personnels.

Notre préférence ira vers celui qui, psychosociologue de formation ou diplômé d'une école de commerce ou bien encore licencié en droit, disposera d'une expérience préalable de la fonction de 2 à 3 ans ou qui l'aura appréhendée au travers de stages longue durée dans de grandes entreprises industrielles ou de services. Des déplacements en province de courte durée (1 à 2 jours) sont à prévoir.

Merci d'écrire avec C.V. et prétentions sous N° 9443 à PARFRANCE ANNONCES - 4 rue Robert Estienne 75008 PARIS - qui transmettra

Dans le cadre de son développement  
IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE NÉGOCE  
(150 personnes), banlieue Ouest,  
recherche

**CHEF COMPTABLE (H./F.)**  
NIVEAU DECS

Adresser C.V. détaillé et prétentions s/réf. 1314 à PIERRE LICHAU S.A. - 10, rue de Louvois, 75003 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

BANQUE ÉTRANGÈRE RECHERCHE

**JEUNE COLLABORATEUR**

Diplômé de l'enseignement supérieur, et ayant une première expérience du marché obligataire français.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à : SERVICE ANNONCES CLASSES 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

BANQUE INTERNATIONALE  
recherche

**ADJOINT RESPONSABLE  
CONTROLE DE GESTION**

- Niveau DECS et/ou Ecole de Commerce ;
- Expérience bancaire ou de cabinet d'audit/conseil ;
- Capacité à diriger petite équipe ;
- Ouverture à l'informatique.

Env. curriculum vitae et prétentions à **R.A.I.L.** 12, place Vendôme, 75001 PARIS.

LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE  
MUTUEL DE LOIRE-ATLANTIQUE  
recherche

Pour son Agence de SAINT-NAZAIRE (20 personnes)

**ADJOINT AU DIRECTEUR**

Vous souhaitez vous orienter vers une fonction permettant d'exprimer largement votre goût des contacts, votre sens des responsabilités et votre dynamisme. Agé d'environ 30 ans, après une formation supérieure, votre intérêt pour le milieu bancaire s'est déjà traduit par une expérience réussie de 4 à 5 ans minimum, agrémentée de diplômes professionnels. Dans tous les cas, vous avez un vœu d'organisateur, vous êtes un homme d'analyse, de synthèse et savez faire preuve de créativité. Ce poste, évolutif, est une excellente opportunité de carrière pour un candidat possédant de réelles dispositions commerciales, le sens du management et de la communication.

Adresser candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) à la CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE LOIRE-ATLANTIQUE Service du Personnel - La Garde - Route de Paris - 44076 NANTES Cedex. Le bon sens prime chez vous.

**CRÉDIT AGRICOLE**

Société d'Expertise Comptable  
d'Audience Nationale, recherche  
pour son siège social à PARIS

**FISCALISTE**

5 ans au moins de pratique en cabinet sont souhaitables.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 56304 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 PARIS qui fera suivre.

**KIS** Nous sommes une société de renom international (2,5 milliards de CA en 1984) leader incontesté dans son domaine. Nos filiales, présentes dans le monde entier, nécessitent un service d'audit de qualité. Nous recherchons des

**Auditeurs confirmés**

par quelques années d'expérience dans des cabinets d'audit internationaux, parlant parfaitement l'anglais et acceptant des déplacements à l'étranger. Ces hommes auront une formation supérieure (HEC, Sup de Co, ESSEC, DECS) et une profonde motivation.

Après quelques années d'audit, ils prendront des postes opérationnels (Directeurs Financiers, Contrôleurs de Gestion...) dans les différentes sociétés du groupe.

Envoyez CV détaillé et photo à Monsieur Thévenaz, Kis France, BP 204 X, 38043 Grenoble Cedex.

Entreprise agro-alimentaire  
(CA 1,5 MILLIARD DE FRANCS, 1 200 SALARIÉS)  
RECHERCHE

**RESPONSABLE CRÉDIT ET COMPTABILITÉ CLIENT**

Rattaché au responsable financier

**sa mission :** Recouvrement des créances, comptabilité client, contentieux, risque client, sera assumée en animant une petite équipe.

**son profil :** DECS ou Ecole Supérieure de Gestion + 3 à 5 ans d'expérience dans l'administration commerciale et la comptabilité, dans la grande distribution de préférence.

Ecrire avec photo et prétentions à RÉGIE-PRESSE sous n° 310 372, 7, rue de Montessuy, 75332 Paris, Cedex 07 qui transmettra.

**ANDRÉ HAYAT**

Pour soutenir son développement, André Hayat recherche son

**assistante de direction**  
HAUT NIVEAU

Diplômée grande école commerciale, gestion + 2 ou 3 ans d'expérience. Gestion, organisation, informatique administrative, relations fournisseurs, tableaux de bord...

Adresser votre candidature avec photo et prétentions sous référence SAH à notre Conseil :

**SCRIBE** 4, avenue Hoche 75008 PARIS

COMPAGNIE GÉNÉRALE DE BANQUE-Soficam,  
filiale de CITIBANK  
recherche pour son réseau d'agences

**RESPONSABLES CLIENTÈLE  
D'ENTREPRISES PME-PMI**

**MISSION :**

- prendre en charge une partie de la clientèle existante
- développer le fonds de commerce par l'acquisition de courants d'affaires avec cette clientèle et par la recherche de nouveaux contacts.

**PROFIL :** Cadre H.F. 30 ans env. - Formation supérieure (HEC, ESSEC, SUP de CO, SC PO) Une expérience de 3 ans minimum dans un poste similaire est nécessaire. La connaissance de l'anglais est impérative.

Ces postes sont à pourvoir à Paris, Région Parisienne et province.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo Direction du Personnel - C.G.B. - Soficam - B.P. 704 - 75621 Paris Cedex 17.

LA COMPÉTENCE, PLUS LE CONTACT

**Directeur administratif et financier**

Ce poste de premier plan est à pourvoir dans une entreprise de distribution de cadeaux de luxe au détail, particulièrement performante et mondialement connue.

Bras droit de la Direction Générale, vous aurez la responsabilité des fonctions suivantes : comptabilité et fiscalité, trésorerie, contrôle de gestion, organisation et procédures administratives. Vous animerez une équipe de 20 personnes ou participerez activement aux tâches du service, ne déléguant pas d'entrer dans le détail.

Homme d'analyse, vous savez faire parler les chiffres et préparer les décisions d'une Direction Générale.

Homme de contact, vous serez en relation permanente avec l'ensemble des magasins franchisés et filiales étrangères.

De formation supérieure (grande école de commerce complétée idéalement de l'expertise comptable), vous avez une expérience d'environ 10 ans en entreprise. Une bonne connaissance de la comptabilité française et anglo-saxonne, de l'informatique ainsi que de l'anglais serait appréciée.

Notre Groupe (250 personnes, 400 MF de CA) est en pleine croissance et pourra proposer, à des candidats responsables et créatifs, une évolution motivante.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. M 125 à notre Conseil : ARCO - 25, rue Cambon - 75001 PARIS

**ARCO**

BANQUE NATIONALE

recherche  
pour la direction des crédits d'investissement  
de son siège parisien un

**CREDITMAN H/F Classe V, VI**  
pour assurer l'analyse des besoins  
en financement des entreprises

Chargé d'émettre un avis technique, il sera également amené à entretenir de nombreux contacts tant avec les organismes spécialisés qu'avec l'ensemble du réseau d'exploitation et à participer à la recherche et à l'élaboration de produits nouveaux.

Ce poste s'adresse à un professionnel du crédit dont l'expérience acquise sur le terrain lui permet de bénéficier d'un bon sens du risque, d'une connaissance fine des produits bancaires et d'une pratique prouvée de l'analyse financière.

Des qualités relationnelles et rédactionnelles viennent compléter son sens de l'organisation.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, c.v. et photo sous réf. 1301 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 Paris qui transmettra.



# Le Monde

## SECTEURS DE POINTE



### LE DEFÍ TECHNIQUE

Nous recherchons pour notre DIRECTION TECHNIQUE (Centre de VILLAROCHE) des

**INGENIEURS GRANDES ECOLES**

UN SPECIALISTE VELOCIMETRIE LASER ET OPTOELECTRONIQUE qui participera au développement de méthodes de mesures nouvelles. (réf. 369/85)

UN SPECIALISTE EN MECANIQUE DES FLUIDES qui assurera le développement de nouvelles sondes et capteurs dans les domaines aérodynamique et thermique. (réf. 370/85)

Merci d'adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions sous référence du poste choisi à SNECMA, Département Encadrement, 2, boulevard Victor, 75724 Paris cedex 15.

CONTACTS TELEPHONIQUE : UTILISEZ VOTRE MONITEUR (01) 291.10.15

## Sélection du Reader's Digest

### RECHERCHE RESPONSABLE ETUDES-MARKETING

POUR SON DEPARTEMENT PUBLICITE

En contact direct avec le Directeur de la Publicité et l'équipe commerciale, il aura pour objectif de fournir à la régie intégrée du magazine les outils et le support nécessaires. Une expérience des problèmes de presse est indispensable ainsi que la maîtrise des techniques de marketing et de recherche. La connaissance de l'anglais est nécessaire.

### RECHERCHE DES CHEFS DE PUBLICITE

POUR SON DEPARTEMENT PUBLICITE

Responsables d'un portefeuille agences et annonceurs, ils auront pour objectif la commercialisation de l'espace publicitaire du magazine. Une expérience de vente d'espace publicitaire en presse est indispensable. La connaissance de l'anglais est en plus. Les candidats devront posséder une voiture.

Adressez votre Curriculum Vitae avec photo à : Direction de la Publicité, SELECTION DU READER'S DIGEST, 1 à 7, avenue Louis-Pasteur - 92220 BAGNEUX.

## Curieux, inventifs, passionnés

La Redoute c'est un capital humain et technologique à la mesure de nos ambitions. Notre informatique est au centre de nos projets d'avenir. Puissante (IBM 3083-3081, 1700 terminaux, télex, télé-paiement) elle se renforce et a besoin de nouveaux collaborateurs, curieux, inventifs, passionnés de techniques de pointe.

### INGENIEUR INFORMATICIEN

L'introduction de nouveaux outils plus automatisés nous conduit à un grand projet de nouvel ordonnancement de la production. Votre formation (IDN, ISEN... option informatique) vous permettra en étroite collaboration avec le Bureau d'Etudes et d'Organisation de participer activement à la réalisation de ce projet avec pour perspective une fonction de responsable de projet. (réf. AD20)

### CHARGE D'ETUDES INFORMATIQUES

Vous prendrez en charge l'évolution du matériel de supports de données (disques, bandes, disques optiques numériques) et des logiciels de gestion de données (évolution SCBD, logiciels de contrôle d'accès, optimisation des flux). Votre mission : adapter la puissance de notre informatique (250 milliards d'octets...) aux besoins de l'entreprise. Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur (école/université) aimant les contacts et capable de devenir notre responsable de la gestion physique des données. (réf. AD21)

Anne DUHEN étudiera votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions). Merci de préciser la référence du poste choisi à LA REDOUTE, 33, rue des Lignes, 59082 Roubaix cedex 2.

**La Redoute**

POUR BIEN VIVRE SON VIEUX



## Ingénieurs commerciaux, multipliez vos conquêtes

De formation supérieure (BAC+2...) complétée d'une première expérience réussie de la vente de matériel informatique ou péri-informatique (compatibles, terminaux, imprimantes, disques...), vous savez ouvrir les portes. Vos talents de négociateur, votre sens des contacts humains et votre dynamisme sont des qualités essentielles pour relever le challenge que nous vous proposons.

Devenez INGENIEUR COMMERCIAL au sein de Northern Telecom à PARIS, LILLE, LYON et découvrez une grande famille de produits : VIENNA.

Commercialisée depuis 1984 avec succès, la gamme VIENNA répond à un nouveau concept-produit : l'intégration des standards industriels en télécommunication et gestion, ainsi que la portabilité des applications. Aujourd'hui nous lançons le dernier-né de la famille, l'ACOC, compatible IBM-PCAT, destiné à un vaste marché que vous saurez conquérir.

Avec nous, premier fournisseur mondial de systèmes de télécommunication numérique et plus de 47 000 personnes à travers 25 pays, dépassez l'horizon informatique en acquérant dès maintenant une formation complète à nos produits. Elle vous permettra d'accéder rapidement à la vente de grands systèmes et de multiplier vos compétences.

Rémunération attractive et voiture de fonction fournie.

Adressez votre dossier de candidature (lettre + CV + prétentions) sous référence IC-2 en précisant la ville choisie au Service du Personnel, 41-49 rue de la Gare, 92130 Sèvres.

**nt northern telecom**

L'informatique au service de la communication

### SAFEGE-ARLAB

Bureaux d'Ingénieurs-Conseils

Spécialisés dans l'Ingénierie de l'eau renforcent leur potentiel en informatique scientifique et recherche :

### 2 JEUNES INGENIEURS grande école (ENPC, ENPC, Mines...)

Débutants ou 2/3 ans d'expérience (DEA ou M. Sc. appréciés) pour :

- Développer des programmes nouveaux ;
- Assister les utilisateurs ;
- Gérer et tenir à niveau la bibliothèque de logiciels.

La bonne connaissance d'au moins un des sujets suivants, associée à la curiosité et le goût pour les autres (analyse numérique, programmation scientifique, informatique graphique, micro-informatique, hydraulique, génie civil, hydrologie) préparera à la polyvalence attendue dans ses activités.

Adressez votre dossier de candidature (c.v. et prétent.) à SAFEGE-ARLAB, 76, rue des Suisses, B.P. 727, 92007 Nanterre Cedex.

### ABG - SEMCA

Filiale du Groupe

### THOMSON

(Branches équipements systèmes)

Notre société spécialisée dans les équipements cherche pour son établissement de TOULOUSE

## Un ingénieur d'études

Intégré dans une équipe d'ingénieurs au sein du bureau d'étude, il sera affecté principalement aux études des systèmes Fréon et Cryogéniques.

Il devra : a) définir, calculer et concevoir des climatiseurs, suivre les réalisations et les essais de prototypes ; b) examiner les spécifications techniques avec les clients et fournisseurs tant en France qu'à l'étranger.

Diplômé d'une grande école, il aura une formation aéronautique et sera spécialisé en thermodynamique et thermique.

Des connaissances en électronique, mécanique des fluides et aérodynamique sont souhaitées.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Veuillez adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. D111 D à notre Conseil

24 rue de Metz 31000 Toulouse.

**INFORAMA**  
carrières

la recherche par les hommes

LYON - NIMES - MARSEILLE - PARIS - TOULOUSE

### RADIO-TELEPHONIE

## Ingénieur Chef de Projets

Filiale Française d'un important Groupe Européen, notre société est réputée pour la qualité de ses réalisations dans les domaines du Téléphone, du Radio-Téléphone et des Systèmes d'Alimentation. Notre rapide développement nous amène à recruter un chef de projet : responsable technique à part entière, il supervise l'ensemble des processus de définition et de réalisation des projets qui lui sont confiés. Il dirige une équipe d'ingénieurs et de

Techniciens, et doit être à la fois excellent organisateur, gestionnaire rigoureux et meneur d'hommes avisé. Diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs (ENSA, ENSERG, ENSEDM, ESIE, ENSI...), il a acquis tout ou partie de son expérience sur du matériel de radio-téléphonie (bandes de fréquence UHF - VHF). Basé en proche banlieue Ouest de Paris, il aura des déplacements à effectuer à l'étranger. ANGLAIS indispensable.

Adressez lettre manuscrite, CV et photo sous réf. LA 1085 à notre Conseil ORSI, 13 place Kosmuth 75009 Paris.

**ORSI**

هاتفك انت الذي...



# Le Monde

## SECTEURS DE POINTE

261.82.81  
oser, c'est réussir

### INGÉNIEURS D'ÉTUDES SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES

Votre expérience : Une réussite dans l'un de ces domaines : Systèmes, Missiles, Radars, Optique, Transmission de données, Calculateur, Automatismes, Logiciels.

Vos atouts : Concevoir - Communiquer - Finaliser vos projets. Nous avons su pour devenir l'un des premiers mondiaux des systèmes de défense. Nous vous donnerons les moyens de réussir.

Appelez Contact Téléphone (1) 261.82.81 ou écrivez sous réf. 1/M au Service des Relations du Travail, 1, rue des Mathurins, 92223 BAGNEUX.



POUR NOUS L'AVENIR A UN SENS  
**THOMSON-CSF**  
DIVISION SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES

### RCS ASCENSEURS

Leader Européen dans la construction et la maintenance d'ascenseurs, second au plan National, nous recherchons dans le cadre de notre développement technologique un

### jeune ingénieur électronicien

pour un poste de RESPONSABLE D'ASSISTANCE TECHNIQUE en Région Parisienne

Ce poste implique :  
• Une formation d'ingénieur électronicien complétée par de bonnes connaissances en informatique.  
• Le goût du concret et des réalités opérationnelles sur chantiers de montage neuf ou de travaux de maintenance.  
• Le sens des contacts humains et de l'encadrement de personnel productif, confirmé par une première expérience professionnelle.  
• L'ambition de prendre des responsabilités dans un poste évolutif pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence R.A.T. à Françoise BEPILY - RCS 1, rue Dewolfine - 78140 Vélizy-Villacoublay

### STYPEN

#### DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

3 ans d'expérience min. Formation sanctionnée DECS complet - ESC. Supervise, organise, anime la comptabilité générale (trésorerie, clients, fournisseurs) et la comptabilité analytique (production, vente).

Responsable :  
- des comptes sociaux annuels, des annexes  
- de toutes déclarations sociales et fiscales  
- des situations analytiques trimestrielles  
- des procédures et du contrôle interne  
- de l'évolution des ressources humaines qu'il coordonne  
- de l'optimisation et des développements de l'outil et des applications informatiques.

HOMME DE TERRAIN, DE CHALLENGE. SERT D'ESPRIT STYLÉ PAIR.

Lieu de travail : JONENY (BOURGOGNE).

Adresser CV, prétentions et lettre manuscrite à STYPEN Direction Financière - 16, place Vendôme 75001 PARIS

### MICROSOFT

EN 2 ANS, MICROSOFT-FRANCE S'EST IMPOSÉ COMME LA PLUS IMPORTANTE FILIALE DE MICROSOFT DANS LE MONDE ET LA PREMIÈRE SOCIÉTÉ DE LOGICIELS MICRO DE FRANCE.

Présent dans tous les domaines de l'industrie : systèmes d'exploitation, langages outils de productivité et matériel, MICROSOFT, grâce à l'accent mis sur le service, la facilité d'utilisation et les performances a su imposer tous ses produits. Venez rejoindre une équipe performante et participer avec nous à cette expansion.

#### INGÉNIEUR COMMERCIAL OEM

Pour renforcer notre présence auprès des différents constructeurs de micro, nous souhaitons intégrer un Ingénieur Commercial de classe et de talent, qui aurait déjà une expérience significative de la vente et des négociations à haut niveau. Vos qualités relationnelles, votre compétence technique, votre sens commercial, doivent vous permettre de tisser un réseau de contacts et motiver de nouvelles collaborations avec les constructeurs qui souhaitent avoir les produits Microsoft à leur catalogue. Réf. 112/M

#### INGÉNIEUR CHARGÉ DE L'ADAPTATION DE LOGICIELS

Vous serez le spécialiste chargé d'adapter nos logiciels au marché français et d'assurer les développements spécifiques qui s'avèreraient nécessaires. Adaptation technique des interfaces, qualification des produits, tests, support des utilisateurs sont les multiples facettes de cette activité.

Vous intervenerez en tant que spécialiste auprès des constructeurs de périphériques et votre compétence technique vous permettra de nous tenir sans cesse informés des nouveaux produits arrivant sur le marché.

Jeune ingénieur ou diplômé d'Études Supérieures, vous maîtrisez l'anglais et vous avez une expérience d'au moins 3 ans dans un métier proche du nôtre (développement logiciels ou support technique dans la micro ou mini-informatique). Réf. 111/M

#### SUPPORT TECHNIQUE HOT-LINE

Jeune ingénieur débutant ou diplômé d'Études Supérieures vous avez la connaissance ou la pratique des applications en micro-informatique. Homme d'assistance et de conseil, vous intervenerez en spécialiste sur des problèmes très divers au niveau des systèmes d'exploitation, langages et applications (tableurs, traitements de textes, gestion de fichiers, etc.). Vous maîtrisez l'anglais et vous êtes très disponible pour être l'interlocuteur privilégié de nos clients et de nos équipes. Réf. 113/M

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence du poste souhaité à notre Conseil ALPHA CDI 181, avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY SUR SEINE.



ALPHA-CDI



**GenRad** LEADER MONDIAL DU TEST AUTOMATIQUE APPLIQUÉ AUX INDUSTRIES ÉLECTRONIQUES GENRAD RECHERCHE POUR RENFORCER SA PRÉSENCE SANS CESSER GRANDISSANTE

#### INGÉNIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL

Nos produits : les équipements destinés aux analystes vibratoires pour les laboratoires d'essai ainsi que les analyses de structure dans les Services d'Études.

Vous serez chargé de la commercialisation de ces produits dans les secteurs de l'Aéronautique, de l'Armement, de l'Automobile.

Mécanicien avant tout, vous êtes, de préférence, diplômé d'une grande école d'ingénieurs (Centrale, INSA, ENSAM) ou équivalent, et vous avez déjà une expérience probante de la vente de produits sophistiqués dans le domaine de l'électronique.

Au delà de votre rôle d'Ambassadeur et de Vendeur, vous serez chargé d'assister, de conseiller et d'assurer la formation de nos clients qui sont les plus grands noms de l'industrie.

Ce poste basé à Paris implique quelques déplacements de courte durée en province et à l'étranger.

Des formations complémentaires vous étant dispensées en Europe et aux USA, une bonne maîtrise de la langue anglaise est indispensable. Nous vous offrons un salaire et une évolution de carrière motivants. Une voiture de fonction sera à votre disposition. Réf. 110/M

#### INGÉNIEUR D'APPLICATION EN ÉLECTRONIQUE

Nos systèmes de tests automatiques de cartes électroniques sont utilisés pour contrôler les circuits les plus complexes développés par les entreprises à l'avant-garde de la technique.

Pour conforter cette avance technologique et répondre à tous les besoins de nos utilisateurs, nous recherchons un ingénieur (ESE, ISEN, ISEP ou équivalent) pour lui confier le développement d'applications pour nos matériels et plus particulièrement de testeurs de composants.

Une formation complémentaire étant dispensée en Europe et aux USA, une bonne maîtrise de la langue anglaise est indispensable. Réf. 109/M

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence du poste souhaité à notre Conseil ALPHA CDI 181, avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY SUR SEINE.



ALPHA-CDI



DEVELOPPER UNE UNITÉ DE FABRICATION DE PRODUITS POUR L'ÉLECTRONIQUE : L'OBJECTIF DE NOTRE

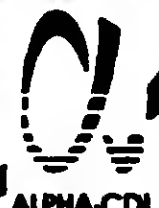
#### RESPONSABLE SERVICE ÉQUIPEMENT

Vous serez chargé de la conception, de la réalisation et du suivi d'équipements de production faisant appel à une large gamme de technologies. Disposant de moyens d'étude et d'un atelier spécialisé, vous aurez cependant largement recours à la sous-traitance et à des fournisseurs internationaux.

Ingénieur Grande École (mécanique), vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans la conception d'équipement, dans les méthodes ou en BE. Cela vous a donné de solides connaissances en micromécanique, automatismes, process control, et plus généralement en informatique industrielle. Le « terrain » vous stimule, vous êtes rigoureux et passionné par l'application industrielle et les nouvelles technologies. Vous n'en demeurez pas moins un excellent gestionnaire autant qu'un bon meneur d'hommes.

Vous devez faire preuve de disponibilité, notamment pour les quelques déplacements qu'exigent vos fonctions. Anglais courant. Rémunération motivante.

Adressez votre dossier de candidature complet (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous réf. 754 M à notre Conseil. ALPHA-CDI, 181 Avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.



ALPHA-CDI



LA CONQUÊTE DES NOUVEAUX MARCHÉS DE L'ÉLECTRONIQUE AVEC UN DES LEADERS MONDIAUX DE LA CHIMIE

#### RESPONSABLE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT MICROCONNECTIQUE

Vous serez chargé du développement de nouveaux produits d'interconnexion et de leurs procédés de fabrication. Vous assurerez également le soutien chimie de la production. Vous vous appuierez pour cela sur une équipe en place et ses moyens d'analyse orientés principalement vers les matériaux et la gravure chimique. Vous ferez en outre appel à d'autres centres spécialisés du Groupe et participerez à des programmes communs avec des entreprises extérieures.

Ingénieur chimiste, vous êtes doté d'une première expérience de recherche appliquée de préférence dans les domaines de l'électrochimie ou des traitements de surfaces (circuits imprimés...). Familiarisé bien sûr avec l'électronique, vous conduirez votre mission avec rigueur et pragmatisme. Meneur d'hommes, vous vous montrerez un « bâtisseur », prêt à relever les défis, disponible et mobile. Enfin la rémunération doit être de nature à vous motiver. Anglais courant.

Adressez votre dossier de candidature complet (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous réf. 753 M à notre Conseil. ALPHA-CDI, 181 Avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.



ALPHA-CDI



# Le Monde

## SECTEURS DE POINTE

### REJOIGNEZ UN GROS SITE IBM À 20' DE DEAUVILLE

Un groupe industriel français (C.A. 2000 MF) de taille européenne, poursuit la distribution de son informatique et revoit l'organisation de ses systèmes de gestion en accueillant :

#### un vrai chef de projet

240 000 F/+

#### rodé aux applications financières et comptables.

Sous l'autorité du D.O.I., il assiste le directeur des comptabilités dans la conception et la mise en place du système comptable qu'il faut rendre accessible via le TP à tous les centres de profit. Vous avez la dimension d'un organisateur et les compétences d'un chef de projet pour participer activement au choix des logiciels et concevoir les bases de données. Ingénieur ou diplômé d'une Ecole de Commerce, vous avez acquis en 5 à 7 ans votre expérience en conduite de projets DB/DC dans des structures complexes; vous avez une culture comptable, êtes familier de l'environnement IBM et ne rechignez pas à rayonner sur la France.

Notre consultante, Mlle K. CHATJIMIKES, vous remercie de lui écrire (réf. 4691 LM), à "Carrières de l'Informatique".



ALEXANDRE TIC S.A.  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

### techniciens

#### ROBOTIQUE

NOUS SOMMES un établissement à taille humaine, faisant partie d'une grande entreprise LEADER dans le domaine des biens d'équipements de très haute technicité.

- VOUS ETES BTS-DUT, doté d'une première expérience en systèmes de commandes de robots.
- VOUS ETES passionné par les automatismes industriels et la robotique.
- NOUS vous proposons de rejoindre notre section robotique et de participer au développement et à la mise en route de nos produits.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence 8037 à : Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



### RESPONSABLE DES VENTES IMAGERIE MEDICALE

GENERAL ELECTRIC est l'un des leaders mondiaux dans le domaine de l'imagerie Médicale (rayons X, systèmes d'échographie). C'est aujourd'hui un pionnier dans le développement de l'imagerie par résonance magnétique nucléaire. Cette notoriété mondiale dans le milieu hospitalier est reconnue. Nous souhaitons donner un nouvel essor à notre implantation en France. Nous vous confierons la responsabilité de l'organisation commerciale et l'entretien de ce marché à fort potentiel (hôpitaux, cliniques, administrations). Vous avez 30/35 ans minimum, une formation d'ingénieur, une expérience commerciale probante acquise au sein de la communauté médicale française, beaucoup d'autonomie pour gérer une petite structure, et surtout un vrai tempérament de challengeur pour nous permettre de conquérir rapidement la meilleure position au niveau de General Electric. Renseignez-vous.

Votre formation passée par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, avec une parfaite maîtrise de l'anglais est exigée. Nous vous proposons une voiture de fonction, une rémunération très motivante et la possibilité de développer votre carrière au sein d'un des plus grands groupes industriels mondiaux. Le poste est à pourvoir à Paris et nécessite de nombreux déplacements en France et à l'étranger. Adressez votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) à : 75001 PARIS à notre Conseil ALPHAC 1, 161 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.

GENERAL ELECTRIC

### Venez rejoindre un leader dans le domaine de la Productique

Spécialisés dans la conception et la réalisation de systèmes d'assemblage automatisés, nous recherchons pour la vente de nos APPLICATIONS ROBOTS, un

### ingénieur commercial

#### DE HAUT NIVEAU

#### VOUS AVEZ :

- une formation d'ingénieur Grandes Ecoles,
- une expérience commerciale de 3 à 5 ans dans le domaine de l'automatisation des moyens de production,
- une certaine maîtrise de l'Anglais.

#### NOUS VOUS PROPOSONS :

- un travail d'équipe motivée par les hautes technologies,
- une entreprise à taille humaine, dans laquelle votre personnalité pourra pleinement s'exprimer,
- une gamme de produits dans un marché porteur.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence 8062 à : Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

### GRACE

L'un des 5 premiers mondiaux de la CHIMIE, 80 000 personnes sur 5 continents. Des Divisions Européennes : 8 000 personnes dans 10 pays. Une Société française : 1 000 personnes près de RAMBOUILLET, CA 94 : 800 Millions de Frs. Des TECHNOLOGIES DE POINTE dans des secteurs variés de la CHIMIE INDUSTRIELLE et de la TRANSFORMATION DES MATIERES PLASTIQUES. Des produits leaders sur le marché de l'EMBALLAGE ALIMENTAIRE.

### INGENIEUR "ENERGIES"

Centrale, AM, Supélec... ou équivalent.  
Débutant ou 1<sup>re</sup> expérience

Votre fonction : Etudier, chiffrer, promouvoir divers projets d'économie d'énergie. Prendre en charge l'exploitation des réseaux. Animer une équipe chargée de la réalisation des travaux.

Une position-clé, en relation permanente avec la Production, l'Entretien et les Services Financiers. Un poste rapidement évolutif, parce que vous avez le sens de l'organisation et que vous savez dialoguer avec des interlocuteurs Français et Européens au plus haut niveau. Vos connaissances en informatique et votre maîtrise de l'anglais sont des atouts déterminants.

Adressez rapidement votre dossier de candidature (sous référence MO 586) à Jean-Paul MARUEJOULS - Relations Humaines - GRACE Serl - B.P. 10 - 28230 EPERNON

### DÉFI À UN JEUNE INGÉNIEUR EN ORGANISATION

Diplômé d'études supérieures, vous appartenez aujourd'hui, à 30 ans environ, à un cabinet sérieux, et intervenez auprès d'entreprises industrielles moyennes; vous maîtrisez les méthodes d'analyse, montrez de la créativité dans vos recommandations, menez jusqu'au bout les réalisations pratiques.

Affaire de 900 personnes, construisant des biens d'équipement, dont la marque est devenue un nom commun, nous vous confions la mission de créer la nouvelle organisation de toutes nos fonctions (commerciales, production, S.A.V., etc.) jusqu'au contrôle des applications (avec un budget de 3 MF par an).

Ce poste, en proche banlieue Ouest, nécessite des déplacements dans nos ateliers et agences en France. Connaissance de l'Anglais ou de l'Allemand appréciée.

Notre consultant, J.P. DOURY, vous remercie de lui écrire (réf. 4730 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

### LA CONFEDERATION NATIONALE DU CREDIT MUTUEL

recherche un

### Auditeur informatique

Paris 220.000 +  
Rattaché à l'Inspecteur Principal responsable de la division Audit Informatique, vous exercerez des missions diverses auprès des Fédérations : - seul ou assisté d'inspecteurs, vous serez responsable de l'audit depuis l'étude de l'existant jusqu'à l'élaboration du rapport soumis à la commission de contrôle (rapport que vous défendrez personnellement) - vous animerez ou participerez à des groupes de travail, effectuerez des interventions ponctuelles.

Ingénieur, MIAGE, ou équivalent, ayant cinq années au moins d'expérience acquise dans les études informatiques dans lesquelles vous avez pu vous familiariser avec des matériels divers si possible, vous êtes Chef de Projet et souhaitez évoluer vers l'audit, vous aimez les déplacements. Vous saurez alors vous imposer par vos compétences, votre savoir-faire et votre juste assurance. (Une expérience bancaire serait un atout).

Nous vous remercions d'écrire sous réf. 468 M à AL. CONSEIL, 102, bd. Malesherbes - 75017 PARIS, chargé de cette mission et qui vous garantit discrétion et réponse.

Crédit Mutuel

Al conseil

### SOCIÉTÉ D'INGÉNIEUR

recherche

Pour son département communications et télécommunications à

ST-QUENTIN-EN-YVELINES

#### INGÉNIEUR

GRANDE ÉCOLE

expérimenté pour développer puis encadrer mission d'ingénierie et études de nouveaux services.

Pour son département énergie à LYON

INGÉNIEUR THERMICIEN

GRANDE ÉCOLE

qui sous autorité chef département devra développer et coordonner activités nouvelles d'assistance aux entreprises industrielles (exp. industrielle nécessaire).

Pour son département énergie à ST-QUENTIN-EN-YVELINES

INGÉNIEUR THERMICIEN

DIPLOMÉ

ayant solide exp. en entreprise capable de diriger projet de maîtrise d'œuvre (travaux de réception de travaux dans domaine soit traitement déchets, soit chauffage urbain).

Env. C.V., photo et prétentions sous réf. 17043 à Comptex Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, qui transmettra.

### STÉ MODERNE

D'ELECTRONIQUE

rech. pour son bureau d'études

CHEF DE PROJET

4 à 5 ans d'expérience en électronique privée.

INGÉNIEUR

expérience acquise en conception de circuits intégrés à la demande.

Envoyez C.V. à :

S.M.E. - réf. ET 003

88, rue Diderot

75014 PARIS

ou téléphoner : 585-93-18.

### Sélection

à Reader's Digest

RECHERCHE

### CHEF DE FABRICATION ÉDITION

(Magazine et Livres), 30-40 ans, avec expérience de plusieurs années des techniques Offset et Hélio et de bonnes connaissances dans les domaines suivants : photogravure - photocomposition - papier - brochage.

Sens du contact indispensable étant donné ses relations permanentes avec les autres Services de l'entreprise.

Ce cadre sera amené à visiter nos fournisseurs tant en France qu'à l'étranger (en Italie principalement).

Très bonne connaissance de l'Anglais demandée.

Envoyer C.V., photo et prétentions à SÉLECTION DU READER'S DIGEST - Direction des Relations Humaines - 1 à 7, avenue Louis-Pasteur - 92220 BAGNEUX.

### INFORMATIS

INGÉNIEUR INFORMATIQUE

TECHNIQUE DE POINTE

CAD - ROBOTIQUE - MOUVEMENTS

QUE - RESEAUX - PROCESSUS

VIDEOTEX - MESSAGERIE

ELECTRONIQUE - TEMPS RÉEL

INGÉNIEURS MINI 6

PROJETS MONÉTOQUES

INGÉNIEURS SYSTÈME

TPS RÉEL. MOTOROLA 68000

INGÉNIEURS RÉSEAUX

PROJETS RÉEL. VIDEOTEX

INGÉNIEURS BULL DPS8

PROJETS RÉEL. VIDEOTEX

INGÉNIEURS VAX 780

PROJETS CAD

PROJETS TECHNIQUES

TRÈS VALORISANTS

26, r. Daubenton, 5<sup>e</sup>, 337-89-22.

معلومات العامة



معلومات العمل

REPRODUCTION INTERDITE

# Le Monde

## SECTEURS DE POINTE



depuis sa création

### ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

est spécialisée dans l'étude et le développement de matériels de pointe dans les domaines de l'électronique et du traitement de l'information. Le souci de renforcer sa maîtrise des techniques les plus modernes la conduit à rechercher pour continuer à assurer sa croissance, des :

#### ingénieurs de haut niveau débutants ou confirmés (X, ESE, TELECOM...)

Très motivés par les activités :

- Conception de systèmes et équipements électroniques : définition des projets
- optimisation - simulation - intelligence artificielle.
- Conception de circuits analogiques et numériques - traitement du signal.
- Microprocesseurs et logiciels temps réel.
- Micro-électronique hybride et monolithique.
- Hyperfréquences : câbles et circuits.


Les ingénieurs intéressés participeront à la conception et à la réalisation d'ensembles complexes, faisant appel aux différentes techniques énumérées ci-dessus.

Si vous souhaitez vous intégrer à des équipes dynamiques disposant de moyens importants pour réussir, et si vous êtes très motivés par ces domaines d'activités, adressez votre dossier de candidatures, sous réf. 5108 M, à : **préciser sur l'enveloppe** :

#### DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTIC



DIVISION D'INSTRUMENTS S.A.

### ingénieurs responsables de zone

Intégrés à une équipe Export très dynamique déjà fortement implantée aux U.S.A., en ASIE et notamment au JAPON, en U.R.S.S. et dans les PAYS DE L'EST, ainsi qu'en EUROPE de l'OUEST, ils seront chargés - sur un secteur géographique qui sera déterminé en fonction de leur connaissance des pays concernés et de leurs compétences linguistiques - de suivre une clientèle industrielle et scientifique utilisant des technologies très avancées, et d'être d'un conseil avisé et de conseil.


Ce poste - impliquant beaucoup d'indépendance et de disponibilité - conviendrait à des INGÉNIEURS - de préférence en SCIENCES DES MATERIAUX - ayant orienté leur carrière vers une activité technico-commerciale et disposant d'une expérience confirmée de la commercialisation de produits de haute technologie. ANGLAIS ou ALLEMAND indispensables.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 3111 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par :

#### DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTIC



### Banque Populaire

un grand Groupe à l'esprit d'entreprise

#### LA CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES,

Organe Central d'un Groupe de 38 Banques Régionales et de 29.000 collaborateurs recherche un

### Spécialiste système de paiement.

Diplômé de l'enseignement supérieur avec de solides connaissances en informatique, vous avez une première expérience en système de paiement.

Au sein d'une équipe chargée d'assurer le support technique de tous les problèmes liés aux systèmes de paiement et de retrait par carte à puce magnétique et à microprocesseurs, vous aurez pour mission de :

- participer aux travaux de certaines instances techniques professionnelles de définition et de normalisation des systèmes (architecture, matériel, sécurité),
- assurer les contacts permanents avec les fournisseurs de matériel et de logiciel,
- aider les membres du Groupe à la mise en œuvre des moyens retenus par la Banque et le Commerce.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et références) sous réf. SSP 2 à François MARSAL - Chambre Syndicale des Banques Populaires - 131, avenue de Wagram - 75847 PARIS CEDEX 17.

#### une énergie nouvelle en France



### Ingénieur système

Assurer le développement et l'optimisation des procédures "système" sur matériel VAX avec les logiciels CAO-INTERGRAPH. Assurer la maîtrise d'œuvre des applications nouvelles, les suivre avec les utilisateurs, participer à l'animation de l'équipe et au développement du service.

C'est la mission très complète que vous propose la COGEMA et son établissement de la HAGUE près de Cherbourg.

Cette très importante société (13.000 personnes, 10 milliards de francs de CA) est la première entreprise mondiale sur son secteur d'activité, le cycle complet du combustible nucléaire.

Son expansion permet de proposer de réelles perspectives de carrière dans le contexte d'un environnement informatique très développé et très diversifié.

Vous êtes Ingénieur, et vous possédez une première expérience professionnelle significative (2 années minimum) dans un poste de chef de projet en informatique de gestion, ou en informatique industrielle.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite sous réf. M 465 R, à Arnaud de Mandat, OC conseil, 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

#### OC conseil

RESSOURCES HUMAINES

PARIS - LYON

## Cap sur l'avenir

Le groupe G.CAM déjà leader dans le domaine de la diffusion des banques de données économiques, financières et de la Presse, renforce son activité TELEMATIQUE et dans ce cadre recherche

### Ingénieurs de développement

écoles de commerce ou équivalent, débutants ou avec une expérience de 1 à 4 ans dans le domaine du marché Télématique ou des services informatiques - pour imaginer et diffuser des solutions télématiques pour des services grand public et professionnels reposant sur des solutions serveurs partagés ou clés en mains.

Notre forte implantation dans le domaine Télématique repose sur le développement d'une stratégie originale de promotion et de vente, par des contacts de haut niveau et une présence dans des secteurs économiques variés.

Postes à pourvoir sur PARIS.

Merci d'adresser c.v. et prétentions sous référence 324 à Marie-Françoise ALETTI G. CAM - Tour Maine-Montparnasse, Boite Postale 08, 75755 Paris Cedex 15.



### PROTECTION - INTRUSION

Filiale d'un grand groupe français, nous sommes un des leaders de l'ingénierie générale. Notre département sécurité anti-intrusion définit et met en place des systèmes de protection dans des environnements très diversifiés (services publics, organismes de défense, industries, centres bancaires...).

Nos missions s'étendent de l'analyse des risques et la conception d'une doctrine jusqu'à la mise en œuvre de dispositifs complets de détection, surveillance ou alarme.

### INGÉNIEUR CHEF DE PROJET

Nous recherchons un interlocuteur privilégié de notre client, vous interviendrez très en amont dans l'analyse des besoins et la conception globale de systèmes complets faisant intervenir de multiples disciplines (électronique, automatismes, informatique...).

Agé d'au moins 30 ans, de formation Ingénieur grande école, vous aurez acquis une première expérience de même type dans un domaine d'activité proche par les technologies utilisées (armement, automatismes et électronique industriels...).

La rémunération proposée sera motivante et les perspectives d'évolution professionnelle assurées par l'importance de notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 50584/AM à HAVAS-CONTACT - 1, place du Palais-Royal, 75001 Paris.



## DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

### SOCIÉTÉ DE SERVICES OPÉRANT SUR DES MARCHÉS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX EXTREMEMENT CONCURRENCÉS

RECHERCHE

### UN DIRECTEUR COMMERCIAL

LE CANDIDAT, DE HAUT NIVEAU, APPORTERA LES PREUVES D'UNE EXPÉRIENCE RÉUSSIE, ET SE MONTRERA APTÉ EN S'IMPOSANT PAR SES RÉALISATIONS PERSONNELLES A ANIMER, VENDRE ET FAIRE VENDRE.

IL PARTICIPERA A LA STRATÉGIE COMMERCIALE ET SERA CHARGÉ DE SA RÉALISATION ET DE SA MISE EN ŒUVRE.

La pratique de l'anglais est indispensable. Poste basé porte d'Ivry.

Adresser lettre + c.v., photo et prétentions à RÉGIE-PRESSE sous n° 310 362, 7, rue de Montesson, 75332 Paris Cedex 07 qui transmettra.

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ FILIALE D'UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL

recherche

### DIRECTEUR OPERATIONNEL

de formation Ingénieur Grande Ecole

Ce poste est basé en Région Parisienne avec déplacements à l'étranger. Il s'agit pour mission la Direction d'un groupe d'ingénieurs de projets spécialisés en électromécanique, dans les domaines industriels et des infrastructures, réalisant un CA d'environ 300 millions de Francs. Anglais indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et préc. sous réf. 18414 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Obélisque, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



# Le Monde

## SECTEURS DE POINTE

### INGENIEUR ET MANAGER



Le management industriel, c'est la voie que vous propose LEVER (détergents, 3 milliards de F. de CA, 1.800 personnes), société française du groupe UNILEVER dans la plus grande unité de détergents d'Europe, située près de Lille.

**ECP, ENSAM... ENSCP, ENSIC...**  
**Démarrez**

#### au développement des procédés

(Réf. X/85 DEV)

Intégré dans une équipe de développement en relation étroite avec la recherche, vous définirez les procédés nouveaux de fabrication nécessités par la création et l'évolution des produits. Vous testerez vos conceptions en atelier pilote et accompagnerez vos projets dans leur transfert en Production.

Après cette première étape, vous prendrez des responsabilités croissantes dans l'encadrement d'équipes et de projets, à travers des expériences croisées travaux neufs-production, recherche-développement, nationales-internationales. Déterminés et ouverts, vous souhaitez progresser dans un environnement international jusqu'aux plus hauts niveaux de management.

#### aux travaux neufs

(Réf. X/85 TN)

Chef de projet, vous conduirez des actions d'ingénierie (conception et mise en œuvre de nouvelles installations de fabrication et de conditionnement) dans un contexte d'investissements très soutenus.

#### à la production

(Réf. X/85 PRO)

Dans un département de fabrication, vous acquerez la maîtrise des paramètres opérationnels de production : animation des hommes, conduite d'opérations d'amélioration de productivité, démarrage de nouvelles installations industrielles.

Recrutement des Cadres  
UNILEVER FRANCE SERVICES  
8, Av. Delcassé - 75384 Paris Cedex 08



UNILEVER  
UNE DIMENSION  
INDUSTRIELLE  
A L'ECHELLE  
HUMAINE

### UNE RENOMMEE QUI S'ETABLIT...

Une équipe de professionnels de l'informatique, animée par un chef de file, offre un service de qualité. Afin de toujours mieux répondre aux besoins de nos partenaires clients et d'élargir notre champ d'intervention, nous recherchons un nouveau collaborateur.

#### Responsable du département informatique de gestion

Associé aux actions commerciales, vous saurez rapidement en prendre l'initiative et assurer ainsi la croissance du Département.  
Chargé de mettre en place, d'organiser et de coordonner des équipes-projets, vous mènerez également des missions de conseil.  
Attentif à l'épanouissement professionnel de vos collaborateurs, soucieux d'en faire des techniciens de pointe,

vous participerez à leur recrutement, leur formation et leur évaluation.  
Issu de la technique, vous vous tenez au fait de son évolution. Manager, responsable, disponible, vous avez déjà conduit avec succès des missions analogues.  
Prêt à dynamiser notre Département Informatique de Gestion, vous voulez être partie prenante de son expansion... alors rejoignez-nous !



Adressez lettre manuscrite et CV sous référence LMI au  
**Cabinet Derieux** 27 - 29 avenue de Saint-Mandé 75012 Paris.

emplois internationaux  
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux  
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux  
(et départements d'Outre-Mer)

### DROITS DE L'HOMME EN ASIE DU SUD-EST

Amnesty International recherche pour son Secrétariat international à Londres un **CHERCHEUR** qui enquêtera sur les violations des droits de l'homme au Vietnam et dans un ou deux autres pays d'Asie du Sud-Est. Il rassemblera des informations et préparera des actions à entreprendre par Amnesty International concernant les prisonniers d'opinion, le déroulement des procès et le traitement des prisonniers.

Les candidats devront posséder une connaissance approfondie du Vietnam et être capables de rechercher des informations et de les interpréter objectivement. Ils devront aussi être doués d'un bon jugement politique et capables de travailler en équipe. Une parfaite connaissance de l'anglais et du français est indispensable. La connaissance du vietnamien est souhaitable.

Traitement annuel (indexé, échelons annuels) : £ 11.368,35.

Pour recevoir la description détaillée du poste et une formule de candidature, prière d'écrire ou de téléphoner au Service du Personnel, AMNESTY INTERNATIONAL, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ (Grande-Bretagne).  
Tél. : 837 3805 (24 h/24).



amnesty  
international

DATE LIMITE POUR LA RÉCEPTION DES CANDIDATURES : 30 novembre 1985.

SOCIÉTÉ BELGE  
EN TRANSPORTS INTERNATIONAUX  
spécialisée en transport de meubles  
et marchandises volumineuses

recherche

#### UN COLLABORATEUR COMMERCIAL

INDÉPENDANT ET EFFICACE

Qualification d'agent ou courtier en transports en vue d'acquiescer du fret.

FRANCE - BENELUX

Gains appréciables.

Ecrire sous n° 6820, LE MONDE Pub.,  
Service Annonces Classées,  
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

#### emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

### INGENIEUR CONTROLEUR DE TRAVAUX AMERIQUE DU SUD

#### CHEZ UN DES LEADERS FRANCAIS DE L'INGENIERIE

Nous recherchons, pour assurer l'encadrement d'une équipe de contrôle de travaux formée d'ingénieurs et techniciens locaux, notre **CHEF D'AMENAGEMENT**.

Les travaux concernent les ouvrages assurant le rejet en mer des eaux d'assainissement d'une ville d'Amérique du Sud.

Cet ingénieur diplômé a 10 ans d'expérience en génie civil, dont au moins 5 ans en contrôle de travaux. Références en travaux maritimes et pose de conduites demandées.

Une très bonne connaissance de l'Espagnol est indispensable.

Durée prévisible du détachement : 18 mois à compter de début 1986.

Adressez candidature détaillée (lettre manuscrite, CV, prétentions et photo) sous réf. 42626 à CONTEXTE PUBLICITE 74, rue Béchereau 69343 Lyon Cedex 07, qui transmettra.

### INTERNATIONAL EQUITIES

A prestigious London based international investment bank has committed to expand its international equity activity and wishes to discuss this opportunity with a highly qualified institutional sales person to head up this area.

The individual we are seeking should be well known to both U.K. and U.S. institutional investors. Fluency in French and another European language is desirable.

Apply in confidence to 7 957 : le Monde Pub., services annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

### DIRECTIONS Nationales et Internationales

GRUPE BTP 1er PLAN  
recherche pour important chantier en ARABIE

### DIRECTEUR DE TRAVAUX VRD

#### La mission :

- planifier l'ensemble des travaux
- organiser et coordonner les exécutions à partir des études
- contrôler la qualité des réalisations et le respect du planning
- assurer le suivi en liaison avec le client.

#### L'homme :

Ingénieur grande école du BTP, il a une expérience de Direction des Travaux VRD importants à l'étranger. La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Adressez CV, prétentions, sous N° 9444 à PARFRANCE ANNONCES - 4 rue Robert Esnienne - 75008 PARIS - qui transmettra

Société de réputation internationale, leader dans sa profession et filiale d'un puissant groupe industriel français (10 milliards de C.A.), nous recherchons notre :

### DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES

Rattaché au Président Directeur Général et Membre du Comité de Direction, il aura pour missions essentielles de :

- proposer des politiques dynamiques et performantes de gestion des personnes ;
- conseiller et assister les directions opérationnelles pour le recrutement et la gestion de leurs équipes ;
- développer la communication ;
- entretenir des relations positives avec les partenaires sociaux.

Ce poste, basé dans le Nord de la France, s'adresse à un professionnel de la fonction Personnel pouvant justifier d'une expérience d'au moins cinq ans dans une entreprise industrielle ; créatif, rigoureux, il aura le sens du contact, de l'écoute et du dialogue.

Merci d'adresser lettre + C.V. + photo sous réf. 8348 LM à COMMUNICO - 12-14, rue Faidherbe - 59000 LILLE - qui transmettra.

### Directeur de Production

FMI de 350 personnes, rattachée à un groupe important, spécialisée en biens d'équipement pour la transformation des matières plastiques, dans la région Rhône-Alpes, recherche son Directeur de Production.

Rattaché au Directeur Général, il assure le bon fonctionnement de l'usine, supervisant les Achats, la fabrication, la logistique dans les meilleures conditions de climat social, de productivité, de respect des budgets.

De formation Grandes Ecoles (Centrale, Supélec...), il aura acquis à 35 ans environ, en milieu industriel, une technicité sur le plan mécanique, la pratique du commandement qu'il développera en collaboration avec les cadres existants.

Merci, si vous vous sentez concerné par ce poste, de nous adresser lettre manuscrite, C.V., sous référence 70302 M, à Madame Claude FAVEREAU.



13 bis, rue Henri Matisse  
75008 PARIS

Handwritten text in Arabic script.



الاعلام

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mercredi 23 octobre 1985 - Page 33



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Un Groupe Industriel Français puissant et diversifié recherche pour son établissement de LYON

## L'ADJOINT DU RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES

Vous avez au moins 3 ans d'expérience professionnelle et vous recherchez une mission de généraliste.

Nous vous proposons d'intervenir sur tous les volets de la fonction sociale (recrutement, aspects juridiques...) dans une équipe motivée et professionnelle.

Nous comptons sur votre mobilité car après cette première mission réussie, nous saisissons avec vous de nouvelles opportunités pour vous proposer un élargissement de vos responsabilités.

Votre candidature (C.V., photo et prétentions) sera adressée sous réf. 79176 M à notre Conseil, MILO MRH - 43 bis, boulevard Victor-Hugo, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

MILO MRH

## Généraliste débutant à fort potentiel

La Branche Emballage du Groupe BSN - 4,7 Mds de F de C.A., 12 unités de production - est le n°1 de l'emballage verrier en France.

L'Usine de REIMS produit, avec 540 personnes, environ un million de bouteilles par jour.

Afin d'améliorer encore les performances de l'établissement, son Directeur crée un poste d'Ingénieur. Au sein du Service Organisation-Formation, il sera plus particulièrement responsable de projets d'organisation industrielle. Ses missions, centrées sur l'amélioration de la productivité de l'usine, concernent les aspects techniques et administratifs, et portent tant sur les changements d'attitudes que sur les méthodes et les conditions de travail. Ceci en cohérence étroite avec le plan socio-technique de l'établissement.

Ingénieur généraliste, vous avez démontré au cours de vos stages et expériences diverses que vous savez prendre en compte la dimension humaine dans la résolution de problèmes techniques et organisationnels. Vous avez la volonté d'aboutir à des réalisations concrètes. Votre réussite vous ouvrira un large éventail d'évolution au sein de la Branche Emballage et dans le Groupe. Une formation complémentaire en gestion serait un atout.

BSN

Merci d'adresser votre candidature sous réf. R 23 M, A: BSN - Service Recrutement Cadres, 7, rue de Tahira, 75001 PARIS Cedex.

## responsable du marketing

TDS

Ble de BOSTICA SEMENCES, à Toulouse, nous recherchons à un Grand Groupe Français. Dans le cadre de notre nouvelle structure commerciale, nous créons le poste de Responsable Marketing.

Rattaché à la Direction Générale, il a pour mission de développer le positionnement de nos marques dans la GRANDE DISTRIBUTION.

Il réalise les Etudes de Marché, étudie la rentabilité des produits, analyse leurs gammes, propose les axes stratégiques de développement, établit le budget du plan Marketing. A l'écoute de la force de vente, il apporte son concours à la définition des Plans d'Action Commerciale. Il suit et contrôle l'efficacité de ses interventions.

De Formation Supérieure avec option Marketing, ce responsable homme ou femme, doit justifier d'une expérience en Marketing sur des produits commercialisés dans le secteur de la GRANDE DISTRIBUTION.

Votre candidature sera traitée avec discrétion, lorsque vous ferez parvenir un dossier complet: lettre motivation, CV, photographique, rémunération souhaitée, sous réf. M 5081, à l'attention de Marie-Françoise LAUTREC, LEPT "Service Recrutement", 35, rue des Couleilles 31000 TOULOUSE.

marie-françoise lautrec lepy  
Conseiller d'Entreprise Toulouse

## LE MARKETING AU COEUR DE LA TECHNOLOGIE DES RESEAUX D'ORDINATEURS

Au sein d'HP France, notre division située à Grenoble est chargée au niveau international du développement des réseaux d'ordinateurs.

Dans ce cadre, le rôle de notre service Marketing est déterminant.

Constitué d'experts travaillant en petites équipes autonomes et responsables, il contribue largement à la satisfaction de nos clients en apportant des réponses fiables et innovatrices répondant à des standards adoptés au niveau international.

### Ingénieurs support technique

Vous êtes l'expert technique d'une gamme de produits - matériels et logiciels - et vous intervenez pour optimiser les solutions réseaux adaptées aux besoins de nos clients.

Intégré au groupe européen de Support Technique Réseaux, votre rôle est essentiel comme interface entre nos quatre divisions réseaux (trois aux USA) et notre clientèle.

Vous assurez la formation technique et conseillez nos ingénieurs grâce à votre maîtrise des procédures réseaux, votre sens de la communication et votre esprit de synthèse.

De formation supérieure en électronique ou en informatique vous avez une expérience de trois ans environ.

Réf. M/GND/23

### Chefs de produit

Vous êtes chargé de mettre en oeuvre l'ensemble des techniques marketing depuis l'analyse des marchés, l'établissement des prévisions, l'introduction du produit jusqu'au suivi de son évolution. Dans ce cadre le dialogue que vous établissez entre nos chercheurs et les utilisateurs est fondamental.

Ce poste s'adresse à des personnes de formation supérieure en électronique ou en informatique (complétée par une formation de type MBA), ayant une expérience significative dans une fonction similaire, ou une expérience de vente dans le domaine des réseaux.

Réf. M/GND/24

### Experts réseaux

Cette fonction s'adresse à des experts en réseaux informatiques.

Leur mission sera, en collaboration avec nos ingénieurs commerciaux, d'analyser les besoins de nos clients à haut niveau, d'établir des schémas directeurs et de proposer des solutions réseaux répondant à la stratégie long terme de notre clientèle.

Vous êtes de formation supérieure en électronique ou en informatique, témoignez d'une expérience solide dans le domaine et avez une forte personnalité.

Réf. M/GND/25

Ces postes requièrent un excellent niveau technique, la maîtrise de l'anglais ainsi qu'une bonne aptitude à la communication dans un environnement international dynamique et motivant.

Nous offrons de larges perspectives d'avenir au sein de nos différentes divisions.

Envoyez votre dossier de candidature comprenant un CV et une lettre manuscrite précisant clairement vos motivations professionnelles à Jean-Philippe DARA, Hewlett-Packard France, Service Recrutement, 5 avenue Raymond Chanas, 38320 Eybens.

HP EN FRANCE:  
3000 PERSONNES,  
3 USINES,  
3,3 MILLIARDS DE C.A.,  
3<sup>e</sup> EXPORTATEUR  
D'INFORMATIQUE.



HEWLETT  
PACKARD

PERFORMANCES A L'APPUI.

Aluminium Alcan de France  
premier producteur mondial d'aluminium

Dans le cadre de son plan annuel et pluriannuel de développement recherche



## INGENIEUR en ORGANISATION

pour analyser et diagnostiquer les systèmes et procédures en place, puis proposer, mettre en oeuvre et suivre de nouveaux systèmes de gestion administrative, commerciale ou de production (GPAO en cours).

Première expérience ou débutant, cet ingénieur aura suivi un cycle de formation adapté de type IESTO. Il travaillera au sein d'une petite équipe de 3 personnes.

Basé à Chartres, le poste implique quelques déplacements dans le nord et le sud-ouest.

Adresser lettre de candidature, C.V. à Département du Personnel BP 49 - 28111 LUCE Cedex.

SIEMENS

recherche pour son département Technique Médicale à Tours

## un Ingénieur de Maintenance

pour installations, mises en service, maintenance préventive et dépannages d'appareillages d'imagerie nouvelle (type scannographe RX, RN, Radiologie numérisée, etc...)

Diplômé en électronique, avec si possible une spécialisation en informatique.

La connaissance de l'allemand est souhaitée, celle de l'anglais est indispensable.

Une formation complémentaire en Allemagne sera assurée.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur dossier de candidature sous la référence

12601 M à :  
Département du Personnel  
35 rue George-Sand  
37000 TOURS

Siemens S.A.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

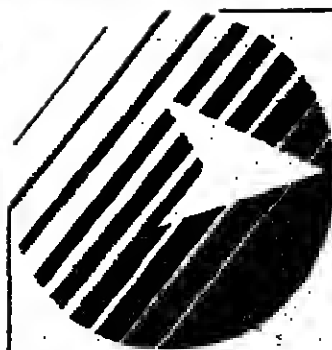
## RANK XEROX

### RESPONSABLES DES PRODUITS MICRO EN AGENCE

LILLE, STRASBOURG, BORDEAUX, TOURS 220 000 F

Dans le domaine de la micro-informatique comme ailleurs, RANK XEROX utilise son savoir-faire en matière de commercialisation. Notre gamme de micros compatibles nous donne les meilleurs atouts pour nous imposer. Le responsable micro est le « patron » fonctionnel de la micro-informatique dans l'agence. Il coordonne les actions des vendeurs micro (5 à 7 personnes), assure l'intégration des nouveaux entrants, est responsable de la formation micro de l'ensemble de la force de vente de l'agence (environ une centaine de personnes). De plus, il est en relation avec les SSII du territoire, organise et anime les manifestations micro (expositions, salons...). Pour ces quatre postes, la connaissance du marché micro

(matériels et logiciels les plus utilisés sous environnement MS/DOS et PROLOG) est nécessaire. Des notions de communication sont appréciées. La compétence commerciale nécessaire dans ce type de produit et l'expérience de la conception et de l'animation de stages sont souhaitées. Veuillez adresser votre candidature, en précisant la ville qui vous intéresse sous réf. SP/LM 113 à Jean-Pierre BRUN, RANK XEROX Département recrutement 93607 Aulnay-sous-Bois Cedex.



Le Centre d'Intégration de matériels aéronautiques de Sella-St-Denis, (50kms d'Orléans 180p.) situé en Sologne recherche :

### Jeune <sup>MF</sup> Chef du Personnel pour assister le Directeur du Centre.

Il est plus particulièrement responsable :  
du recrutement et de l'évolution du personnel,  
de la mise en place et du suivi des actions de formation,  
des relations avec les organismes sociaux et administrations,  
de la gestion administrative du personnel (paye, études statistiques...),  
Il participe aux réunions avec les partenaires sociaux (C.E., D.P., etc...),  
Il aide la hiérarchie dans son rôle social.

Ce poste peut convenir à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur apportant une première expérience réussie dans un service du personnel ou de préférence à un ingénieur ayant 2 à 3 ans d'expérience industrielle, intéressé par une orientation dans la fonction sociale avec des possibilités d'évolution au sein du groupe.

Adresser CV, rémunération souhaitée, photo en indiquant la référence SM 1257/M au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY-3 avenue du Centre - 78182 Saint-Quentin Yvelines Cedex

## MATRA



## LE GROUPE

### DES MUTUELLES DU MANS

Notre Groupe emploie déjà plus de 150 informaticiens. Aujourd'hui, pour faire face au développement d'outils de 4ème Génération sur gros système (IBM 3090 - 3081, BULL DPS 8), notre Département INFORMATIQUE recherche :

### SPECIALISTE GENIE LOGICIEL

Vous piloterez, dans le cadre d'objectifs fixés par la Direction des Systèmes d'Information, la conception et l'adaptation d'outils génie logiciel. Vous définirez des méthodes de travail et veillerez au respect et à l'évolution des règles.

Si, suite à votre formation Ingénieur (Grande Ecole ou Informatique) et à une expérience de Chef de Projet de 5 ans minimum, vous êtes maintenant spécialisé dans la fonction Génie Logiciel, merci de nous contacter sous réf. JLS/CL 01.

### ANALYSTES

Vous travaillerez au sein de petites équipes-projets, dans un environnement temps réel et bases de données, à des applications de gestion.

Vous êtes intéressé par l'utilisation d'outils de programmation du type TSO, IBM DB dans l'exercice de votre activité.

Si vous êtes titulaire d'une M.I.A.G.E. ou d'une formation informatique d'un niveau au minimum équivalent, merci de nous contacter sous réf. JLS/CL 02.

**GROUPE DES SOCIÉTÉS MUTUELLE GÉNÉRALE FRANÇAISE**  
- Direction du Personnel - 19-21, rue Chanzy  
72030 LE MANS CEDEX

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## Le responsable adjoint des services comptables

Institution financière spécialisée

350.000

Paris. Cette importante institution financière spécialisée possède une place centrale dans le financement des besoins durables des entreprises industrielles et commerciales; elle dispose d'une gamme souple et variée de produits financiers en constante adaptation et, par ses différentes filiales, elle propose aux entreprises assistance et conseil en matière d'investissement. Elle recherche l'adjoint du responsable de ses services comptables.

Dans cet établissement soumis à la loi bancaire et doté d'une comptabilité générale complexe, il seconde activement le responsable du service (75 personnes); il supervise, organise et dirige les différents secteurs comptables de l'entreprise, anime les cadres et employés, assure la gestion comptable et fiscale des filiales; il élabore les bilans et états périodiques réglementaires, veille au respect des formalités et procédures; il est en liaison constante avec les directions opérationnelles et il mène les études et les analyses comptables nécessaires à l'établissement des produits nouveaux.

Le candidat, âgé d'environ 45 ans, possède une formation générale de type Grande Ecole de Commerce et une formation comptable haut niveau, avec, si possible, l'expertise comptable; il a assumé des responsabilités de comptabilité générale dans une banque ou un établissement financier et il a de bonnes connaissances en fiscalité; il est, par ailleurs, organisé, de bon contact et capable d'encadrer un service. Ce poste présente des perspectives d'évolution pour un candidat de valeur.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous référence P087/M à B. Beaunoir.



**SEMA-SELECTION**

16, rue Barbès 92126 MONTROUGE Cedex.

## responsable de missions relations extérieures

Nous sommes une société de premier ordre dans le domaine des techniques de l'espace et nous souhaitons intégrer au sein de notre Direction spécialisée UN RESPONSABLE DE MISSIONS RELATIONS EXTERIEURES.

Placé(e) sous l'autorité du chef du service missions, vous devrez :

- Préparer et organiser les manifestations de relations publiques liées aux activités de l'entreprise en France et à l'étranger.
- Participer aux réunions de coordination avec les clients concernés et nos partenaires industriels.
- Négocier avec les prestataires de services (compagnies aériennes, hôtels, restaurants, tour operators, imprimeurs, etc.).
- Organiser et participer aux voyages de reconnaissance.
- Gérer la comptabilité des dépenses de chaque mission.

Vous êtes de formation supérieure et vous pouvez justifier d'une bonne première expérience des relations publiques de 3 à 4 ans en entreprise (organisation de voyages, réception de personnalités, etc.).

Vous êtes familiarisé(e) avec les moyens techniques de communication.

Votre anglais est naturellement courant et la connaissance d'une autre langue représenterait un plus.

Votre disponibilité est à la hauteur de votre goût pour les voyages.

Enfin votre faculté d'adaptation, votre sens de l'initiative et de la diplomatie vous permettent de faire face aux imprévus.

Envoyer votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prêt.) sous réf. 17962 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

METROPOLE NORD

### JURISTE D'ENTREPRISE

Il s'agit d'une création de poste au sein de la société FACEN l'une des grandes firmes françaises distributrice de produits électriques et électroniques. Nous recherchons à cet effet un juriste de formation (maîtrise de Droit - spécialisation Droit des Affaires) bénéficiant d'une expérience d'environ 10 ans acquise en entreprise.



Esprit rigoureux, soucieux du détail, il interviendra dans les problèmes concernant les baux commerciaux, la propriété industrielle, les assurances, les contrats avec les fournisseurs, la législation des prix, la fiscalité directe, les droits d'enregistrement etc... Au-delà de l'intérêt de travailler dans une entreprise spécialisée dans les technologies avancées, la rémunération sera motivante pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre + CV + photo sous réf. LH à

**facen**

DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES  
110, avenue de Flandre B.P. 99 - 59442 WASQUEHAL Cedex



### Contrôle Audit

Le Crédit Agricole de Haute-Normandie recherche le RESPONSABLE DU SERVICE CONTRÔLE GENERAL AUDIT.

Directement rattaché à la Direction Générale il aura pour mission d'établir les politiques de contrôle et d'en préciser les applications, de définir la méthodologie, de coordonner les interventions et d'en assurer le suivi. Il proposera l'évolution et l'amélioration des procédures. C'est un HEC, ESSEC, ESC, utilisateur confirmé de l'informatique. Après une première expérience d'Audit - dans un cabinet anglo-saxon de préférence - il est aujourd'hui prêt à s'investir dans une carrière évolutive dans la Banque. Le poste est à Rouen.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 510 016/M (à mentionner sur l'enveloppe).



**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**

115, rue du Bac - 75007 Paris

PARIS - LYON - NEW-YORK

Pour développer et élargir sa gamme DPS7,

**BULL SYSTEMES** renforce ses unités d'études et de conception grands systèmes. Nous vous proposons de participer, au sein d'équipes motivées et performantes, à la

### CONCEPTION SYSTEME EN CIRCUITS VLSI

dans les domaines suivants :

- architecture système, unité centrale et circuits VLSI optimisés à très haut niveau d'intégration
- développement de logiciels de CAO VLSI

Votre formation d'ingénieur de haut niveau vous permettra d'approfondir vos compétences au contact des meilleurs spécialistes mondiaux en France et aux USA (détachement temporaire possible).

Lieu de travail : Les Clayes-sous-Bois (78).

Nous vous remercions d'écrire sous référence 3/85 M à :

Christian FINE - Bull Systèmes

BP 53 - Rue Jean Jaurès - 78340 LES CLAYES SOUS BOIS

**Bull**



Handwritten signature or note at the bottom of the page.

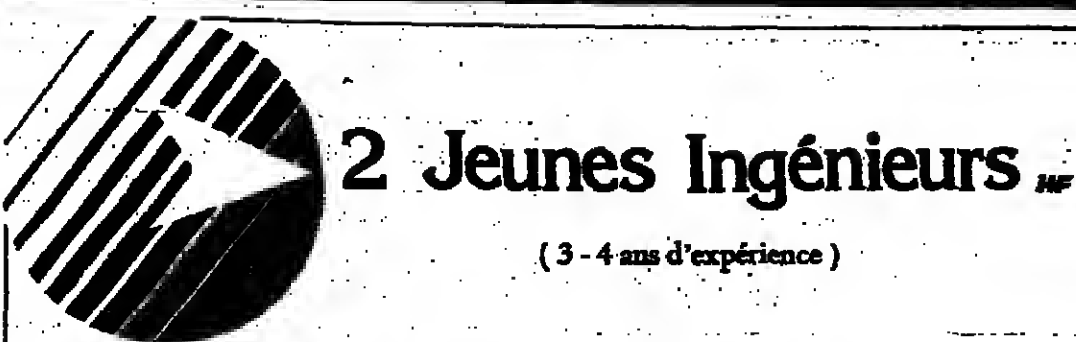


OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



## 2 Jeunes Ingénieurs

(3 - 4 ans d'expérience)

### Ingénieur Informaticien

(ENSIMAG, ENSEAG...) pour concevoir et développer des logiciels en temps réel. La pratique d'une méthodologie logicielle et la connaissance de langages évolués (Pascal) sont nécessaires ainsi que d'excellentes aptitudes dans le domaine de l'analyse. **Réf.A.**

### Ingénieur Electronicien

(ENSI...) connaissant les techniques de transmission d'informations, l'électronique analogique, les moyennes puissances, pour l'étude et le développement d'équipements ainsi que la suivi des essais sur site. **Réf.B.**

Ces deux postes sont basés à Vanves (92) et impliquent des déplacements fréquents. Ils exigent le goût du travail en équipe ainsi que la rigueur dans le raisonnement et l'organisation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Catherine MANGET, en précisant bien la référence du poste choisi sous N° 1258/IM, à

**PLEIN EMPLOI - 10 rue du Mail - 75002 PARIS**  
Conseils en Ressources Humaines

**MATRA TRANSPORT**

CARDIF, spécialiste de produits d'épargne, est une filiale de la COMPAGNIE BANCAIRE, l'un des plus importants groupes financiers privés européens.

## MARKETING/VPC

DANS UN GROUPE D'UN AUTRE TYPE !

Grâce à la qualité de ses produits, sa gestion financière, sa forte capacité d'adaptation à l'évolution des marchés, elle a pu se hisser, en quelques années, dans le peloton de tête des sociétés privées d'assurance-vie et de capitalisation.

Les 200 collaborateurs de CARDIF (80 cadres dont la moitié a moins de 32 ans) ont à leur disposition une structure informatique et télématique en constant développement.



CARDIF propose à un jeune diplômé de rejoindre l'équipe marketing/VPC

chargée de développer des études de marketing direct de produits financiers (relations avec les partenaires, mise sur pied de campagnes VPC, analyses de résultats).

Ce poste s'adresse à un candidat de formation HEC, ESSEC, ESCP...

Si vous voulez prendre le pari d'un grand groupe et d'une filière performante, si vous voulez opter pour une carrière évolutive, adressez votre candidature sous la référence-311 à M. C. BARIOLIN COMPAGNIE BANCAIRE Service Orientation-Recrutement - 5, avenue Kléber - 75116 PARIS.



## emplois régionaux

**Valeo**

1<sup>er</sup> Fabricant Français d'Équipements pour l'Automobile  
Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux  
32 000 personnes - C.A. 11 Milliards de Francs  
recherche pour développer son potentiel humain

### Ingénieur Expérimenté diplômé Grande Ecole Electronique Responsable Fabrication (250 personnes)

Valeo Machines Tournantes (Beaugency - 45)

Sous l'autorité directe du Chef d'établissement, vous aurez la responsabilité de concrétiser les engagements quantitatifs, de tenir les objectifs qualitatifs et de productivité et de veiller à l'écoulement normal des flux matériels de nos modules électroniques.

A partir de ce poste, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adresser lettre (H/F), CV, présentations et photographie en indiquant la référence 58590/M à : Valeo Service Recrutement I & C - 43 rue Bayen - 75017 PARIS

**SNPE**

recherche pour ses Etablissements du SUD-OUEST

### Ingénieurs mécaniciens débutants

Pour assurer les fonctions :  
- d'études et de mise au point de matériel de fabrication (outillages),  
- d'assurance qualité (mise en place de moyens de contrôle, suivi des phases de qualification, suivi des sous-traitants, exploitation du système...).

Envoyer lettre de candidature + curriculum-vitae avec photo à SNPE Direction du Personnel et des Relations Humaines, 12, Quai Henri IV 75004 PARIS.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer faiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publiité » ou d'une agence.



### Un professionnel marketing développement pour l'Eureuil

250 000 +

Nous vous proposons de rejoindre la SOREFI Ile de France/DOM-TOM, l'organisme des Caisses d'Epargne, chargé de les conseiller dans leur développement. Votre rôle est en fait celui d'un Chef de Groupe de Produits.

Vous animez une équipe de responsables d'activités eux-mêmes véritables chefs de produits. Vous définissez les orientations, coordonnez les opérations et, en homme de marketing, vous managéz les études ; vous réfléchissez aussi à l'amélioration des produits existants et impuisez la création de nouveaux produits en favorisant une communication dynamique. Vous avez également le souci d'animer et de contrôler la réalisation des actions locales décidées.

Agé de plus de 30 ans, diplômé d'une école de commerce ou équivalent, vous pouvez prouver une expérience marketing réussie dans les produits de service. Quelques années de marketing financier/bancaire plutôt orienté particuliers nous apparaissent comme très intéressantes. Homme ou femme de communication, vous savez aussi écouter. Créatif, vous êtes capable de réaliser, convaincre et faire vivre concrètement les actions engagées. Le poste est basé à Paris.

Merci de nous adresser lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse.

**Bernard Julhiet**  
**Psycom**

Membre de Syntec



### JEUNE JURISTE DROIT DES SOCIÉTÉS

FRAMATOME souhaite intégrer un (e) jeune juriste de formation supérieure ayant au moins 3 ans d'expérience dans le domaine. Ce juriste participera aux constitutions et aux modifications de structures (sociétés, G.I.E...) et suivra la vie sociale des filiales et participations de FRAMATOME.

Il sera au fait des évolutions législatives et réglementaires récentes en matière de droit des sociétés.

Il apportera son aide dans les contacts à haut niveau. Ses qualités de rigueur et de méthode lui permettront de rédiger ou d'adapter des documents juridiques complexes.

Lieu de travail : PARIS-LA DÉFENSE.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet à : FRAMATOME - Département Gestion Prévisionnelle - Recrutement - Tour FIAT, Cedex 16 - 92084 PARIS-LA DÉFENSE.

**FRAMATOME**

INVENTER ET GÉRER L'ÉNERGIE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE, RÉGION OUEST, LEADER EN CONSTRUCTION ÉLECTRONIQUE GRAND PUBLIC, recherche pour unité de production de 1 200 personnes

### INGENIEUR CHEF DE PROJET INDUSTRIALISATION

Rattaché au responsable du service industrialisation.

Il participe à l'élaboration, à la conception et au chiffrage des processus et des moyens nécessaires à la fabrication du produit, en liaison avec la Production et les services de développement.

Après acceptation du cahier des charges par la Direction et les différents partenaires, la responsabilité de la mise en œuvre des projets, sous tous leurs aspects (techniques, financiers, relation avec sous-traitants internes et externes) lui incombe.

La poste conviendrait à un homme «système» de formation mécanique et automatisme, généraliste par goût sinon par formation, et ouvert tant aux techniques de pointe qu'à l'environnement humain.

Une expérience de terrain de quelques années, à fortiori dans des fonctions similaires, constituerait une bonne introduction au poste proposé.

Anglais courant indispensable. Allemand bien accueilli.

Adresser candidatures à

**LA RADIOTECHNIQUE**

B.P. N° 1, avenue de la Messesselle, 28400 NOGENT-LE-ROTRON.

### Rejoignez un groupe en forte expansion !

Dans le cadre du développement de son activité MAINTENANCE INDUSTRIELLE un

### Jeune ingénieur

Diplômé en électrotechnique et passionné d'informatique, il devra avoir une bonne connaissance du matériel IBM PC afin de continuer le développement de nos systèmes Maintenance Assistée par Ordinateur.

La pratique de la langue anglaise est indispensable. Des perspectives d'ave-

nir fort intéressantes seront offertes à des candidats de valeur, motivés par le dynamisme nécessaire à l'expansion de notre Groupe.

Poste basé à PERSAN (95).

Merci d'adresser lettre man., C.V., photo et prêt., s/réf. J/LM, à ASEA - Service du Personnel - B.P. 5 - 95340 PERSAN.

10 bonnes raisons de tourner la page!





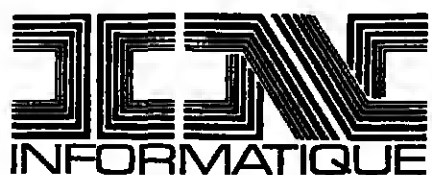
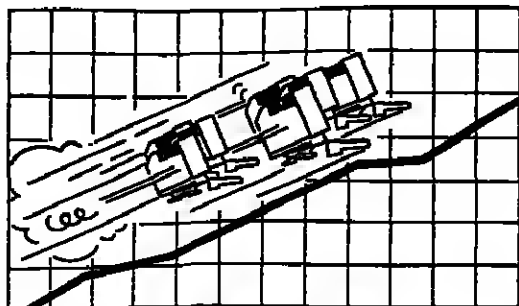
OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## La Chevauchée Fantastique en version française



Groupe INTERTECHNIQUE

1<sup>er</sup> Grand Constructeur Français au classement 01 INFORMATIQUE/DATAPRO de l'indice de satisfaction des utilisateurs de l'informatique.

Venez participer à la chevauchée fantastique de l'entreprise constituée d'équipes qui connaissent le succès, et où il y a encore un fort potentiel de développement pour les meilleurs.

### ● INSTRUCTEUR

(REF. M/SC-7)

Pour développer et animer des cours de formations techniques destinés aux Techniciens de Maintenance.

Ce poste sera basé à MONTPELLIER, après un stage en région parisienne.

Une expérience confirmée de cette activité et de la maintenance des systèmes est nécessaire ainsi qu'une bonne connaissance de la langue anglaise.

Adresser votre C.V. en précisant vos prétentions et la référence de l'annonce à la Direction du Personnel. IN-INFORMATIQUE, B.P. N° 63, 78373 PLAISIR CEDEX.

### ● CHEF DE GROUPE DE METHODES DE MAINTENANCE

(REF. M/SC-8)

Vous aurez la responsabilité de développer les méthodes de maintenance dans les domaines des transmissions et réseaux pour la nouvelle gamme de produits en animant une équipe de trois personnes.

Diplômé d'une école d'ingénieur, vous avez une première expérience de maintenance ou de conduite de projets dans les transmissions et réseaux.

BOLING INDUSTRIEL ET COMMERCIAL  
C.A. consolidé : 3 milliards  
85 filiales et sociétés apparentées  
recherche pour PARIS

### AUDITEUR INTERNE

#### CRÉDIT CLIENT

Au sein de la Direction Administrative et Financière, il assurera le contrôle et l'analyse du risque client et l'assistance des filiales du groupe.

En relation avec les autres auditeurs internes, il participera à la définition des procédures.

En relation avec la Direction Juridique et du Contentieux, il assurera la prévention du risque.

Qualités requises : Homme rigoureux et diplomate, disponible et doté d'un bon esprit de synthèse et d'analyse.

Formation souhaitée : Finance, gestion, connaissances juridiques approfondies.

Fonction pouvant évoluer vers un poste de véritable crédit manager.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 560 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Labele 94307 VINCENNES CEDEX



REGION NORD DE PARIS

Vous êtes un professionnel aguerri de la Banque, spécialiste des produits financiers.

Nous sommes une Banque Coopérative et Régionale.

Nous vous proposons d'assumer, au sein de notre Direction Commerciale, la fonction de :

### RESPONSABLE ANIMATION FINANCIÈRE H.F.

Votre mission sera de promouvoir le développement de nos produits financiers

- en apportant votre appui technique aux responsables de marchés;
- en assistant les agences par des actions de formation et d'information;
- en animant des Clubs d'investissements.

Pour cela, nous vous demandons :

- d'être âgé de 30 à 40 ans environ;
- d'être diplômé de l'enseignement supérieur, de l'ITB ou du CESSB;
- une maîtrise parfaite de la gamme des produits financiers;
- une expérience dans la profession de 5 ans minimum;
- de réelles aptitudes relationnelles, ainsi qu'un goût prononcé pour la communication.

Si la volonté d'assumer des responsabilités au sein d'une Banque dynamique vous anime, adressez votre candidature manuscrite sous référence 85/10.22 L, ainsi que votre C.V., une photo et vos prétentions à notre Service du Recrutement 32, boulevard Jules Guesde 93200 Saint-Denis.

GRUPE INTERNATIONAL MATERIEL ELECTRIQUE  
C.A. 24 milliards de francs - 50.000 personnes  
recherche pour son service d'

### AUDIT INTERNE

#### AUDITEUR CONFIRME

- Environ 30 ans
- Diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESCA, IEP, ...)
- DECS ou équivalent
- Solide expérience acquise en cabinet d'Audit ou Service d'Audit Interne
- Parfaitement bilingue (anglais ou allemand ou espagnol)

Basés à PARIS, ces postes impliquent une bonne mobilité géographique (50%) tant en France qu'à l'Étranger.

Possibilité d'évolution à moyen terme à l'intérieur du Groupe.

Envoyer CV et lettre manuscrite avec photo et prétentions - réf. 18263 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

#### AUDITEUR DEBUTANT

- Environ 25 ans
- De formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCA, IEP, ...)
- Complétée par une solide formation comptable (DECS, expertise comptable)
- Parfaitement bilingue.

ANNONCES CLASSÉES  
TÉLÉPHONÉES

555-91-82

Pour vous accueillir encore mieux, COGEPLAN change d'adresse.

Jean-Paul Vermès et son équipe ont le plaisir de vous annoncer leur installation :

2 rue Louis David - 75016 Paris  
Téléphone (1) 47 55 00 17

COGEPLAN

conseil en recherche de cadres et dirigeants



recherche pour son département Tourisme  
INTER LOISIRS ANIMATION

### RESPONSABLE FABRICATION DE PRODUITS TOURISME H.F.

France et étranger

Il a une bonne connaissance des produits du tourisme.

Il sera tenu compte de son expérience et des performances réussies.

Lieu de travail : siège du Groupe.

Merci d'adresser votre dossier complet, CV, photo, lettre manuscrite, sous la référence 868/M - GROUPE CRI - Direction du Personnel 5 avenue du Général de Gaulle - 92800 PUTEAUX

Société haute technologie en pleine expansion (actuellement 80 personnes) banlieue parisienne proche La Défense exploitant des technologies nouvelles principalement pour l'aéronautique : projections haute énergie (type plasma), soudage laser, brasage diffusion sous vide, cherche pour création de poste, un

### Ingénieur Mécanicien

AM, ICAM, ECAM.

28 ans min., ayant une expérience en production, de préférence dans une PME, auquel il serait confié l'animation de 3 cellules de production. Connaissance anglais nécessaire.

Veuillez écrire en précisant expérience et prétentions sous référence 1109 INTERCARRIERES 2, rue de Beldier - 75008 Paris

### responsable administratif et financier

proche banlieue PARIS OUEST F 240.000+

Une société française en expansion, filiale d'un groupe anglo-saxon, dans le matériel de réfrigération, recherche son RESPONSABLE ADMINISTRATIF, FINANCIER ET COMPTABLE.

Relèvant de la direction générale, il sera responsable de : l'élaboration des budgets et du suivi, de la comptabilité générale, des stocks, de la trésorerie, de l'établissement des états mensuels anglo-saxons pour le groupe et du tableau de bord pour la direction générale, des déclarations sociales et fiscales, du développement du système informatique et de tous les problèmes administratifs de la société.

Ce poste conviendrait à un jeune candidat, ambitieux mais ne traquant pas de mettre la main à la pâte, pratiquant l'anglais, formation Sup de Co + DECS ou l'équivalent, ayant acquis au moins 3 ans d'expérience dans une fonction similaire avec utilisation de moyens informatiques.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (recommandée), prétentions ; en précisant bien la référence 21.485-M à l'attention de H. CARON

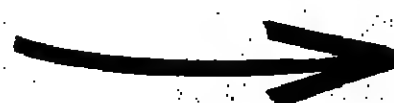


Coopers & Lybrand associés  
56, RUE DE PONTHEIL - 75008 PARIS

## 10 bonnes raisons de rejoindre IBM France!

- 1 Une grande entreprise française
- 2 Un secteur d'avenir
- 3 L'avance technologique
- 4 Une entreprise en bonne santé
- 5 De bonnes conditions de travail
- 6 De réelles responsabilités
- 7 Une évolution ouverte
- 8 Une formation réputée
- 9 Une grande liberté

La 10<sup>ème</sup> ?





OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

# JEUNES INGENIEURS

## ENSAM, ETP, PONTS, CHEBAP... Débutants

Selon votre formation et vos affinités, la DIVISION GENIE CIVIL ET BATIMENT (activité France et Internationale) vous propose d'intégrer des directions opérationnelles ou techniques dans lesquelles vous participerez :

- aux études de travaux maritimes, hydrauliques, souterrains.
- au suivi d'importantes opérations de chantiers à l'étranger.

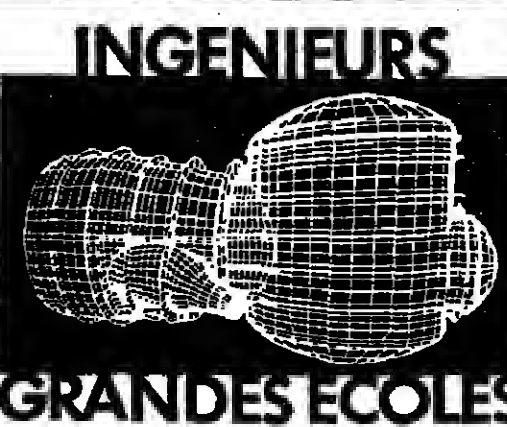
La connaissance des langues anglaise et espagnole serait un atout appréciable. Basé à Vélizy, vous devez envisager des déplacements de courte durée sur le site.

Outre des opportunités d'affectation sur des chantiers à l'étranger, votre évolution au sein du groupe est largement ouverte.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature à M. de Monts, Service du Personnel de Vélizy, SPIE BATIGNOLLES, Division Génie Civil et Bâtiment B.P. 75 78141 Vélizy-Villacoublay Cedex.

Spie Batignolles

**NOTRE CHANTIER : LE MONDE**



# INGENIEURS

## GRANDES ECOLES

SOLIDE FORMATION EN ELEMENTS FINIS, ou PREMIERE EXPERIENCE REUSSIE

Dans l'un ou l'autre cas, vous êtes de toute façon ouvert aux techniques de la CAO, vous maîtrisez l'anglais et vous souhaitez :

REALISER DES ETUDES SOPHISTIQUEES de calcul de structures dans des domaines de haute technologie.

ASSISTER NOS CLIENTS dans l'usage du logiciel ANSYS, l'un des tous premiers systèmes de calculs mondiaux.

AS&I vous propose alors de bénéficier du professionnalisme de son équipe, spécialiste du calcul de structures complexes depuis 1978, en assurant ainsi l'extension de son service ingénierie.

Vous bénéficiez de conditions de travail attractives, d'une rémunération motivante, ainsi que de réelles responsabilités à très court terme.

Motivés ? Communiquez-nous alors rapidement votre curriculum-vitae en adressant lettre manuscrite, photo et prétentions au Service du Personnel AS&I 44, rue Roger Salengro 94128 Fontenay-sous-Bois.

as&i

DES INGENIEURS EXPERIMENTES AU SERVICE DE VOTRE CARRIERE



La Direction Financière du Groupe recherche pour son Service d'Audit Direction Générale MF

# Auditeur Opérationnel

Intégré à une petite équipe (6 personnes) vous serez responsable de missions d'audits financiers et opérationnels dans les Sociétés du Groupe.

Vous serez chargé d'analyser les états financiers des Sociétés et de vérifier la cohérence et la fiabilité des résultats.

Vous aurez un rôle d'assistance et de conseil auprès des opérationnels sur des problèmes financiers et fiscaux ou sur des opérations spécifiques (évaluations - fusions - finalisations...).

Diplômé d'une grande école (HEC - ESSEC - ESC...), vous aurez une expérience professionnelle de 2 - 3 ans acquise de préférence dans un cabinet d'audit anglo-saxon.

Ce poste est une opportunité pour évoluer rapidement vers des fonctions opérationnelles au sein du Groupe.

Adresser CV, rémunération souhaitée, photo en indiquant la référence NK12591M au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY-3 avenue du centre - 78182 Saint-Quentin Yvelines Cedex

**MATRA**

# INGENIEURS (ENSAIS, ESIM, A.M.)

La Direction des Services Généraux recherche un

# CHEF DE PROJETS IMMOBILIERS

Sa mission inclut :

- l'animation et la coordination des équipes chargées des études et de la réalisation des bâtiments (incluant des centres informatiques)
- le suivi du montage financier et juridique des opérations
- la gestion des budgets.

Ce poste conviendrait à un praticien expérimenté (5 ans minimum dans un poste similaire) sensibilisé aux nouvelles technologies du bâtiment (C.A.O., G.T.C.).

Des déplacements de courte durée en province sont à prévoir.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 436 M à :

Annie BENYAYA  
Groupe Bull  
PR OG007C - 94, av. Gambetta  
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

# SOCIÉTÉ SERVICES INFORMATIQUES

BATIMENT  
Quartier Étoile  
recherche

# INGÉNIEUR SYSTÈME

## Spécialisé RÉSEAUX

Connaissances MVS - VTAM  
NTO - NCCF - appréciées

Envoyer C.V., photo et prétentions  
sous réf. 00690 M à BLEU-Publicité  
17, rue du Docteur Labe  
94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

# INGENIEURS (A.M., ESIM, ETP)

La Direction des Services Généraux recherche des

# INGENIEURS BATIMENT CONFIRMES

- Vous avez une solide formation et 5 ans d'expérience en gestion technique d'immeubles industriels et commerciaux, incluant des locaux informatiques.
- Vous utilisez les moyens modernes de gestion et de maintenance techniques assistés par ordinateur.
- Vous appréciez l'utilisation des outils bureautiques.

Nous offrons à de véritables animateurs d'équipes pluridisciplinaires, après une période de formation et d'intégration, la prise en charge d'un de nos centres. La fonction nécessite une réelle mobilité géographique (Paris, Province).

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 437 M à :

Annie BENYAYA  
Groupe Bull  
PR OG007C - 94, av. Gambetta  
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

# FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL D'IMPORTANCE MONDIALE

PROCHE BANLIEUE SUD DE PARIS NOUS RECHERCHONS

# LE FUTUR N° 2 DE NOTRE DÉPARTEMENT ADMINISTRATIF ET FINANCIER

DIPLOMÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

- Il devra avoir quelques années de pratique dans une multinationale.
- Expérience comptabilité anglo-saxonne - contrôles budgétaires - reporting - bilan - fiscalité.
- Connaissance de l'anglais indispensable.
- Capacité à animer et former une équipe.

De réelles possibilités de carrière existent pour un candidat de valeur et motivé.

Adresser C.V. avec photo et prétentions sous réf. 41461  
COFAP 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

Société leader dans sa branche au sein d'un groupe agro-alimentaire performant recherche pour une création de poste dans son laboratoire de génie biochimique.

# Technicien Supérieur

- De formation IUT ou BTS GENIE CHIMIQUE, complètement en micro-biologie ou biochimie et anglais souhaités.
- Débutant ou 2 ans d'expérience. Rémunération motivante.
- Lieu de travail : 1h10 à l'Est de Paris. Logement facilité.

Merci d'adresser lettre, CV et prêt. sous réf. 1499 à  
LEVI TOURNAI/ASSCOM 31, Bd Bonne Nouvelle  
75003 Paris Cedex 02, qui transmettra.

ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUP.

cherche

# PROF. EXPERIMENTÉ

pour cours de préparation au G.M.A.T. de préférence anglo-saxon

Envoyer C.V. au Responsable du Département de Langues Vivantes à l'École des Cadres 70, Galerie des Dames La Défense n° 1 92400 COURBEVOIE.

RECHERCHE

# FORMATEURS

Pour des postes jeunes et dynamiques longue durée Les candidats devront avoir la formation G.M.A. Sciences de l'Éducation DES - Temps partagé : coordination, animation

Envoyer C.V. et photo à : AFAQUE, Résidence Richemont, 77100 MEAUX.



Leader du composant électronique recherche pour son usine de TOURS (800 personnes)

# Ingénieur chimiste

De formation ENSP, ESPCL, ESPCI ou équivalent, âgé de 30 ans minimum et pouvant justifier de 3 années d'expérience industrielle.

Sous l'autorité du Directeur Technique, il sera responsable du Service Technique Process où il aura à suivre et à développer 5 familles de produits.

La rémunération sera négociée en fonction du profil et de l'expérience du candidat retenu, celui-ci devra pouvoir se libérer rapidement et résider à TOURS ou dans ses environs.

Nous sommes la filiale française du Groupe SPRAGUE US, aussi une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable.

Si ce poste vous intéresse, adressez votre C.V. + photo + salaire actuel, sous la réf. LM/945, à Bernard G. ALLEN, qui traitera confidentiellement toutes les candidatures qui lui seront adressées au

# CABINET BOTH

Département Sélection Recrutement 3 bis, rue des Ecoles - 78400 CHATOU

# Importante Banque privée

Paris 2ème recherche pour son service immobilier

# JEUNE COLLABORATEUR H/F

de formation juridique (droit privé) pour prendre en charge, sous la responsabilité d'un supérieur hiérarchique, la gestion de son patrimoine immobilier, notamment :

- Baux d'habitation et commerciaux,
- suivi des loyers et charges,
- relation avec les syndicats.

Le candidat devra justifier d'une expérience réussie de 2 à 3 ans dans ce domaine (cabinet de géomètre, syndic, etc.), posséder des qualités de dynamisme, d'aisance relationnelle, d'autonomie et une aptitude certaine pour l'informatique afin de concevoir et mettre en place les moyens nécessaires au fonctionnement du service.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 677 à CURRICULUM, 4, rue Tronchet 75008 PARIS.

# La 10e

Ce sont nos collaborateurs actuels qui vous la donnent. Ils sont bien chez nous, ils le disent et ne cherchent pas à partir.

C'est pour nous le meilleur témoignage. C'est pour vous la meilleure raison de rejoindre IBM.

JEUNES DIPLOMÉS des grandes écoles ou des universités (sciences et techniques, commerce, gestion) BAC + 4 minimum, vous qui souhaitez devenir ingénieur commercial ou technico-commercial, adressez-nous votre candidature. Si vous avez une courte expérience professionnelle, écrivez-nous aussi. Outre ce niveau de formation, nous vous demandons d'accepter le principe de la mobilité géographique et d'avoir de bonnes connaissances en anglais.

IBM France - Département Recrutement

Référence 251 - 2, rue de Marégo - 75001 PARIS.

Nous traiterons votre candidature avec discrétion et en fonction des exigences et de la variété des postes à pourvoir. Nous rembourserons vos éventuels frais de transport.

**IBM** France



# OFFRES D'EMPLOIS

Filiale Groupe Multinational Equipements Automobile recherche pour sa DIRECTION INFORMATIQUE

## JEUNE DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

(Grandes Ecoles Commerciales ou équivalent).  
Débutant ou ayant déjà une première expérience.  
Bonnes connaissances en anglais.  
Le candidat sera fortement intéressé par la conception et la modélisation de systèmes financiers, la micro-informatique et les langages de la 4<sup>ème</sup> génération.  
La mission :  
Après une période de formation aux logiciels financiers, le candidat retenu assurera les liaisons entre la direction informatique et les services financiers du groupe.  
De réelles possibilités d'évolution dans le groupe seront offertes aux candidats retenus.  
Lieu de travail proche banlieue Nord de Paris (Méteil).  
Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prêt, sous réf. 17881 à CONTEXTE PUBLICITE 30, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Schlumberger

## Jeune juriste

Rattaché à la Direction Juridique du Groupe à Paris ce poste demande un sens pratique des affaires ainsi qu'une bonne connaissance des droits des sociétés et du droit français en général.  
Le candidat doit justifier d'une expérience de 3 à 5 ans dans un cabinet international d'avocat ou au sein du service juridique d'un groupe multinational, comportant de préférence une période de travail à l'étranger.  
Formation juridique française et anglo-saxonne et parfaite maîtrise de l'anglais indispensables. Mobilité nécessaire pour permettre le transfert à moyen terme dans une filiale opérationnelle.  
Ecrire avec C.V., détails, photo, prétentions, téléphone privé (joindre une enveloppe pour réponse plus rapide), sous référence 25019-M

**MRI conseil**  
Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Miché, 92522 Neuilly

IMPORTANTE SOCIETE recherche

## Traducteurs-Réviseurs techniques confirmés H.F.

anglais/français ou français/anglais

De formation ingénier, ESIT ou équivalent, avec 3 ans d'expérience dans la fonction, les candidats devront posséder de solides connaissances en informatique ainsi qu'une grande aptitude à rédiger en français.  
Les ouvrages à traduire traitent de l'informatique sous tous ses aspects : matériels, logiciels, gros et moyens systèmes, micros, réseaux, bureautique, etc...  
4 postes sont à pourvoir :  
1 anglais/français informatique -  
1 français/anglais informatique CAO/FAO.  
Des moyens techniques importants sont mis à la disposition des traducteurs dans un environnement de travail attractif.  
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, prétentions) sous réf. 1974 M à

**SOURCES** 144 rue de Rivoli - 75001 Paris qui transmettra en toute confidentialité

ORGANISME PROFESSIONNEL D'ASSURANCES recherche un

## STATISTICIEN H/F

Formation ENSAE - SCIENCES ECO. option Econométrie ou équivalent, débutant ou première expérience pour renforcer son Service Etudes Techniques.  
Il participera à la mise en œuvre de modèles de prévisions de charges et à l'élaboration de tarifs d'après des méthodes d'analyses statistiques.  
Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence 8096 à Organisation et Publicité, 2 rue Marengo, 75001 Paris, qui transmettra.

## RESPONSABLE DE PRODUCTION

Entreprise C.A. de 600 millions de F.  
Réparation Navale et fabrication industrielle.  
recherche  
Pour 2 de ses sites industriels dans l'Ouest et le Nord de la France.  
« Un homme de terrain, responsable de production ayant une expérience de 8 à 10 ans dans la production industrielle et si possible l'off shore. »  
Il prendra place dans l'équipe de Direction, conduira le potentiel de 500 personnes et proposera l'évolution des moyens de production.  
Merci d'adresser votre dossier de candidature à A.R.N.O. Direction des Relations Humaines, 15, bd de l'Amiral-Bruix, 75782 Paris cedex 16.

Association loi 1901 rec.

2 FORMATEURS (TRICES)

pour pub. adhés. et jeunes (16-18 ans), exp. similitude soustrait, travail en équipe. Env. C.V. et prétentions à U PRO MI 71190 DAMMARE-LES-LYS.

Le Centre d'Informations

Franciennes organise un

stage pour recruter des

CONSEILLERS COMMERCIAUX (H.F.)

- ayant goût des contacts à haut niveau ;  
- formation assurée ;  
- rémunération motivante.  
Tél. : 500-24-03, poste 41.

IMPORTANTE STÉ.T.P. recherche

INGÉNIEURS

diplômés ou T.P.

pour aménagement technique

sur nos chantiers

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions n° M-885, BLEU, 17, rue Labat, 94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

CHERCHE PERSONNES SÉRIEUSES ET AMBIEUSES

pour développer affaire commerciale. Téléphones pour

rendez-vous 757-98-65 de

11 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

DU LUNDI AU VENDREDI.

BANQUE 9<sup>ème</sup> arrdt

équipée de 2 DPS 6/62

GCOS 8, recherche

PRÉPARATEUR

TECHNIQUE

maîtrisant parfaitement les

techniques de préparation et

les logiciels GCOS.

Env. C.V., photo et prêt, n° 81.633, PUBLICITE ROGER

BLEY, 101, rue Réaumur,

75002 PARIS, qui transmettra.

19 h.

T.N.T. IPEC

LE SERVICE EUROPEEN

DE FRET EXPRESS

recherche

DÉCLARANTS

EN DOUANE

CONFIRMÉS

EMPLOYES

DE TRANSIT

CONFIRMÉS

Envoyer C.V., prêt et photo

à M. WART

directeur d'agence

S.P. 70

89602 Aubrey-sous-Bois.

secrétaires

CABINET CONSEIL

travaille dans son secteur

d'activités Paris-19<sup>ème</sup>

recherche

COLLABORATRICE

STENOGRAPHE

M-Temps

pour succéder le responsable

du secrétariat gestion

administrative.

Elle aura à gérer des tâches

administratives variées :

aide à la facturation, courrier,

classement, téléphone.

La poste comprendrait à

une candidate parfaite

diplômée, possédant minimum

une première expérience

en PME et désireuse de faire

la preuve de son efficacité

au sein d'une équipe

dynamique.

Horaire 9 h à 13 h.

Ecrire avec CV et prétentions

à T.P.A. 54, boulevard

Saint-Michel, 75006 Paris.

DEMANDES

D'EMPLOIS

J.F. 24 ans, diplômé, BAC AS,

avec une expérience de 3 ans,

attaché de presse, licence philo-

sophie, maîtrise philosophie.

DEA de philo, revenu DEUG

pour entrée dans le secteur

de la culture, de la jeunesse.

3/4 de temps dans maison

déclôtée ou dans le public.

Ecrire sous réf. 710 à

P. LICHARD S.A., 10, rue Lou-

vois, 75003 PARIS Cedex 02

qui transmettra.

ETUDIANTS CHERCHENT

TRAVX DIVERS : Ménage,

garde, locums, etc. Association

professionnelle. Tél. : 75001

Paris, 33, pl. Maubert, 328-77-51.

J.F. français-anglais,

excellentes références,

connaissance parfaite

des protocoles commerciaux

cherche emploi gouverneur

ambassade ou résid. privé.

Env. C.V. et 75001 Paris.

service ANNONCES CLASSEES,

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Métier vérif., exp. 10 ans,

comp. inf. de 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

tier vérif. exp. 10 ans ou mé-

## L'immobilier

appartements ventes

1<sup>er</sup> arrdt

LOUVRE 140 m²

Imm. XVII<sup>ème</sup> arrdt, sec.

LIVING, 3 CHAMBRES, 2 SANS

GARAGE - 567-22-88.

4<sup>ème</sup> arrdt

Prox. St-Paul, 709-32-44.

Duplex 100 m², trav. de chev.

SUR JARDIN

FILES-DU-CAVALIER

4 pces (110 m² env.) et ch.

980.000 F. 357-67-22 ou

357-34-55 après 18 h 30.

5<sup>ème</sup> arrdt

St Polytechnique

2 pces, cuisine, bain, w.c.,

clair, calme. Prix 400.000 F.

Tél. : 325-41-88 10 h à 12 h.

GEORGE-V

TRÈS BEAU DUPLEX, 80 m²

+ chambre de service.

EMBASSY - 562-16-40.

VAL-DE-GRACE

5 pces, 110 m², trav. de chev.

et ch. 250.000 F. 357-67-22

ou 357-34-55 après 18 h 30.

6<sup>ème</sup> arrdt

PROX. ST-SULPICE

180 m² carrelage, 709-32-31.

CHERCHÉ-MOI

Prox. Raspail, 86 m², 3<sup>ème</sup> ét.,

SERGE KAYSER, 320-80-60.

7<sup>ème</sup> arrdt

OOROC 2 PIÈCES

5<sup>ème</sup> ét., sec., sur verdure.

GARBI 567-22-88.

8<sup>ème</sup> arrdt

SAINT-AUGUSTIN

200 m², GRAND STDG

AMÉVAG, LUX., BOX, SERV.

M.B. 502-13-43.

9<sup>ème</sup> arrdt

FAUBOURG MONTMARTRE

3 pièces carrelage, portes ap-

parentes, cuis. aménagée, ar-

moire, exempt. 590.000 F.

IMMO MARCADET 252-01-82.

13<sup>ème</sup> arrdt

PRÉS MONTROUSIS

Dans belle maison bourgeoise,

2 duplex de charme, 180 m²,

4 pces, 100 m², trav. de chev.

1750.000 F. 100 m², 2 cham-

bres et à côté salle de bain, sa-

lons, disponible immédiatement.

Propriétaire 545-34-28.

PROX. PARC MONTROUSIS

4 p., 2 salles, parfait pour

studios, 1300.000 F. (17)

IMMO BALZAC 252-14-38.

JOUXTANT St. Pierre, soleil,

et ch. VUE EXCEPT., liv.

2 pces, 100 m², trav. de chev.

après 18 h 30, 1300.000 F.

Tél. : 806-10-06.

M<sup>re</sup> GODELINS

Imm. récent, 12 ét., park., Sv.

ch. 1 ch. ch. ch. ch. ch. ch.



# économie

## LA STRATÉGIE DU CNPF

### Au service des entreprises

M. Guy Brana, vice-président du CNPF, a présenté, mardi 22 octobre, « Les propositions pour une nouvelle politique économique » formulées par le Conseil national du patronat français.

Pour le CNPF, le constat se résume à quelques données : affaiblissement des deux chocs pétroliers et le ralentissement de la croissance, les entreprises ont dû aussi payer les conséquences des politiques menées à partir de 1973-1974 et, surtout, aggravées en 1981-1982. L'organisation patronale note que les prestations sociales ont plus que doublé en volume, assurant maintenant plus du tiers du revenu des Français (36,1 %) contre le quart (24,7 %) en 1970. « Pour les finances, on impose aux entreprises des prélèvements qui représentent près de 20 %

de leur valeur ajoutée ». Le taux d'investissement brut, qui était de 19,7 % en 1970, est tombé à 14,2 % en 1984.

« Cet affaiblissement des entreprises a provoqué, malgré plusieurs ajustements monétaires, une baisse importante de la compétitivité de l'économie française », souligne avec force M. Guy Brana, car l'essentiel de sa démonstration va tourner autour de ce constat. « La part du marché détenue par la France dans les exportations mondiales a reculé de 12,2 % en 1979 à 10,1 % en 1984. Le taux de pénétration étrangère est passé de 19,2 % en 1970 à 32,1 % en 1984. »

Il en est résulté une forte diminution de la croissance, tandis que « le rapport entre le nombre des actifs à prendre en charge et les actifs créateurs de richesses a doublé en dix ans ».

#### ACTIFS ET INACTIFS

	1970 (en millions)	1975 (en millions)	1979 (en millions)	1982 (en millions)
Demandeurs d'emploi	299	422	1 442	2 022
Préretirés	13	53	169	390
Retraités	3 077	3 460	4 235	5 183
Total des inactifs	3 389	3 935	5 846	7 595
Total des actifs (1)	17 434	17 882	17 949	17 235
Rapport inactifs/actifs	19 %	22 %	32 %	44 %

(1) Emploi intérieur total moins emploi dans les services non marchands.  
(Source : comptes de la nation).

Au cours des deux dernières années, indique le vice-président du CNPF, la politique économique et sociale a été contrainte de prendre en compte ces réalités d'évidence. Elle a fait quelques pas dans la bonne direction et obtenu quelques résultats, notamment en matière d'inflation. « Elle demeure cependant insuffisante, car elle ne fait à doses trop homéopathiques... »

Le CNPF constate donc que l'économie française s'enferme dans un cercle vicieux. Selon lui, le poids excessif des charges sociales et fiscales et un coût de travail pénalisant l'emploi sont les causes essentielles de notre stagnation. « Nous sommes déformés dans une situation d'abandon et paralysons, par la même, l'augmentation du coût de la protection sociale privant au accroissement du coût de la protection sociale... »

#### Quatre grands objectifs

Il faut une nouvelle politique économique, affirme le CNPF, qui propose, pour ce faire, quatre grands objectifs :

- Créer les conditions d'un redressement du commerce extérieur

Pour faire face au remboursement de notre dette et retrouver ainsi une marge de manœuvre économique, M. Brana estime à 30 ou 40 milliards de francs par an le besoin d'excédent courant, l'équivalent d'un treizième mois à l'exportation. Or si la France n'a pas su profiter pleinement de la reprise que le commerce mondial connaît depuis plus de deux ans, c'est que « au-delà de l'alourdissement des coûts de production et des multiples contraintes pesant sur les entreprises, la France possède la singularité d'avoir créé un ensemble de charges fiscales et sociales non déductibles à l'exportation et qui ne s'imposent pas aux produits importés ». Coût de cet handicap : entre 6,5 % et 8,5 % de la valeur ajoutée des entreprises.

Le CNPF réclame des mesures d'incitation selon les taxes ou les charges considérées (taxe professionnelle, allocations familiales, etc.), étant entendu qu'on ne peut surmonter un tel handicap par des mesures globales.

- Stimuler l'investissement productif et restaurer la croissance de nos capacités de production compétitive.

Le récent redressement des résultats des entreprises leur a surtout permis de commencer à se désempêtrer. Il faut accélérer la tendance et procéder à des réformes structurelles. Le CNPF réclame la liberté totale des prix et des marges dans l'industrie, le commerce et les services et une meilleure adaptation de l'évolution des salaires « à la situation des entreprises et aux mérites individuels ». Il propose en outre de diminuer d'un point du PIB le taux des prélèvements obligatoires pendant au moins trois ans et d'allouer l'essentiel de cette baisse à la diminution des charges des entreprises « tout en réduisant de façon modérée le besoin de financement des administrations publiques ».

Les représentants du patronat français considèrent, en effet, que vouloir réduire très brutalement le besoin de financement des administrations publiques risquerait d'entraîner un véritable étouffement de notre économie.

« Diminuer les prélèvements obligatoires suppose, en contrepartie, la réduction de certaines dépenses. Aussi le CNPF fait-il différentes propositions pour :

- 1) maîtriser la croissance des dépenses sociales « ce qui doit être légalement inférieur à celle du PIB ;

- 2) réduire les dépenses publiques (notamment, selon son expression, par une « optimisation du nombre des fonctionnaires » et une réduction des interventions de l'Etat) ;

- 3) réaliser une partie du capital de l'Etat et des collectivités locales par des mesures de privatisation ;

- 4) encourager l'esprit d'entreprise et la prise de risque (réduction de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les grandes fortunes).

« La diminution des charges des entreprises doit être opérée par la poursuite de la réduction de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, ainsi que par l'aménagement de la taxe professionnelle et du système actuel de financement des allocations familiales. Les mesures de privatisation, déjà amorcées sous des formes diverses et dont le rythme

serait compatible avec les capacités des marchés financiers, sont de nature à apporter à l'Etat un surcroît de ressources important pendant plusieurs années, ce qui réduira d'autant ses besoins d'emprunt. »

- Stimuler l'investissement immatériel

Le CNPF considère que l'efficacité de l'investissement productif dépend de l'investissement immatériel qui lui est associé : cet investissement (recherche-développement,

formation, action commerciale, logiciels) est passé en dix ans de 17,5 % à 24,4 % de l'investissement total).

Pour le patronat, il faut amplifier l'effort de recherche-développement, accroître l'efficacité du système de formation professionnelle (pas seulement financièrement, mais également en libérant ce secteur des carcans administratifs qui l'enserment) et accélérer le progrès des autres investissements immatériels par des mesures de stimulation complémentaires tant fiscales que techniques.

#### EVOLUTION DES STRUCTURES DE L'INVESTISSEMENT

	1974 (en %)	1979 (en %)	1983 (en %)
STRUCTURE DE L'INVESTISSEMENT			
Formation brute du capital des sociétés et entreprises indépendantes	22,5	29,6	25,6
Investissements immatériels	17,5	20,4	24,4
Recherche-développement	7,6	8,2	9,7
Formation	2,1	2,3	2,4
Marketing	5,2	5,4	5,7
Logiciels	2,6	4,6	6,6

(Source : Institut national).

- Rendre souples et mobiles aux entreprises

Toutes les mutations, a déclaré M. Brana, doivent s'accompagner d'une reconquête par les entreprises des espaces de liberté nécessaires à leur survie et à leur développement, donc par la levée des contraintes économiques et sociales.

Il est réclame une forte réduction des formalités administratives et « la remise à leur juste place de l'Etat et des collectivités locales » à qui on demandera d'être de moins en moins les gérants des entreprises et des secteurs d'activité. Cela pour la délégalisation.

Pour favoriser l'internationalisation des entreprises, quatre mesures paraissent nécessaires au CNPF :

- 1) le desserrement des contraintes qui pèsent sur les exportations, l'objectif final restant la suppression pure et simple du contrôle des changes ;

- 2) le renforcement des implantations françaises à l'étranger ;

- 3) la remise à niveau du système de financement et d'assurance des exportations d'équipement pour que les entreprises ne soient pas handicapées

face à leurs concurrents étrangers ;

- 4) la réforme du système d'accompagnement et de conseil à l'exportation courante, le système actuel étant beaucoup trop centré sur l'Etat et sur les organismes publics souvent éloignés des entreprises.

« En résumé, a conclu M. Guy Brana, pour renouer avec l'expansion et la création d'emplois, pour retrouver une économie performante, il faut enfin marier la France avec une véritable économie de marché. Elle seule garantit la gestion la plus efficace et la plus juste, à condition qu'une vraie concurrence puisse s'exercer (...). La mission de l'Etat est de fixer des règles du jeu stables, de les faire respecter et de s'interdire de les violer lui-même. Il lui revient aussi d'assurer les conditions générales les plus favorables au développement économique et social, sans vouloir en être l'acteur principal. »

« Une véritable économie de marché est une idée neuve en France qu'il faut avoir enfin l'intelligence de vouloir et le courage de faire vivre. »

### Les propositions pour la prochaine législature

(Suite de la première page.)

Le déficit serait selon lui partiellement compatible avec une croissance économique se situant au-dessus de 3 % d'ici trois ans. Les derniers Keynesiens se seraient-ils réfugiés au CNPF ?

Parle-t-on de privatisation ? Les mesures sont déjà amorcées, rappelle l'organisation patronale qui ne prononce à aucun moment le mot de « dénationalisation ». (Il est vrai que l'ensemble des entreprises nationalisées sont membres du CNPF... ce qui rend la tâche plus ardue.) Ces mesures, au demeurant, n'ont rien de réactionnaires, assure-t-on avenue Fierro-Serbie où l'on tient à jour la liste des mesures de privatisation — une quinzaine — qui, sous une forme ou sous une autre, ont été décidées depuis 1982. En réalisant certains actifs (selon les capacités du marché financier) estime le patronat, les pouvoirs publics se donneront la marge de manœuvre nécessaire à la relance de l'économie sans rompre les grands équilibres. 20 à 30 milliards de francs par an seraient en jeu.

Quant aux aides publiques, ne voit-on pas que le gouvernement actuel les a déjà considérablement réduites ? Le montant des prêts bonifiés n'est-il pas passé de 46 milliards de francs en 1984 à 18 milliards cette année ? Allons jusqu'au bout et supprimons-les, propose simplement le CNPF. Dernier clin d'œil en passant, il est dit que les propositions patronales ont l'avantage d'améliorer la compétitivité des entreprises « sans recourir à des dévaluations ».

Cette façon de procéder comme un judoka qui accompagne le mouvement pour mieux assurer sa prise ne manquera pas de surprendre. Peut-être l'organisation patronale cherche-t-elle à se faire pardonner l'outrecuidance qu'il y a à mettre en cause l'action des pouvoirs publics sur ces dix dernières années. Car son souci majeur est de voir remettre en état un appareil de production

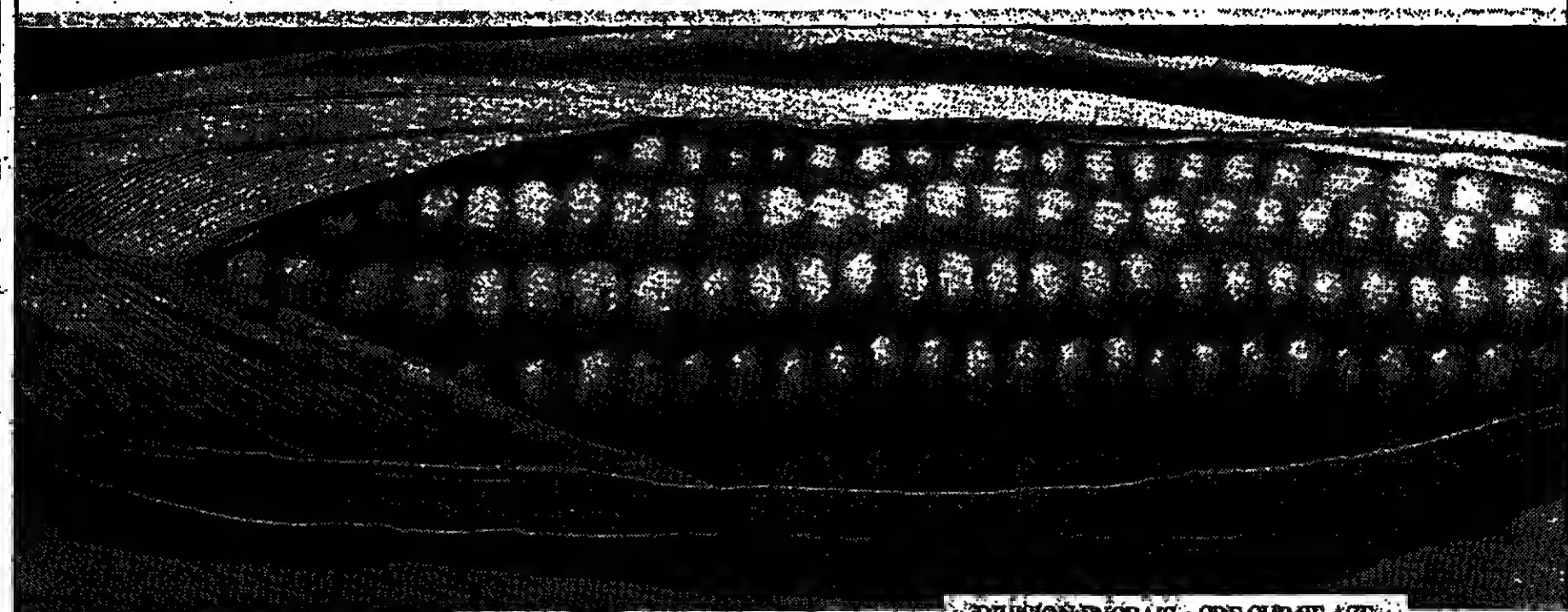
qu'il considère structurellement inadéquat. Les entreprises, affirme-t-il, ne sont plus en mesure de répondre convenablement à la demande extérieure, ni même parfois à la demande intérieure, ce qui nous place dans une position d'extrême fragilité.

Mais, bien évidemment, cet état de faiblesse ne date pas d'hier, et l'on pourrait même se demander si les chefs d'entreprise n'y ont pas en leur part. Le CNPF ne fait pas cette analyse. Peu lui chaut du passé, affirme-t-il, parsons du présent pour envisager l'avenir. Et le présent ne lui paraît pas si noir qu'il faille inverser la politique actuelle. Il le dit, au risque de devoir rappeler bientôt que tout n'est pas si rose non plus. Pour le moment, l'heure est à la recherche du consensus, à définir du consensus. Celui-ci pourtant, ne devrait pas tarder à être obtenu, si l'on s'en tient aux faits. Dès 1983, la gauche a officiellement admis que « depuis 1973, les entreprises ont largement supporté la dégradation des termes de l'échange », comme le rappelle le préambule au IX<sup>e</sup> Plan. M. Michel Rocard, de son côté, a volontairement enfoncé le clou, au cours du Forum de l'Expansion du 3 octobre. « Comment, a-t-il déclaré, ne pas mentionner ce paradoxe qui a voulu que ce soit sous le gouvernement de la gauche, et par le gouvernement de la gauche, qu'on ait révalorisé l'entreprise, le marché, le champ international, que ce soit durant cette même période que les salaires et le pouvoir d'achat ont baissé tandis que la Bourse ne cessait de monter. »

« L'économie de marché est une idée neuve en France, lui répond en écho M. Guy Brana, vice-président du CNPF, une idée qu'il faut avoir l'intelligence de vouloir et le courage de faire vivre. » On attend maintenant que se définisse la notion nouvelle du socialisme en économie de marché.

FRANÇOIS SIMON.

## ENGRAIS AZF: L'INVESTISSEMENT FERTILE



DIVISION ENGRAIS - CDF CHIMIE AZF



Toulon. Unité de production d'urée

Des céréales épanouies, gorgées de soleil qui nous rappellent l'essentiel : les progrès de l'agriculture sont directement liés au développement des techniques de fertilisation des sols.

Mais la fertilité s'applique aussi aux investissements auxquels a procédé depuis de nombreuses années Cdf Chimie AZF, premier producteur français d'engrais.

Investissements pour produire mieux en assurant la protection de l'environnement et en économisant l'énergie.

Investissements pour garantir l'indépendance de l'approvisionnement du marché agricole français en engrais de haute qualité, toujours mieux adaptés aux cultures et aux sols.

Investissements dans la qualification des hommes, en menant une politique active de recherche et de formation pour un meilleur service à la clientèle.

Investissements, enfin, pour que l'industrie des engrais apporte sa contribution au développement de l'agriculture française et de l'industrie agro-alimentaire nationale. A Toulon, la rénovation de l'unité d'ammoniac de 330 000 t/an, la construction d'un nouvel atelier d'urée de 270 000 t/an, la modernisation de l'atelier d'ammonitrates de 300 000 t/an, sont les illustrations les plus acérées de l'investissement fertile de Cdf Chimie AZF. Celui-ci se poursuivra notamment sur Grand-Quevilly, près de Rouen, le plus grand complexe européen d'engrais, par un programme de modernisation et de développement dont la première réalisation est la mise en service d'un stockage écologique du gypse.

**Cdf Chimie**

Spécialités Chimiques - Mécanique - Énergie - Plastiques - Engrais - Produits Chimiques et Vitrés - Activités Internationales.

© AU CŒUR DE LA COMPÉTITION

Division Engrais - Tour Aurore, Cedex 5, 92080 PARIS - LA DÉFENSE 2, Tél. : (1) 47.78.51.51.

IMAGES ET VITRAGES S.A. Photos - Gilles DUTUIT - DU SERVICE



# AFFAIRES

## REPÈRES

### Dollar : légère remontée à 8,05 F

Le calme a continué de régner, mardi 22 octobre, sur les grandes places financières internationales. Cependant, sur des achats commerciaux, le dollar est remonté légèrement, cotant 8,0535 F à Paris (contre 8,0290 F la veille) et 2,6443 DM à Francfort (contre 2,6311 DM), mais, comme la faiblesse des cambistes, avec peu d'affaires. Les opérateurs continuent de redouter une intervention des banques centrales, de la Banque de Tokyo en particulier, mais attendent néanmoins, pour se faire une opinion, les dernières statistiques sur le marché de l'économie des Etats-Unis, que le département du commerce américain doit publier mercredi 23 octobre.

### Bâtiment et logement : quelques données encourageantes

Selon M. Jean Auroux, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, qui inaugurerait le 21 octobre le 8<sup>e</sup> Salon de la maison individuelle, le marché du logement et l'activité du bâtiment enregistrent quelques données encourageantes. « On constate depuis le deuxième trimestre de cette année un indiscutable ralentissement de la dégradation », sans vouloir « manifester un optimisme exagéré » : autant de mises en chantier qu'au premier semestre 1984 ; les offres d'emploi dans le bâtiment augmentent alors que les demandes diminuent pour la première fois depuis 1979. La président de l'UNICMI, Union nationale des constructeurs de maisons individuelles, M. Claude Pux, est moins optimiste. Les ventes de maisons individuelles ont baissé de 7 % au premier semestre par rapport à la même période de 1984, selon le baromètre de la maison individuelle de l'Union de crédit pour le bâtiment (UCB), filiale de la Compagnie bancaire.

### Italie : déficit de la balance commerciale en août

La balance des échanges italiens a été déficitaire en août, de 420 milliards de lires (1,8 milliard de francs) après un excédent de 557 milliards de lires en juillet. Il s'agissait du premier excédent en un an. Ce déficit enregistré en août est considéré, dans les milieux proches du ministère italien du Trésor, comme relativement moins grave que celui des mois précédents. Il s'agit du chiffre le plus faible, notamment au regard du mois d'août 1984 (- 1 460 milliards de lires) ou du record enregistré en avril dernier (- 3 300 milliards). Au cours des huit premiers mois de l'année, le déficit de la balance commerciale italienne a été de 16 800 milliards de lires (75 milliards de francs), contre 11 000 milliards de lires pour la même période de 1984.

## Dénationalisations : mode d'emploi

Comme il l'avait fait pour les nationalisations - en prévoyant au demeurant, avec les actionnaires étrangers, une multitude de conteneurs qui n'auraient pas lieu, - le cabinet d'avocats Gide, Loyrette et Nouel vient de diffuser dans la presse son « Etude d'un projet de loi sur la privatisation des entreprises du secteur public concurrentiel ».

Les véritables commanditaires de ce travail, les principaux partis d'opposition, en ont eu connaissance au mois de mai. Et, depuis lors, ils ont beaucoup travaillé. On comprend donc que M. Peyrefitte écrive aujourd'hui que ce rapport « n'engage nullement les formations de l'opposition ». Pour ne prendre que deux exemples : la commission mixte RPR-UDF n'a pas retenu un premier de dénationalisation aussi large que celui prévu par M. Loyrette. L'avocat du groupe Schneider envisage de privatiser quarante-sept entreprises, y compris une société comme CDF-chimie, dont l'ardoise

actuelle est de près de 3 milliards de francs et dont on se demande bien qui voudrait l'acheter. A l'inverse, les deux principaux partis d'opposition se sont prononcés sur la suppression pure et simple de la loi de démocratisation du secteur public, alors que M. Loyrette n'est pas partisan d'une abrogation totale de la loi (voir le Monde de l'économie du 1<sup>er</sup> octobre consacré aux dénationalisations).

Cela ne diminue nullement l'intérêt du travail de consultant de ce cabinet d'avocats, qui analyse les cinq projets élaborés sur les dénationalisations, souligne l'ensemble des problèmes juridiques posés par la privatisation, la dénationalisation et la déréglementation, propose le vote d'une seule loi de privatisation, décrit un calendrier possible, préconise le pragmatisme. Mais, jusqu'à nouvel ordre, les politiques priment les consultants. Et c'est mieux ainsi, puisque les hommes politiques peuvent, eux, être sanctionnés.

## PÊCHE

### La France condamnée par Bruxelles

La Commission européenne vient de condamner la France à supprimer les aides qu'elle accorde le FIOF (Fonds d'intervention et d'organisation des marchés) aux groupements de pêcheurs afin de soutenir les coûts d'une vingtaine d'espèces de poissons non couvertes par le régime communautaire, nous signale notre correspondant à Bruxelles. Il s'agit de poissons tels la sole, la limande, le lieu jaune, le grondin.

Les autorités françaises devront se soumettre dans un délai maximal d'un mois, la décision affectant en particulier les ports du sud de la Bretagne ainsi que Port-en-Bessin. La Commission a l'intention de revoir, après l'adhésion de l'Espagne

et du Portugal le 1<sup>er</sup> janvier 1986, la liste des espèces pouvant bénéficier d'aides au retrait. En outre, elle pourrait proposer l'instauration d'un régime complémentaire d'aides forfaitaires pour les espèces de poissons ne faisant pas l'objet d'échanges intracommunautaires. Mais il faudra attendre au moins un an avant que de telles propositions aboutissent. On remarque à Bruxelles que la France, obnubilée par les problèmes d'accès aux ressources, n'a pas saisi l'occasion qu'offrait la négociation d'adhésion de l'Espagne pour obtenir un allègement significatif de la liste des espèces bénéficiant du régime de soutien communautaire.

# ÉNERGIE

## Quand les pays de l'OPEP changent de stratégie

Après l'Arabie saoudite, l'Irak et l'Irak, le Nigeria s'apprête à vendre son brut sur la base de contrats liant ses prix aux cours du marché libre. Lagos s. semble-t-il, décidé de renoncer aux contrats de compensation conclus par le gouvernement précédent, dont deux seulement - avec le Brésil et l'Autriche - continuent pour l'instant d'être appliqués. En revanche, le Nigeria négocie actuellement avec plusieurs grandes compagnies la signature de contrats à moyen terme (trois à six mois), prévoyant plusieurs systèmes de paiement qui, tous, offrent aux acheteurs une garantie de prix vis-à-vis des fluctuations du marché.

Le Gabon, de son côté, a annoncé qu'il envisageait de conclure des contrats de vente libérés en ECU, monnaie de référence européenne, et non plus en dollars, comme c'était jusqu'ici le cas dans toutes les transactions pétrolières. Le président Bongo a fait part de cette intention au vice-président de la Commission européenne, M. Lorenzo Natali, au cours d'une visite de ce dernier au Gabon du 9 au 11 octobre. Selon les milieux pétroliers, ce projet ne s'appliquerait qu'au pétrole qui revient à la société nationale gabonaise, soit, grosso modo, un quart de la production du pays (175 000 barils par jour au troisième trimestre).

Cette initiative, si elle est suivie d'effets, créera un précédent dans le monde pétrolier. Elle vise à l'évidence à protéger le Gabon, qui importe l'essentiel de ses besoins en monnaies autres que le dollar, contre les fluctuations du « billet vert ». Elle devrait rencontrer un accueil très favorable auprès des pays européens, dont plusieurs - au premier rang desquels la France - souhaitent

développer l'usage de l'unité de compte européenne.

Toutes ces initiatives ont un point commun : elles traduisent le désir, nouveau, des pays de l'OPEP de sécuriser - au moins pour partie - leurs débouchés et leurs parts du marché en proposant aux consommateurs de nouveaux contrats à terme plus étendus et plus souples, quitte à sacrifier la notion de prix officiels.

Conséquence logique de la récente conférence de Vienne, au cours de laquelle le ministre saoudien du pétrole a déclaré que les prix officiels constituent désormais une « simple base de référence », la généralisation de ces accords, si elle se confirme, marque un changement notable de la stratégie des pays de l'OPEP.

Au lieu de défendre en priorité une grille de tarifs officiels les plus élevés possibles, en adaptant son niveau de production à la demande, l'OPEP préfère se battre pour préserver ses débouchés en laissant ses prix de vente s'adapter à l'évolution du marché.

Cette politique renforce les risques de glissement des prix et constitue une menace sérieuse pour les pays producteurs non membres de l'Organisation, qui avaient jusqu'ici largement profité de l'autodiscipline de l'OPEP pour augmenter leur rythme d'extraction.

Tel est sans doute le sens du message qu'apportera M. Subroto, ministre indonésien du pétrole et président de l'OPEP, au secrétaire britannique de l'énergie, au cours d'un entretien officiel, prévu cette semaine à Londres.

V. M.

Le groupe publicitaire FCA s'associe avec « Sud-Ouest », Feldman Calvez associés (GCA), quatrième groupe publicitaire français (1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires), prend une participation de 35 % dans l'agence de

publicité bordelaise Promo-Media (20 millions de chiffre d'affaires), qu'avait créée le groupe de presse qui édite « Sud-Ouest ». La nouvelle agence prendra le nom de Promo-Media-FCA.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES

	COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base + base	Rep. + ou dép. -		Rep. + ou dép. -		Rep. + ou dép. -	
SE-U.....	8,049	8,049	+ 71 + 35	+ 125 + 155	+ 369 + 469		
Scm.....	5,898	5,965	+ 21 + 41	+ 35 + 79	+ 82 + 177		
Yen (100).....	3,725	3,734	+ 84 + 95	+ 157 + 176	+ 482 + 536		
DM.....	3,832	3,829	+ 118 + 139	+ 233 + 259	+ 654 + 785		
Franc.....	2,702	2,709	+ 72 + 88	+ 136 + 151	+ 425 + 469		
F.R. (100).....	13,043	13,041	+ 33 + 35	+ 51 + 143	+ 223 + 559		
F.S. (100).....	3,704	3,725	+ 138 + 173	+ 299 + 362	+ 739 + 836		
L (1 000).....	4,571	4,529	- 175 - 142	- 333 - 279	- 738 - 849		
£.....	11,546	11,509	- 270 - 224	- 489 - 423	- 1197 - 1097		

## TAUX DES EUROMONNAIES

	7 7/8	8 1/8	7 15/16	8 1/16	8 1/8	8 1/8	8 3/16	8 5/16
SE-U...	4 1/4	4 1/2	4 1/2	4 5/8	4 5/8	4 3/4	4 3/4	4 7/8
DM...	5 1/4	5 1/2	5 1/2	5 15/16	5 7/8	5 7/8	5 7/8	6
F.R. (100)...	9	10	9 1/2	9 15/16	9 15/16	9 15/16	9 15/16	10
F.S. (100)...	0 7/8	1 1/8	1 1/8	1 1/16	1 1/16	1 1/16	1 1/16	1 11/16
L. (1 000)...	11	12	12 1/2	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	13 1/8
£...	11 3/8	11 5/8	11 1/2	11 5/8	11 1/2	11 1/2	11 1/4	11 3/8
£ Swap...	9	9 1/2	9 1/4	9 5/8	9 5/8	9 5/4	10 1/2	10 7/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

(Publié)

## AVIS D'APPEL D'OFFRES

La Société BURKINABE DES FILLES TEXTILES (SOFITEK), R.P. 147 - BOBO-DIOULASSO, lance un appel d'offres pour la fourniture en quatre lots de produits insecticides et d'appareils de traitement, à savoir :

- LOT 1 : 540 000 litres d'insecticides ULV pour traitement à 3 litres/ha/traitement.
- LOT 2 : 300 000 litres d'insecticides EC (= concentré émulsionnable) à 3 litres/ha/traitement.
- LOT 3 : 4 000 pulvérisateurs portables ULV, type MICRON SPRAYERS, BERTHOLD ou TECNOMA.
- LOT 4 : 1 200 pulvérisateurs à dos, type BERTHOLD, COSMOS ou TECNOMA.

### LIEU DE LIVRAISON

Pour les insecticides : Soit sur place aux lieux d'application (Côte d'Ivoire) logés en conteneur maritime. Soit sur wagon BOBO-DIOULASSO. Soit sur wagon BOBO-DIOULASSO logé en conteneur maritime ou sur wagon couvert BOBO-DIOULASSO.

### POUR LES APPAREILS

Soit sur place aux lieux d'application (Côte d'Ivoire) logés en conteneur maritime. Soit sur wagon BOBO-DIOULASSO. Soit sur wagon BOBO-DIOULASSO logé en conteneur maritime ou sur wagon couvert BOBO-DIOULASSO.

### DELAIS DE LIVRAISON

Avant le 13 février au plus tard pour les pulvérisateurs BERTHOLD. Avant le 1<sup>er</sup> mars pour la position sur wagon.

### PARTICIPATION

Concession ouverte à tout fournisseur offrant des références techniques reconnues soit sur le plan national, soit sur le plan international.

### OFFRES

Les offres en langue française doivent parvenir sous pli recommandé en retour contre reçu :

- soit à la direction générale de la SOFITEK, R.P. 147 - BOBO-DIOULASSO
- soit à la direction régionale de la SOFITEK, R.P. 169 - OUAGADOUGOU.

AVANT LE 1<sup>er</sup> NOVEMBRE 1985 A 18 HEURES

### DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Les dossiers peuvent être obtenus aux adresses ci-dessus indiquées au prix de 10 000 F CFA (DIX MILLE FRANCS CFA).

# SOFILOISIRS aime et sélectionne pour vous, au juste prix!

## LE SAGITTAIRE

**NICE** : du studio au 4 pièces, 31 appartements raffinés, de grand standing. Cuisines équipées. Avec parkings ou garages en sous-sol. Habitable immédiatement.

**INVESTIR DE PRIN** : beau 2 pièces 480.000 F. Bureau de vente sur place : Le Sagittaire, 9, rue Andréoli - 06000 NICE. Tél. 93.44.43.05

**FRANCE** : son emplacement privilégié dans Nice, 30 mètres de la Promenade des Anglais et de la mer, sa proximité des rues piétonnes. Le mariage de l'élégance raffinée et rassurante de cette Résidence avec un quartier pittoresque où l'âme nissarde se perpétue.

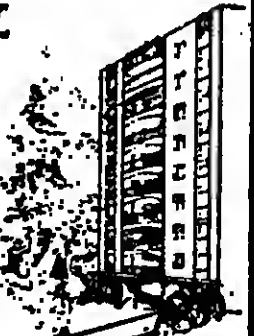


## L'ARC EN CIEL

**NICE** : studios et 2 pièces avec cuisines équipées et caves, parkings ou garages en sous-sol. Habitable de suite. Entre le port et l'Aéroport. Charges de copropriété réduites.

**INVESTIR DE PRIN** : 2 pièces 47 m² + balcon + cave 450.000 F. Bureau de vente : L'Arc en Ciel, 68, Bd Delfino - 06300 NICE. Tél. 93.56.55.02

**FRANCE** : le confort et le fonctionnel qui se marient pour vous offrir une qualité de vie agréable dans un quartier situé près du port, de la vieille ville et des commerces.

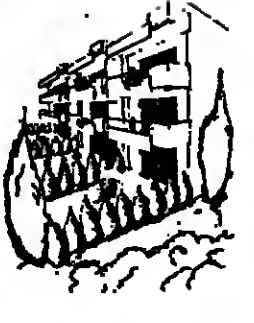


## LES BOUGAINVILLEES

**CAGNES-SUR-MER** : studios, 2 et 3 pièces, grand standing, 2 étages seulement. Habitable immédiatement. Larges terrasses, plein sud ou jardins privatifs au rez-de-chaussée. 13 appartements de grand standing, cuisine équipée, caves, parkings.

**INVESTIR DE PRIN** : grand 2 pièces 520.000 F. Bureau de vente sur place : Les Bougainvillées, 18, ch. des Amandiers - 06800 CAGNES-SUR-MER. Tél. 93.22.50.41

**FRANCE** : le charme de cette adorable résidence où le chant des oiseaux vous fait apprécier encore davantage le calme et la verdure de son site, son autonomie d'existence grâce à la proximité de la mer et des commerces.



## L'ASTROLABE

**CAGNES-SUR-MER** : 16 appartements du studio au 4 pièces, au milieu d'espaces verts, à 100 m de tous commerces, à 300 m de la plage. Larges balcons, jardins privatifs en rez-de-chaussée. Parkings en sous-sol fermé, caves.

**INVESTIR DE PRIN** : 2 pièces 31 m² + 11 m² balcon 510.000 F. Bureau de vente : L'Astrolabe, rue Jean-Bouin - 06800 CAGNES-SUR-MER. Tél. 93.73.62.14

**FRANCE** : son excellent rapport qualité-prix, sa situation privilégiée, son architecture agréable et son confort très étudié qui en font une résidence où il fait bon vivre.

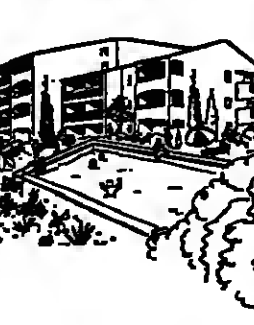


## Le Domaine du Préconil

**SAINTE-MAXIME** : près du centre et des plages, studios, 2 et 3 pièces avec cuisine équipée, cave et parking en sous-sol, jardins, piscine. Dans une propriété de 5 hectares une réalisation de petits immeubles de qualité dans un site privilégié.

**INVESTIR DE PRIN** : studio mezzanine 247.000 F ; 2 pièces 310.000 F ; 3 pièces 63 m² + terrasse 14 m² 610.000 F. Bureau de vente sur place : Le Domaine du Préconil, Chemin des Virgiles - 83120 SAINTE-MAXIME. Tél. 94.43.81.18

**FRANCE** : le parc immense avec ses espaces verts aménagés, sa grande piscine, les plages à quelques minutes.



## LE GENTIANA

**SAINT-ETIENNE** : Au cœur de la station de Prax-sur-Arly, à 200 m des remontées mécaniques. Construction traditionnelle dans le style du pays. Studios + alcôve, 2 pièces, duplex, garages, commerces. Coins cuisine équipée, caves, placards à skis, parking extérieur ou couvert.

**INVESTIR DE PRIN** : 2 pièces 330.000 F, cave, esplanade à skis, parking. Bureau de vente : Le Gentiana, 74120 Prax-sur-Arly - MEGEVE. Tél. 93.24.62.09

**FRANCE** : son accès aux pistes de ski, sa vue au cœur du village, proche de l'église et des commerces. Son isolation thermique et phonique en fait une habitation confortable et chaleureuse.

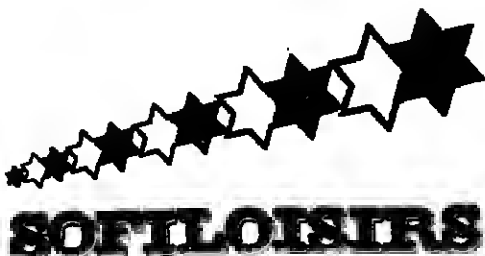


Pour information : SOFILOISIRS : 1055, Avenue Rhin et Danube 68140 VENCE Tél. 93.24.62.09

NOM

Adresse

- ☐ Le Sagittaire
- ☐ Les Bougainvillées
- ☐ Le Domaine du Préconil
- ☐ L'Arc en Ciel
- ☐ L'Astrolabe
- ☐ Le Gentiana





ENTREPRISES

ARCT : le « repreneur » abandonne

M. Bernard Terrat, PDG de la société IC-ACBF de Valence, dernier candidat à la reprise des activités des ARCT - en liquidation de biens depuis le 28 juin, avec trois cent dix salariés sur sept cents en trois sociétés - a annoncé, lundi 21 octobre dans un communiqué, qu'il abandonnait son projet à la suite du vote hostile du personnel (le Monde du 22 octobre). Il a refusé de « gérer un forum politique permanent » et a condamné « la tactique de la terre brûlée des syndicats ». Il redonne que la poursuite de l'occupation des locaux commencent le 20 juin à l'appel de la CGT (largement majoritaire) et de la CFDT, ne décourage les clients qui ont maintenu leurs commandes. De leur côté, les pouvoirs publics craignent de détériorer définitivement le climat en faisant évacuer les locaux, comme l'a demandé le 12 octobre le tribunal de Roanne. M. Jean Auroux, maire de Roanne et ministre du logement et des transports, a regretté, samedi, que « les pouvoirs publics voient leurs efforts défaits par des hommes qui se sont laissés conduire dans une impasse ».

Rejets d'OPA par deux groupes alimentaires

Le groupe agro-alimentaire britannique Allied Lyons a rejeté une nouvelle offre publique d'achat lancée par le groupe australien Elders PLC, dont le montant total s'élève à 1,8 milliard de livres (20,5 milliards de francs). Pour cette nouvelle proposition, Elders a constitué un groupe avec huit banques internationales, conduit par la Citibank. L'offre s'élève à 255 pence par action d'Allied, qui cotait 270 pence le 21 octobre. Aux Etats-Unis, le groupe Beatrice (produits alimentaires et cosmétiques) a rejeté également une tentative de prise de contrôle menée par une société d'investissements, Kohlberg, Kravis and Roberts (KKR). L'offre s'élève à 4,9 milliards de dollars (39,3 milliards de francs). KKR est spécialisée dans les achats par « effet de levier » : la transaction est financée par des emprunts réalisés sur les actifs de la société covoitée. A Wall Street, il semble que Beatrice ait refusé en attendant une offre plus séduisante.

Pirelli dans les fibres optiques

Le groupe italien Pirelli va entrer dans le capital de la firme française Veloc, PME du nord de la France installée à Tourcoing, autrefois à vocation textile, maintenant reconverte pour partie dans l'industrie opto-électronique (fibres optiques). Pour ce faire, l'entreprise Pirelli, filiale française de Pirelli, souscrit pour 15 % à l'augmentation du capital de Veloc, dont le montant sera porté en novembre prochain de 50 à 70 millions de francs. A l'issue de cette opération, à laquelle participent des investisseurs institutionnels, le contrôle de l'affaire sera conservé à 70 % par le groupe franco-belge Vandepitte. Cette arrivée discrète permettra à Pirelli, déjà engagé dans l'industrie du câble (46 % de son chiffre d'affaires), d'élargir le champ de ses compétences. Pour le premier semestre, le groupe Pirelli, qui vient de racheter à Bayer la société Marzaler (caoutchouc industriels), enregistre une augmentation de 22 %, de son bénéfice net (316 millions de francs, contre 259 millions) pour un chiffre d'affaires de 14 milliards de francs environ.

La sous-traitance à l'envers

Un salon où les exposants sont les acheteurs et les visiteurs les vendeurs, c'est l'opération originale que vient de réaliser l'Agence de développement et d'industrialisation du Doubs. Pendant deux jours, une soixantaine de firmes ont été dans les locaux de l'Entreprise Comités « sous-traitants », à Besançon, les places et sous-ensembles pour lesquels elles recherchent des sous-traitants. CIT Alcatel, Bull périphériques, Alcatel, Peugeot-Cycles, Messier-Ferguson, IBM, Tefal, Control-Dat France, par exemple, ont participé à ce MIDEST (Marché international de la sous-traitance) à l'envers. Les stands ont été mis gratuitement à la disposition des firmes, tandis que les visiteurs devaient acquiescer un droit d'entrée de 500 F. (Corresp.)

M. Krasucki : « Montrez que vous savez vous défendre »

Dans son édition de 22 octobre, l'Hémisphère n'a pas l'ombre d'un doute : « Le 24, titre-t-elle en « une », en faisant allusion à la journée nationale interprofessionnelle d'action de la CGT, ça va bouger ».

La parenthèse Renault a été refermée. Dans les chantiers navals, la fièvre est pour l'heure retombée, même si elle peut remonter dans les mines ou dans le val d'Allier après l'évacuation des trois usines Doucillier jusqu'alors occupées. Quoi qu'il en soit, selon les derniers pointages du ministère du travail, le nombre de journées perdues pour faits de grève continue à être en dessous, pour la même période, de 1984 où le niveau était déjà bien bas.

Malgré sa volonté d'en découdre avec le patronat et avec le gouvernement, la CGT a été obligée de tenir compte du fait de cette difficulté de la mobilisation. M. Krasucki a dû troquer sa « grève générale » longtemps annoncée telle l'Arlésienne contre une journée interprofessionnelle dans laquelle on peut faire tout et rien. Il a annoncé de « nombreuses grèves de vingt-quatre heures », mais, en niveau des appels de fédérations, il y a déjà une réelle inégalité. Des appels à vingt-quatre heures effectives de grève ont été formellement lancés dans la fonction publique - avec des actions « mar-

At le lendemain de l'échec grave que la CGT a subi chez Renault - ce que M. Krasucki a contesté le 21 octobre sur France-Inter -, elle court le risque considérable de se lancer dans une action interprofessionnelle. Si elle peut, en

mettant en avant comme « revendications » l'emploi, le pouvoir d'achat, la protection sociale et les libertés, tabler sur la réalité du mécontentement, il n'en est pas de même pour le recours aux conflits.

sera marquée par une manifestation à Paris à 11 h de la République à Saint-Augustin et soixante-huit manifestations déjà prévues dans les départements.

« Le pied à l'étrier »

Pour M. Krasucki « cette journée est un moyen d'aider ceux qui luttent et de mettre aux autres le pied à l'étrier pour qu'ils aient qu'ils sont forts, beaucoup plus forts qu'ils ne le croient ». On voit dit tellement, a-t-il lancé, que vous n'êtes bon à rien et qu'il faut passer à la casserole. Montrez donc que vous savez vous défendre. » Quand on voit cependant que dans ses propres files, comme Renault, la CGT a du mal à entraîner les salariés qui avaient pourtant des sujets de mécontentement et d'inquiétude, on ne peut qu'être sérieusement sceptique sur l'effet de tels mots d'ordre globalisateurs pour l'ensemble des salariés. Même dans le secteur public, il risque d'y avoir des hésitations. Au sein même de la CGT, des critiques se font entendre sur la str-

atégie actuelle. Dans la tribune de discussion pour le quarante-deuxième congrès confédéral, publié par le Peuple du 10 octobre, M. Testu, secrétaire du syndicat des métaux d'Angers, écrivait notamment : « Il vaut mieux chercher les raisons pour lesquelles nous en sommes là (chute du nombre de syndiqués, manque de confiance d'un grand nombre de travailleurs dans notre organisation, baisse quasi constante du nombre de luttés) plutôt que de faire de l'autosatisfaction qui risque de nous voir renouveler certaines erreurs préjudiciables pour l'ensemble des travailleurs ».

M. Krasucki a besoin pour son quarante-deuxième congrès, qui s'ouvrira le 24 novembre, d'une journée nationale qui se traduise par un beau succès. Le pari tient de la gageure, d'autant que la CGT a rarement été aussi isolée (1) dans de telles initiatives nationales. Dans Syndicalisme-Hebdo, le CFDT coudoie sa « pratique désastreuse » qui vise à montrer que « seule la CGT se bat et seul le PCF a des réponses politiques ». Quant au bureau confédéral de FO, il fait la même analyse en ajoutant que « ces actions de caractère aventuriste portent atteinte au crédit du mouvement syndical ». Le nouveau secrétaire national du PS aux relations extérieures, M. Georges Sarre (CERS), n'est pas en reste puisqu'il invite la CGT à « corriger sa ligne » et à « se dégarer de l'emprise de l'actuelle direction du PCF ».

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Cet isolement ne sera pas complet aux PTT... où le syndicat CFDT-PIT d'Ile-de-France a appelé pour le 24 octobre tous les agents en contact avec le public à porter un brassard noir en signe de deuil, le jour où « le gouvernement tentera de justifier devant l'Assemblée nationale le dépeçage budgétaire 1986 des PTT ».

LA JOURNÉE D'ACTION DE LA CGT

Des chiffres étonnants

Contre toute attente... la CGT aurait gagné des adhérents ! Lors de l'annexion « Face au public » sur France-Inter, le 21 octobre, M. Henri Krasucki a déclaré, en s'en prenant aux « croque-morts qui rêvent d'arrêter la CGT pour décourager tous ceux qui se rebiffent contre l'autoritarisme » : « Nous serons un million neuf cent mille au congrès de novembre contre deux millions trois cent mille en 1982. Toujours, et de loin, la première centrale syndicale, même si, comme les autres, nous avons perdu des adhérents. »

Le secrétaire général de la CGT a ainsi donné un « scoop » aux auditeurs de France-Inter en leur communiquant des chiffres qui ne correspondent nullement à ceux publiés par le Peuple, organe pourtant officiel de la confédération, le 27 juin dernier, en vue du quarante-deuxième congrès confédéral de novembre prochain. Pour 1983, la CGT annonçait officiellement 1 382 942 actifs, 259 133 retraités, soit un total de 1 642 075 adhérents contre 1 925 432 adhérents en 1981 (303 337 de moins) et 1 721 483 en 1982 au moment du précédent congrès. Alors que la plupart des estimations situent en fait les effectifs de la CGT autour d'un million - voire en dessous pour certains observateurs - il faut remonter à 1978 (2 350 118) pour retrouver un chiffre officiel proche de celui de M. Krasucki pour 1982...

« Manifestation de licenciés à La Rochelle. - Environ trois cents salariés de l'usine Peugeot de La Rochelle licenciés la semaine dernière (le Monde du 19 octobre) sur trois cent quatre-vingt-sept sont réunis, lundi 21 octobre, dans l'établissement ; une partie ont ensuite manifesté dans les rues de la ville en cortège automobile.

« Orléans : suppression de 476 emplois chez Saint-Gobain. - La direction des verreries Saint-Gobain de La Chapelle-Saint-Mesmin (Loiret) a annoncé, le 21 octobre, lors d'un comité d'entreprise exceptionnel, un plan économique et social dans lequel est prévue la suppression de 476 des 749 emplois. Le plan social prévoit le départ en préretraite de 65 personnes et le reclassement des autres salariés soit dans le groupe, soit dans des entreprises de la région.

SOUPLESSE

TANDY 200

La voie souple, c'est un état d'esprit. L'ordinateur portable TANDY 200 en est l'illustration parfaite. Léger mais efficace, cet ordinateur compact très performant accomplit - même au cours de vos déplacements - les innombrables tâches de gestion et de secrétariat qui ne peuvent attendre votre retour.

6 logiciels intégrés prennent tout en charge : traitement de textes, Multiplication pour prévisions de ventes et analyses financières, répertoire d'adresses, agenda, échange de données entre ordinateurs et BASIC. Un authentique « secrétariat volant », disponible en tout lieu, à tout moment. Pour 6.950 F\* seulement.

Ecran à cristaux liquides de 16 lignes sur 24 colonnes, mémoire extensible à 3 fois 24 Ko MEV, connexion possible à une imprimante, un lecteur de disquettes, un lecteur de code à barres.

L'ordinateur portable TANDY 200, un étonnant de plus dans une lignée de champions.



TANDY COMPUTERS

Je désire plus d'informations sur le TANDY 200.

Prénom : \_\_\_\_\_  
Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_  
M. : \_\_\_\_\_  
(ou indiquez votre code de ville)  
A renvoyer à TANDY FRANCE - Division Ordinateurs  
Immeuble Les 3 Fontaines - BP 147 - 95022 CERGY-PONTOISE.

...L'évidence même

Disponible dans les Centres Ordinateurs, les magasins TANDY spécialisés et chez les distributeurs agréés. Remplissez, joignez le coupon réponse ou téléphonez au 01 30 73 10 15.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SICAV DU GROUPE CIC

	Actif net (en millions de francs)	Valeur liquidative (en francs)	Dernier coupon payé	Evolution (coupon inclus) depuis la création ou par rapport au 31.12.1982
30.9.1985				
SICAV ACTIONS				
CREDINTER (internationale)	438	336,87	11,82	+ 31,26 % - 1,90 %
FRANCIC (actions françaises)	4.496	982,87	22,42	+ 51,35 % - 3,02 %
SICAVINMO (valeurs immobilières)	785	571,39	20,79	+ 70,67 % + 21,50 %
FRANCIC (actions étrangères)	2.356	599,67	14,06	+ 60,21 % - 1,75 %
TECHNOCIC (haute technologie)	89	922,12	06,30	- - 3,22 %
SICAV OBLIGATIONS				
RENTACIC (obligations françaises)	607	106,06	8,39	+ 40,40 % + 7,22 %
EUROVIC (obligations étrangères)	203	7 555,90	551,28	+ 34,20 % - 0,22 %
EUROVIC (obligations en Esc)	76	1 000,00	-	- - 0,00 %
SICAV COURT TERME				
FRANCIC (obligations à court terme)	1 019	10 311,06	5,00	+ 3,00 %
MONEVIC (obligations à court terme)	3 825	54 029,97	1,00	+ 7,82 %
EPARVIC (obligations à court terme)	2 108	22 039,97	0,00	+ 0,00 %
EPARVIC (obligations à court terme)	1 071	59 359,49	6,00	+ 0,25 %

Index moyen des Sicav actions du Groupe CIC Base 100 au 31.12.1984 : 104,24

FRANCIC : Sicav investie au moins à 80 % en actions françaises. - un investissement qui réduit vos impôts (C.E.A.-Loi Monory). - une gestion sélective et une large répartition sectorielle.



Pour toute information complémentaire, adressez-vous au guichet de la banque du Groupe CIC le plus proche de votre domicile ou remettez le coupon à votre banquier (S.E.F.A.), C.I.C. 91, rue de la Victoire, BP 207, 75482 Paris Cedex 08. Tél. 280.85.20

(1) Ouverture au public le 16 janvier 1984  
(2) Ouverture au public le 12 juin 1984  
(3) Ouverture au public le 11 juillet 1985  
(4) Ouverture au public le 6 juin 1985

Vous souhaitez une documentation sur le Groupe CIC ?

M. Adresse \_\_\_\_\_



## ÉTRANGER

M. NAKASONE A WASHINGTON

## Un allié qui ressemble fort à un ennemi économique

## Correspondance

Washington. - La visite, cette semaine, du premier ministre japonais Yasuhiro Nakasone au président Reagan - leur deuxième rencontre bilatérale en six mois - fait l'objet de commentaires ironiques de la part des observateurs aux Etats-Unis. Jamais les Américains n'ont été aussi irrités contre l'invasion des produits japonais. Une complicité objective ne peut toutefois que lier les deux hommes d'Etat qui font, l'un et l'autre, l'objet d'intenses pressions protectionnistes dans leur pays et s'efforcent tous deux de défendre la liberté du commerce international sans pour autant en être dupes.

M. Reagan a besoin de concessions japonaises, notamment pour pouvoir s'opposer au projet de loi du Congrès prévoyant des quotas à l'importation des produits textiles asiatiques aux Etats-Unis. M. Nakasone, de son côté, est conscient de la nécessité de calmer la montée du mécontentement américain avant que de sérieuses mesures de rétorsion ne finissent par être prises.

La montée du sentiment protectionniste aux Etats-Unis vient encore d'être confirmée par un sondage effectué par le *Wall Street Journal* et la chaîne de télévision ABC News, au début d'octobre. Plus de la moitié des personnes interrogées se disent favorables à l'adoption de mesures de limitation des importations. Lorsque la question posée s'applique spécifiquement aux importations japonaises, le taux passe à 70 % d'opinions favorables contre seulement 26 % de défavorables.

Le ressentiment américain s'explique par le fait que, en dépit de tous les discours, le déficit des Etats-Unis vis-à-vis du Japon, qui était de 37 milliards de dollars en 1984, un record, risque d'atteindre 50 milliards en 1985.

Sur les quatre-vingt-dix propositions de loi protectionnistes soumises au Congrès, plus d'une trentaine visent directement le Japon. Elles vont de l'instauration de quotas sur les produits de télécommunication à une surtaxe géo-

rale de 20 % qui s'appliquerait aux produits nippons. Les efforts du gouvernement japonais abondamment commentés par la presse pour expliquer la baisse des droits de douanes dans l'empire du Soleil-Levant, la nouvelle politique édictée à Tokyo sur le thème « Achetez étranger », et, depuis quelque temps, la relance annoncée de la croissance de l'économie japonaise à la demande de l'Amérique, tout cela fait sourire.

Les Etats-Unis restent le premier producteur mondial de semi-conducteurs, avec 12 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 1984. Mais ils s'inquiètent. Le Japon

**70 % des Américains souhaitent des mesures de limitation aux importations japonaises.**

atteint déjà 8 milliards de dollars de ventes. Ses ventes ont augmenté de 200 % l'année dernière. Il détient déjà entre 15 % et 17 % du marché américain lui-même. Les ventes américaines au Japon n'ont été que de 600 millions de dollars en 1984. D'après les professionnels américains, elles seraient entravées par l'existence d'un système de cartel entre les différents fabricants japonais.

Trois des plus importants fabricants américains de la Silicon Valley californienne, National Semiconductor, Intel et Advanced Microdevices, viennent de déposer une plainte antidumping. Ils assurent que, pour obtenir une part du marché américain, les fournisseurs japonais vendent aux Etats-Unis à des prix inférieurs à ceux qu'ils pratiquent au Japon.

Depuis la levée des quotas sur les importations d'automobiles en mars dernier, les ventes de voitures japonaises ont sensiblement augmenté, encouragées par General Motors qui importe Isuzu et par Chrysler qui distribue les fabrications du groupe Mitsubishi. Toyota a progressé de

18 %, Honda de 20 %, Mazda de 39 %, Isuzu de 143 %. Ce n'est que grâce à l'expansion du marché que les fabricants américains ont pu maintenir leur part relative dans celui-ci. Le Japon en détient toutefois toujours plus d'un cinquième.

## Le banquier du monde

Surtout, le Japon émerge comme le premier banquier du monde. Mais, contrairement à ce que fit l'OPEP, il utilise sa richesse et son élan pour créer un empire financier. Il investit aux Etats-Unis dans tous les secteurs de l'industrie et du commerce, y compris dans la sidérurgie, délaissée par les Américains comme peu rentable.

La sous-cotation de nombreuses affaires leur permet de devenir japonais à bon marché. Ainsi, un nombre croissant d'usines américaines passe à leur contrôle japonais. En 1990, un dixième des voitures américaines vendues aux Etats-Unis sortiront en fait d'usines contrôlées par des Japonais.

A la fin de 1985, les Japonais détiendront plus d'actifs nets à l'étranger que n'importe quel autre pays industriel. L'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne et aussi les Etats-Unis - surendettés - sont éclipsés. Bien que les chiffres de l'Arabie saoudite ne soient pas disponibles, il est vraisemblable qu'ils sont déjà dépassés.

Le Japon souscrit désormais environ le dixième de toutes les émissions de bons du Trésor dont c'est devenu le second marché mondial avec un chiffre d'affaires quotidien de 500 millions à 2 milliards de dollars. De même que les Etats-Unis sont les premiers clients du Japon pour les biens manufacturés, ils sont son premier client pour les emprunts.

En 1985, les épargnants japonais auront acheté pour 20 milliards de titres libellés en dollars, dont quelque 13 milliards sont allés directement au Trésor américain pour l'aider à financer son déficit. Il en résulte que les rapports nippo-américains sont, si l'on peut dire, de plus en plus équilibrés malgré le déficit croissant.

JACQUELINE GRAPIN.



## L'innovation: une des clés du futur

Pour relever le défi de l'innovation, Rhône-Poulenc a consacré en 1984 près de 12 % de son chiffre d'affaires total à la Recherche et au Développement (F 2.500 millions) et aux investissements industriels (F 3.500 millions).

## Des produits à forte valeur ajoutée

Innovar, c'est aussi favoriser les investissements destinés au développement des produits de haute technologie et à forte valeur ajoutée. Ainsi, près de 60 % du budget Recherche de Rhône-Poulenc est aujourd'hui consacré aux biotechnologies (Santé, Agrochimie, Biochimie industrielle).

## Une rentabilité accrue

Cette constante recherche d'une productivité, d'une compétitivité et d'une rentabilité accrue est nécessaire pour consolider la réussite de Rhône-Poulenc. Après les bons résultats enregistrés en 1984, la hausse de 32 % du bénéfice net au 1<sup>er</sup> semestre 1985 (F 1.038 millions) vient confirmer la route durable du Groupe à une rentabilité accrue.

**RP RHÔNE-POULENC**

**CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT PRIVILEGES**

Le Certificat d'investissement Privilage est une action libérée de droits de vote, en circulation sous le nom de C.I.P. Rhône-Poulenc de F 400 nominal, qui confère à son titulaire le droit de participer aux bénéfices du groupe.

**Prix d'offre minimum: F 340**  
Journées: 1<sup>er</sup> juillet 1985  
Cotation: Bourse de Paris

**CHIFFRES CLES** (en millions de F)

	1984	1985	1986
Chiffre d'affaires hors taxes	43.177	51.207	26.848
Bénéfice avant participation et impôts	1.038	1.785	1.038
Bénéfice net	98	1.038	1.038

## FOUGEROLLE

Le conseil d'administration, réuni le 17 octobre 1985, a pris connaissance des résultats de la société pour le premier semestre 1985.

Le chiffre d'affaires réalisé par Fongerolle S.A. pour le premier semestre s'est élevé à 712 millions de francs HT contre 1 177 millions pour le premier semestre 1984. Cette diminution résulte pour l'essentiel de l'achèvement ou de la réduction d'activité de grands chantiers en Irak et au Nigeria.

Pour l'ensemble du groupe, le chiffre d'affaires du semestre a atteint 2 809 millions de francs HT, chiffre égal à celui de la période correspondante de 1984.

Le carnet de commandes du groupe s'élevait à 7,4 milliards de francs, hors Nigeria, en septembre 1985 et permet de prévoir un chiffre d'affaires consolidé pour l'ensemble de l'exercice de 6,3 milliards de francs environ contre 5 milliards en 1984.

Les résultats de Fongerolle, pour le premier semestre 1985 (résultats nets avant impôts), se traduisent par un bénéfice de 4,8 millions de francs, contre un déficit de 4,6 millions pour le premier semestre 1984.

En octobre 1985, Fongerolle, après avoir participé à la phase d'études, entre le groupement de constructeurs du projet Eurocent, qui remet fin octobre des propositions pour la réalisation de la liaison Trans-Manche.

En outre, le conseil d'administration a décidé d'autoriser son président à pourvoir des conventions avec la société Unifor (Groupe Lyonnais des Eaux) en vue d'une prise de participation majoritaire de Fongerolle dans le capital de la société Forclum, importante entreprise d'équipement et d'installations électriques dont Unifor détient plus de 57 % du capital. En cas de conclusion favorable, le groupe serait sensiblement renforcé dans un secteur d'activité auquel il porte un intérêt particulier.

Enfin, le conseil d'administration a nommé M. Jean-François Roverato directeur général de Fongerolle. M. Roverato était déjà directeur général de Fongerolle France et de Fongerolle International et assurera ainsi la direction générale du groupe, sous l'autorité de M. Louis Lenoir, président-directeur général.

(Publicité)

UNITED NATIONS  
CALL FOR EXPRESSIONS OF INTEREST FROM QUANTITY SURVEYORS MANAGEMENT CONSULTANTS

The United Nations is seeking expressions of interest from Quantity Surveyor/Project Management Consultants in connection with the first phase (Conceptual Design) of the proposed construction of conference facilities at the headquarters of the Economic Commission for Africa in Addis Ababa, Ethiopia. The project involves conference rooms of varying sizes together with the support facilities required for United Nations conferences, i.e. simultaneous interpretation systems, printing facilities, and dining facilities comprising in total approximately 50,000 square meters. Expressions of interest are invited from suitably qualified companies which are able to provide full quantity surveying services, cost planning, value management, scheduling, contract administration, project management and related support.

Expressions of interest should be concise and as brief as possible, but should include:

1. Name and address of the interested firm and the specific group, division, etc. which is being proposed to undertake the work.
2. Specific project experience of the firm in comparable building construction projects during the past ten (10) years, and details of contractual responsibilities in those projects, as well as information on affiliations, where applicable, with firms offering similar specialized services in East Africa.
3. Summary curriculum vitae of key personnel, with an explanation of the roles of each in the projects which are cited as relevant examples of recent experience.
4. Additional relevant information, such as financial statements, list of current projects, etc.

Expressions of interest, in English, must be received by the United Nations not later than 3.00 p.m., Monday 18 November 1985. They should be marked « Quantity Surveyor/Project Management Consultants » and should be addressed, confidentially, to:

Chief Purchase and Transportation Service  
Office of General Services  
Room 2149, Secretariat Building  
United Nations,  
New York 10017, USA

La publicité ci-dessus concerne un avis d'appel d'offres pour les Nations Unies au sujet de la construction en Ethiopie de salles de conférences.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## EN LANCANT MOBIPRIME LA CAISSE DE GESTION MOBILIERE (CGM) ELARGIT LA GAMME DE SES SICAV SPECIALISEES

Maison de récompte et banque d'arbitrage sur les marchés monétaire et financier, la Caisse de gestion mobilière a développé dans le domaine de la gestion de portefeuille un ensemble d'instruments techniques lui permettant d'aborder les opérations qui visent l'interprétation progressive des marchés de capitaux.

Ainsi, la Caisse de gestion mobilière a proposé aux investisseurs de la place trois SICAV répondant chacune à un objectif précis.

**MOBIVAL**, à la performance très contrôlée, appuyée sur les taux du marché monétaire à partir de contrats optionnels et de révélateurs, s'adresse plus spécialement à des investisseurs à flux courts de l'ordre de quelques jours à quelques mois. Son encours actuel avoisine les 4,5 milliards de francs.

**MOBIPRIME**, ouverte au public le 5 août dernier, s'attache à une typologie de placements de trésorerie d'un minimum de quelques mois, recherchant une certaine sécurité des avoirs investis et une quote-part du levier financier obtenu par une gestion active des capitaux.

**MOBIPLUS**, dont l'actif dépasse le milliard de francs investis des investissements attachés à une valorisation de leurs avoirs dans le temps, et détiennent d'optionner au plan fiscal au-delà de deux ans les plus-values constituées.

Les documents habituels (règlement intérieur, note d'information, plaquettes trimestrielles) afférents à MOBIVAL, MOBIPRIME et MOBIPLUS peuvent être obtenus sur simple demande en s'adressant au siège de la Caisse de gestion mobilière, section SICAV, 6, rue des Petits-Frères, 75002 Paris. Tél.: 261-53-20.

**sep**  
les nouveaux espaces

La SEP a réalisé au premier semestre 1985 un chiffre d'affaires de 894 millions de francs, une augmentation de 42 % par rapport à la même période de 1984.

Pour la totalité de l'exercice 1985, la prévision se situe à 2 200 millions de francs contre 1 800 millions de francs réalisés l'an passé.

Toujours pour le premier semestre

1985, le RESULTAT avant impôts, participation des salariés et provisions réglementaires se monte à 16,9 millions de francs.

Les éléments d'exploitation, financiers et exceptionnels, connus et prévisibles, du second semestre permettront d'envisager pour l'ensemble de l'exercice un bénéfice net social sensiblement supérieur à celui de 1984.

**DARTY GROUPE DARTY**

## RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 1985/1986 (en million de francs)

	1985/1986	1984/1985	Evolution
Ventes (H.T.)	2 075 108	1 797 986	+15,4 %
Résultat courant	136 748	93 223	+46,7 %
Résultat avant I.S. et participation	118 156	85 387	+38,4 %

Le résultat consolidé pour le premier semestre de l'exercice 1985/1986 (1<sup>er</sup> mars au 31 août 1985), arrêté avant les provisions pour impôts sur les sociétés et participation des salariés aux fruits de l'expansion, s'est élevé à 118 156 000 francs, contre 85 387 000 francs pour la même période de l'exercice précédent.

## OUVERTURE DE MAGASINS

Trois nouveaux magasins Darty ont été créés au cours du premier semestre 1985/1986. Ils sont localisés à Clermont-Ferrand, Amiens et Nîmes. Sparty a ouvert son neuvième point de vente en région parisienne le 23 octobre 1985.

## PERSPECTIVES POUR L'EXERCICE 1985/1986

L'évolution du résultat consolidé du premier semestre ne peut pas être transposée à l'ensemble de l'exercice, compte tenu de la saisonnalité de nos ventes et de la contribution du deuxième semestre aux résultats.

L'activité de la fin du premier semestre, supérieure à nos objectifs, et nos prévisions pour le deuxième semestre permettent de réviser en hausse l'estimation du résultat de l'exercice 1985/1986 communiquée lors de l'Assemblée générale ordinaire du 26 juillet 1985. Sans modification notable de la tendance actuelle de nos marchés, la croissance du bénéfice net consolidé pourrait être de l'ordre de 20 %.

**IN INTERTECHNIQUE**

Les résultats d'Intertechnique arrêtés à fin juin 1985 sont les suivants (en millions de francs)

	1 <sup>er</sup> semestre 1985	1 <sup>er</sup> semestre 1984	Variation exercice 1984
Ensemble de la société			
Chiffre d'affaires hors taxes	432,9	352,1	23 % 963,7
Bénéfice avant participation et impôts mais après toutes provisions	43,5	27,9	56 % 142,6

L'apport par Intertechnique de son activité informatique à sa filiale la Informatique a été efficace le 30 août 1985 avec effet social au 1<sup>er</sup> janvier 1985. Ainsi, le résultat consolidé de l'ensemble de l'exercice 1985, arrêté avant les provisions pour impôts sur les sociétés et participation des salariés aux fruits de l'expansion, s'est élevé à 118 156 000 francs, contre 85 387 000 francs pour la même période de l'exercice précédent.

	1 <sup>er</sup> semestre 1985	1 <sup>er</sup> semestre 1984	Variation exercice 1984
Adressables et systèmes			
Chiffre d'affaires hors taxes	204,7	197,1	4 % 434,1
Bénéfice avant participation et impôts mais après toutes provisions	23,7	17	39 % 61,7
Informatique			
Chiffre d'affaires hors taxes	228,2	155	47 % 529,6
Bénéfice avant participation et impôts mais après toutes provisions	19,8	10,9	82 % 80,9

Ces éléments ne sont pas consolidés et concernent donc la seule société Intertechnique.

L'extrapolation du rapport du bénéfice annuel au bénéfice semestriel constaté en 1984 ne doit pas être utilisée comme base d'appréciation du bénéfice de l'ensemble de l'exercice 1985. Cependant, et bien que, comme dans le passé, le poids des derniers mois de l'année demeure déterminant, l'évolution satisfaisante de deux activités permet d'envisager pour chacune d'elles un chiffre d'affaires et un bénéfice de 1985 supérieurs à ceux de 1984.

**Déjà, un classique... LES RELATIONS INTERNATIONALES DANS LE MONDE D'AUJOURD'HUI**

Les dérivés de puissances par Philippe Mouzon Deffarges, Professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, Préface de M. Taffery de Montbrail

**LE FRABO**

De tout nouveau manuel sera suivi par les jeunes classes de 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> années de l'enseignement secondaire.

**Seconde**

Philippe Mouzon Deffarges, Professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, Préface de M. Taffery de Montbrail

2<sup>e</sup> édition revue et augmentée.  
397 pages - Prix public: 115 F

**Aux Editions STH**  
6, av. Léon-Henry, 75018 Paris. Tél.: 527.10.15.



## MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

22 octobre  
Nouvel effritement

L'effritement était de nouveau au rendez-vous mardi, jour de réponse des primes, à la Bourse de Paris. Très peu d'entre ces primes ont été levées en raison de la baisse du cours. Le quatrième consécutif de ce type de réponse. Ce sont surtout les ajustements de positions faites en prévision de la liquidation générale du 23 octobre, qui ont relativement pesé sur les cours. Relativement, car quelques achats étrangers ont été enregistrés, qui ont, pour partie, donné au marché des moyens de résister. A la clôture, l'indice des actions a chuté de 0,15 % au-dessous de son niveau précédent.

D'une façon générale, la Bourse n'a pas manifesté beaucoup d'ardeur au travail. Les affaires, si elles ont été assez calmes dans l'ensemble, ont été marquées par de longues négociations. Finalement, l'indice des actions a chuté de 0,15 % au-dessous de son niveau précédent. L'indice des actions a chuté de 0,15 % au-dessous de son niveau précédent.

Enfin, le SIFAR, le SIFAR et le SIFAR se sont inscrits à leurs plus bas niveaux de l'année.

Cette aussi sur le marché obligataire, où l'intérêt s'est néanmoins concentré sur les titres d'emprunt à taux fixe remboursables à la fin.

Les actions Razel ont été introduites ce jour sur le second marché, offertes à 450 F, elles ont été cotées 520 F.

La devise-titre a peu varié pour s'échapper entre 8,06 F et 8,10 F (contre 8,06 F/8,08 F).

Le flux de l'or a été de 325,90 dollars l'once contre 326,13 dollars.

A Paris, le lingot a regagné 300 F à 84 800 F, tandis que la napoleon reproduisait son précédent cours de 332 F.

## NEW-YORK

Ventes bénéficiaires

De nouvelles ventes bénéficiaires se sont produites lundi, à Wall Street. Contrairement à vendredi, elles ont, cette fois, un peu freiné le niveau de cours. A la clôture, l'indice des actions a chuté de 0,15 % au-dessous de son niveau précédent.

Comme au cours des précédentes séances, les ventes ont été marquées par les ajustements de positions. Pour les uns, les ajustements de positions ont été marqués par les ajustements de positions. Pour les autres, les ajustements de positions ont été marqués par les ajustements de positions.

Pour l'instant, en tout cas, l'activité est restée assez faible, avec 95,68 millions de titres échangés (contre 107,08 millions vendredi).

VALEURS	Cours de clôture	Cours de vendredi
ALCOA	52 3/8	52 1/4
A.T.	20 7/8	20 7/8
Boeing	89 1/2	89 1/2
Chrysler	50 1/2	50 1/2
Eastman	50 1/2	50 1/2
Exxon	50 1/2	50 1/2
General Motors	50 1/2	50 1/2
IBM	127 1/2	127 1/2
Intel	50 1/2	50 1/2
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Merck	50 1/2	50 1/2
Microsoft	50 1/2	50 1/2
Oracle	50 1/2	50 1/2
Rockwell	50 1/2	50 1/2
Sony	50 1/2	50 1/2
Texas Instruments	50 1/2	50 1/2
United Technologies	50 1/2	50 1/2
Verilog	50 1/2	50 1/2
Walt Disney	50 1/2	50 1/2
Xerox	50 1/2	50 1/2

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

MAISONS PHÉNIX : LA SITUATION SE DÉTÉRIORE. - La société a enregistré une perte de 114,4 millions de francs pour le premier semestre, contre 30,9 millions de francs pour la période correspondante de 1984.

MAISONS PHÉNIX annonce un chiffre d'affaires de 416 millions de francs au 30 juin dernier, contre 365,5 millions de francs.

LYONNAISE DES EAUX : A CAUSE DU FROID. - La vague de froid de l'hiver dernier a quelque peu affecté les résultats.

INDICES QUOTIDIENS : 18 oct. 21 oct. 22 oct. 23 oct.

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE : Effet prime du 22 octobre : 9,18 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO : 1 dollar (en yen) : 214,35

## BOURSE DE PARIS Comptant

22 OCTOBRE

VALEURS	Cours de clôture	Cours de vendredi
ALCOA	52 3/8	52 1/4
A.T.	20 7/8	20 7/8
Boeing	89 1/2	89 1/2
Chrysler	50 1/2	50 1/2
Eastman	50 1/2	50 1/2
Exxon	50 1/2	50 1/2
General Motors	50 1/2	50 1/2
IBM	127 1/2	127 1/2
Intel	50 1/2	50 1/2
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Merck	50 1/2	50 1/2
Microsoft	50 1/2	50 1/2
Oracle	50 1/2	50 1/2
Rockwell	50 1/2	50 1/2
Sony	50 1/2	50 1/2
Texas Instruments	50 1/2	50 1/2
United Technologies	50 1/2	50 1/2
Verilog	50 1/2	50 1/2
Walt Disney	50 1/2	50 1/2
Xerox	50 1/2	50 1/2

VALEURS	Cours de clôture	Cours de vendredi
ALCOA	52 3/8	52 1/4
A.T.	20 7/8	20 7/8
Boeing	89 1/2	89 1/2
Chrysler	50 1/2	50 1/2
Eastman	50 1/2	50 1/2
Exxon	50 1/2	50 1/2
General Motors	50 1/2	50 1/2
IBM	127 1/2	127 1/2
Intel	50 1/2	50 1/2
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Merck	50 1/2	50 1/2
Microsoft	50 1/2	50 1/2
Oracle	50 1/2	50 1/2
Rockwell	50 1/2	50 1/2
Sony	50 1/2	50 1/2
Texas Instruments	50 1/2	50 1/2
United Technologies	50 1/2	50 1/2
Verilog	50 1/2	50 1/2
Walt Disney	50 1/2	50 1/2
Xerox	50 1/2	50 1/2

VALEURS	Cours de clôture	Cours de vendredi
ALCOA	52 3/8	52 1/4
A.T.	20 7/8	20 7/8
Boeing	89 1/2	89 1/2
Chrysler	50 1/2	50 1/2
Eastman	50 1/2	50 1/2
Exxon	50 1/2	50 1/2
General Motors	50 1/2	50 1/2
IBM	127 1/2	127 1/2
Intel	50 1/2	50 1/2
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Merck	50 1/2	50 1/2
Microsoft	50 1/2	50 1/2
Oracle	50 1/2	50 1/2
Rockwell	50 1/2	50 1/2
Sony	50 1/2	50 1/2
Texas Instruments	50 1/2	50 1/2
United Technologies	50 1/2	50 1/2
Verilog	50 1/2	50 1/2
Walt Disney	50 1/2	50 1/2
Xerox	50 1/2	50 1/2

VALEURS	Cours de clôture	Cours de vendredi
ALCOA	52 3/8	52 1/4
A.T.	20 7/8	20 7/8
Boeing	89 1/2	89 1/2
Chrysler	50 1/2	50 1/2
Eastman	50 1/2	50 1/2
Exxon	50 1/2	50 1/2
General Motors	50 1/2	50 1/2
IBM	127 1/2	127 1/2
Intel	50 1/2	50 1/2
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Merck	50 1/2	50 1/2
Microsoft	50 1/2	50 1/2
Oracle	50 1/2	50 1/2
Rockwell	50 1/2	50 1/2
Sony	50 1/2	50 1/2
Texas Instruments	50 1/2	50 1/2
United Technologies	50 1/2	50 1/2
Verilog	50 1/2	50 1/2
Walt Disney	50 1/2	50 1/2
Xerox	50 1/2	50 1/2

VALEURS	Cours de clôture	Cours de vendredi
ALCOA	52 3/8	52 1/4
A.T.	20 7/8	20 7/8
Boeing	89 1/2	89 1/2
Chrysler	50 1/2	50 1/2
Eastman	50 1/2	50 1/2
Exxon	50 1/2	50 1/2
General Motors	50 1/2	50 1/2
IBM	127 1/2	127 1/2
Intel	50 1/2	50 1/2
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Merck	50 1/2	50 1/2
Microsoft	50 1/2	50 1/2
Oracle	50 1/2	50 1/2
Rockwell	50 1/2	50 1/2
Sony	50 1/2	50 1/2
Texas Instruments	50 1/2	50 1/2
United Technologies	50 1/2	50 1/2
Verilog	50 1/2	50 1/2
Walt Disney	50 1/2	50 1/2
Xerox	50 1/2	50 1/2

VALEURS	Cours de clôture	Cours de vendredi
ALCOA	52 3/8	52 1/4
A.T.	20 7/8	20 7/8
Boeing	89 1/2	89 1/2
Chrysler	50 1/2	50 1/2
Eastman	50 1/2	50 1/2
Exxon	50 1/2	50 1/2
General Motors	50 1/2	50 1/2
IBM	127 1/2	127 1/2
Intel	50 1/2	50 1/2
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Merck	50 1/2	50 1/2
Microsoft	50 1/2	50 1/2
Oracle	50 1/2	50 1/2
Rockwell	50 1/2	50 1/2
Sony	50 1/2	50 1/2
Texas Instruments	50 1/2	50 1/2
United Technologies	50 1/2	50 1/2
Verilog	50 1/2	50 1/2
Walt Disney	50 1/2	50 1/2
Xerox	50 1/2	50 1/2

VALEURS	Cours de clôture	Cours de vendredi
ALCOA	52 3/8	52 1/4
A.T.	20 7/8	20 7/8
Boeing	89 1/2	89 1/2
Chrysler	50 1/2	50 1/2
Eastman	50 1/2	50 1/2
Exxon	50 1/2	50 1/2
General Motors	50 1/2	50 1/2
IBM	127 1/2	127 1/2
Intel	50 1/2	50 1/2
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Merck	50 1/2	50 1/2
Microsoft	50 1/2	50 1/2
Oracle	50 1/2	50 1/2
Rockwell	50 1/2	50 1/2
Sony	50 1/2	50 1/2
Texas Instruments	50 1/2	50 1/2
United Technologies	50 1/2	50 1/2
Verilog	50 1/2	50 1/2
Walt Disney	50 1/2	50 1/2
Xerox	50 1/2	50 1/2

VALEURS	Cours de clôture	Cours de vendredi
ALCOA	52 3/8	52 1/4
A.T.	20 7/8	20 7/8
Boeing	89 1/2	89 1/2
Chrysler	50 1/2	50 1/2
Eastman	50 1/2	50 1/2
Exxon	50 1/2	50 1/2
General Motors	50 1/2	50 1/2
IBM	127 1/2	127 1/2
Intel	50 1/2	50 1/2
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Merck	50 1/2	50 1/2
Microsoft	50 1/2	50 1/2
Oracle	50 1/2	50 1/2
Rockwell	50 1/2	50 1/2
Sony	50 1/2	50 1/2
Texas Instruments	50 1/2	50 1/2
United Technologies	50 1/2	50 1/2
Verilog	50 1/2	50 1/2
Walt Disney	50 1/2	50 1/2
Xerox	50 1/2	50 1/2

VALEURS	Cours de clôture	Cours de vendredi
ALCOA	52 3/8	52 1/4
A.T.	20 7/8	20 7/8
Boeing	89 1/2	89 1/2
Chrysler	50 1/2	50 1/2
Eastman	50 1/2	50 1/2
Exxon	50 1/2	50 1/2
General Motors	50 1/2	50 1/2
IBM	127 1/2	127 1/2
Intel	50 1/2	50 1/2
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Merck	50 1/2	50 1/2
Microsoft	50 1/2	50 1/2
Oracle	50 1/2	50 1/2
Rockwell	50 1/2	50 1/2
Sony	50 1/2	50 1/2
Texas Instruments	50 1/2	50 1/2
United Technologies	50 1/2	50 1/2
Verilog	50 1/2	50 1/2
Walt Disney	50 1/2	50 1/2
Xerox	50 1/2	50 1/2

VALEURS	Cours de clôture	Cours de vendredi
ALCOA	52 3/8	52 1/4
A.T.	20 7/8	20 7/8
Boeing	89 1/2	89 1/2
Chrysler	50 1/2	50 1/2
Eastman	50 1/2	50 1/2
Exxon	50 1/2	50 1/2
General Motors	50 1/2	50 1/2
IBM	127 1/2	127 1/2
Intel	50 1/2	50 1/2
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Merck	50 1/2	50 1/2
Microsoft	50 1/2	50 1/2
Oracle	50 1/2	50 1/2
Rockwell	50 1/2	50 1/2
Sony	50 1/2	50 1/2
Texas Instruments	50 1/2	50 1/2
United Technologies	50 1/2	50 1/2
Verilog	50 1/2	50 1/2
Walt Disney	50 1/2	50 1/2
Xerox	50 1/2	50 1/2

VALEURS	Cours de clôture	Cours de vendredi
ALCOA	52 3/8	52 1/4
A.T.	20 7/8	20 7/8
Boeing	89 1/2	89 1/2
Chrysler	50 1/2	50 1/2
Eastman	50 1/2	50 1/2
Exxon	50 1/2	50 1/2
General Motors	50 1/2	50 1/2
IBM	127 1/2	127 1/2
Intel	50 1/2	50 1/2
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Merck	50 1/2	50 1/2
Microsoft	50 1/2	50 1/2
Oracle	50 1/2	50 1/2
Rockwell	50 1/2	50 1/2
Sony	50 1/2	50 1/2
Texas Instruments	50 1/2	50 1/2
United Technologies	50 1/2	50 1/2
Verilog	50 1/2	50 1/2
Walt Disney	50 1/2	50 1/2
Xerox	50 1/2	50 1/2

VALEURS	Cours de clôture	Cours de vendredi
ALCOA	52 3/8	52 1/4
A.T.	20 7/8	20 7/8
Boeing	89 1/2	89 1/2
Chrysler	50 1/2	50 1/2
Eastman	50 1/2	50 1/2
Exxon	50 1/2	50 1/2
General Motors	50 1/2	50 1/2
IBM	127 1/2	127 1/2
Intel	50 1/2	50 1/2
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Merck	50 1/2	50 1/2
Microsoft	50 1/2	50 1/2
Oracle	50 1/2	50 1/2
Rockwell	50 1/2	50 1/2
Sony	50 1/2	50 1/2
Texas Instruments	50 1/2	50 1/2
United Technologies	50 1/2	50 1/2
Verilog	50 1/2	50 1/2
Walt Disney	50 1/2	50 1/2
Xerox	50 1/2	50 1/2

Du Pont	831	845	Steel	143	141 50	Eastman	178 20	115 10	Life-Tech	195 40	187 50
Exxon	147	134 0	Steel	188	189	Exxon	100 20	101 10	Life-Tech	182 14	181 42
General Motors	850	848	Steel	108	108	Exxon	100 20	101 10	Life-Tech	182 14	181 42
IBM	406	405	Steel	108	108	Exxon	100 20	101 10	Life-Tech	182 14	181 42
Johnson & Johnson	808	808	Steel	108	108	Exxon	100 20	101 10	Life-Tech	182 14	181 42
Merck	808	808	Steel	108	108	Exxon	100 20	101 10	Life-Tech	182 14	181 42
Microsoft	808	808	Steel	108	108	Exxon	100 20	101 10	Life-Tech	182 14	181 42
Oracle	808	808	Steel	108	108	Exxon	100 20	101 10	Life-Tech	182 14	181 42
Rockwell	808	808	Steel	108	108	Exxon	100 20	101 10	Life-Tech	182 14	181 42
Sony	808	808	Steel	108	108	Exxon	100 20	101 10	Life-Tech	182 14	181 42
Texas Instruments	808	808	Steel	108	108	Exxon	100 20	101 10	Life-Tech	182 14	181 42
United Technologies	808	808	Steel	108	108	Exxon	100 20	101 10	Life-Tech	182 14	181 42
Verizon	808	808	Steel	108	108	Exxon	100 20	101 10	Life-Tech	182 14	181 42
Walt Disney	808	808	Steel	108	108	Exxon	100 20	101 10	Life-Tech	182 14	181 42
Yahoo	808	808	Steel	108	108	Exxon	100 20	101 10	Life-Tech	182 14	181 42
Yield	808	808	Steel	108	108	Exxon	100 20	101 10	Life-Tech	182 14	181 42



# Le Monde

LA CRISE DU PROCHE-ORIENT ET LES SUITES DE L'AFFAIRE DE L'ACHILLE-LAURO

## L'émissaire de M. Reagan à Tunis

Le secrétaire d'Etat adjoint américain, M. John Whitehead, est arrivé le lundi 21 octobre à Tunis où il entend, cette fois, apaiser le climat de tension qui s'est installé entre les Etats-Unis et la Tunisie à la suite de l'affaire de l'achille-Lauro et du raid israélien contre l'OLP dans la banlieue tunisoise le 1<sup>er</sup> octobre dernier.

M. Whitehead venait du Caire où il a été longuement reçu, lundi, par le président Moubarak à un moment où les relations américano-égyptiennes traversent une phase très difficile après l'interception par la chasse américaine du Boeing égyptien transportant les pirates de l'achille-Lauro. « Un premier pas a été franchi en vue de resserrer les relations égypto-américaines », a

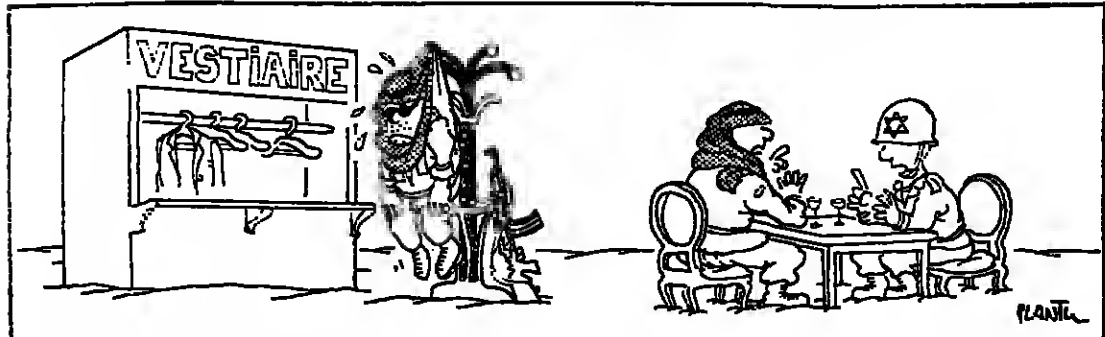
assuré M. Whitehead à l'issue de ces entretiens, au cours desquels, rapporte notre correspondant, Alexandre Buccianti, il a remis un message de M. Reagan au président Moubarak.

M. Whitehead a souligné que M. Reagan exprimait dans ce message « le souhait que les deux pays puissent maintenant dépasser leur différend ». Les Etats-Unis, a relevé M. Whitehead, « regretent que les événements aient pris cette tournure. Leur seul but était de déferer en justice des criminels, et nous apprécions les efforts déployés par l'Egypte en vue de sauver les otages » (du paquebot).

— Le président Reagan a officiellement notifié, lundi 21 octobre, au

Congrès son intention de vendre pour 1,9 milliard de dollars d'armements à la Jordanie : une quarantaine de chasseurs F-16 ou F-20, 300 missiles air-air, des batteries de missiles antiaériens Hawk et Stinger ainsi que plusieurs autres matériels. Le Pentagone a assuré que ces ventes « n'affecteraient pas l'équilibre militaire dans la région ».

D'ores et déjà, le Congrès a fait part de son opposition à ce projet de vente d'armes : plus de 70 sénateurs et 225 membres de la Chambre des représentants — soit la majorité dans les deux Chambres — ont annoncé qu'ils s'opposeraient à la vente des chasseurs et missiles antiaériens si l'Arabie ne s'engageait pas à entamer des négociations de paix directes avec Israël.



Le sort de Michel Seurat, — L'Association française des arabes partage l'inquiétude des collègues et des amis de Michel Seurat qui voient sa détention au Liban se prolonger. Elle souhaite que tout soit mis en œuvre pour qu'il soit libéré et retrouve sa place dans la communauté scientifique. Les membres de l'association transmettent à Michel Seurat et à ses compagnons de détention l'expression de leur amitié et de leur soutien.

### NOUVELLES BRÈVES

• Rétablissement des relations entre Cuba et l'Uruguay. — L'Uruguay et Cuba ont annoncé le 17 octobre le rétablissement de leurs relations diplomatiques, rompues depuis septembre 1964, deux ans après que les Etats-Unis eurent obtenu l'exclusion de Cuba de l'Organisation des Etats américains (OEA). Après douze ans de régime militaire, le président uruguayen, M. Julio María Sanguinetti, lors de sa prise de fonctions en mars dernier, avait annoncé le rétablissement des liens avec Cuba. — (Reuter.)

• Huit militaires et dix guérilleros tués dans un combat au Guatemala. — Deux officiers et six soldats de l'armée guatémaltèque ainsi que dix guérilleros sont morts au cours d'un combat dans le département du Quiché (nord-ouest du Guatemala), a annoncé un porte-parole de l'armée le samedi 19 octobre. Une colonne de la guérilla des pauvres (EGP) avait été localisée au nord de Nebaj, dans une région montagneuse du Quiché, par les militaires. — (AFP.)

**Sur CFM**  
de 19 heures à 19 h 30  
à Paris (89 MHz)  
à Lyon (100,3 MHz)  
à Bordeaux (101,2 MHz)  
à St-Nazaire-La Boule (94,8 MHz)  
à Limoges (102,1 MHz)  
à Toulouse (88,6 MHz)  
**MARDI 22 OCTOBRE**  
« Le Monde » reçoit  
**SIMONE VEIL**  
député, ancien président  
de l'Assemblée européenne  
avec **PHILIPPE BOUCHER**  
**MERCREDI 23 OCTOBRE**  
**Allé « Le Monde »**  
préparé par **FRANÇOIS KOCH**  
720-52-97  
**LE SUICIDE DES JEUNES :**  
L'ENIGME  
avec **DELPHINE PINEL**  
et **PHILIPPE COHEN**  
du « Monde de l'Education »

**Le Monde-Infos-Spectacles**  
sur Minitel  
615.91.77-4-15.15.15  
**ACCORDEUR PIANO**  
**BERNHARD STOPPER**  
Spécialiste d'entretien, technicien diplômé de l'école Ludwigburg  
Laureat du concours d'accord du BDK en 1982 et 1983.  
10, boulevard de Strasbourg,  
PARIS 10 - 240-32-88.

**LEGRAND Tailleur**  
3000 tissus  
Luxeuses draperies anglaises  
Fabrication traditionnelle  
Boutique Femme  
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX  
SUR MESURE  
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES  
Prêt-à-porter Homme  
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra  
Téléphone : 742-70-61.  
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

### LA SITUATION EN AFRIQUE DU SUD

## L'ANC veut étendre l'insécurité dans les zones résidentielles blanches

De passage à Lisbonne, où il a eu un entretien avec le président Eanes, M. Oliver Tambo, président du Congrès national africain (ANC), a annoncé lundi 21 octobre un durcissement de la lutte de son organisation et son extension aux zones résidentielles des villes d'Afrique du Sud. Il a demandé à l'importante communauté portugaise d'Afrique du Sud (quelque 800 000 personnes venues le plus souvent d'Angola ou du Mozambique) de « manifester son opposition au régime d'apartheid ».

Il a d'autre part pressé M. Eanes d'accepter l'ouverture d'un bureau de l'ANC à Lisbonne, le Portugal étant un des rares pays européens où celle-ci n'est pas représentée.

A Soweto, de violents incidents ont opposé lundi des Zoulous, résidents temporaires de la cité noire proche de Johannesburg, partisans du chef Gatsha Buthelezi, à d'autres Noirs, résidents permanents, favorables au Front démocratique uni. Au moins trois personnes, accusées de

« collaboration », ont été brûlées vives.

Au Cap, des Noirs ont mis le feu à une vingtaine de voitures appartenant à des Blancs ; l'un de ceux-ci a échappé de peu à la mort après l'envoi d'une torche enflammée sur son véhicule.

A Johannesburg, le procès de seize personnes, actuellement en liberté sous caution, s'est ouvert lundi en présence d'observateurs diplomatiques. Certains des accusés appartenaient au Front démocratique uni, parti d'opposition légale ; ils ne sont pas jugés pour cela, mais pour appartenance à une « alliance révolutionnaire » secrète.

La compagnie South African Airways (SAA) a annoncé l'annulation de son vol hebdomadaire vers l'Australie en raison d'un mot d'ordre de boycottage des syndicats locaux. La compagnie australienne avait pour sa part interrompu ses vols vers l'Afrique du Sud il y a plusieurs années. — (AFP, AP, Reuter.)

### LE CONFLIT DU SAHARA

## Les attachés militaires en poste à Alger ont rencontré le président de la RASD près de Tindouf

De notre correspondant

Alger. — Un groupe de dix-huit attachés militaires auprès d'ambassades accréditées à Alger a, à l'invitation du ministre algérien de la défense nationale, visité, vendredi 18 octobre, une partie de la III<sup>e</sup> région militaire, qui inclut notamment Béchar et Tindouf.

Les attachés militaires occidentaux (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Espagne, France, RFA, Italie, etc.) et des pays socialistes ont gagné Tindouf, à 2 000 kilomètres au sud-ouest d'Alger, à bord d'un C-130 de l'armée de l'air algérienne. Dans la région de Tindouf, comme pour

abriter le Polisario et ses camps de réfugiés, ils ont vu des cliniques, des écoles, des panoplies d'équipements militaires pris par le Front Polisario aux troupes marocaines. Certaines sources laissent entendre qu'ils ont également vu des prisonniers marocains. Le seul point sur lequel s'accordent les sources diplomatiques concerne leur rencontre avec le président de la « République arabe sahraouie démocratique » (RASD), M. Mohamed Abdelaziz, et son « ministre de la défense », M. Brahim Ghali, dans un camp de réfugiés sahraouis, à une vingtaine de kilomètres au sud-est de Tindouf.

L'Algérie a-t-elle voulu mettre les attachés militaires devant le fait accompli, profitant d'un voyage qualifié d'information pour leur faire rencontrer le président de la RASD ? A-t-elle essayé de faire pendant à la visite d'attachés militaires accrédités à Rabat, organisée au printemps dernier dans la partie du Sahara occidental contrôlée par le Maroc ? En réponse à cette dernière question, des diplomates occidentaux font valoir que la visite du 18 octobre à Tindouf s'est déroulée « uniquement en territoire algérien à l'intérieur de frontières internationalement reconnues » et mettent l'accent sur le fait que, contrairement au Sahara occidental, « cette région n'est le théâtre d'aucun affrontement ».

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

**DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT**  
**PRIX EXCEPTIONNELS**  
avec la garantie  
d'un grand maître tailleur  
**PANTALONS**  
A partir de **590 F**  
**COSTUMES ET PARDESSUS**  
**MESURE**  
A partir de **1 750 F**  
**NOUVELLE COLLECTION**  
3000 tissus  
Luxeuses draperies anglaises  
Fabrication traditionnelle  
Boutique Femme  
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX  
SUR MESURE  
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES  
Prêt-à-porter Homme  
**LEGRAND Tailleur**  
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra  
Téléphone : 742-70-61.  
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

## LE COLONEL ARNAUBEC (SPARTACUS) POURSUIVI POUR ATTEINTE A LA DÉFENSE NATIONALE

Le colonel d'aviation Gérard Arnaubec, cinquante ans, a été inculpé, lundi 21 octobre, d'atteinte à la défense nationale par M. Yves Granger, juge d'instruction en tribunal de grande instance de Paris.

Cette poursuite est consécutive à la plainte du ministre des armées, M. Paul Quilès, et concerne des renseignements ou documents publiés dans l'ouvrage *Opération Manro Tchad 83-84 : les documents secrets* signé par le colonel Arnaubec, sous le pseudonyme « Spartacus ». Une première plainte du ministre des armées avait conduit le même magistrat à inculper le colonel Arnaubec, le 26 septembre dernier, d'injures publiques envers l'armée et envers le général Jeannot Lacaze. Il a choisi pour avocat M<sup>re</sup> Georges Wagner.

L'inculpation d'atteinte à la défense nationale signifie à l'officier se référer aux articles 75, 76 et 78 du code pénal, qui répriment notamment le fait d'avoir « sans intention de trahison ou d'espionnage » porté à la connaissance du public des renseignements dont la diffusion « pourrait conduire à la découverte d'un secret de défense nationale ». Pour un militaire « dépositaire par fonction ou par qualité » de tels renseignements, les peines encourues sont de dix à vingt ans de réclusion criminelle.

## M. SERGE GONDEL EST NOMMÉ CHEF DU SERVICE CENTRAL DES CRS

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, a nommé, lundi 21 octobre, chef du service central des Compagnies républicaines de sécurité (CRS), M. Serge Gondel, commissaire divisionnaire, en remplacement de M. Jacques Dewatre, nommé mercredi dernier en conseil des ministres, directeur de la défense et de la sécurité civile au ministère de l'intérieur et de la décentralisation.

[Né le 5 janvier 1935 à Neufchâteau (Vosges), M. Serge Gondel est entré dans la police nationale en qualité d'officier de CRS en 1957, après des études de droit à Nancy.] A cette occasion, il a été promu au grade de chef de bureau de la formation du service central des CRS, il a été nommé adjoint au chef du service central le 26 octobre 1981.

## Après la mort de son mari L'ÉPOUSE DE NAWAZ BHUTTO EST PLACÉE EN GARDE A VUE A NICE

M<sup>re</sup> Rehana Bhutto, épouse de Shah Nawaz Bhutto, retrouvé mort le 18 juillet à Cannes (le Monde cité 21-22 juillet), a été placée en garde à vue dans les locaux de la police judiciaire de Nice.

M<sup>re</sup> Bhutto avait expliqué qu'elle avait découvert le corps de son mari (fils d'Ali Bhutto, ancien premier ministre pakistanais exécuté en 1979) dans leur luxueux appartement de Cannes. Le cadavre présentait des symptômes d'asphyxie, et une autopsie avait été ordonnée. Dans les milieux de l'opposition pakistanaise en exil, dont la victime était l'une des principales figures, on avait aussitôt parlé d'assassinat politique.

Le corps de Shah Nawaz Bhutto avait été rapatrié au Pakistan. Ses obsèques, le 21 août, conduites par sa sœur, M<sup>re</sup> Nensaz Bhutto, dirigeante du Parti du peuple pakistanais, avaient donné lieu à une importante manifestation. M<sup>re</sup> Bhutto, qui est en résidence surveillée au Pakistan, a demandé l'autorisation de quitter le pays pour répondre, le 6 novembre, à une convocation du juge d'instruction de Grasse chargé d'enquêter sur la mort de son frère.

Mardi 22 octobre, les autorités pakistanaises n'avaient toujours pas fait connaître leur réponse.

Le numéro du « Monde » daté 22 octobre 1985 a été tiré à 516 915 exemplaires

**VALEURS**  
ACTUELLES  
L'HEBDOMADAIRE DE L'AUDACE CAPITALISTE  
en kiosque ou par abonnement  
**SPECIMEN SUR DEMANDE**  
boîte 6, rue d'Uzès, 75081 Paris cedex 02

## Sur le vif

### Honni soit qui rit

Si on ne peut même plus rigoler au boulot, franchement c'est le bœuf. Ils ne doivent pas s'amuser, les huit cents British employés par une compagnie tchèque implantée à l'ouest de l'Angleterre. Une boîte qui fabrique des ordinateurs domestiques. Les chefs de service et les contremaîtres — j'ai lu ça dans le *Financial Times* — ont reçu des directives draconiennes. Histoire d'obtenir la concentration indispensable à la fabrication de produits sans défaut.

Interdit de rire sur les lieux de travail. Les éclats de rire risquent de faire passer les composants. C'est fragile et ça coûte cher. Interdit de porter la barbe. Des fois que des poils follets, en chatouillant les puces, incitent les circuits à se gondoler. Interdit de quitter son poste avant la sonnerie. Interdit de fumer dans l'usine. Interdit de fumer dans les toilettes. Prière de relever le siège et d'éteindre sa cigarette. Interdit de boire et de manger près des chaînes d'assemblage. Planquez vos

sandwiches et vos canettes de bière.

Et attendez, c'est pas fini. On n'a pas non plus le droit de jouer dans les ateliers. Jouer à quoi ? Au poker ? A la table ? A la bête à deux dos ? A la bête à quatre ? A la bête à six ? A la bête à huit ? A la bête à dix ? A la bête à douze ? A la bête à quinze ? A la bête à vingt ? A la bête à trente ? A la bête à quarante ? A la bête à cinquante ? A la bête à soixante ? A la bête à septante ? A la bête à quatre-vingt ? A la bête à quatre-vingt-dix ? A la bête à cent ?

Qu'est-ce que vous dites de ça ? Oui, je sais... Je sais. Je vous entends d'ici : Au Monde ces recommandations seraient superflues. Avec votre réputation de conspiciens, caleçons longs et vacances bretonnes, on ne doit pas se marier souvent dans les salles de rédaction. Quant à jouer à la marelle dans les couloirs ! Eh bien, vous vous trompez. On se bidonne sans arrêt, on se tirebouchonne. Il n'y a pas un journal plus rigolo. Au *Canard*, c'est des bonnets de nuit, comparés aux masques d'ici. Comment c'est pas vrai ? Rappelez-vous ce mot de de Gaulle à Boue-Méry : Je vous lis... Je m'amuse !

CLAUDE SARRAUTE.

## Les forces de l'ordre ont fait évacuer les usines Ducellier

De notre correspondant

Issoire. — Peu avant 6 heures ce mardi 22 octobre, les forces de l'ordre ont investi sans heurts les usines Ducellier à Issoire, Sainte-Florine et Vergongheon, qui étaient occupées depuis le 29 septembre par les militants de la CGT.

Cette intervention faisait suite au jugement d'évacuation prononcé par le tribunal des référés à Clermont-Ferrand et au Puy, les tribunaux de production se trouvant répartis dans les départements du Puy-de-Dôme et de la Haute-Loire.

Depuis que Valéo, groupe auquel appartient Ducellier, avait obtenu gain de cause auprès des tribunaux, le 3 octobre, la population était en attente de l'opération de police.

A Issoire, une heure à peine avant l'arrivée des deux compagnies de CRS mobilisées, les militants de la CGT avaient effectué une ronde d'alerte, mais n'avaient rien remarqué. Ils n'étaient qu'une trentaine dans l'usine au moment de l'intervention. Ils ont quitté les lieux dans le calme pour s'installer à l'extérieur et inviter le directeur et le chef du personnel venus reprendre possession des ateliers et accueillir vers 7 h 30 l'encadrement convoqué pour établir un état des lieux avant l'ouverture des portes à l'ensemble du personnel prévu pour 13 heures.

A Sainte-Florine, les quelques militants cégétistes présents ont

quitté également les lieux sans heurts en chantant le *Drapeau rouge*. A Vergongheon, l'atmosphère n'était pas plus tendue. Cependant, les forces de l'ordre ont molesté un photographe de l'AFP, qui a décidé de porter plainte.

La CGT a surtout réagi en appelant la population à manifester dans les rues d'Issoire ce mardi après-midi. En occupant les trois usines du val d'Allier, le syndicat espérait contraindre les pouvoirs publics et la direction de Valéo à renégocier le plan de reconstruction industrielle qui prévoit notamment la fermeture de l'unité d'Issoire le 31 octobre. Ces dernières semaines, M. Jacques Guérin, préfet de la région Auvergne, avait échoué dans sa tentative de trouver une solution négociée au conflit.

LIBERT TARRAGO.

## Les candidats au championnat du monde d'échecs

### SMYSLOV ET KORTCHNOI BATTUS

Lundi soir pour Smyslov et Kortchnoi, respectivement battus avec les Blancs par Nogueiras et Vaganian ; bonne journée pour Tchernine et Sokolov, vainqueurs de Spraggett et de Portisch, et quatre nulles seulement : personne ne s'est fait de cadeau dans la septième ronde du Tournoi des candidats de Montpellier, où douze joueurs sur seize se tiennent en un point et demi.

**SEPTIÈME RONDE.** — Sokolov, 1-0 (34) ; Smyslov-Nogueiras, 0-1 (34) ; Tchernine-Spraggett, 1-0 (37) ; Belavsky-Schirwan, 0-5-0-5 (44) ; Short-Yousoufov, 0-5-0-5 (28) ; Spassky-Tal, 0-5-0-5 (21) ; Kortchnov-Vaganian, 0-1 (30) ; Ribli-Timman, 0-5-0-5 (76).

**CLASSEMENT.** — 1. Yousoufov, 4,5 pts ; 2. Nogueiras, Tal, Sokolov, 4 ; 3. Timman, Vaganian, 3,5 (1 jour) ; 7. Short, Belavsky, Tchernine, Smyslov, Schirwan, Portisch, 3, etc.

**Préservez votre dos fragile avec Pirelax**  
de **PIRELLA**  
sommier articulé à lattes de bois soutient bien la COLONNE VERTEBRALE.  
**DEMANDEZ CONSEIL A VOTRE MÉDECIN**  
37, Avenue de la République  
75011 PARIS Tél. 357.46.35  
Métro : PARMENTIER

**PLANO: LE BON CHOIX**  
• Vente à partir de 8.900 F ou 218,21 F par mois\* (Crédit souple et personnalisé).  
• Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.  
• Location à partir de 235 F par mois.  
• Service après-vente garanti.  
Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.  
Prix comptant 8.900 F  
\* sur 84 mois - T.E.G. 23,75% C.R.E.G.  
Coût du crédit : 9.429,64 F  
**La passion de la musique.**  
139, rue de Rennes, 75006 PARIS. Tél. 45 44 38 66 Parking à proximité.

A B C D E F G